

UNIVERSITÉ DE NANCY -- FACULTÉ DE DROIT

Le Socialisme entre l'Economie nationale et le Cosmopolitisme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Lundi 17 Décembre 1934, à 14 h. 30

PAR

Roger BERG

Avocat à la Cour d'appel de Nancy
Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président.....	MM. BROCARD, professeur.
Assesseurs	DE MENTHON, professeur.
	MARCHAL, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE NANCÉIENNE, 15, RUE GUSTAVE-SIMON

1934

UNIVERSITÉ DE NANCY -- FACULTÉ DE DROIT

Le Socialisme entre l'Economie nationale et le Cosmopolitisme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Lundi 17 Décembre 1934, à 14 h. 30

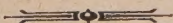
PAR

Roger BERG

Avocat à la Cour d'appel de Nancy
Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président... ..	MM. BROCARD, professeur.
Assesseurs }	DE MENTHON, professeur.
	MARCHAL, chargé de cours.



NANCY

IMPRIMERIE NANCÉIENNE, 15, RUE GUSTAVE-SIMON

1934

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN, *, †, I. O.

Doyens honoraires :

MM. F. GÉNY, O. *, I. O.

MICHON, *, I. O.

Professeurs honoraires :

MM. MAY, *, I. O.

CARRÉ DE MALBERG, *, I. O.

ROLLAND, I. O.

MOREL, I. O.

F. GÉNY, O. *, I. O.

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN, I. O., docteur en Droit.

Professeurs :

MM. GÉNY, O. *, I. O., professeur de Droit civil.

MICHON, *, I. O., professeur de Droit romain.

BROCARD, *, I. O., professeur d'Economie politique.

SENN, *, †, I. O., professeur de Droit romain.

RENARD, I. O., professeur de Droit public.

HENRY, I. O., professeur de Droit criminel.

KRÖLL, I. O., professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, I. O., professeur de Droit international public.

LESCOT, I. O., professeur de Droit commercial.

SIMONNET, I. O., professeur de Droit civil.

VOIRIN, †, A. O., professeur de Droit civil.

TROTABAS, †, professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT, A. O., professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

Secrétaire : M. BERTRAND, I. O.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

Une opinion généralement reçue se plaît à faire du socialisme une doctrine essentiellement internationaliste ou, plus exactement, cosmopolite et négatrice de l'idée de nation. Fortement impressionnés par certains mots d'ordre donnés par Karl Marx, les tenants de cette thèse affirment l'existence d'une antinomie profonde entre la vue socialiste du monde et la conception nationale des rapports économiques.

Cette thèse apparaît au moins partiellement inexacte, si l'on veut bien considérer que toute l'idéologie socialiste ne se réduit pas à une ou deux formules en coups de poing, destinées à frapper violemment l'imagination populaire et dont le type est « le prolétaire n'a pas de patrie » ou le mot d'ordre célèbre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Ceux qui professent de telles idées sont le plus souvent aveuglés par de prétendus socialistes, qui ne connaissent qu'imparfaitement l'étendue de la doctrine dont ils se proclament les adeptes. Pour eux, le socialisme serait tout entier contenu dans une petite brochure, rédigée par Karl Marx et Engels en 1848 : *Le Manifeste Communiste*. C'est, aux dires de certains, une espèce d'Evangile irréfutable, qui contient, décrits d'une façon schématique mais exacte, le passé, le présent et le devenir de toutes les sociétés humaines sans exception.

Il est vraiment excessif de dire que le grand souffle de réformation du monde qui a toujours animé le socialisme se résume en de telles assertions, qui n'ont au surplus que le caractère tapageur et simpliste de toute propagande.

La lutte de deux classes, dans le monde entier transformé en une vaste usine de production par le progrès technique, son aboutissement fatal à la ruine de la classe capitaliste et à l'ultime triomphe du prolétariat, voilà à quelle conclusion brutale sont conduits ceux qui n'envisagent le socialisme que sous son aspect le plus extrême.

Mais ce n'est là, surtout au point de vue qui nous occupe, qu'un moment de la pensée socialiste, celui qui correspond au marxisme, qui, lui-même, avec le réformisme, n'a pas tardé à s'écarter de ses conceptions primitives.

Il paraît plus exact de donner au socialisme un sens plus large et d'y comprendre autre chose que les pures théories marxistes.

Sans avoir la prétention de disséquer, les unes après les autres, les vues de chaque auteur pour arriver à une définition scientifique du terme « socialisme », il nous paraît utile, pour en déterminer le contenu exact, de l'opposer au vocable « libéralisme ».

Nous dirons en ce sens que sont libérales les doctrines qui posent les rapports économiques comme harmonieusement établis par le libre jeu des activités individuelles, l'Etat n'intervenant que pour faire respecter les contrats issus de débats poursuivis sans contrainte extérieure. Le libéralisme, sous la forme la plus ancienne et la plus absolue du moins, se satisfait des relations établies spontanément, sans qu'il soit nécessaire de les réglementer autrement.

A l'opposé de cette conception optimiste du monde économique où nous avons vécu et où nous continuons pour partie de vivre, les écrivains socialistes proclament l'impuissance de ces rapports individuels à donner une solution pleinement satisfaisante aux problèmes de la production, de la consommation et de la répartition. Selon eux, l'initiative individuelle n'est apte à fournir que les produits et les services susceptibles de rémunérer largement l'initiative privée. D'autres besoins ne sont pas satisfaits, alors que certains le sont trop. De là des désordres, des crises économiques qui résultent de la mauvaise adaptation de notre organisme économique à ses fins (1).

Les critiques s'élèvent plus vives encore à l'égard de la

(1) Des écrivains non socialistes sont aussi de cet avis : « On ne peut pas compter sur l'initiative privée pour satisfaire tous les besoins, pour sauvegarder tous les intérêts, ceux même qui importent le plus au bonheur de l'individu et au progrès de la civilisation ». L. Brocard : « Les Conditions générales de l'activité économique », tome II du *Traité d'Economie politique*, publié sous la direction d'Henri Truchy, p. 203.

répartition du produit : il ne revient pas aux différents collaborateurs dans la besogne de production la part qui devrait leur échoir proportionnellement à leurs efforts. Pour certains, les techniciens sont insuffisamment rémunérés ; pour d'autres, ce sont les travailleurs manuels qui sont acculés à la ruine par des salaires de misère.

Dans notre monde économique, le pouvoir de diriger les hommes et les choses n'est pas mis entre les mains de ceux qui ont la compétence et les qualités requises pour les détenir. Les leviers de commande de notre société doivent changer de mains. Ils doivent être manœuvrés dans l'intérêt général par la collectivité organisée. Voilà ce qui fait, avec des modalités d'exécution diverses, le fond immuable de toutes les théories socialistes.

Partant de ces rapides considérations, nous appliquerons le qualificatif de « socialiste » à toute doctrine économique qui, insatisfaite des rapports humains existants, joint à une critique de l'organisation actuelle un plan d'organisation concerté, plus conforme à la fois à la notion traditionnelle de justice, aux exigences nouvelles de la technique, à la nécessité de maintenir l'équilibre entre la production et la consommation.

Sans remonter aux origines de la pensée socialiste, à Platon, à Thomas Morus, à Campanella, nous appliquerons donc le qualificatif de socialiste à un certain nombre de doctrines qui ont prétendu modifier dans le sens de la coordination concertée des activités l'organisme économique issu tout à la fois de la liberté économique et de la technique moderne.

Gracchus Babeuf apparaît à ce titre comme le premier socialiste moderne, bien qu'il n'apporte qu'une doctrine assez rudimentaire. Après lui, le comte de Saint-Simon nous propose des vues plus originales sur un monde futur que dirigeraient les industriels et les « capacités » techniques. Ses disciples élargissent sa théorie jusqu'aux confins du monde et se relient ainsi aux conceptions universalistes de Fourier, le père du phalanstère et de la coopération en cercles concentriques.

Plus nettes que celles de Blanqui et celles des républicains français de 1848, sont les vues de Proudhon. Savam-

ment alternées, elles conduisent à une organisation mutualiste et fédéraliste du monde. En même temps, se développe à l'étranger un mouvement analogue que marquent en Angleterre, Robert Owen, Godwin, Thompson; en Allemagne, Lassalle, Rodbertus, Karl Marlo. L'allure générale de ce socialisme est bien proche des théories associationnistes de Proudhon. Il s'en sépare cependant par deux traits : le premiers réside dans une indétermination beaucoup plus grande des personnes qui seraient appelées à collaborer pour produire et échanger leurs produits; le second dans une importance plus considérable du rôle dévolu à l'Etat. Malgré le vague dans lequel se tiennent ces auteurs en ce qui concerne la base territoriale de la collaboration, leurs idées apparaissent cependant comme marquées d'un caractère national assez fort par suite de l'intervention étatiste, qui est beaucoup plus nette chez les Allemands organisateurs que chez les Anglais, plus individualistes.

A la suite de ce socialisme dit « idéaliste », vient le socialisme « scientifique » que beaucoup s'accordent à considérer comme le seul pur, le marxisme, que les idées scientifiques de Karl Marx servent à étayer. Ses disciples et singulièrement les syndicalistes révolutionnaires, développent ses idées jusqu'à leurs extrêmes conséquences. Mais, à l'épreuve des faits, ce socialisme lui-même se corrige, se diversifie, se nuance, se transforme, à mesure qu'il prend contact avec les faits, qu'il se mêle à la lutte politique; que, parfois, il devient un parti de gouvernement. Des doctrines nouvelles, suscitées par la marche des événements, s'élaborent à côté de celles-ci et finissent par s'y opposer, en recherchant, « au delà du marxisme », dans la direction du socialisme idéaliste régénéré, des formes nouvelles d'organisation sociale.

*
**

Au cours de cette longue évolution de la pensée socialiste, la conception des bases territoriales sur lesquelles ces auteurs entendent établir la société future a singulièrement évolué et, pourrait-on dire, oscillé sous l'influence tout à la fois des tendances fondamentales du socialisme et des

événements eux-mêmes. Le socialisme, en effet, obéit à deux tendances opposées, dont l'une a pour effet de l'éloigner de l'économie nationale et l'autre de l'en rapprocher.

La tendance qui l'en éloigne, c'est la tendance révolutionnaire, la volonté de détruire l'organisation capitaliste par la lutte des classes, sous des formes violentes ou non, qui l'inclinent à nier la nation et, par là-même, la solidarité des classes pour affirmer leur antagonisme (1). La tendance qui rapproche le socialisme de l'économie nationale, c'est sa volonté d'organisation qui s'affirme par la coordination méthodique des activités et le recours à l'Etat, organe de la nation (2). Suivant que l'une ou l'autre de ces tendances a prédominé dans la doctrine socialiste, elle a revêtu un caractère national ou cosmopolite, parfois antinationa? plus ou moins accusé.

C'est (on l'oublie trop aujourd'hui) la tendance nationale, orientée dans le sens de la collaboration internationale, qui s'est d'abord affirmée avec plus ou moins de force jusqu'à Karl Marx chez les adeptes du socialisme idéaliste, constructeurs de plan, théoriciens avant la lettre de l'économie dirigée, et naturellement dirigée par l'Etat. Avec Saint-Simon, Fourier, Proudhon, les socialistes de cette catégorie conçoivent plus ou moins nettement une organisation internationale au sens vrai du mot, c'est-à-dire basée sur la collaboration des nations et même des régions constituées en organismes économiques. Ils font très rationnellement de la nation un organe de la collaboration internationale.

Avec Karl Marx et *Le Manifeste Communiste*, l'orientation change. Le marxisme primitif, essentiellement révolu-

(1) « A la notion de la solidarité des classes dans la nation, le socialisme oppose la notion de la solidarité internationale des travailleurs; à l'antagonisme des nations, l'antagonisme des classes; à la guerre internationale, la guerre sociale, l'union des prolétaires du monde entier contre les bourgeois du monde entier ». L. Brocard : *Principes d'Economie nationale et internationale*, tome I, p. 20.

(2) « La socialisation des moyens de production ne peut être que la coordination des activités privées dans les cadres de l'Etat qui, même transformé en une gestion collective des intérêts économiques, n'en est pas moins un organisme national. Il en résulte que si l'économie nationale ne mène pas nécessairement au socialisme, le socialisme conduit nécessairement à l'économie nationale. Si la nation n'existait pas, le socialisme la créerait en se réalisant ». L. Brocard : *Op. cit.*, p. 37.

tionnaire, veut supprimer tous les liens qui pourraient unir les classes les unes aux autres, afin de les dresser avec plus de force les unes contre les autres. Pour cela, il se révèle cosmopolite et antinational. Il nie toute solidarité nationale et toute collaboration entre les classes. Il trouve un solide point d'appui dans les doctrines de l'école libérale primitive, qui ne nie pas la nation en tant qu'organisme juridique et politique, mais qui raisonne sur le plan économique comme si le monde ne formait qu'une seule nation. Les événements semblent lui donner raison à une époque où la division internationale du travail, proclamée comme un dogme par l'école anglaise, règne dans la réalité entre les nations industrialisées, qui fournissent aux nations non industrialisées des produits finis et leur achètent des matières premières. Cette tendance internationaliste, au sens cosmopolite du mot, a joué un grand rôle dans le développement politique du socialisme, un rôle qui s'est prolongé jusqu'à la grande guerre dans la doctrine et la politique des partis syndicalistes, communistes, révolutionnaires. Elle s'est heurté à des résistances dont elle n'a pas pu triompher.



D'abord le caractère organique de l'économie nationale n'a pas cessé de s'affirmer par les progrès de l'industrialisation, par la marche de plus en plus rapide à l'économie complexe, par l'extension des fonctions de l'Etat démocratique, qui renforce la solidarité de toutes les classes dans la nation, y compris la classe ouvrière.

La doctrine économique a évolué dans le même sens, avec les théories d'économie nationale (1), développées par List, Carey, Dupont-White, Cauwès, et avec les doctrines interventionnistes et étatistes qui conçoivent de plus en plus la nation comme un organisme non seulement juridique et politique, mais économique, comme un ensemble

(1) L. Brocard : *Op. cit.*, tome I, p. 20-40.

de forces productives solidaires, dont elles préconisent la coordination par des moyens semblables à ceux que recommande le socialisme.

L'école libérale elle-même évolue plus ou moins dans le sens de l'étatisme et de l'économie nationale, dont elle ne conteste plus le caractère organique.

Enfin, le socialisme, dont la puissance a grandi, cesse d'être un parti d'opposition pure. Il se mêle à l'action pratique; il aspire à se développer par la conquête de l'Etat, par l'extension de ses fonctions et il entre par là-même dans la voie de l'économie nationale. En ce sens, il rentre dans les voies d'où il était sorti.

Avant la guerre il était devenu, en Allemagne et ailleurs, un parti de gouvernement, qui avait substitué au cosmopolitisme antinational une conception très nette de la solidarité nationale et de la collaboration internationale.

Depuis la guerre, le mouvement s'est encore accentué avec le renforcement accru de l'économie nationale par la généralisation de l'industrialisation et de l'économie complexe, par le « repli national », dont le socialisme moderne reconnaît l'existence, parfois même la nécessité. Avec le néo-socialisme français, avec Henri de Man, il proclame l'impossibilité de réaliser l'organisation socialiste autrement que dans le cadre de la nation.

Ainsi, quand on envisage la conception socialiste de l'organisation territoriale de la vie économique, on y discerne une évolution qui, partie d'une conception plus ou moins confuse et instinctive de l'économie nationale et internationale, y revient sous une forme méthodique et systématique après avoir passé par une phase idéologique, qui s'est prolongée jusqu'à nous pour certaines doctrines à base de cosmopolitisme plus ou moins antinational.

C'est cette évolution que nous voulons étudier ici. La tâche qui nous incombe serait presque illimitée si nous voulions passer en revue, les uns après les autres, tous les auteurs qui ont touché à ces idées et à toutes les manifestations par lesquelles elles se sont traduites. Aussi, nous sommes-nous bornés aux auteurs les plus représentatifs. Nous ne faisons pas œuvre d'érudition. Ce qui nous inté-

resse, c'est la marche des idées à travers les esprits. C'est l'évolution des liens qui, au cours de cette évolution doctrinale, se sont établis de façon plus ou moins étroite, selon les tempéraments et les formules, entre les conceptions du monde économique socialiste et celles des théoriciens de l'économie nationale. La préoccupation de marquer à la fois les points de contact et les différences entre elles sera notre guide essentiel au cours de cette étude.

*
**

Nous aurons à nous souvenir constamment que la nation ne constitue pas seulement un organisme politique et juridique. Elle est encore une unité économique, un groupement d'individus dont les membres sont unis les uns aux autres par une solidarité plus étroite que celle qui les unit aux membres des groupements nationaux étrangers et qui résulte elle-même d'une collaboration plus étroite. L'unité économique nationale s'affirme comme le faisceau des diverses activités de ses membres, qui forment un tout coordonné et homogène. Ses industries se complètent les unes par les autres et s'appuient mutuellement. L'agriculture fait pendant à l'industrie, le commerce diffuse leurs produits dans la population. La nation constitue un être économique vivant, où tout se tient et s'enchevêtre. Sa politique doit donc viser à ce que cet ensemble soit le plus riche possible. Il convient de mettre en valeur toutes les qualités de sa population, de tirer de son sol et de son sous-sol toutes les ressources pratiquement utilisables qu'ils contiennent; de ne laisser, en un mot, inemployée aucune des activités dont il dispose. C'est la politique du développement complexe (1).

Mais l'initiative privée ne suffit pas toujours à établir cette multiplicité d'occupations et cette harmonie nécessaires à la vie nationale. Il faut donc que la puissance supérieure de l'Etat intervienne quand le besoin s'en fait sen-

(1) Cf. L. Brocard : *Principes d'Economie nationale et internationale*, tome II, p. 2 à 17; *Les Conditions générales de l'activité économique*, p. 117 à 135.

tir. L'Etat est plus qu'un simple gendarme; c'est à la fois un stimulant, un coordinateur, une sorte de « chef d'orchestre de l'économie nationale ».

Il serait, par ailleurs, inexact de considérer les économistes nationaux comme des nationalistes outranciers. Si, pour eux, la nation doit chercher à tirer le rendement maximum de ses propres ressources, il lui est cependant impossible de se suffire entièrement à elle-même dans le cadre de ses frontières. Si variées que soient ses productions, elles ne le sont pas assez, en l'état actuel des besoins, pour que la nation puisse se hérissier de murailles impénétrables lui interdisant tout contact avec l'extérieur.

Même si on n'a pour but que la prospérité nationale, il arrive fréquemment qu'elle ne peut être trouvée que dans les contacts journaliers et réciproques avec l'étranger. Audessus du cercle restreint de la collaboration nationale, nous voyons s'esquisser un cercle plus vaste d'une collaboration internationale, certes plus lâche, plus diffuse, mais qu'on aurait mauvaise grâce à ne pas considérer comme réelle. A ce point de vue, l'Etat a un rôle très important à jouer. C'est lui le grand maître de l'économie nationale, qui apprécie dans quelles conditions les relations avec le dehors sont le plus profitables à la vie nationale. Il juge si les relations de l'étranger avec son pays font entrer plus de richesses qu'elles n'en font sortir, si la venue de travailleurs étrangers ne cause pas un préjudice trop grand à ses nationaux, s'il est bon d'importer ou d'exporter des capitaux. Par une politique sagement conduite, il dose la protection et le libre-échange des marchandises; il contrôle la circulation des capitaux; il donne libre accès aux producteurs et aux travailleurs étrangers, quand le besoin s'en fait sentir et tout cela pour le souverain bien de ceux qui vivent sur le territoire national.

Ainsi, l'école économique nationale fait apparaître à la fois une collaboration nationale et une collaboration internationale. Elle met cependant l'accent sur la première, jugeant que les facteurs techniques, humains et juridiques, sur laquelle elle repose, jouent plus fortement dans la nation qu'entre les nations. Elle ne nie toutefois pas le fait qui va en se précisant de la solidarité des nations, à laquelle les rapports d'échange, de circulation des hommes.

et des capitaux, la politique monétaire, assurent une cohésion toujours plus grande (1).

*
**

A la lumière de ce bref tableau de la doctrine de l'économie nationale et de la définition que nous avons donnée plus haut des écoles socialistes, il n'apparaît pas impossible de discerner certains traits communs entre elles, surtout si nous tenons compte du mouvement convergent que nous avons esquissé.

Certes, nous ne pousserons pas le paradoxe jusqu'à dire que l'économie nationale n'est que le socialisme bien compris et que ce dernier s'identifie, consciemment ou inconsciemment, avec l'économie nationale (2).

Cependant, on peut poser dès l'abord que toute thèse socialiste, dans sa partie constructive, ne saurait concevoir une unité économique qui n'aurait pour limites que celles de la machine ronde. Même après la suppression radicale de la propriété individuelle, la socialisation des biens, la constitution d'un organisme neuf ne saurait s'étendre à l'univers entier. Il lui faudra se limiter dans l'espace. Les frontières actuelles répondent à quelque chose de réel et elles s'imposeront coûte que coûte, même à une économie socialiste.

La nation, terrain actuel de luttes de classes qui se déroulent sur le plan international, revivra comme cellule nouvelle de la future Internationale. Celle-ci ne se conçoit pas sans les nations, qui en sont les éléments indispensables : car, entre des choses qui n'existent pas, il ne saurait y avoir de collaboration. Le monde futur organisé, tout comme le monde actuel inorganisé, suppose des unités économiques nationales et, au-dessus d'elles, un organisme in-

(1) Cf. L. Brocard : *Principes d'Economie nationale et internationale*, tome II, tout entier.

(2) Cf. L. Brocard, *eod loc.* : « Entre le socialisme et tout au moins l'étatisme d'une part et, d'autre part, l'économie nationale, il y a certaines affinités qui les rapprochent. Mais il y a aussi des oppositions de tendances qui les séparent profondément », tome II, p. 642.

international, réglant leurs rapports, arbitrant pacifiquement leurs antagonismes éventuels.

C'est surtout dans la notion de l'Etat et de l'organisation consciente des divers facteurs de l'économie que nous trouverons les points de contact essentiels entre les doctrines de l'économie nationale et internationale et celles du socialisme (1).

Partout où nous trouverons une destruction systématique de l'Etat, nous serons en présence de systèmes révolutionnaires qui ne conçoivent le monde que sous un aspect cosmopolite. Partout, au contraire, où apparaîtra une certaine manière de concevoir l'Etat, différente peut-être de celle que préconisent les théoriciens de l'économie nationale, mais en tout cas consciente du rôle de la puissance publique dans la vie nationale et internationale, nous serons en présence de doctrines d'économie organisée et concertée, qui, par le moyen de l'Etat, recherchent la collaboration des individus dans la nation et des nations dans l'économie internationale.

L'Etat, directeur de l'économie nationale, est son représentant vis-à-vis des autres économies nationales, et l'organe actif de l'économie dirigée à la manière socialiste. C'est l'étude de son rôle plus ou moins prépondérant qui nous amènera à saisir la conformité des diverses doctrines socialistes avec les vues de l'économie nationale et internationale, telle que nous la décrivent ses représentants les plus récents (2).

Il est essentiel de ne point passer sous silence un aspect plus politique qu'économique de la question, mais qui a cependant son importance particulière dans une étude qui aspire à être complète. Le socialisme révolutionnaire nie la nation, l'Etat et, par là-même, la patrie, qui évoque une communauté économique, éveille l'idée d'un ensemble de concepts affectifs, d'une unité spirituelle et immatérielle.

Le socialisme organisateur de l'économie nationale ne

(1) « Les affinités entre les doctrines d'économie nationale et le socialisme d'Etat et aussi le socialisme internationaliste viennent de ce que ces doctrines ne peuvent se développer qu'avec le concours de l'Etat. » L. Brocard : *Principes d'Economie nationale et internationale*, tome II, p. 642.

(2) Cf. L. Brocard : ouvrages précités.

saurait, lui non plus, s'en passer. La patrie est la base indispensable de l'unité économique nationale; elle est le support intellectuel et sentimental de la communauté économique. Elle s'impose à toute doctrine qui veut, à travers les générations successives, maintenir la communauté de vie des nationaux, sauvegarder et cultiver leur patrimoine intellectuel.

Les marxistes soutiennent que la patrie n'est qu'un trompe-l'œil, un mot que le capitalisme emploie pour mieux faire supporter à la classe ouvrière le piètre sort qu'il lui réserve.

Mais d'autres socialistes sont résolument patriotes et c'est la nature et la qualité de leur patriotisme, la façon dont ils le conçoivent que nous aurons l'occasion d'étudier, chemin faisant, au cours de cet ouvrage. Elle viendra étayer les conceptions des divers auteurs socialistes au sujet de la nation et de l'Etat.

C'est en entendant d'une façon saine les idées de nation, d'Etat et de patrie qu'il convient d'étudier les théories socialistes. Nous ne voulons hérissier ces trois notions d'aucune pointe agressive. La nation et l'Etat peuvent fort bien vivre au milieu d'une société internationale, sans qu'on les divinise et qu'on en pousse le concept jusqu'à un nationalisme hasardeux. La patrie également se doit de ne pas vouloir prendre le pas sur ses voisines et les civilisations nationales peuvent coexister sans pour cela s'entre-détruire.

Dans le même esprit, nous étudierons les théories socialistes, sans nous efforcer de vouloir leur trouver, coûte que coûte, un contenu international extrémiste ou de les rattacher par des tortures de textes aux théories de l'économie nationale. Nous n'entendons trouver nulle part ni « clercs », ni « trahison », mais simplement rechercher les points de contact et de divergence des deux séries de théories sainement comprises.

*
**

Nous verrons, au cours de notre étude, que l'attitude adoptée par les auteurs socialistes à propos de la question de l'Etat et de la nation n'est pas constamment restée identique à elle-même. Elle a subi une évolution très nette

que met en relief l'étude des doctrines dans l'ordre chronologique.

C'est chez Platon que nous trouvons, dans la *République* et dans *Les Lois*, développée pour la première fois, une doctrine de la nécessité d'une économie complexe, d'une balance des comptes rigoureusement équilibrée, de façon à empêcher que les richesses nationales ne passent à l'étranger. Platon ne cache pas que son idéal serait celui d'une nation qui n'exporterait aucune denrée nécessaire à la vie économique et qui n'importerait rien qu'elle ne puisse produire. Il y joint des vues fort précises sur la nécessité d'une extension poussée toujours plus loin de toutes les branches de l'économie, ainsi que du champ d'action de la nation, qui le conduisent à mettre au premier rang de ses préoccupations la défense de la nation et sa puissance militaire.

Il faut, après Platon, faire un saut dans l'histoire jusqu'à Gracchus Babeuf pour trouver exprimée l'idée d'une « grande communauté nationale », hérissée d'obstacles qui la séparent des autres, qui ne demande au commerce extérieur que les matières premières nécessaires à la prospérité nationale (1). Nous laisserons de côté ces théories trop simplistes pour mériter notre attention.

C'est par l'étude des socialistes de la première moitié du dix-neuvième siècle, autrement dit des socialistes pré-marxistes, que nous commencerons notre étude. Chez eux, nous verrons se faire jour l'idée d'une rénovation du monde économique sur les bases encore confuses d'une solidarité nationale, qui n'exclut pas pour autant la solidarité régionale, ni les rapports économiques avec les nations voisines. Ce sera l'objet de notre première partie, consacrée à la tendance instinctive du socialisme pré-marxiste à l'économie nationale et internationale.

Dans une deuxième partie, nous verrons comment les idées révolutionnaires de K. Marx et d'Engels les ont conduits à nier la nation, comment ces idées révolutionnaires elles-mêmes ont évolué sous la pression des réalités plus fortes que les positions doctrinales les plus absolues. Dans

(1) M. Boulay : *Babeuf et le Mouvement babouviste*, thèse Droit, Nancy, 1930-31.

la doctrine et dans l'action quotidienne, nous étudierons la tendance systématique du socialisme marxiste au cosmopolitisme antinational et sa déviation progressive au contact des faits.

Enfin, nous envisagerons les tendances les plus récentes du socialisme moderne, postérieur à Marx et antimarxiste. Non seulement, il fait des concessions à l'idée nationale, mais encore il l'adopte comme l'une des clés de voûte de sa doctrine. Nous y joindrons des développements sommaires sur tous les mouvements anti-capitalistes qui, sans se rallier au socialisme, adoptent du moins une conception de l'économie nationale qui les en rapprochent. Ce sera l'objet d'une troisième partie, consacrée au socialisme moderne et au retour systématique à l'économie nationale et internationale.

PREMIÈRE PARTIE

La tendance instinctive du Socialisme prémarxiste à l'économie nationale et internationale

Le mouvement socialiste de la première moitié du dix-neuvième siècle nous révèle une multitude d'auteurs qui, à des titres divers, tiennent une place notable dans l'élaboration de la doctrine. Les critiques multiples que tous ces écrivains ont apportées à la société économique de leur temps est d'un intérêt indéniable. La construction d'un monde idéal, juste et sans défaut, qu'ils veulent lui substituer, révèle de leur part un effort incessant de construction. La tendance générale qui guide toutes ces théories est la recherche plus ou moins consciente d'une économie nationale, où les institutions juridiques et politiques seront de nature à renforcer la solidarité entre tous les membres de la communauté. L'organisation qu'ils conçoivent est bien une économie nationale.

Cependant ces socialistes ne suivent pas l'exemple que leur propose le philosophe allemand Fichte qui, en 1800, dans son *Etat commercial fermé*, avait établi les plans d'une nation se suffisant à elle-même, complètement isolée du reste du monde par des barrières douanières prohibitives, pratiquant en un mot ce que les économistes modernes appellent l'« autarkie ».

Ces socialistes ne suivent pas Fichte dans la voie qui consiste à faire de la nation une entité indépendante, sans rapport avec d'autres unités économiques. Tous sont orientés plus ou moins dans le sens de l'économie internationale, même ceux qui ne songent qu'à organiser la nation où ils vivent, et qui ne prennent jamais vis-à-vis des autres.

une attitude agressive. D'autres, dont les vues sont plus larges, cherchent à édifier les modalités suivant lesquelles la collaboration des nations pourrait se superposer à la collaboration nationale, par l'extension des rapports économiques à un continent ou au monde entier. Ces socialistes sont de vrais économistes nationaux et internationaux, au sens où nous l'entendons en plein vingtième siècle. Il n'y a pour eux nulle contradiction entre la réalisation d'une économie nationale, cohérente et rationnelle, et celle d'une économie internationale, organisée pour le développement de chacun des unités économiques pré-existantes (1).

De Saint-Simon jusqu'à ce prédécesseur immédiat de Karl Marx qu'est Proudhon, nous verrons se former un corps de doctrine, qui fera leur place rationnelle à toutes les modalités régionales, nationales et internationales de la vie économique. Notre propos n'est pas de dérouler tout au long le cortège des innombrables théories qui s'inspirent de ces vues : ce serait fastidieux. Toutes reposent sur des idées communes. Les constructions qu'elles suggèrent ; et qui sont parfois assez vagues, ne diffèrent entre elles que par quelques modalités.

Cabet et les tenants de l'école icarienne sont proches des idées saint-simoniennes. Blanqui, Raspail, Barbès, Dezamy, s'approprient pour partie les conceptions critiques de Saint-Simon, tandis que leur construction d'un monde socialiste les rapprochent plutôt de Fourier. Pecqueur, Vidal, Colins, en France ; Robert Owen, en Angleterre, posent les bases d'une doctrine associationniste, qui les inclinent vers les solutions proudhoniennes. D'autres systèmes synthétiques font des emprunts à ces trois grands cou-

(1) « Ainsi disparaît l'apparente contradiction entre le point de vue du nationalisme et celui de l'internationalisme, rationnellement compris. Les deux conceptions se rejoignent et se confondent en une inspiration commune à l'élargissement du cercle de la collaboration. Mais, tandis que l'internationalisme idéologique croit que l'élargissement est, dès maintenant, réalisé ; tandis que le nationalisme idéologique se refuse à le réaliser, l'Economie nationale fait apparaître, en même temps, les possibilités, les difficultés et les moyens de sa réalisation progressive. Elle propose un idéal accessible et nous suggère des méthodes grâce auxquelles nous pouvons l'atteindre par étapes successives, à mesure que les conditions de la production et l'état des esprits le permettront. » L. Brocard : *Principes d'Economie nationale et internationale*, tome II, p. 320.

rants : par exemple ceux de Pierre Leroux, Villegardelle, Louis Blanc, en France ; Lassalle, en Allemagne, etc... Ils font une part assez considérable à l'Etat, tout en se gardant de voir en lui un maître absolu de l'économie. Organisatrices, mais foncièrement individualistes, ces doctrines ne font que reprendre par un côté ou par un autre les idées de Proudhon ou de Rodbertus (1). C'est pourquoi nous n'étudierons que quelques systèmes-types, dont les autres ne sont que des variantes, quand ils n'en sont pas les résumés.

Quatre auteurs retiendront particulièrement notre attention : Saint-Simon, Fourier, Proudhon et Rodbertus. Chacun d'eux représente un type parfait d'une forme déterminée d'organisation nationale et socialiste et vaudra à nos yeux comme le prototype et le résumé le plus achevé de multiples autres doctrines. Saint-Simon sera étudié en tant qu'auteur d'une solide théorie de l'économie disciplinée, institutionnelle, comme le précurseur des idées modernes d'économie dirigée et d'organisation économique internationale. Dans la théorie de Fourier, nous chercherons surtout à dégager les points de vue qui font de sa thèse la plus cohérente de toutes celles qui reconstruisent la société sur les bases de l'association volontaire et de la collaboration en cercles concentriques. Proudhon nous apparaîtra à son tour comme le représentant le plus net de ces doctrines des années 1848, qui mirent la liberté du travail et le groupement des individus au centre de leurs vues organiques. Rodbertus, enfin, nous aidera à comprendre les plus récentes théories d'organisation nationale, qui mettent au

(1) Citons encore le curieux amalgame réalisé par Eugène Dühring, disciple de Carey, qui bâtit une doctrine socialisante d'économie nationale, faite d'emprunts à Fourier, à Louis Blanc, à Robert Owen et à Proudhon.

Selon Dühring, les cadres politiques nationaux ont une importance considérable. Ils sont « la cause déterminante » des conditions générales de l'activité économique. Celles-ci n'apparaissent que comme secondaires et déterminées. La collaboration humaine se trouve renforcée par l'action de l'Etat. Dühring veut donner à la production et à la répartition des cadres communautaires, coïncidant avec des « districts » politiques, formant des ensembles économiques où droit public et législation économique ne font qu'un.

Un système fédératif y règle les rapports des diverses communes, entre lesquelles doit exister la plus grande liberté des relations humaines, (Cf. F. Engels : *M. Dühring bouleverse la Science*, tomes II et III, notamment le chapitre III.)

premier rang le rôle de l'Etat comme législateur et comme directeur de la vie nationale tout entière.

L'étude de ces théories-types nous montrera une gradation dans le progrès des idées internationales, sans cependant que la conception de la collaboration nationale soit compromise. La coordination des points de vue national et international se fera de plus en plus achevée et logique, jusqu'au moment où les thèses du marxisme révolutionnaire viendront, pour un temps, détruire toutes ces constructions.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE ORGANISATRICE DE SAINT-SIMON ET DES SAINT-SIMONIENS

La doctrine organisatrice de Saint-Simon repose sur une distinction initiale entre les époques critiques et les époques organiques. L'histoire, selon lui, ne suit pas un cours régulier. Elle traverse des crises périodiques. C'est, pour notre auteur, une loi qui conditionne tout son système, comme chez Karl Marx la loi de la substitution constante d'une classe à une autre. Les époques organiques sont celles où se construit un ordre social nouveau mais toujours incomplet, toujours imparfait, toujours sujet à revision et à transformations, jusqu'au jour où le système industriel viendra donner satisfaction à tous. Les époques critiques sont celles où « l'ordre ancien est critiqué, attaqué, détruit ». Elles s'étendent « jusqu'au moment où un nouveau principe d'ordre est révélé au monde » (1).

Les époques organiques sont des périodes historiques de création technique, juridique et morale, au cours desquelles un principe nouveau se fait jour, que la société accepte et autour duquel elle se construit. Les époques critiques, par contre, sont des époques de destruction, où les principes sont remis en question et rejetés pour faire place à de nouvelles idées qui s'élaborent progressivement. « Toutes les époques organiques ont été des solutions au moins provisoires de ces problèmes, mais bientôt les progrès opérés à l'aide de ces solutions, c'est-à-dire à l'abri des institutions sociales qui avaient été réalisées d'après elles, les rendaient elles-mêmes insuffisantes et en appelaient de nouvelles. Les époques critiques, moments de débat, de protestation, d'attente, de transition, venaient alors remplir l'intervalle par le doute, par l'indifférence à l'égard de ces

(1) *La Doctrine Saint-Simonienne, Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, tome XLI, p. 170.

grands problèmes, par l'égoïsme, conséquence obligée de ce doute, de cette indifférence. Toutes les fois que ces problèmes sociaux ont été résolus, il y a eu époque critique (1). »

Les époques critiques sont donc celles où une organisation sociale est en décomposition, sans qu'apparaisse encore nettement un autre statut social qui satisfasse aux conditions de vie nouvellement apparues. C'est le triomphe de l'égoïsme, dont la résultante est l'anarchie. « Alors le but de l'activité sociale est complètement ignoré; l'incertitude des relations générales passe dans les relations privées; les véritables capacités ne sont plus et ne peuvent plus être appréciées; la légitimité du pouvoir est contestée à ceux qui l'exercent; les gouvernants et les gouvernés sont en guerre; une guerre semblable s'établit entre les intérêts particuliers qui ont acquis chaque jour une prédominance plus marquée sur l'intérêt général; l'égoïsme enfin succède au dévouement, comme l'athéisme à la dévotion; l'homme passe de la foi au doute, à l'incrédulité, ou plutôt à la négation de la foi ancienne; il aime, il chante le désordre comme il avait adoré et célébré l'harmonie (2). »

Puis, à cet état de dissolution et de négation, succède une époque organique. Des principes stables assurent l'unité de la vie sociale. Un dogme fondamental se fait jour, qui harmonise les intérêts de tous. Des lois nouvelles sont édictées, en accord avec les nouvelles conditions de vie. Une hiérarchie d'idées s'établit, qui assure le bon fonctionnement de la machine sociale. Cette alternance des périodes d'organisation et de dissolution, semblable à celle que dépeignent les théoriciens des crises, se produit depuis les origines de l'humanité. Le christianisme a substitué ses valeurs morales à celles du monde païen; puis la Réforme a fait triompher les siennes. Enfin, la Révolution de 1789

(1) *La Doctrine*, loc. cit., p. 172- 171.

(2) *Id.*, p. 172.

On est frappé de la concordance des thèses saint-simoniennes sur l'évolution des sociétés avec celles développées un demi-siècle plus tard par K. Marx et Engels. Saint-Simon et Marx voient l'histoire comme la suite de périodes de construction et de destruction. Mais, pour Saint-Simon, les idées et l'état économique tiennent le rôle que joue chez les adeptes du matérialisme historique la seule technique.

est venue supplanter l'ancien régime. Mais elle ne représente qu'une période de destruction, d'abandon des principes périmés, pour tout dire une époque critique que résume en entier la nuit du 4 août.

Au moment où écrit Saint-Simon, cette époque est abolie. Elle doit faire place à une autre, basée sur un principe qui a toujours présidé aux destinées de l'humanité : celui de la substitution de l'association à l'antagonisme.

L'organisation industrielle de l'humanité doit se comprendre en posant d'abord les bases de l'organisation nationale, pour porter ensuite ses fruits sur le plan continental et international.

§ 1^{er}. — L'organisation nationale par l'industrialisation et l'économie complexe

Saint-Simon est apparemment le premier économiste qui, après les mercantilistes cependant (1), ait aperçu qu'une nation est autre chose qu'un groupe d'hommes régis par des lois et aussi par des intérêts. Pour lui, une nation c'est, avant tout, un corps économique.

Ses membres, réunis sur le même territoire, sont groupés pour une même fin et tendent à un même but. « Une nation, c'est... une ligue ; c'est... une portion de l'espèce humaine unie pour la poursuite d'un même objet et par la volonté de le poursuivre (2). » Un même esprit national conforme les initiatives individuelles à la volonté commune de réaliser une même chose, la prospérité de tous les membres de la nation. Un intérêt commun lie les hommes que l'industrie tend à grouper autour de « divers points de ralliement », qui constituent des centres d'action. En ce sens, la nation est une communauté d'intérêts économiques ; elle tend à adapter le système politique existant à la satisfaction et à la gestion de ses intérêts. Une nation, c'est une espèce d'être moral collectif, avec « de

(1) Cf. André Marchal : *La conception de l'Economie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et leurs contemporains*, préface de M. L. Brocard Paris, Sirey, 1931 ; 1 vol. de X-181 p.

(2) Saint-Simon : *Œuvres*, tome 18, p. 21.

vastes comptoirs, de nombreux ateliers, de grands capitaux accumulés » (1).

Entre les membres de ce tout économique, se crée une véritable solidarité que Saint-Simon nomme « fraternité » et qui se trouve renforcée par la multiplication des besoins et des travaux qui les satisfont. Plus l'industrie sera active et diverse, plus se créeront entre les nationaux des rapports qui lieront le sort des uns à celui des autres. Dans cette grande société, « qui embrasse toutes les sociétés industrielles renfermées dans les bornes du pays », il s'établit une vaste comptabilité. Chacun apporte la mise de son travail et recueille une part du bénéfice, proportionnelle à son activité.

Il importe donc que les agents de cette vaste entreprise soient déterminés, que le résultat de leurs efforts soit estimé et que des organismes essentiels soient constitués afin de gérer au mieux de l'intérêt social le vaste atelier qu'est la nation. Créer « l'organisation la plus favorable à l'industrie », voilà le but que se propose Saint-Simon. Le gouvernement cessera d'être l'oppresseur, pour se cantonner dans sa nouvelle fonction de « chargé d'affaires de la société », destiné à « maintenir sécurité et liberté dans la production » (2).

*
**

Si la nation est un être économique, dont toutes les parties sont solidaires, c'est que, selon Saint-Simon, l'industrie et toutes ses branches sont dépendantes les unes des autres.

Mais ce qui compte vraiment dans une nation, ce sont les travailleurs, tous ceux qui concourent par leurs efforts matériels ou intellectuels à la création des richesses. On connaît la célèbre parabole, qui mena son auteur jusqu'en Cour d'assises. Il y fait une double hypothèse. Il envisage d'abord la disparition de tous ceux qui, de son temps, étaient considérés comme les clés de voûte de la vie nationale, les membres de l'aristocratie et de la famille royale.

(1) Saint-Simon : *Œuvres*, tome 18, p. 42.

(2) Id. : *Œuvres, Lettres à un Américain*, tome 19, p. 36.

« Cet accident affligerait certainement les Français, parce qu'ils sont bons », mais, mise à part cette considération d'ordre sentimental, il ne causerait que peu de perte véritable à la nation. Mais, combien serait plus cruellement ressentie la perte de tous les techniciens auxquels le pays doit sa vie même. « Supposons, dit Saint-Simon, que la France perde subitement ses cinquante premiers physiiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers physiologistes, ses cinquante premiers banquiers, ses deux cents premiers négociants, ses six cents premiers agriculteurs, ses cinquante premiers maîtres de forges (et il énumère toute la suite de ceux qui tiennent les leviers de commande du commerce et de l'industrie) ; comme ces hommes sont les Français les plus essentiellement producteurs, ceux qui donnent les produits les plus importants... la nation deviendrait un corps sans âme au moment où elle les perdrait (1). » Faute de ces hommes, elle tomberait immédiatement en état d'infériorité vis-à-vis de ses voisines. Dans le commerce international, elle perdrait le rang prépondérant où l'ont placée les créations de ses techniciens de premier plan. Elle serait à la remorque des autres nations et dépendrait d'elles, « tant qu'elle n'aurait pas réparé cette perte, tant qu'il ne lui aurait pas repoussé une tête ».

Le gouvernement officiel, avec son armature de grands officiers de la Couronne, de ministres et de fonctionnaires multiples, n'est qu'une façade brillante. Ce ne sont que des cadres, qui enveloppent la masse vraiment active de la nation, celle qui est la « source unique de toutes les richesses et de toutes les prospérités ».

La nation repose tout entière sur l'industrie, sur ceux qui sont capables de créer la plus grande somme de richesses utiles à la vie de la collectivité. Tous les autres ne sont que des parasites. Saint-Simon a la haine des oisifs, parmi lesquels il classe, à côté de ceux qui vivent dans d'inutiles emplois officiels, « les propriétaires fermiers, les dix mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement ». Seuls sont donc utiles à l'intérêt général les

(1) Saint-Simon : *Œuvres, L'Organisateur*, 1^{er} extrait, tome 20, p 17.

savants et les techniciens qui découvrent les principes utiles à la vie économique, et les industriels qui mettent en œuvre ces principes. L'industrialisme de Saint-Simon n'est pas la conception étroite qu'on s'en est trop souvent faite. Les industriels, ce ne sont pas seulement les manufacturiers, ceux qui vivent des techniques nouvelles que le dix-neuvième siècle a connues le premier. A côté d'eux, il range, sinon les propriétaires fonciers inoccupés, du moins les agriculteurs qui, à ses yeux, ont plus d'importance encore que les industriels, mais qui font avec eux partie du même ensemble national.

*
**

Il faut donc à la nation, actuellement régie selon des principes périmés, une nouvelle constitution qui s'inspire des intérêts bien entendus de tous ses membres actifs. Cette constitution ne sera en rien révolutionnaire. Il ne s'agit pas, pour Saint-Simon, de retourner la société comme un gant. Il s'agit de lui faire simplement un mouvement de demi-tour. « La nation est rangée sur trois rangs : au premier, sont les nobles, les militaires et les théologiens ; au second, les avocats et les philosophes ; au troisième, les industriels ». Pour rétablir les choses dans l'ordre normal, il n'y aurait qu'à commander : demi-tour à droite, de façon à faire des derniers les premiers.

Les rapports entre les chefs du peuple doivent donc être exactement inversés. Au lieu que les directives du pouvoir et les soins de la conduite de la nation soient confiés à des idéologues oisifs, ils doivent être aux mains des citoyens actifs qui ont la charge de la vie quotidienne du pays. La masse du peuple restera passive et extérieure à une transformation qui ne doit porter que sur les relations existant entre les différents chefs des principales classes de la nation.

Le roi, cessant d'être le chef des gentilshommes, va devenir le chef des industriels. C'est conforme à l'esprit d'une époque « où la gentilhommerie n'est rien et où l'industrie est tout ». Le régime politique existant n'est pas modifié, mais les centres d'intérêts nationaux se sont déplacés de-

puis 1789. Au lieu de se trouver chez les nobles propriétaires de biens fonciers, ils sont maintenant chez les nouveaux bourgeois, maîtres de la production industrielle. C'est à eux que doit revenir le pouvoir, sans qu'aucune parcelle en passe à la masse du peuple.

Ainsi Saint-Simon en vient-il à conclure que le pouvoir doit être réservé exclusivement aux savants, aux artistes et aux industriels.

Encore les savants et les artistes ne doivent-ils avoir qu'un rôle subordonné. Ils ne sont en fait que les théoriciens qui n'ont aucun moyen matériel de réaliser leurs conceptions. D'ailleurs, ils ne doivent pas s'y essayer de peur de les fausser. Leur rôle est comparable à celui des acteurs qui ont fait la réputation des pièces de Corneille ou de Molière. Ils n'ont jamais pu éclipser la gloire des vrais maîtres, à qui l'œuvre est due en entier.

Les producteurs, la classe industrielle, constituent d'ailleurs le groupe national le plus nombreux. Vingt-neuf millions et demi de Français, sur trente, sont occupés à des travaux relatifs au commerce et à l'agriculture. C'est dans leur intérêt que la nation doit être gérée. D'ailleurs, les industriels sont les principaux détenteurs de la richesse autrefois concentrée entre les mains des nobles. Ayant les plus grands intérêts à la bonne gestion des problèmes économiques, ils ne sauraient être écartés longtemps de leur solution. Grâce à eux, l'impôt sera établi avec exactitude et employé de manière équitable pour éviter les gaspillages. L'habitude de mener les affaires particulières les prépare à administrer celles de la nation. La chose sera pour eux d'autant plus aisée qu'au lieu de gouverner les hommes, il s'agira d'administrer des intérêts, de s'organiser « pour exercer sur la nature des effets combinés ».

La grande affaire du gouvernement ne consiste plus à se faire craindre et à se faire obéir. Le but de l'administration consiste à donner la plus grande impulsion possible à l'activité nationale, et à faire passer le plus rapidement possible le pouvoir des mains des oisifs dans celles des travailleurs. Le changement de constitution s'impose du fait que les temps d'ignorance et de barbarie sont révolus. Le pouvoir, qui a appartenu jadis aux militaires et aux gentilshommes, doit leur être retiré.

Actuellement, la puissance d'une nation ne se mesure plus à la force de ses armes. La guerre extérieure est devenue un état accidentel. Un Etat ne saurait plus fonder solidement son existence sur un accroissement territorial. « Les nations les plus puissantes sont maintenant celles qui produisent le plus (1). » Le roi doit donc prendre le titre de « chef suprême des travaux industriels ». Son rôle doit s'appliquer à fortifier le pays en le dotant d'une nouvelle structure sociale. « La France est devenue une grande manufacture, et la nation française un grand atelier. » Il est bien évident que les affaires de cette « manufacture générale » doivent être conduites de la même manière que celles des fabriques particulières. La royauté doit, pour arriver à ce but, changer en quelque sorte de nature, de caractère et d'allure. La classe qui l'a portée au pouvoir n'est plus en état de la soutenir. Il lui faut donc agir dans l'intérêt de la seule classe qui puisse maintenant lui prêter secours, la classe des industriels. C'est elle seule qui représente l'intérêt national, alors que toutes les classes « caduques » sont inutiles et doivent donc être écartées du gouvernement.

Or, les industriels de France constituent un vaste ensemble coordonné : leurs intérêts sont solidaires. Leurs diverses activités particulières sont, par rapport à celles des autres, dans le même rapport que les diverses tâches des collaborateurs d'une même entreprise. Tous participent à l'achèvement de la tâche commune et aucun ne saurait en être exclu sans que cette œuvre commune en souffre.

L'usine a besoin de règles de conduite. Après avoir établi les procédés de fabrication, il convient d'y combiner les intérêts des divers collaborateurs, d'harmoniser ceux des entrepreneurs avec ceux des ouvriers et ceux des consommateurs. C'est la même démarche qui doit être adoptée dans cet ensemble de production que constitue la nation. La recherche de la production doit être le but de l'activité de tous.

La nation tout entière doit donc être comprise dans le plan général de gouvernement et de direction, qui est celui

(1) Saint-Simon : *Œuvres, Du système industriel*, tome 23, p. 90.

que Saint-Simon compte substituer à l'anarchie présente. Les pouvoirs publics n'en seront pas exempts car, s'ils sont un « mal nécessaire », ils sont en tout cas « un besoin ». Une ligne de conduite différente s'impose à l'homme qui dirige et à celui qui est dirigé. A l'un appartient le devoir de commandement, à l'autre celui de l'obéissance. Ces rapports cependant ne doivent pas être considérés comme étant de la même nature que ceux qu'établirait une dictature économique. L'Etat ne devient pas, dans cette conception, le souverain maître des destinées nationales. Il laisse aux particuliers, à l'activité privée, le soin de subvenir aux différents besoins qu'ils sont susceptibles de satisfaire par eux-mêmes, pour le plus grand profit de tous.

L'Etat se borne à être « non le directeur, mais l'agent, le chargé d'affaires de la société ». Son rôle de gérant l'amène en prendre en mains l'universalité des intérêts nationaux. Il donne à chacun son dû, pour combler les inégalités que le jeu trop brutal de la concurrence serait amené fatalement à susciter. « Les gouvernements doivent uniquement s'attacher à garantir les travailleurs de l'action improductive des fainéants, à maintenir sécurité et liberté dans la production (1). » La liberté est le régime final auquel doit tendre le système industriel, au temporel et au spirituel (2). Cependant le rôle de l'Etat est un rôle d'intervention, sinon un rôle d'action. Cette liberté ne saurait, pour s'instaurer, se contenter d'affirmations philosophiques. Sa réalisation a besoin d'une certaine action de l'Etat. Sa fonction consiste à faire que l'ordre industriel ne soit pas plus troublé dans la nation qu'il ne l'est dans un atelier bien organisé. L'Etat agit comme un espèce de contremaître qui répartit les tâches suivant les possibilités techniques de chacun, comme un espèce de surveillant qui s'efforce de mettre chacun à sa place pour empêcher les désordres, funestes à la bonne marche générale du service.

Le pouvoir politique s'emploiera à « empêcher que les travaux utiles ne soient troublés ». En outre, il veillera à instaurer un juste équilibre de la production et de la con-

(1) Saint-Simon : *Œuvres, L'Industrie*, tome II, vol. 19, p. 35 et 36.

(2) Id. : *Œuvres, Système industriel*, tome 21, p. 15.

sommatum. Il sera en quelque sorte la claire conscience de la société nationale et l'aidera à prendre une exacte connaissance de « ce qui lui convient et de ce qu'elle préfère » (1). En dernière analyse, le système saint-simonien tend à réaliser un exact équilibre entre le domaine de l'activité privée et celui de l'Etat. Par cette combinaison, le corps national pourra, dans les meilleures conditions, devenir juge de l'utilité des divers travaux.

**

Si on considère que le plus grand mérite appartient à ceux qui fournissent à la nation un niveau de vie aussi élevé que possible, on doit en venir à abandonner le système du gouvernement existant. Jusqu'alors, les pouvoirs publics ont eu pour but de faire régner l'ordre entre les hommes. Avec le système industriel, la nation doit être guidée dans une autre direction, celle qui consiste à tirer des choses le maximum d'utilité pour tous. Régir un Etat devient alors « une affaire » publique. Il s'agit dès lors de faire « prospérer le capital de la société ». Le gouvernement, tel qu'il est conçu au moment où écrit Saint-Simon, doit laisser place à l'administration. Aucune parcelle d'autorité ne doit rester entre les mains des oisifs. Le soin de diriger les intérêts nationaux va revenir aux seuls hommes capables, ceux qui font par leur valeur personnelle vivre la communauté. Les capacités industrielles et techniques accèderont aux leviers de commande du nouveau gouvernement. L'Etat futur va réaliser une sorte d'administration industrielle, où les intérêts de tous seront considérés comme des services publics agissant dans la « direction des intérêts généraux de la société ». La nation va prendre conscience de son existence, grâce au nouveau système politique et économique que développe Saint-Simon.

Si on se rend compte que le « seul ordre d'intérêts sur lequel tous les hommes s'entendent et ont besoin de s'accorder, le seul où ils aient à délibérer, à agir en commun, le seul donc autour duquel puisse s'exercer la politique,

(1) Saint-Simon : *Œuvres, Lettres à un Américain*, vol. 18, p. 165 et 166.

est celui des « intérêts qui appartiennent à la vie et au bien-être », il y a lieu d'organiser une représentation nationale des grandes forces productives. Chaque capacité aura sa tâche propre, aussi bien dans l'ordre matériel que dans l'ordre spéculatif.

Saint-Simon n'exclut pas les penseurs de sa république : aux artistes est dévolu le soin de développer la partie politique du nouveau système. L'art embellira la cité, cependant que les savants établiront les lois hygiéniques du corps social.

La Chambre des Députés, renouvelée sous le nom de Chambre des Communes, comprendra une Chambre d'invention, composée de techniciens, qui établiront un « projet de travaux publics pour accroître les richesses de la France et pour améliorer le sort de ses habitants » (1). Ses travaux seront soumis à la Chambre d'examen, composée de savants, qui s'occupera également de l'éducation publique générale.

La grande œuvre gouvernementale n'en reviendra pas moins aux industriels qui ont la charge de veiller à l'existence matérielle de la nation. A eux appartiendra, dans la Chambre d'exécution, de mettre au point l'exécution des mesures légales et administratives que les techniciens auront élaborées. Suprême degré de cette vaste institution, le pouvoir exécutif reviendra à des ministres qui ne pourront être autres que des industriels spécialistes dans chaque branche de l'activité nationale (2).

La loi essentielle que le pouvoir législatif aura à voter est la loi du budget. « La loi la plus importante de toutes est sans contredit celle qui règle le budget, car l'argent est au corps politique ce que le sang est au corps humain. Toute partie du corps où le sang cesse de circuler languit et ne tarde pas à mourir ; de même, toute fonction administrative qui cesse d'être payée cesse promptement d'exister. Ainsi la loi de finances est la loi générale, elle est celle dont toutes les autres dérivent ou doivent dériver (3). »

(1) Saint-Simon : *Œuvres, L'Organisateur, cinquième lettre*, tome 20, p. 50.

(2) Id. : *Œuvres, Du système industriel*, tome 21, p. 108.

(3) Id. : *Œuvres, L'Industrie*, tome 19, p. 193.

C'est grâce à la puissance de l'argent que la nation rend ses membres plus solidaires les uns des autres. Le crédit engage les individus dans des associations industrielles, dont l'avenir dépend non seulement de ceux qui les ont créées, mais aussi de tous ceux qui favorisent leur existence par leur concours en capital et en travail.

*
**

Le plus grand reproche qu'on peut de ce chef adresser aux théories organisatrices de Saint-Simon, c'est que, voulant faire converger l'activité de tous les membres de la nation vers un grand but industriel commun, il conçoit une espèce d'organisation syndicaliste, où toutes les formes d'activité, intellectuelle, industrielle ou bancaire, ont leur rôle, mais qui n'est pas complète. Il n'y manque que la représentation d'un groupe dont l'évolution économique va accroître de plus en plus l'importance : celui des travailleurs manuels. La vue saint-simonienne de la société est plutôt aristocratique et « capitaliste », en ce sens qu'elle n'envisage que le rôle prééminent de ceux qu'on ne va pas tarder à appeler les capitalistes, leur laissant le soin de régler selon leur bon plaisir la situation matérielle de leurs collaborateurs ouvriers.

Cependant, Saint-Simon ne conçoit pas la nation comme le lieu de la lutte des classe, où le groupe des possédants devrait nécessairement l'emporter sur le groupe de ceux qui n'ont que la force de leurs bras pour assurer leur existence. Au contraire, « c'est l'union qui fait la force ; une société dont les membres entrent en opposition les uns contre les autres tend à sa dissolution ».

Dans le dernier état de sa pensée, on verra Saint-Simon réintégrer dans l'organisation sociale et l'économie nationale la classe la plus nombreuse, celle des travailleurs manuels, et porter toute son attention à l'accroissement de son bien-être. L'industrie, selon lui, doit étendre ses bienfaits sur la totalité des membres de la nation, permettre aux producteurs de réaliser dans leurs entreprises le plus grand rendement, sans qu'aucun de leurs collaborateurs

soit privé de sa juste part dans la répartition finale du produit que l'action commune a permis de créer.

Ce principe de justice guidera sa pensée durant la dernière partie de sa vie. Il a jusque-là cherché l'accord des intérêts de tous ceux qui participent à la production en tant que techniciens et financiers. Le système s'achèvera lorsqu'on aura considéré à sa juste valeur cette vérité que « toutes les classes doivent concourir de tout leur pouvoir à l'amélioration morale et physique de l'existence des individus composant la classe la plus nombreuse ».

Saint-Simon ne put développer ses conclusions en les englobant dans un vaste système d'économie syndicaliste, où le travail aurait eu sa représentation à côté de celle de la technique et du capital. C'est à l'école saint-simonienne qu'il appartiendra de tirer de la pensée du maître des conclusions extrêmes.

*
**

Elle élaborera un système étatiste, dont le but unique sera de mettre les moyens de production entre les mains de ceux qui apportent leur concours à la tâche commune.

La société tout entière ne repose plus sur des capacités : sa véritable base, c'est le travail. Seul, l'état actuel du droit de propriété est une sérieuse entrave à la constitution de la société suivant des bases rationnelles. La société est composée de « frelons » et d'« abeilles », deux catégories qu'Enfantin retrouve dans la distinction entre oisifs et travailleurs. Entre eux, il n'y a pas d'intérêt commun. Leur rapprochement ne constitue pas une véritable société. Pour que des rapports de communauté se constituent, capables de favoriser la marche de l'humanité vers son but, il convient de faire passer la propriété des moyens de production des mains oisives aux mains laborieuses. Le hasard de la naissance crée seul la dévolution des biens. Ils sont répartis fortuitement et peuvent échoir aussi bien à des oisifs et à des incapables qu'à des travailleurs compétents.

Pour obtenir la réforme qui régénérerait les rapports économiques, il convient d'abolir l'héritage. L'Etat seul doit, par le canal des droits de succession, répartir les biens entre ceux qui méritent de les détenir. Il en donnera

la jouissance « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres ».

Il fixera un plan de travail national, destiné à l'amélioration de l'outillage économique, qui rendra à tout ce qui fait la force et la gloire d'un pays, l'utilisation des biens que les oisifs emploient à des fins scandaleuses. Le capital sera mis à la disposition de ceux qui peuvent l'utiliser profitablement dans un but social, grâce à une « société commanditaire de l'industrie ». Cette banque prêterait sans intérêt à tous ceux qui veulent faire avancer l'état social (1). Cette banque centrale, qui devrait être, pour les saint-simoniens, l'organe suprême du gouvernement, aurait pour but de diriger l'économie nationale en dirigeant le crédit et l'emploi des capitaux en nature. Elle dispose de toutes les richesses nationales, de tous les instruments de travail, de tout ce qui compose la masse des objets de propriété individuelle. Son rôle est de répartir tous ces biens et de les employer à l'endroit et entre les mains de qui ils seraient le plus profitables. Pour que cette distribution des richesses soit possible, il faut que les organismes locaux d'information économique fassent connaître l'état des besoins dans les diverses localités. Ainsi, par l'intermédiaire de la hiérarchie bancaire, se trouve créée une adaptation des moyens de production en nature et en valeur aux nécessités de la consommation. « L'arbre de l'industrie » peut étendre ses rameaux sur toute la nation (2). L'oisiveté est déchue des droits qu'elle possède et les fruits du travail sont laissés à ceux qui les cultivent, supprimant ainsi les tributs frauduleux que procure la propriété privée, annihilant les crises qu'engendre « le défaut d'une vue générale des besoins de la consommation et des ressources de la production » (3).

L'Etat donne ainsi les directives à l'activité privée. Le grand rôle appartient aux « hommes généraux » qui pourront avoir les vues les plus étendues sur l'organisation rationnelle de la production et de la consommation natio-

(1) *Enfantin* : Economie politique et sociale, article du *Globe*, juillet 1831, p. 55 à 62, 75 à 81, 82 et 83, 97 à 107.

(2) *Doctrines*, p. 206-207.

(3) *Ibid.*, p. 191-192.

nale. La société ainsi définie sera « une théocratie nouvelle », à base de foi en ces hommes supérieurs que seraient les prêtres de la science et de l'industrie, sur qui veillera le prêtre social, « source et sanction de l'ordre », qui remplacera le pape catholique, devenu hérétique.

Ainsi se construira une économie nationale qui présente des affinités notables avec un système syndicaliste, où la connaissance des besoins et des moyens de les satisfaire est à la base d'une direction de l'organisme national par des chefs compétents. Il y manque beaucoup de précision certes pour que le saint-simonisme religieux s'égale à l'économie syndicaliste technique. L'un et l'autre ont pour but de dégager l'intérêt commun et les moyens qu'ils emploient pour y parvenir ne sont pas sans se ressembler.

Mais, tandis que le syndicalisme socialiste met souvent au premier plan l'antagonisme des classes, Saint-Simon affirme la solidarité des classes et maintient la propriété privée. Il fait de la nation enrichie par l'économie complexe un ensemble fortement organisé, une économie nationale au sens moderne du mot.

§ 2. — L'organisation européenne et l'organisation mondiale

Saint-Simon est le premier économiste qui ait aperçu que la rénovation de l'économie nationale ne pourrait se poursuivre que dans une atmosphère de paix extérieure et de relations internationales organisées. A ce titre, il apparaît comme un des précurseurs de l'union européenne, car il bornait ses vues pacifistes à l'Europe, alliant le sens le plus vif des réalités nationales et celui des nécessités continentales.

Ses disciples continueront son œuvre en étendant sa politique au monde entier.

*
**

Au-dessus de l'organisation nationale, Saint-Simon élève un deuxième étage, constitué par l'organisation européenne. Ce n'est pas pour lui un moyen d'anéantir les natio-

nalités en les englobant dans un cadre plus vaste. Le titre d'un opusculé qu'il publie en 1814, alors que le Congrès de Vienne est en pleine activité, indique nettement la nature de ses idées. Il s'agit : « De la réorganisation de la société européenne ou de la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale » (1).

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Saint-Simon s'occupe d'organisation européenne. Dès 1808, il y a songé et son point de départ reposait déjà sur une exacte conception de la souveraineté nationale. Les Anglais doivent respecter le pavillon de chaque peuple et Napoléon se borner à « se renfermer dans ses limites naturelles ». Se croyant descendant de Charlemagne, Saint-Simon est hypnotisé par l'Empire carolingien. Ce « lien politique au moyen duquel Charlemagne avait uni les peuples européens a été successivement rompu par l'action du progrès des lumières... les sciences ont donné les moyens de réorganiser la société européenne et d'améliorer son système politique ». C'est à cette occasion que Saint-Simon conseille l'institution, à Rome, d'un pape nommé par les sociétés savantes de l'Europe.

En 1815, secondé par Augustin Thierry, il va préciser ses idées sur l'organisation de la paix par la constitution économique et politique de l'Europe. Dans ce but, il convient de faire appel aux grandes puissances du continent, qui seront les inébranlables piliers de l'édifice commun. Saint-Simon, précurseur de la Pan-Europe, peut être considéré également comme le précurseur de ceux qui, cent ans plus tard, considéreront que l'union européenne ne peut s'instaurer que grâce à une réconciliation des vaincus de la grande guerre qui vient de s'achever, la France et l'Allemagne. En 1815 déjà, l'auteur du *Nouveau Christianisme* développe l'idée que les deux antagonistes d'hier, France et Angleterre, doivent tendre en commun à la constitution de l'Europe. Il convient de s'éloigner des alliances génératrices de guerre, « deux ligues d'égale force étant nécessai-

(1) Saint-Simon : *De la Réorganisation de la société européenne*. Editions A. Pereire.

rement rivales, et il n'y a pas de rivalité sans guerre » (1). Seul un système englobant toutes les nations peut mettre fin à « cette vieille organisation qui fatigue encore l'Europe de ses débris inutiles ». Ce devra être un gouvernement, dont le rôle sera, par rapport à chaque gouvernement national, ce que les gouvernements nationaux sont aux individus. En bref, « l'Europe aurait la meilleure organisation possible si toutes les nations qu'elle renferme, étant gouvernées chacune par un parlement, reconnaissaient la supériorité d'un parlement général placé au-dessus de tous les gouvernements nationaux et investis du pouvoir de juger leurs différends » (2). Dans cette entreprise d'unification continentale, comme dans l'œuvre de construction nationale, le grand rôle va appartenir à ceux qui sont à l'avant-garde du progrès, aux « lumières » (nous dirions aujourd'hui aux nations-phares). Cette tâche convient particulièrement à la France et à l'Angleterre, bloc homogène, auquel devra s'agréger l'Allemagne, lorsqu'elle aura réalisé sa propre unité nationale.

La France et l'Angleterre sont particulièrement désignées par le fait que le gouvernement national repose sur une constitution qui paraît à Saint-Simon « la meilleure possible ». Et ce novateur, qui base ses conceptions nouvelles sur un fond immuable de traditions, d'analyser le gouvernement anglais et de montrer que la séparation des pouvoirs qu'il réalise le porte « à considérer les choses du point de vue de l'intérêt particulier des individus qui en font partie ». Cette organisation démocratique et libérale a créé la richesse de l'Angleterre, accru son bonheur et contribué à sa gloire universelle. Le rôle des Français a été de propager cette forme de régime à travers l'Europe. Ils ont augmenté les possibilités d'organisation internationale en contribuant, dans chaque nation, à poser les bases particulières indispensables à l'unité de l'ensemble. « Les Français... ont amélioré l'organisation sociale de tous les peuples chez lesquels ils sont entrés; partout, ils suppriment la féodalité; partout, ils limitent les pouvoirs royaux par

(1) Saint-Simon : *Opinions sur les mesures à prendre contre la coalition.*

(2) Id. : *De la Réorganisation.* p. 43 et 44.

l'établissement d'un corps de représentants nationaux. »

Ensemble, les deux peuples doivent donner à l'Europe le régime parlementaire qui, seul, lui donnera la paix ; leur zone d'action ira sans cesse grandissant, comme les cercles concentriques que détermine une pierre jetée dans l'eau. « Que le but principal de cette société (le gouvernement franco-anglais) soit de s'agrandir en attirant à soi les autres peuples (1). »

La première étape consiste donc à créer un parlement franco-anglais. La seconde à répandre dans le reste de l'Europe les institutions libérales et parlementaires. L'édifice sera achevé lorsque la dernière pierre, celle du parlement européen, sera posée.

La France et l'Angleterre ont des raisons suffisantes et impérieuses de s'unir. Cette union est rendue dès maintenant praticable par la communauté de leurs principes politiques nationaux. Mais cela ne suffit pas. A la possibilité d'action doit se joindre une ferme volonté de réalisation. Cette volonté va être stimulée dans les deux pays par des causes économiques qui les pousseront chacun à prendre appui sur l'autre, pour qu'ils ne s'effondrent pas séparément. Ces deux nations « sont menacées l'une et l'autre d'une grande secousse politique, et ni l'une ni l'autre ne peut trouver en soit les moyens de la détourner d'elle » (2).

La dette anglaise est considérable ; la cherté de la vie est inquiétante ; son change est constamment défavorable. « L'Angleterre peut être comparée à une maison de commerce qui a fait des établissements magnifiques, mais qui s'est endettée d'une somme immense pour faire ses établissements ; si elle trouve un associé riche, elle prospérera, sinon elle manquera infailliblement (3). »

La France, épargnée par la crise, peut lui venir en aide et la sauver d'une banqueroute inévitable. Le vaincu et le vainqueur d'hier vont unir leurs intérêts pour dissiper le malaise

(1) Saint-Simon. : *Op cit.*, p. 58.

(2) Id. : *Op. cit.*, p. 61.

(3) Id. : *Op. cit.*, p. 68.

présent. La France profitera des vastes colonies que sa voisine insulaire ne peut seule mettre en valeur. A elles deux, elles deviendront maîtresses de l'empire de la mer, situation éminemment favorable au commerce, à l'industrie et à la navigation de chacune. La circulation monétaire sera rendue plus active grâce à un papier monnaie commun, émis par une banque commune pour le plus grand profit de la classe commerçante. L'économique prime ici le politique.

Telle va être la tâche à réaliser par le parlement franco-anglais. Saint-Simon n'hésite pas à y faire une large place aux représentants britanniques. Proportionnellement à la population cultivée, ils seront en nombre double de leurs collègues français. C'est que notre pays est économiquement inférieur et que, en consentant à cette institution internationale, c'est l'Angleterre qui fait le plus gros sacrifice.

L'entrée de l'Allemagne dans cette union constitue le premier pas vers l'accession progressive des Etats de l'Europe au concert franco-britannique. « Le premier ouvrage du parlement anglo-français doit être de hâter la réorganisation de l'Allemagne (1). » Une nation aux sentiments nobles viendra compléter l'entente de deux peuples unis par de simples intérêts commerciaux. Ainsi se créera un noyau qui verra s'agréger rapidement les autres nations européennes. Le sentiment national, qui dégénère souvent en un chauvinisme étroit, laissera place à un patriotisme européen. Alors que dans les gouvernements nationaux existants, chaque citoyen « contracte... certaines habitudes... de confondre son intérêt propre dans l'intérêt de la société dont il est membre », une volonté de corps se manifestera entre les divers gouvernements européens, créant une généralité de vues. Comme l'affirme Montesquieu, c'est l'institution qui crée les hommes. L'organe européen les façonnera, en faisant « sortir le patriotisme des bornes de la patrie » (2) et en plaçant en évidence les intérêts communs du continent. Il est vrai qu'on peut retourner cette proposition. Saint-Simon écrit que ce sont aussi les

(1) Saint-Simon : *Op. cit.*, p. 92.

(2) Id. : *Op. cit.*, p. 46.

hommes qui font l'institution. Il n'admet en conséquence dans sa « Chambre des Députés du parlement européen que des hommes aux larges vues, possédant une conscience internationale qui dépasse le cercle des habitudes natales », capables de se hausser jusqu' « à cet intérêt général qui doit être l'intérêt de corps du parlement européen ».

Saint-Simon pose le détail de la composition et du rôle de cette assemblée. Elle comprendra quatre députés pour un million d'hommes sachant lire et écrire, soit en tout deux cent quarante, choisis parmi les « capacités », négociants, savants, magistrats et administrateurs. C'est, transposée sur un plan supérieur, l'organisation nationale, basée sur le système industriel. Une chambre des pairs, composée de riches propriétaires, et un roi, chef supérieur de la société européenne, représenteront le pouvoir modérateur.

La compétence de ce Parlement s'étendra à « toute question d'intérêt général » européen. Il décidera de l'admission de nouveaux membres, lèvera les impôts et créera « toutes les entreprises d'une utilité générale » (1). Joindre par des canaux le Danube au Rhin le Rhin à la Baltique, rendre *voyageable* et habitable l'Europe; en un mot, créer la prospérité matérielle pour faire le bonheur de tous, telle sera sa sphère d'action. Grâce à une instruction publique commune et un code de morale, on verra s'établir « entre les peuples européens ce qui fait le lien et la base de toute association politique, conformité d'institutions, union d'intérêts, rapports de maximes » (2). Ne se croirait-on pas à Genève, cent ans plus tard, alors qu'à la tribune un homme d'Etat français montre que la paix ne peut résider que dans l'unité et dans l'organisation européennes, grâce à un minimum d'intérêts économiques communs et surtout au développement de l'esprit international, soumettant à ses vues supérieures les diverses conceptions nationales?

*
**

L'idée d'une organisation européenne est reprise

(1) Saint-Simon : *Op. cit.*, p. 51.

(2) Id. : *Op. cit.*, p. 52.

par les disciples de Saint-Simon. Leurs théories sont imprégnées, en proportions à peu près égales, de mysticisme universaliste et de compréhension réaliste des causes qui tendent à faire du monde un vaste ensemble économique. Leur ferveur religieuse, leur croyance idéologique en un monde nouveau, s'allient chez eux aux connaissances scientifiques que leur valent leur formation polytechnicienne ou leur intimité avec le monde grandissant de la banque et des affaires. Ils annoncent déjà cette « Internationale des affaires » que Marx et ses disciples dénonceront, moins d'un demi-siècle plus tard, comme l'élément générateur de la solidarité de la classe bourgeoise à travers les nations.

Des banquiers cosmopolites réalisent dès cette époque des opérations gigantesques à travers les Etats de l'Europe. Ils sont traités de « sans patrie » (1). Enfantin relève cette accusation et se fait leur défenseur : « C'est précisément cette solidarité européenne qui doit fournir au monde la plus grande garantie de tranquillité. Tandis que les chefs de l'ancien ordre temporel s'unissent à Paris pour consolider la paix, des banquiers cosmopolites, puissants par leur association, enchaînent toutes les places de l'Europe dans un système financier commun et substituent ainsi aux ressorts vieillis des intérêts généraux les germes féconds de la Fédération européenne » (2).

Les banquiers doivent prendre conscience de leur mission pacifique et former « leur sainte alliance », garante de paix. Certes, leurs opérations comportent tout un passif de cupidité et d'égoïsme. Les Saint-Simoniens n'y prêtent attention que dans une vue de moralisation. L'important pour eux consiste à montrer comment sociétés de commerce et banques créent un lien qui relie progressivement tous les intérêts matériels, toute l'activité humaine (3). Le capital, moteur de ce trafic, n'a pas de patrie. Il ne se soucie pas des frontières. Capitalistes français et étrangers contribuent à soutenir de leurs fonds les manufactures et l'in-

(1) *Journal des Débats*, 26 janvier 1826.

(2) Enfantin : Des Banquiers cosmopolites, *Le Producteur*, 1826 ; tome 21, p. 205.

(3) Allier : Examen des faits qui prouvent les tendances de la société à s'organiser, *Le Producteur*, tome II, p. 293 sqq.

dustrie nationale. Des liens puissants se créent, que les Saint-Simoniens ne redoutent pas. Ils en décèlent l'influence bienfaisante sur l'économie nationale de chaque pays, soutenu par celle de tous les autres. « Il devient évident que l'industrie d'une nation n'est point ennemie de l'industrie des autres peuples; que, tout au contraire, elle en est l'alliée et le soutien naturel (1). » Tout ce mouvement d'affaires créera des courants d'intérêts entre les nations, ce qui évitera les guerres en portant le bien-être général à son maximum.

Cette tendance doit être poursuivie. De grands travaux européens sont à entreprendre et les Saint-Simoniens ne trouvent rien de mieux que d'y faire concourir l'armée, devenue inutile pour les emplois belliqueux. Le soldat s'en ira, la pioche au flanc comme il s'en allait jadis l'arme sur l'épaule, faire son tour d'Europe, s'instruire au contact de ses frères industriels de tous les pays, collaborant aux travaux d'art qui relieront par la voie de fer Saint-Pétersbourg à Cadix, les îles Britanniques au bassin méditerranéen. Toutes ces entreprises créeront un mouvement de richesse, dont la première conséquence sera de diminuer largement le poids des impôts.

Sur les mêmes bases politiques que Saint-Simon, ses disciples voient se former plus précisément l'Europe, reconstruite dans toute son économie. Une vaste « Société commanditaire de l'industrie » est préconisée par eux pour mettre fin à la crise économique qui causait alors ses ravages. Elle créera du travail, transférera ses capitaux là où ils seront nécessaires. Nous sommes en plein vingtième siècle!

*
**

Saint-Simon bornait à l'Europe l'ensemble de ses vues internationales. Ses disciples ont plus d'audace et leur conception ne connaît de limites que dans celles de la surface terrestre. De l'Europe, le progrès des relations entre

(1) P.-J. Rouen : Société commanditaire de l'Industrie, *Le Producteur*, tome I, 1^o art. p. 14; 2^o art. p. 117.

les nations se répandra sur tous les continents, par l'effet de la gravitation universelle.

Enfantin et ses disciples perçoivent l'appel de l'Orient. Leur imagination les porte vers des régions peu fertiles, que l'industrie doit transformer. Le monde occidental va s'agréger le monde oriental, grâce au bassin méditerranéen qui les relie.

« La Méditerranée sera le lit nuptial de l'Orient et de l'Occident. » La mise en valeur de ces pays pourra être hâtée grâce aux chemins de fer qui les rapprocheront les uns des autres. « Dans l'ordre matériel, le chemin de fer est le symbole le plus parfait de l'association universelle. » Voyant plus loin, Enfantin rêve d'atteindre les Indes par ce qu'il appelle « le canal des deux mers », notre actuel canal de Suez. A ce projet « est attaché l'avenir commercial du monde entier ». Deux mondes vont entrer en relations grâce à ce trait d'union, de la même façon que l'Algérie met la France en contact avec le monde musulman. L'œuvre sera achevée grâce à l'Égypte (1).

C'est bien une organisation internationale, étendue au monde entier, que les Saints-Simoniens construisent par apports successifs. Ce mouvement tend vers un but final, la constitution d'une « union pour l'exploitation du globe ». L'homme seul ne peut aujourd'hui plus rien. Son enrichissement ne peut trouver sa source que dans le perfectionnement de sa communauté avec ses semblables. Jusqu'ici, l'humanité s'est épuisée en expéditions guerrières infructueuses. Cet esprit militaire est anti-social; d'ailleurs, il est en voie de régression. Les travaux de la paix sont l'objet de préoccupations croissantes et trouvent toujours plus de considération. Pour contribuer au bonheur de l'humanité, il y a lieu de créer entre les hommes une société d'intérêts, une vaste association. « L'humanité marche vers l'association universelle, vers l'organisation pacifique et harmonique du travail scientifique et industriel (2). »

Les conquêtes techniques y poussent de toute leur puis-

(1) *Œuvres* de Saint-Simon et d'Enfantin, T. XII, p. 7 à 12.

(2) *Le Globe*, 27 juillet 1831.

sance. L'humanité sera, grâce à elles, unie demain dans le travail. Chaque pays, avec ses caractères propres, apportera sa pierre à l'édifice commun. Les activités particulières, soit d'individu à individu, soit de peuple à peuple, créeront un réseau serré d'intérêts communs. L'humanité possède aujourd'hui le secret de transformations qui amèneront la paix et le bien-être universel. L'enseignement saint-simonien a eu pour but d'allumer et d'entretenir le feu sacré, de faire comprendre aux hommes la valeur universelle du nouveau monde industriel.

CHAPITRE II

CHARLES FOURIER ET LE SYSTÈME DE L'ASSOCIATION PHALANSTÉRIENNE

Si Saint-Simon peut apparaître comme l'ancêtre des théoriciens de l'économie dirigée ou des formules corporatives, Charles Fourier se présente comme le continuateur des traditions sociales platoniciennes et comme le précurseur des idées coopératives les plus modernes.

Son « utopie » est plus achevée : sa construction économique est complète en tous points. Il rêve d'un monde où les efforts des hommes se combineraient volontairement, dans des unités sociales créées à la fois pour l'harmonie de la consommation et pour celle de la production, pour la satisfaction la plus large des besoins. Ces phalanstères, où la liberté et les penchants de chacun déterminent l'ordre du groupe, sont destinés à remplacer un monde économique anarchique et mal ordonné. De phalanstère à phalanstère, les relations règneront, amicales, destinées à compléter les possibilités de chacune de ces cellules initiales d'une économie disciplinée, quoique à base de libre initiative, jusqu'à une organisation mondiale, dont Fourier se fait l'idée la plus précise.

La théorie de Fourier polarise et synthétise une foule d'autres idées contemporaines, tant celles de Robert Owen que celles de Louis Blanc et du « patriote » Blanqui. Elle vaut par le caractère d'individualisme et de décentralisation sur lequel elle met l'accent et par la philosophie qu'elle dégage, celle d'une économie où le consommateur est roi, où la production n'a pour but que la satisfaction des besoins matériels et spirituels de tous et de chacun. Elle présente, d'autre part, ce caractère singulièrement original. Son organisation territoriale, au lieu de s'appuyer sur l'économie nationale, repose sur l'économie régionale qu'est le phalanstère.

§ 1^{er}. — L'économie régionale phalanstérienne

Le phalanstère, dont Fourier nous trace une description des plus minutieuses, est un cercle de collaboration économique très étroit. Etabli sur un territoire déterminé et comprenant une population soigneusement dénombrée, il représente un centre de solidarité qui a, malgré son caractère futuriste accentué, des rapports très étroits avec ce que devrait être la collaboration en régime de civilisation.

Si le travail y a la part prépondérante qui lui convient dans une entreprise de ce genre, il n'en est pas moins vrai que les capitaux en nature et en espèce y jouent un rôle qui n'est pas très éloigné de celui que le capitalisme leur attribue. Les capacités techniques, que Fourier nomme talents, contribuent à l'édification rationnelle du système et apparaissent comme le moyen de faire fructifier le capital par le travail.

Les plus petits détails de la production, de la consommation et de la répartition sont décrits par Fourier avec une précision rigoureuse. Son idéal se relie très étroitement à la réalité, à une réalité où la justice économique s'harmonise avec une liberté économique et une indépendance politique très étendues.

C'est sur ces bases, bien caractéristiques d'un système qui remet l'individu, facteur suprême et but dernier de l'organisation sociale, à la place qu'il doit vraiment occuper dans un monde cohérent et rationnel, que nous allons examiner les plans du phalanstère. Nous y trouverons un type d'organisation socialiste à la fois professionnel et territorial, qui s'inspire directement des principes développés par l'école de la collaboration locale, régionale et nationale.



Le système de Fourier est basé sur l'organisation sociétaire du monde. L'élément premier en est la « phalange » ou « commune sociétaire », qui peut comprendre jus-

qu'à 2.000 individus, réunis sur un domaine d'environ une lieue carrée (1). L'exactitude mathématique la plus stricte règne dans la description que nous donne Fourier de ses conceptions. On croirait lire le commentaire d'un plan dressé par un architecte. Tout y est tracé avec la plus minutieuse rigueur. Des raisons économiques et morales à la fois déterminent la structure de l'ensemble. La phalange doit être un organisme qui cherche à tirer de son sol tout ce qu'il peut donner. Dans ce but, il lui faut assembler le plus grand nombre d'aptitudes et de caractères divers. Fourier en discerne dans l'humanité exactement 810 (2), dont chacun sera représenté par deux individus, pour que la phalange conserve sa perfection en cas de disparition de l'un d'eux.

Des raisons économiques viennent confirmer l'adoption du nombre idéal de seize cent vingt sociétaires. Il apparaît comme un juste milieu, au-dessous duquel on ne peut descendre sans introduire dans le mécanisme « des lacunes d'attraction industrielle » : On ne saurait aller fort au-dessus, sinon c'est risquer de tomber dans la « cohue » et la « complication ». La phalange normale — car il peut exister des formes bâtardes, moins nombreuses, mais imparfaites (3) — comprend seize cent vingt personnes ou quatre cent cinq familles. Sa variété fait à la fois son unité et son aptitude à satisfaire les besoins les plus divers. Elle comprend et des ménages et des célibataires, un peu plus d'hommes que de femmes, des vieillards et des enfants. Ainsi tous les « ressorts indispensables » à une féconde activité se trouvent représentés dans le groupe. La vie sociale est réglée sur les passions qui dirigent l'activité des hommes : les passions affectives (ambition, amitié, amour) et les passions distributives, parmi lesquelles figure la papillonne, qui tient dans le système de Fourier un rôle capital. C'est de leur combinaison que doit naître l'harmonie de l'ensemble, que Fourier se re-

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 427 sqq.

(2) *Ibid.*, tome III, p. 371, 440, 441.

(3) *Ibid.*, tome I, p. 9.

présente comme « un magnifique orchestre à huit cent dix instruments ou caractères » (1).

L'activité individuelle est la base du système et elle ne laisse que peu de place à l'action du gouvernement. La fin sociale est le bonheur, le bien-être des individus, que les institutions actuelles n'arrivent pas à réaliser.

L'ordre social résulte à peu près automatiquement, comme en régime capitaliste, de la combinaison des activités individuelles. Conduits par leurs passions, les individus créeront l'ensemble des biens nécessaires à tous. Seule une direction générale est concevable, une espèce d'administration capable d'ordonner toutes ces initiatives privées. Comme dans la théorie de Saint-Simon, c'est plutôt d'une administration des choses qu'il doit s'agir.

*
**

La fonction administrative de la phalange se réduit essentiellement à une sorte d'organisme central de renseignements et de statistique où entrent des membres de droit, appelés par leur âge et leur situation économique, et des membres élus. Le tout forme l'aéropage, qui se compose : 1° des « chefs de chaque série » ; 2° des « trois tribus de révérends, vénérables et patriarches » ; 3° de sociétaires ayant dans la phalange des intérêts économiques importants ; 4° des « magnats et magnates de la phalange », c'est-à-dire des fonctionnaires représentatifs et honorifiques (2). L'importance des questions économiques est attestée par le fait que l'aréopage délègue la plupart de ses fonctions à une régence, qui ne se compose que des sociétaires notables par leur importance économique ou leurs qualités techniques.

Leur activité est cependant très restreinte : ils ne prononcent que des avis, qui « ne sont pas obligatoires » (3). Leur rôle se borne à rassembler et à publier les renseigne-

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome IV, p. 216.

(2) Id. : *Le nouveau Monde*, p. 113.

(3) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 447.

ments utiles à la vie sociale, économique et morale des individus.

Le plus clair de son action consiste à organiser et à faire marcher les services publics essentiels au bon ordre économique de la phalange. L'aréopage doit tenir la comptabilité publique et sociale de la phalange (1), organiser les finances sociétaires. L'impôt unique et direct est réparti et employé par chaque groupe pour les fins qu'il juge utiles. La justice, parvenue au rang de « contentieux », « se réduit à quelques arbitrages ». Les fonctions gouvernementales ne s'appesantissent pas sur les membres de la phalange. Les individus s'y trouvent liés par un contrat social qui, seul, détermine leurs rapports réciproques. Leur association se présente comme « spontanée, sans lien obligé, et sans autre engagement que celui des bienséances » (2). Tous les intérêts y sont individuels et la société phalanstérienne naît de l'harmonie de leurs rapports. La bonne volonté de ses membres contribue à son unité. Tous témoignent d'un dévouement sans bornes aux intérêts du groupe.

La phalange est un être réel, diversifié en fonctions, remplies par des groupes distincts et où tous éprouvent une « passion ardente et aveugle pour une fonction d'industrie ou de plaisir commune à tous les sectaires ».

L'organisation de la propriété phalanstérienne contribue à créer cette atmosphère de collaboration. Le phalanstère se présente matériellement sous l'aspect d'un vaste domaine, dont la propriété sociale est garantie à tous les membres. La forme juridique de l'appropriation est à mi-chemin entre le type social et le type individuel. Tous ont un droit sur le tout et chacun détient une aire déterminée. Ainsi, il peut se faire que « chacun, même le plébéien le plus pauvre, soit associé et propriétaire » (3).

Dans le système d'harmonie, le plus pauvre est propriétaire « en participation » de la totalité des biens. Il se trouve ainsi intéressé à la bonne gestion de l'ensemble. Les rapports économiques établis par cette voie ont pour ré-

(1) Fourier : *Le nouveau Monde*, p. 114.

(2) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 351.

(3) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, c. t., p. 199.

sultat: « 1° d'identifier l'intérêt individuel avec le collectif, de telle manière que l'individu ne puisse trouver son bénéfice que dans les opérations profitables à la masse entière; 2° de classer l'intérêt collectif en boussole de l'individuel, de manière que l'ambitieux ne tende qu'à l'intérêt collectif, gouvernail de l'intérêt individuel » (1).

Toute une série de droits et de devoirs sociaux articulent l'individu à la société, dont les intérêts sont harmoniques du seul fait de l'utilisation des passions humaines. La civilisation a rendu impossible l'exercice des droits naturels que l'homme possédait à l'état de sauvagerie. Le régime sociétaire doit les lui restituer, en posant les bases d'une organisation sociale (2).

Elle doit lui garantir le droit à l'existence sous sa forme la plus large. Ses deux manifestations sont le droit au travail corroboré par le droit à l'assurance sociale. La société doit « assurer au peuple du travail en temps de santé, et des secours, un minimum social, en cas d'infirmité » (3).

La liberté du travail ne suffit pas à Fourier. Il faut que l'homme, en société, possède les moyens matériels de l'exercer. C'est à la commune sociétaire qu'il appartient de garantir effectivement un emploi à tous ses membres. Cette répartition des tâches ne doit pas prendre cependant l'aspect d'une économie dirigée par une bureaucratie. L'individu conserve le droit de choisir son emploi, selon ses goûts: il possède la libre « admission à tous les travaux ». Il a, en outre, la possibilité de réclamer les moyens techniques d'exercer ce droit: la phalange doit lui consentir « l'avance des instruments nécessaires à exercer » son travail (4).

Elle garantit également à ceux qui sont physiquement incapables de travailler le droit à l'assistance sociale. « L'assurance est le régime de sagesse. Toute société fondée sur d'autres bases que l'obligation solidaire de la

(1) Fourier : tome III, p. 578, 579.

(2) Id. : tome II, p. 159.

(3) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 276.

(4) Id. : Manuscrits, La Phalange, *Revue de la Science sociale*, septembre-octobre 1848, p. 188.

masse pour les biens de l'individu n'est qu'un chaos d'injustice et d'égoïsme (1). » Un minimum est alloué à chaque individu, équivalent à ce que « nous nommons la médiocrité bourgeoise ». Cet espèce de minimum nécessaire à l'existence est consenti en nature par la régence du phalanstère et remboursé par les bénéficiaires lorsqu'ils en auront les moyens. La dignité du travail doit être sauvegardée en ce sens que l'emploi est préférable à l'assistance sociale. Au reste, « l'attraction passionnée » garantit la persistance du peuple au travail et la possibilité de remboursement du minimum qu'on lui aura avancé (2).

Cette organisation sociale satisfera tous ceux qui y prennent part. Les riches y trouvent avantage, car ils gardent la libre disposition de leurs biens. Ils ont plaisir à être « délivrés de l'aspect et des embûches d'une classe indigente » (3). Tous les tempéraments divers dont se compose l'humanité trouvent leur compte dans le système phalanstérien. Le règne de l'harmonie y équilibre la perfection des satisfactions individuelles. C'est pourquoi les fonctions de direction sociale ne sont qu'en nombre si restreint. L'économie de la phalange crée la justice dans les rapports des individus entre eux.

Tous se trouvent sur un pied d'égalité, libérés des distinctions arbitraires entre classes, sexes et âges que postule l'état dit de « civilisation ». La femme est émancipée, car cette réforme est « le principe général de tous les progrès sociaux » (4). Le régime économique rendra cette indépendance effective. Les enfants même, dès l'âge de trois ans, deviennent des « personnes » dans l'économie de la vie sociale.

La vie de toute cette communauté s'organisera d'elle-même par le simple jeu de la liberté de tous ses membres, alliée à la possibilité de satisfaire aux passions individuelles. L'inégalité, certes, règnera dans le système. Mais il ne faut pas chercher à y remédier, car elle convient aux dé-

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 518 et 519.

(2) Id. : *Le nouveau Monde*, p. 3 et 4.

(3) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, tome VII, p. 39.

(4) Id. : *Théorie des quatre Mouvements*, p. 196.

sirs et aux passions inégales. La phalange est plus un système de proportion que d'égalité de fortunes et de nivellement. Celui « où les inégalités seront le mieux graduées atteindra le mieux à la perfection d'harmonie... L'inégalité extrême, la richesse colossale chez les uns et nulle chez les autres, est un des puissants ressorts d'harmonie, sauf la garantie du minimum, base de toute concorde en régime sociétaire » (1).

Toute l'organisation de la phalange va être basée sur des principes dont la mise en œuvre aura pour résultat de tisser des liens étroits entre les sociétaires, tant dans le domaine de la production que dans ceux de la répartition et de la satisfaction des divers besoins humains.

Le régime de la production doit tendre à mettre en œuvre la totalité des ressources de la nature pour assurer la complète satisfaction des désirs individuels. Il est, avant tout, « l'art d'associer des masses de cent, deux cents, trois cents familles de fortune inégale, exerçant combinément les deux genres d'industrie agricole-manufacturière, et représentant tout capital, terres, numéraire ou autre, en actions négociables, rétribuées d'un dividende proportionnel » (2). Le travail sociétaire a pour objet de rendre complémentaires les divers ordres de la production en faisant appel aux dispositions spéciales de tous les individus membres du groupe. Toutes les forces économiques trouvent leur utilisation naturelle. Les hommes sont mis à la place que leur assignent leurs aspirations. Les femmes deviennent leurs rivales en activité, loins d'être réduites « à la couture et au pot » (3). Ainsi, le système se trouve débarrassé de tous les agents improductifs qui encombrant la société d'aujourd'hui.

La phalange est un tout ordonné, où l'on pratique l'économie complexe, où l'on peut prévoir l'existence de toutes les professions, depuis les charpentiers et les menuisiers jusqu'aux horlogers et orfèvres, en passant par les cordon-

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome II, p. 4.

(2) Id., *Ibid.* : tome I, Avertissement, p. VII.

(3) Id. : *Le nouveau Monde*, p. 200.

niers, tailleurs et pompiers (1). La courte durée des séances de travail met chacun à même de remplir avec goût la tâche que la nature lui assigne, en même temps qu'elle permet la satisfaction de tous les besoins (2). La division du travail est une condition essentielle de cette société. L'individu se laisse guider par la « papillonne ». Il est ainsi embrigadé dans toute une série de travaux divers ; il s'attache à « des intérêts nombreux et gradués absorbant l'égoïsme dans une masse d'affections corporatives » (3).

Toute journée de travail peut ainsi devenir une journée de bonheur. Cette harmonie du phalanstère s'accomplit presque d'elle-même. L'aréopage n'y prend qu'un rôle restreint. Son œuvre, en tant que « conseil suprême de l'industrie », se borne à donner de simples avis, que l'on accepte passionnément.

Plus important est le rôle des bourses, où viennent se rassembler les producteurs pour organiser les divers ordres de travaux. Cet organisme central équilibre, par son fonctionnement même, les demandes et les offres d'emploi. Des groupes de travail viennent s'y former, après une libre discussion des conditions. Tout parasitisme est annihilé du fait de cette création originale.

*
**

Le système phalanstérien n'a pas seulement pour but de donner du travail à tous ses membres. Il vise aussi à mettre en œuvre la totalité des forces naturelles, pour produire la plus grande masse possible de biens de consommation, pour créer les services nécessaires à la bonne utilisation de ces produits, enfin pour développer les œuvres intellectuelles nécessaires à la compréhension des besoins et des moyens de satisfaction. Ainsi s'établissent trois catégories d'activités, correspondant à « sept fonctions industrielles » (4). A la mise en œuvre des moyens de production, correspondent le travail agricole et le travail manu-

(1) Fourier : *Le nouveau Monde*, p. 149.

(2) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, tome I, p. 157.

(3) Id. : *La fausse Industrie*, tome I, p. 141.

(4) Id. : *Le nouveau Monde*, p. 57.

facturier ; aux services, le travail commercial et le travail domestique ; aux fonctions intellectuelles, le travail d'enseignement, l'étude et l'emploi des sciences, enfin l'étude et l'emploi des beaux-arts.

C'est de ce développement complexe des forces intellectuelles que Fourier espère tirer la coordination de tous les éléments matériels et humains que comprend la phalange.

La plus importante des fonctions est représentée par l'agriculture, à laquelle se rattache le travail domestique (1). Le domaine de la phalange, correspondant à un de nos cantons, comprend à la fois des cultures en ordre « massif » et en ordre « ambigu », la grande culture et la culture morcelée (2). De grands travaux publics d'utilité générale viendront augmenter le rendement de ces terres, en les desservant en chemins, en les irriguant méthodiquement. L'horticulture et l'arboriculture seront l'objet des soins attentifs de la phalange, de beaux fruits complétant une belle moisson (3).

Les manufactures seront envisagées, dans l'ordre sociétaire, comme « le complément de l'agriculture ». Leur rôle ne sera que subordonné, visant moins à la création de produits finis qu'à fournir une « diversion » aux travailleurs agricoles, pendant les mois d'hiver où ils sont inoccupés. On s'appliquera à produire des objets de bonne qualité, afin de réduire le nombre d'heures occupées à leur fabrication (4).

L'industrie ne tient ainsi qu'une place un peu en marge, alors que l'agriculture sera l'objet d'une sollicitude particulière. Cependant Fourier ne cesse d'envisager les rapports des deux ordres de travaux. Les ouvriers industriels ont besoin pour leur nourriture de produits du sol et l'agriculture, au fur et à mesure de son développement technique, fait toujours plus appel aux produits de l'industrie. C'est de cette liaison de ces deux branches d'acti-

(1) Cf. le titre et le sujet du *Traité de l'Association domestique agricole*.

(2) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 482.

(3) Id., *Ibid.* : tome III, p. 19 sqq., 47.

(4) Id. : *Le nouveau Monde*, p. 151.

vité que dépendra la localisation géographique des manufactures. En harmonie, il n'y aura « plus de centralisation... les fabriques s'y établiront partout » (1). Ainsi, comme dans l'agriculture, une plus parfaite utilisation du sol et du sous-sol pourra être envisagée, créant cette joie au travail que l'industrie, qui amoncelle dans les villes « des fourmillières de misérables » (2), ne parvient pas à réaliser dans le système actuel.

*
**

Ces produits agricoles et industriels une fois créés, il va s'agir de les livrer à la consommation. Ici entrent en jeu les principes de la coopération sociétaire. Des entrepôts reçoivent, inventorient et classent ces produits (3). Un immense hangar est prévu pour les abriter. Les objets déposés y sont à l'abri des risques grâce à un système d'assurance très savant. Cette organisation collective est la source de bénéfices importants, « toujours au minimum les 3/4, les 9/10 et souvent les 99/100 » (4), provenant d'un agencement idéal de la manutention, qui supprime les déperditions et le gâchis anarchique où s'épuise notre société.

La consommation de ces produits va se faire également en commun. Un service collectif de la domesticité est prévu. Fourier pousse la précision dans la prévision jusqu'à prendre un soin particulier de ce qu'il nomme les « travaux répugnants ». Ils doivent être exécutés dans l'intérêt de la communauté, qui voit se compléter ainsi d'une façon assez inattendue le faisceau des services publics essentiels. Ces tâches incomberont aux « petites hordes », composées d'enfants que leurs goûts poussent à s'occuper de fonctions telles que le « curage des égouts » ou le « service des fumiers ». Fourier voit, dans ces occupations, la source assez paradoxale d'une « charité sociale » qui incite à la

(1) Fourier : *La fausse Industrie*, tome II, p. 644.

(2) Id. : *Le nouveau Monde*, p. 153.

(3) Id. : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 11.

(4) Id., *Ibid.* : p. 15.

considération de tous les travailleurs, qui crée l'amitié générale, en hâtant la fusion des classes (1).

A l'inverse, les travaux esthétiques de parure et d'embellissement de la phalange sont confiés aux « petites hordes », conservatrices du charme social. Elles feront marcher le système « au bon par la route du beau ».

Enfin, comme ce système, basé sur une organisation plus particulièrement économique, ne saurait fonctionner sans instruction générale et technique, l'organisation de la production intellectuelle ne saurait être délaissée. Ce service public, d'importance extrême, diffusera la technique et les aptitudes générales dans le corps social tout entier.

*
**

Toute l'économie de la phalange a donc pour fin de mettre en œuvre la totalité des aptitudes de ses membres et des ressources productives de son sol. Il n'en faudrait pas conclure pour cela qu'elle demeure un système clos, sans contact avec l'extérieur. Au contraire, le principe de la spécialisation locale doit s'unir intimement avec celui du développement complexe. Des rapports étroits se créent dans ce but avec les autres cantons (2). Leur but est de procurer aux sociétaires le maximum de biens destinés à satisfaire les besoins de la consommation phalanstérienne.

Les mêmes principes de collaboration sont appliqués au mécanisme de l'échange considéré comme une « grande fonction industrielle ». A la concurrence anarchique du système de civilisation se substitue une concurrence qui rend solidaires les individus associés (3). Le problème à résoudre est celui de « la diminution progressive des agents et frais sans exclure personne de la liberté de concurrence ». On y parvient par le jeu de l'échange direct entre les séries de groupes producteurs et les groupes en tant que représentants des consommateurs. Aucun bénéfice n'est exigé des uns par les autres, aucun paiement n'est immédiate-

(1) Fourier : *Le nouveau Monde*, p. 212 et 213.

(2) Cf. infra, paragraphe 2.

(3) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome I, Avertissement, p. XI.

ment réalisé. Un large compte s'établit entre les deux parties, auquel collabore la série spéciale chargée des entrepôts et des ventes. La seule monnaie en cours est la lettre de change, garantie par la part de propriété et de travail de chaque sociétaire (1). Le règlement final a lieu à la fin de l'année, à l'époque d'inventaire et de répartition. Tous les besoins seront — Fourier n'en doute pas un instant — largement satisfaits. « L'opulence générale et l'énormité du luxe... règnera chez les harmoniens (2). »

*
**

Lorsque ces comptes sont apurés, il reste à résoudre le problème de la répartition. Il existe un bénéfice social appartenant à la phalange, qui résulte de la différence entre les frais de production et la valeur des bien échangés tant au dedans qu'au dehors. Cette opération doit satisfaire à la fois l'intérêt particulier et l'intérêt général. On y aboutit grâce à l'« équilibre par la cupidité » (3). On fait deux parts de ces bénéfices totaux. L'une est destinée au paiement des dépenses d'intérêt général et, avant tout, des assurances sociales. L'autre va aux individus. Le capital, le travail et le talent vont recevoir leur rémunération. 4/12 rémunèrent la part proportionnelle de chacun dans le capital social, 6/12 sa part au travail commun et 2/12 son apport proportionnel en valeur intellectuelle (4). L'équité la plus grande règne dans la rétribution de chacun. Le capital reçoit une faible partie du produit total. C'est un simple intérêt, susceptible de taux divers suivant qu'il s'applique à des actions mobilières ou foncières. Il existe des actions de travail qui reçoivent un intérêt pouvant aller jusqu'à 30 % (5). Le talent ou les capacités intellectuelles sont rémunérés à la suite d'un vote des membres de la phalange. L'instruction universelle donne à tous le moyen d'apprécier le travail de ses collaborateurs (6).

(1) Fourier : *Publication des Manuscrits*, tome III, p. 177 et 178.

(2) Id., *Manuscrits, La Phalange*, mars-avril 1845, p. 174.

(3) Id., *Le nouveau Monde*, p. 308.

(4) Id., *Théorie de l'Unité universelle*, tome I, p. 153; tome III, p. 445.

(5) Id., *La Fausse Industrie*, tome I, p. 86, 412.

(6) Id., *Théorie de l'Unité universelle*, tome IV, p. 505.

Enfin, la rétribution du salaire donne lieu à des principes de répartition sociaux au suprême degré. Nul n'a droit à un salaire individuel : ce serait un déshonneur. Chacun reçoit la part exacte à laquelle il a droit dans les bénéfices sociaux.

Cela s'obtient par deux cascades de répartitions : l'une entre les séries, l'autre entre les individus. Chaque série, considérée comme une unité de travail, perçoit un dividende, qui est établi : « 1° En raison directe de concours aux liens d'unité, au jeu de la mécanique sociale ; 2° en raison mixte des obstacles répugnants ; 3° en raison inverse de la dose d'attraction que peut fournir chaque industrie ». La série la mieux rétribuée est ainsi « celle qui, productive ou improductive, concourt le plus efficacement à serrer le lien sociétaire » (1).

La répartition entre les séries se fera par un vote annuel, où on ne verra s'affirmer que « des luttes de générosité et jamais de sordide intérêt » (2). Les débats subalternes feront place à la passion d'unité. L'équité maintiendra l'ordre et l'harmonie, quant à la répartition entre les individus ; elle est déterminée par « le nombre des coopérateurs, le temps donné aux fonctions, la balance de force des sexes ». Chacun est à sa place dans le grand tout et est rémunéré selon la qualité et l'efficacité de sa collaboration. La famille se trouve dissoute dans l'économie plus vaste du phalanstère, dont les membres témoignent entre eux des mêmes sentiments que des parents.

Certes, il y a dans ces calculs quelque chose de rigide et d'automatique qui n'est pas toujours en conformité avec l'exacte appréciation individuelle du travail de chacun. Un système de compensation y mettra bon ordre, grâce à l'« équilibre de la générosité ». Entre ceux qui s'aiment d'amitié ou d'amour, entre ceux qu'unissent des liens de filiation naturelle ou élective, se font, selon les voies de la nature, les compensations que réclame la justice. Entre les plus riches et les moins riches s'établit le perpétuel courant d'une libéralité universelle, qui raffermirait l'unité et en sou-

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome IV, p. 524.

(2) Id., *Ibid.* : p. 529, 533.

tient l'harmonie. La « répartition équilibrée » s'achève dans l'enthousiasme social (1).

*
**

Toute la théorie phalanstérienne de Fourier apparaît ainsi comme animée d'un esprit qui l'apparente étroitement à la conception régionale de la collaboration économique. Le canton forme un territoire cohérent où, grâce au jeu des passions humaines et presque sans l'intervention d'un pouvoir dirigeant, les sociétaires accomplissent des tâches coordonnées qui se fondent en un ensemble harmonieux.

L'équilibre de la production et de la consommation s'en déduit sans heurt. La population ira toujours en développant en proportion du développement inouï auquel vont atteindre les forces productives. Grâce à ce bon emploi des subsistances, le bonheur individuel et social sera établi définitivement. Il le sera à un point tel que « le rapport entre la production et la population se fixera à tel point qu'on se trouvera dans le cas de provoquer et non de modérer la consommation » (2).

La matérialisation concrète de cette harmonie économique se trouvera dans l'aspect même du phalanstère. L'association ne sera intime que « dans une ville construite sous le régime de garantie sensitive sur la beauté et la salubrité » (3). L'architecture et son style seront alors le signe tangible du régime économique. Le phalanstère combine dans ce but l'utilité collective avec la parfaite satisfaction individuelle. Pour cela, il lui faut un plan d'ensemble, qui le fera contraster avec ces « fourmillières de populace » sans ordre que sont nos villes construites sans goût ni directives.

La phalange vit dans un édifice régulier, comprenant un centre affecté aux réunions des repas et du repos et deux ailes consacrées au travail et au logement. Entre elles

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, p. 509.

(2) Id., *Publication des Manuscrits*, tome I, p. 159.

(3) Id., *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 298.

s'étend une cour d'honneur. Derrière, des jardins. Le tout est agrémenté d'arcades, de rues couvertes. Le phalanstère, sorte de termitière, se présente comme un ensemble organisé, où la distribution des zones d'affaires, de travail, résidentielles et rurales, est tout aussi bien sauvegardée que chez nos urbanistes les plus modernes (1).

Tout cet ensemble ordonné suivant la plus stricte logique commande-t-il qu'on décerne à Fourier le titre de « fou du Palais-Royal », parce qu'il trouvait dans les galeries du duc de Montpensier le prototype architectural de son système? Non pas. En l'élaborant, il a peut-être fait preuve d'une forte dose d'espérance en l'harmonie préétablie des passions humaines laissées à leur libre impulsion. En tout cas, il a établi une théorie qui montre dans ses plus infimes détails la collaboration de tous les instants qui s'établit entre les hommes que la proximité géographique rassemble. En cela, il a été un précurseur de l'idée cohérente d'économie régionale et nationale. Il a poussé plus loin son idée, en montrant l'élargissement de ce cercle de collaboration par les liens qui s'établissent entre les phalanstères.

§ 2. — L'économie universelle inter-phalanstérienne

L'organisation phalanstérienne est destinée, selon les vœux de Fourier, à s'étendre sur le monde entier. Mais on ne saurait pour autant considérer la terre comme une immense phalange. Il y a lieu de concevoir des échelons intermédiaires pour arriver en dernière analyse à un gouvernement central universel. Il faudra diviser le globe en continents, dont chacun aura son organisme central particulier. Les continents seront eux-mêmes divisés en empires, les empires en royaumes, ceux-ci en provinces, les provinces en départements et les départements en cantons ou phalanges. Ainsi s'établira de par la terre toute une série

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 300 sqq.

Cette création est une utile contribution du XIX^e siècle, la seule peut-être aux études des architectes urbanistes contemporains (cf. les ouvrages de Le Corbusier et Jeanneret (Paris, Crès), et de Lurçat (Paris, au Sans-Pareil).

d'échelons successifs, rattachés hiérarchiquement les uns aux autres et dont l'ensemble aboutira au gouvernement suprême.

L'attraction personnelle reliera les groupes sociétaires primaires les uns aux autres, créant une solidarité encore plus grande que celle qui commence à s'établir en civilisation. Les rouages de cette machine universelle seront l'« unarque », puis l'« omniarque » ou empereur, et même l'« hyperomniarque », dirigeant le monde entier. La capitale mondiale se trouvera à Constantinople, sur le Bosphore, en ce lieu d'élite où viendront se combiner la décentralisation la plus respectueuse des libertés individuelles et la centralisation la plus profitable au fonctionnement de l'organisme tout entier (1).

La phalange reste l'élément alvéolaire de la société. C'est d'elle que découle tout le système. Victor Considérant la représente matériellement par « des cercles hiérarchiquement renfermés les uns dans les autres, reliés par des rayons divergeant toujours d'un centre supérieur aux centres immédiatement subordonnés, et unissant ainsi successivement et légitimement ces cercles les uns aux autres, dans leur ordre d'importance » (2).

L'association universelle et progressive, voilà le but du système de Fourier (3).

*
**

Entre les phalanges, les rapports les plus étroits doivent se nouer. Si chacune d'elle doit tendre à tirer de son sol et des individus qui l'exploitent tout ce qu'ils peuvent en tirer, cela ne veut pas dire que chaque élément puisse rester un système économique fermé. Pas plus qu'en civilisation, il ne peut exister, en harmonie, d'autarkie économique. La collaboration sera étroite entre les phalanges. Les économies phalanstériennes seront à la fois complexes et complémentaires, ce qui, comme on le croit trop sou-

(1) Fourier : *Publication des Manuscrits*, Fragment de la Phalange, p. 108.

(2) Cf. *Journal de la Côte-d'Or*, février 1841, articles de P.-C.-E. Mo...e.

(3) « Aujourd'hui, jour du Vendredi-Saint, j'ai découvert le secret de l'Association universelle. »

vent, n'est pas contradictoire (1). « Tout canton se restreindra aux espèces où il peut exceller et, négligeant tout ce qu'il pourrait produire en qualité médiocre, il le prendra... dans les cantons qui y excelleront, et à qui il vendra pareil assortiment de sortes où il excellera lui-même (2). »

La phalange reste maîtresse de pousser son développement complexe jusqu'au point extrême où elle peut se satisfaire avec profit. Ce terme dépassé, elle entrera en rapports avec ses voisins par le commerce. De là naîtra une certaine spécialisation, créatrice de produits adaptés parfaitement aux conditions de leur fabrication et établis à des prix minima, et une régularisation de leur distribution, grâce au jeu spontané de l'offre et de la demande. Chaque phalange, volontairement, « se mettra à la merci de ses voisines » pour les biens de consommation qu'elle ne peut produire qu'à des conditions défectueuses et « les rendra ses tributaires » pour ceux où elle excellera (3).

Cette répartition toute naturelle des tâches sera encouragée par le système de l'attraction personnelle. Les produits fabriqués à des conditions désavantageuses seront immédiatement abandonnés par la phalange qui ne peut y réussir. Elle laissera « aux cantons compétents un travail où elle n'espère plus d'exceller; travail qui, ne flattant pas l'amour-propre de ses sociétaires, fait bientôt décroître l'émulation et diminuer le nombre des sectaires dans les groupes dont l'industrie, contrariée par le terrain et les circonstances, n'a donné qu'un produit de faible valeur » (4).

Le régime qui découlera de ces échanges commerciaux sera celui d'une fédération, dans le cadre de laquelle s'organisera le fonctionnement unitaire des rapports entre phalanges. L'institution essentielle en sera l'« entrepôt fédéral ». Chaque phalange possède un entrepôt particulier, où sont groupés les produits qui servent à la vie commune de

(1) « L'économie complexe n'est pas l'économie complète ». L. Brocard. *Les nouveaux fondements du protectionnisme industriel*, *Revue d'Economie politique* mai 1933; *Les Conditions générales de l'activité économique*, p. 130.

(2) Fourier : *Le nouveau Monde*, p. 90.

(3) Id., *Théorie de l'Unité universelle*, tome III, p. 406.

(4) Id., *Ibid.* : p. 405.

tous ses membres. Le système pourra s'universaliser, grâce à une consignation continue. Les marchandises circuleront ainsi d'un bout du monde à l'autre sans entrave. Le libre-échange sera la règle de la fédération. « Toute denrée, ne fût-ce qu'un paquet d'allumettes, pourra aller d'entrepôt en entrepôt, jusqu'au bout du monde, sans jamais devenir propriété intermédiaire ni être grevée arbitrairement (1). »

Le monde entier se verra appliquer le système de garantie commune qui fonctionne dans le cadre de chaque phalange. La société arrivera par ce moyen à « rallier tout le globe à un système fédéral et identique » (2).

Ce régime suscitera dans le monde une organisation graduelle de la production. L'aboutissement en sera la création de deux immenses trust universels, l'« association prompte et solidaire des manufactures » et l'« association lente et progressive des cultivateurs » (3). Une vaste « agence générale de production » achèvera l'œuvre groupant tous les producteurs organisés, écoulant la production, répartissant les offres et les demandes selon les principes d'une vaste économie dirigée dans la liberté et l'association. Producteurs et consommateurs seront englobés « dans une compagnie d'assurances responsable collectivement », qui les fera solidaires des gains et des bénéfices résultant de la réduction des frais et de l'utilisation des travailleurs et des capitaux restés, jusque-là, sans emploi (4).

La misère disparaîtra du monde. Tous les hommes pourront sans entrave, grâce aux gains d'un travail accordé à chacun, se procurer les produits du globe entier aux conditions les plus satisfaisantes. Tous tendront ensemble vers la fin commune du bonheur universel. Cette unité se réalisera et s'affirmera grâce à la création d'« armées industrielles », pacifiques, destinées à remplacer les troupes bellicieuses qui n'apportent au monde que la dévastation (5).

(1) Fourier : *Publication des Manuscrits*, tome III, p. 64 sqq.

(2) Id., *Ibid.* : p. 118.

(3) Id., *Manuscrits*, *La Phalange*, revue de la science sociale, septembre-octobre 1895, p. 196.

(4) Fourier : *Publication des Manuscrits*, tome III, p. 204.

(5) Id., *Théorie des quatre Mouvements*, p. 263-267.

De tous les points de la terre, des volontaires, coopérant librement, viendront s'offrir pour la mise en œuvre de grands travaux publics. Le monde sera ainsi parfaitement aménagé : aucune de ses forces productives ne sera délaissée.

Ces armées seront employées à reboiser les montagnes dénudées par notre imprévoyante société, à rendre les déserts fertiles en les irriguant, à appeler la vie et la fécondité dans les terres végétales, à assécher les marais, à jeter des ponts, à maîtriser par des digues l'impétuosité des fleuves. Les continents seront traversés de vastes routes et de chemins de fer. Les grands vaisseaux passeront d'une mer à l'autre « au travers des isthmes, comme ceux de Suez et de Panama » (1).

En un mot, de vastes travaux publics internationaux seront mis sur pied et destinés à changer la face du monde. L'atmosphère elle-même n'échappera pas à l'action de l'homme. « L'air est un champ soumis aussi bien que les terres à l'exploitation industrielle » (2). Le cosmos tout entier collaborera aux travaux que l'homme doit entreprendre pour se manifester vraiment comme le roi de la création.

Le jour où ce système sera appliqué, « le globe entier ne composera plus qu'une seule nation, n'aura qu'une seule administration » ; il connaîtra la « paix perpétuelle » et l' « unité universelle ».

*
**

Cette société du monde entier ne concernera pas seulement les relations matérielles. Elle sera établie aussi dans les relations intellectuelles par toutes les « entreprises relatives aux sciences et aux arts » (3).

Une langue universelle, peut-être le français (il suffirait de lui ajouter environ trois à quatre mille mots dont il manque), servira au monde entier. Elle sera l'organe de

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome II, p. 84 sqq.

(2) Id., *Ibid.* : p. 91.

(3) Id., *Le nouveau Monde*, p. VI.

l'unité intellectuelle et morale, aussi bien que de l'unité économique (1). Par ce moyen, l'individu cessera d'être attaché à une région, borné et retenu à d'étroites frontières. Il n'est plus confiné dans un petit canton et séparé du monde. L'univers entier lui appartient, et il appartient à l'univers. Sa patrie est partout, car partout il trouve les mêmes conditions de vie sociale, économique et morale. Il peut, « en quelque lieu qu'on le transporte, vivre indépendant par le produit de son travail » (2).

La vie économique et la vie intellectuelle sont assurées partout à tous. Car tous sont exercés à quelques travaux simples, agricoles et manufacturiers, dont la plupart sont praticables en tous pays. Le régime sociétaire accomplit la parfaite adaptation du monde à l'homme. Tout cet ensemble de conceptions internationales a pu, à juste titre, faire considérer Fourier comme un précurseur de la Société des Nations. Sa conception hiérarchisée du monde en fait un apôtre moins de l'Unité par la Paix, que de la Paix par l'Unité. Les causes de rivalité en civilisation résident dans la volonté de chaque localité, de chaque nation, de se vouloir comme un tout parfait, supérieur aux autres. La conception phalanstérienne met tous les groupes à égalité, prêts à une collaboration loyale. Dans le monde actuel, la paix ne s'établit que parce qu'un seul l'impose par sa domination à tous les autres. Fourier ne croit pas à ce moyen. S'il hait la guerre, il pense cependant que « l'homme vraiment grand dans la guerre et dans la paix serait... celui dont les armes subjugueraient le globe et le réuniraient sous un seul sceptre héréditaire... Il lui resterait à atteindre à la grandeur administrative et pacifique par un règne séduisant, pour maintenir l'unité du globe et y affectionner tous les peuples » (3). Seul un despote peut prétendre à l'hyperomniarchat du globe. Maître du monde, il aura sa capitale à Constantinople, que « tant d'avantages » désignent pour être choisie comme « capitale du globe » (4).

*
**

(1) Fourier : *Théorie de l'Unité universelle*, tome II, p. 361.

(2) Id., *Ibid.* : p. 130.

(3) Id., *Publications de Manuscrits*, p. 277 sqq.

(4) Id., *La fausse Industrie*, tome II, p. 58.

C'est surtout chez les disciples de Fourier que cette idée a reçu son expression la plus pleine. L'unité est pour eux la destinée de la famille humaine. Cependant, ils ne la voient pas se réaliser par la contrainte et la conquête. C'est l'association qui créera les rapports pacifiques entre les peuples, grâce au jeu de « l'attraction universelle ».

La France doit jouer, en la matière, un rôle de premier plan. Ses traditions et sa position politique et géographique la désignent pour remplir le rôle d'arbitre en Europe (1). Ses intentions doivent rester pures et, si elle est appelée à fonder un grand protectorat de l'Europe centrale, c'est dans un rôle d'initiation, pour « fonder la Paix du Monde, l'Association, l'Unité des Nations ». Elle sera un centre d'alliances, dont l'unité d'intérêt et de but entraînera l'unité de volonté et d'action.

Les liens économiques créeront une action pacifique. « L'Europe industrielle a soif de paix. » C'est un prélude aux Etats-Unis du continent, dont les bonnes relations commerciales nécessitent l'abolition des barrières douanières.

Godin va plus loin encore. Chez lui, l'idée d'une Société des Nations est très explicite. La vie en commun des peuples doit voir l'accomplissement en commun des travaux d'utilité européenne et universelle. Pour cela, les nations doivent se garantir mutuellement le respect de leur indépendance. L'arbitrage est à instituer, assorti de sanctions internationales et suivi de désarmement général (2).

Ainsi passe-t-on avec Fourier et ses disciples de la conception d'une économie régionale, limitée à une phalange, à une économie plus vaste, s'étendant par échelons au monde entier. L'intérêt de chaque groupe est solidaire de celui de tous les autres. Cela se fait par l'exacte considération des intérêts locaux, nationaux et internationaux, qui s'étaient mutuellement par la juste compréhension des besoins de chaque groupe et du groupement universel.

(1) Considérant : *De la Politique générale et du rôle de la France en Europe*, p. 10 et 11.

(2) Cf. J.-L. Puech : *La Tradition socialiste en France*, p. 94 à 116.

CHAPITRE III

PROUDHON : LE MUTUELLISME FÉDÉRATIF DANS LES RELATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

La pensée de P.-J. Proudhon nous met au contact d'une curieuse démarche de l'esprit. Y a-t-il chez cet auteur plus de volonté de réduire à néant les relations économiques nationales que de les organiser sur une base nouvelle, ou plus de tendance à affirmer la solidarité de ceux que la nation rapproche pour nier la force des rapports internationaux ? C'est une question qu'il est fort délicat d'élucider.

Car Proudhon, grand chercheur de contradictions économiques, est à la fois patriote et antipatriote. Il se pose en adversaire résolu de toutes les institutions sociales qui enserrent l'individu dans des liens destinés à brider son essor. La propriété devient le monopole de quelques privilégiés et sert à instaurer leur domination sur les non-propriétaires. L'Etat n'est qu'une institution politique destinée à assurer la pérennité d'une caste bien distincte des vrais centres de la vie nationale.

Pour Proudhon, ce qui compte avant tout, c'est l'instauration d'une ère de justice qui délivrera l'humanité en général et l'homme en particulier, qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. L'individu a seul une existence et un intérêt. Le reste compte peu. Que lui importe alors que les relations d'homme à homme soient plus solides sur le terrain de la nation que sur celui du monde entier ?

Cependant, Proudhon est bien Français. Il sent vibrer en lui le sentiment d'une justice que sa patrie doit être la première à instaurer. Les relations humaines libérées, à base de contrat et de réciprocité, doivent s'établir d'abord sur le sol national. Il verra le premier cette transformation de la nation en un corps composé d'individus « défatalisés ». La nation doit être le lieu primitif de la justice.

Mais il ne faudrait pas croire que le privilège national puisse pour Proudhon remplacer le privilège de la propriété abolie. La justice internationale doit se placer à côté de la justice dans la nation, pour que les trois termes, patrie, humanité et justice, aient le rang qui leur convient.

C'est à un système basé sur l'échange, le « mutuellisme », que Proudhon s'arrête pour garantir la liberté humaine dans ses rapports avec les forces extérieures à l'individu. Le principe d'une fédération en découle, qui assurera la plénitude de la liberté intellectuelle et économique, tant dans les relations nationales qu'internationales.

« L'anti-Etat » mène à une construction de la nation sur les bases de la réciprocité des relations entre individus, tout comme il conduit à une réciprocité dans les rapports entre patries. « Périssent la patrie plutôt que la justice ! Périssent la patrie plutôt que l'humanité ! », telle est la devise proudhonienne, qui synthétise ses aspirations à la justice dans la nation comme dans les relations internationales.

§ 1^{er}. — La solidarité nationale à base de réciprocité et de contrat

Dans la pensée de Proudhon, la conception d'une économie nationale organisée, à base de solidarité locale et professionnelle, est beaucoup moins nette que chez Saint-Simon et chez Fourier. C'est que la disposition de son esprit l'attire vers des formules et des conceptions qui n'ont que des rapports lointains avec les formules modernes de l'économie nationale.

Proudhon est nettement anti-étatiste, parce qu'il est un individualiste passionné. Ses prédécesseurs et ses contemporains socialistes lui font horreur. Il est porté à se faire une conception de la solidarité universelle, très proche de celle des économistes libéraux. Elle annonce le cosmopolitisme de Karl Marx.

Son individualisme entraîne Proudhon à avoir foi en une organisation contractuelle des rapports économiques. Elle aboutit à une économie nationale, mais très vague, très diffuse, sans cette solidarité que crée un Etat arbitre au-dessus des volontés de ses ressortissants.

Proudhon chercher à éliminer les différences individuelles, à lutter contre l'oppression de l'homme par l'homme. Ce n'est cependant pas de la lutte des classes. Des conceptions plus politiques qu'économiques le conduisent à établir une égalité de fait. Proudhon, qui n'est pas un « bousculeur », mais un réconciliateur, y parvient par des moyens pacifiques et légaux, sans laisser place à des conflits sociaux, envenimés par une mystique et une discipline odieuses (1).

*
**

« Qu'êtes-vous donc ? — Je suis anarchiste (2). » Cette formule caractérise l'attitude de Proudhon à l'égard de la solidarité entre les hommes avec la même vigueur que son « la propriété, c'est le vol » affirme ses idées relativement à la maîtrise de l'homme sur les biens.

Les rapports des hommes entre eux ne se placent sous le signe de l'Etat qu'aux époques où l'instinct seul inspire les règles de conduite à la société.

Les normes qui doivent coordonner les diverses activités individuelles ne sont pas ressenties par chacun et il faut pour cela une intelligence. C'est à celle du chef qu'on recourt, à sa prudence éclairée, qui « gouverne la cantine nationale pour le plus grand bien de tous » (3).

Mais, lorsque l'homme avance en civilisation, il en vient à vouloir chercher par lui-même « la règle ». Sa confiance en l'autorité diminue, son sens critique s'affine. De la coutume est née une tradition ; des maximes de gouvernement

(1) Ce n'est pas à dire que Proudhon méconnaisse que la société est composée d'un certain nombre de groupes, qui grandissent en puissance les uns après les autres. C'est ainsi qu'il reconnaît le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie libérale, destructrice de la féodalité. Il lui faut lutter si elle ne veut pas se voir submerger par la « réaction » liberticide. Elle doit collaborer à la réalisation de la « République démocratique et sociale », en faisant droit aux revendications de la classe ouvrière et paysanne. Ce mouvement ne doit pas être marqué par des luttes. Il ne s'agit pas de déposséder entrepreneurs et propriétaires « sans utilité publique et sans indemnité », mais de « réaliser la Révolution sans blesser ni alarmer personne » (*Confessions d'un Révolutionnaire*, p. 219).

(2) Proudhon : Qu'est-ce que la propriété, *Œuvres*, p. I, p. 212.

(3) Id., *Œuvres*, tome I, p. 213.

en sont dérivées, créant une « volonté générale » à laquelle le prince ne peut plus se dérober.

La science porte le coup fatal au gouvernement en permettant à l'homme de déterminer le système de la société. Par là s'instaure une souveraineté de la raison et de la justice, qui supprime la souveraineté despotique de la volonté.

L'ordre ancien était recherché par la domination d'un seul, qui imposait sa politique à ses sujets. L'ordre nouveau doit se trouver dans l'« anarchie ».

Proudhon se défend énergiquement de faire de cette anarchie un synonyme de désordre. C'est, simplement, « l'absence du maître, de souverain » (1). Tous les pouvoirs résident dans le peuple souverain, aussi bien l'exécutif que le législatif. « La nation seule a le droit de dire : mandons et ordonnons. »

Cette absence d'autorité ne confine pas à la licence, ni au droit pour chacun d'abuser d'autrui ou de ses biens. C'est tout au contraire un moyen de restaurer l'ordre dans la société humaine. « Cela veut dire ce qu'on n'a jamais vu, ce qu'on n'a jamais compris, accord de l'intérêt de chacun avec l'intérêt de tous, identité de la souveraineté collective et de la souveraineté individuelle (2). »

Plus d'autorité : voilà la maxime du gouvernement de demain. Chacun cessera alors de régner sur son prochain, soit directement soit par l'intermédiaire de l'Etat oppresseur. L'avènement de l'anarchie signifie « le remboursement des dettes, l'abolition des servitudes, la mainlevée des hypothèques », ainsi que la fin des dépenses religieuses et de l'Etat.

C'est la fin de ces impératifs catégoriques qu'imposent les gouvernements à leurs sujets, sous une forme aussi infaillible que celle de Moïse descendant du Sinaï, les Tables de la Loi dans les mains.

L'Etat, c'est, pour Proudhon, l'abolition de la personnalité humaine, à qui les actes les plus élémentaires sont interdits, tandis que les oracles du gouvernement imposent,

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome I, p. 216.

(2) Id., *Idee générale de la Révolution*, *Œuvres*, p. X, p. 309.

par leur bon plaisir, les lois qu'a élaborées leur prétendue sagesse. Le gouvernement, il convient de le respecter, car mieux que l'homme, sujet de ses prescriptions, il prétend connaître ce qui convient à l'individu. L'Etat fait de la personnalité humaine une « prostituée », livrée aux valets, aux moines et aux soudards du pouvoir spirituel et temporel. Et Proudhon de laisser libre cours à sa verve et à son vocabulaire hugolesque pour dépeindre en une abondante période d'épopée les mille liens par lesquels le pouvoir enserre les hommes dans un réseau de règlements, de commandements et de défenses toujours plus serré.

« Etre gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé... Etre gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et, pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré (1). »

Fût-il jamais plus magnifique protestation d'un « citoyen contre les pouvoirs » ?

Proudhon, ayant ainsi détruit l'agent le plus actif de la solidarité nationale, trouve dans les faits une confirmation éclatante de ses vues personnelles.

C'est qu'il se forme de l'organisation économique actuelle une conception cosmopolite et anationale, qui fait de lui un adepte du libéralisme le plus authentique. Reprenant l'idée de Turgot dans sa célèbre lettre à M^{lle} de Lespinasse, il déclare l'inanité qu'il y a, au point de vue de la production, à continuer de considérer les nations comme des « corps politiques distincts ». Peut-on encore le faire « quand leurs

(1) Proudhon : Idée générale de la Révolution, *Œuvres*, tome X, p. 310 et 311.

producteurs et leurs consommateurs se mêlent » ? Le monde entier est devenu, au dix-neuvième siècle, un vaste organisme économique. Les nations ne subsistent qu'à titre de simples centres politiques sans objet. La solidarité est universelle et on peut dire d'elle « comme Pascal, de l'univers, que son centre est partout, sa circonférence nulle part » (1). D'elles-mêmes les conceptions internationales et pacifiques ont pris naissance dans un monde industriel. « Le rêve de Napoléon se réalise, la chimère de l'abbé de Saint-Pierre devient une nécessité. »

S'il existe encore des nations distinctes et hostiles les unes aux autres, ce n'est que le résultat désuet de l'organisation politique, qui a cru faussement engendrer l'ordre dans l'humanité. Leur seul but est de créer l'oppression à l'intérieur et d'entretenir la guerre latente ou effective à l'extérieur. Le gouvernement ne saurait qu'instaurer la haine mutuelle. Aucune organisation internationale ne pourrait y porter remède. « Il n'est sainte alliance, congrès démocratique, amphictyonique, comité central européen qui y puisse quelque chose. » Il est vain de vouloir constituer une justice supérieure pour harmoniser leurs intérêts nécessairement opposés.

Jamais la monarchie n'a pu devenir universelle, car l'Etat exalte l'intérêt national et les rivalités entre les peuples. Ce caractère « œcuménique » de l'organisation ne peut être établi que par la révolution économique. Elle seule accomplira « la République universelle ».

Le règne de la science instaurera des rapports communs entre tous les hommes. « Il est, en effet de l'économie politique comme des autres sciences : elle est fatalement la même par toute la terre ; elle ne dépend pas des convenances des hommes et des nations, elle ne se soumet au caprice de personne. Il n'y a pas une économie politique russe, anglaise, autrichienne, tatare ou hindoue, pas plus qu'une physique, une géométrie hongroise, allemande ou américaine. La vérité est égale à elle-même : la science est l'unité du genre humain (2). » On ne saurait condamner

(1) Proudhon : *Idee générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 298.

(2) *Id.*, *Ibid.* : p. 299 et 300.

plus formellement la conception nationale de l'économie politique et prôner plus explicitement les tendances cosmopolites.

La révolution telle que la conçoit Proudhon créera en tous pays des rapports identiques entre les hommes qui, abolissant le gouvernement, mettra « toutes les législations de l'univers d'accord ». Plus de différence de race, ni de lieu. « Tout homme... est réellement indigène de l'univers ». Il a droit de cité partout. La République universelle est identique à elle-même sous toutes les latitudes. « Chaque nation sur le globe représente l'humanité et, dans les limites que lui assigne la nature, agit pour elle (1). » Sans gouvernement, ni particulier, ni supérieur, l'harmonie s'établit d'elle-même. Prenons garde, par l'intervention d'un Etat ou d'un super-Etat, de troubler ces relations édeniques.

*
**

Destruam et aedificabo, je détruirai et je reconstruirai, avait écrit Proudhon en tête de ses *Contradictions économiques*. Après avoir supprimé toute espèce de lien d'autorité entre les hommes, il édifie une société nouvelle, dont les membres ne seront unis entre eux que par des liens volontairement consentis.

La philosophie de ce monde nouveau se trouve basée sur deux idées générales : celle de la justice et celle de la liberté.

La justice se doit d'être la règle des relations sociales parce qu'elle est « la raison universelle des choses » (2). C'est elle que la Révolution française a voulu instaurer en supprimant les privilèges. Elle repose sur le respect de la personne humaine. Mais il ne suit pas de là que la justice postule l'individualisme. Le droit, supérieur à l'individu, doit « faire acte de société ». La justice a pour but de créer une communauté de conscience, qui dépasse la mesure de l'individu. Antithèse de l'égoïsme, elle engen-

(1) Proudhon : *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 300.

(2) Id., *Qu'est-ce que la propriété*, *Œuvres*, tome I, p. 181.

dre la solidarité, en conciliant ces êtres également réels, l'individu et la société. La liberté socialisée, voilà le but qu'elle doit se proposer.

La liberté, telle que la conçoit Proudhon, n'a pas les caractères tout négatifs que lui prêtait l'ancien droit. Les nouvelles règles juridiques doivent créer une liberté active, conçue dans l'ordre, au sein d'une société dont toutes les règles doivent tendre avant tout à développer socialement l'activité de l'individu. Celui-ci ne se retrouve totalement que s'il sent « sa dignité tout à la fois en lui-même et en autrui, et porte ainsi dans son cœur le germe d'une morale supérieure à son individu » (1). Libre et indépendant, l'homme ne se sent tel que s'il se retrouve dans une communauté d'action, qui fortifiera la justice.

Elle postule une égale dignité de personnes et une égale participation de tous au gouvernement, comme elle veut que tous aient à supporter les charges de la gestion sociale. Et ici l'Etat s'insinue sournoisement, mais un Etat rénové. Il n'est plus destiné à servir le souverain ; au contraire, il est occupé à « servir les intérêts » et à faire respecter les droits des individus (2).

Dans ce cadre, l'homme peut agir à sa guise, « user et abuser de sa spontanéité, la détruire, nier en soi et hors de soi tout fatalisme » (3).

C'est grâce à cette activité librement déployée que l'individu pourra réaliser le plus largement la plus entière somme de jouissances qu'il désire. Proudhon ne se résout pas à faire siens les systèmes où entre trop de prévoyance, où l'individu n'est qu'un pion sur un échiquier, où le résultat de la partie est déterminé d'avance. Il y résiste au nom et pour le compte de la liberté. C'est ce qu'il nomme la « défatalisation ». L'homme ne veut plus qu'on l'organise, qu'on le mécanise. La personnalité humaine doit rester « libre, active, raisonneuse, insoumise ». Tous les systèmes communautaires, que ce soit celui de Platon ou celui des Jésuites du Paraguay, supposent l'esclavage. Si donc

(1) Proudhon : De la Justice, *Œuvres*, tome XXI, p. 141-143.

(2) Id., *op cit.*, *Œuvres*, tome XXII, p. 123.

(3) Id., *op cit.*, tome XXIV, p. 214.

Proudhon repousse la thèse de la communauté et son antithèse individualiste de la propriété, il en recherche la synthèse dans l'activité libre des individus.

Au régime autoritaire des lois, il substitue celui des contrats. Le contrat, dit-il, voilà la vraie liberté, qui permet aux parties de créer la commune loi qui préside à leurs désirs sans qu'aucun autre vienne la leur imposer. Le contrat, c'est aussi l'égalité, puisque chacun ne peut fournir plus qu'il ne convient, ni recevoir moins qu'il ne lui est dû. Le contrat, c'est, en outre, et c'est là sa véritable nature, la fraternité. Grâce à lui, les intérêts divergents se retrouvent identifiés, les contradictions résolues. L'ordre est instauré, qui organise les forces économiques, sans rien sacrifier des droits ni subordonner les volontés (1). Grâce à l'échange, les ressources des hommes deviennent plus nombreuses. Leur activité, comme d'ailleurs celle des nations, croît d'autant plus qu'ils se fournissent mutuellement plus d'objets de consommation et de travail. Ainsi la liberté simple, celle du « chacun chez soi, chacun pour soi », s'accompagne d'une liberté composée « qui suppose pour son existence le concours de deux ou plusieurs libertés » (2).

Mais tous ces contrats d'échange, supports de l'indépendance humaine, ne sauraient se former correctement et prospérer si on ne leur donnait pas le moyen pratique de s'exécuter. Ce moyen, c'est la monnaie, grâce à laquelle l'échange s'est haussé au rang de commerce, combinant l'individualité et la solidarité, élevant la liberté à une troisième puissance.

L'argent, s'il est un bon serviteur, ne doit pas devenir un mauvais maître. C'est dans la crainte d'une féodalité financière que Proudhon échafaude sa théorie de la Banque du Peuple. Cette institution doit, dans sa pensée, être le signe tangible de la collaboration des hommes entre eux. Elle sera le centre autour duquel gravitera toute l'organisation économique de la nation.

*
**

(1) Proudhon : *Idée générale de la Révolution*, *Œuvres*, tome X, p. 216 et 217.

(2) Id., *Confessions d'un révolutionnaire*, *Œuvres*, tome IX, p. 191.

C'est ici que reparaît l'économie nationale. Proudhon, en dépit des affirmations que nous avons rapportées plus haut, doit reconnaître qu'il y a plus de solidarité dans la nation qu'entre les nations.

Le système du crédit mutuel va renforcer cette solidarité. La propriété, qui est actuellement un moyen de spolier son prochain, ne présente plus ce défaut, si elle est diffusée par le moyen du prêt sans intérêt. Les détenteurs de capitaux cessent de percevoir un revenu sans travail. La propriété est réduite à la possession et la réciprocité dans l'échange est réalisée. Le travailleur, possesseur de ses instruments de production, reçoit le produit intégral de ses efforts.

La banque d'échange crée une compénétration des activités nationales. En mettant gratuitement les capitaux à la portée de tous, elle réalise la fusion des classes, en réintégrant tous les parasites de notre société dans la classe moyenne, qui vit du revenu de son travail et de son ingéniosité.

Deux grands syndicats seront adjoints à cette banque, chargés de « centraliser les fonctions de production et de consommation » (1). La banque sera l'agent principal du système, chargé de coordonner les opérations industrielles et commerciales. Le syndicat général de la production représente une confédération nationale « libre et démocratique », des travailleurs, qu'ils appartiennent au patronat ou qu'ils travaillent isolément. La banque leur consent des prêts, tout en établissant une direction de son crédit, destinée à « centraliser les rapports des fabricants en tous produits », à « concourir à la répartition du travail... dans le but d'amener l'équilibre entre la répartition et la consommation », à « chercher le mode d'engrenage des travaux, afin d'éviter les chômages inhérents à certaines industries et contre-balancer l'influence funeste exercée sur l'homme par la division parcellaire des travaux » (2).

Le syndicat général de la consommation représente une vaste coopérative, chargée de la distribution des matières

(1) Proudhon : *Solution du problème social*, Œuvres, tome VI, p. 295.

(2) Id., *op cit.*, p. 299.

premières et des produits manufacturés. Grâce à lui, l'industrie sera pourvue et les consommateurs trouveront les services nécessaires à leurs besoins. Ce sera « une maison de commission et d'approvisionnement général ».

La construction que Proudhon propose est celle d'une nation décentralisée, à base de suffrage universel. A l'instar de certaines conceptions organisatrices modernes, qui recomposent la diversité des forces productrices nationales en une unité, représentée par un conseil national économique, Proudhon jette les bases d'un système où chaque groupement professionnel serait matérialisé par une représentation syndicale. Ainsi l'autorité n'émanerait plus d'une puissance supérieure qui écrase les diverses fractions du peuple. Toutes les fonctions communales et étatiques se fondent en un immense faisceau, qui recompose de la base au sommet le corps entier de la nation. La centralisation despotique de l'Etat disparaît pour faire place à « une absorption » (1).

Les agriculteurs verraient leurs intérêts représentés par de véritables Chambres nationales d'agriculture, qui, sans passer par les mains de l'Etat, grouperaient leurs organisations communales et leurs comices pour opérer une centralisation. Les représentants du commerce privé, rénové par une organisation mutuelliste, et de l'industrie, auraient recours aux mêmes organismes. Loin d'attendre du pouvoir un salut, qui ne les mène la plupart du temps qu'à la ruine, ils doivent profiter des cadres tout constitués que leur offrent les Chambres de Commerce. Leur réunion formera une vaste administration centrale, qui débattrà leurs affaires, prendra toutes décisions utiles, qui deviendront exécutoires, sans visa du président de la République. L'un d'entre eux sera élu par ses pairs pour veiller démocratiquement à l'exécution des volontés que ce corps législatif aura émis. Ce sera un ministre du Commerce et de l'Industrie, d'origine majoritaire. Tout le reste des fonctions publiques cessera d'être confié à des « corporations » spéciales, placées sous la main de l'Etat. L'étatisation des services publics, telle qu'elle est actuellement conçue, ne vise qu'à

(1) Proudhon : Confessions d'un Révolutionnaire, *Œuvres*, tome X, p. 188.

favoriser un certain nombre de « compagnies d'amis » et à permettre « à une légion d'entrepreneurs, spéculateurs, agioteurs, corrupteurs et concussionnaires » de vivre de la fortune publique et d'exploiter les artisans et les ouvriers. L'organisation que propose Proudhon vise à une division nouvelle des fonctions de l'Etat et à leur répartition entre des administrations locales et centrales.

Toute l'organisation reposera sur une conception modernisée des finances. Actuellement, l'expression extrême de l'Etat, c'est le budget. La nation semble être faite pour payer les dépenses du budget, alors qu'au contraire ce sont les dépenses prévues au budget qui devraient être entreprises pour le plus grand bien de la nation. Aussi est-ce pour elle un droit « primitif » et inaliénable que de pouvoir consentir aux dépenses comme aux recettes.

C'est en partant de ce principe que Proudhon envisage le ministre des Finances comme devant relever du pays, qui alimente le budget. L'Etat se verra privé de la disposition des finances publiques, qui relèveront pour lors « directement de ceux qui paient le budget, non de ceux qui le mangent ».

Le gouvernement sera ainsi aboli. L'unité sociale résultera sans plus de difficultés de la libre adhésion des citoyens. L'unité ne résidera plus dans le pouvoir souverain, mais dans la masse. Les pouvoirs, au lieu d'être concentrés entre les mains d'un seul, seront divisés.

On a cru pouvoir fonder « l'unité nationale » sur la concentration des forces publiques. Cette forme de gouvernement apparaît actuellement comme impossible à conserver. Certes, « pour qu'une nation se manifeste dans son unité », il faut « que cette nation soit centralisée dans sa religion, centralisée dans sa justice, centralisée dans sa force militaire, centralisée dans son agriculture, son industrie et son commerce, centralisée en un mot dans toutes ses fonctions et facultés » (1).

Mais cette unité des diverses forces productives et spirituelles du pays n'apparaîtra vraiment et n'apparaîtra

(1) Proudhon : *Confessions*, *Œuvres*, tome IX, p. 192.

sans oppression pour les gouvernés que si le mouvement va de la circonférence au centre.

C'est alors que pourra se matérialiser cette « unité purement économique et invisible » que représente la nation, grâce à une assemblée chargée de représenter la somme de ses divers éléments. Ce sera une espèce de grand jury chargé de vérifier les actes des ministres, représentants des diverses corporations économiques.

Par cette méthode, l'Etat, combattu par Proudhon comme une force d'oppression et de centralisation, reparaît. Mais il ne reparaît que parce qu'il est ramené à de plus justes limites, parce qu'il est l'émanation de la nation. Son rôle est celui d'un arbitre, chargé de « rappeler le sens des lois ». « Le gouvernement n'est autre chose que le proviseur de la société, la sentinelle du peuple (1). »

Un ordre nouveau résulte de l'anarchie, de l'absence de gouvernement despotique. Par là, la société reprend son sens, qui est celui d'une unité consciente de l'harmonie de toutes ses parties. Elle est « organisée, vivante, progressive ». C'est un lieu où se marque « la convergence de toutes les volontés ».

La nation, en dernière analyse, acquiert, grâce à l'adhésion volontaire que lui donnent tous ses membres, une cohésion inconnue jusqu'alors. Elle est bien une force, c'est-à-dire « la résultante des forces agglomérées » (2) du groupe qu'elle représente. Plus encore que la somme de tous ses composants, elle est, comme un atelier, un orchestre ou un équipage de navire, une « puissance synthétique » supérieure. L'Etat devient alors son incarnation, non plus un Etat extérieur à la nation, mais un produit « de la réunion de plusieurs groupes différents de nature et d'objet, formés chacun pour l'exercice d'une fonction spéciale et la création d'un produit particulier, puis ralliés sous une loi commune et dans un intérêt identique » (3).

Chaque groupe humain y est une cellule qui concourt à développer une force nouvelle dans l'ensemble. Il sera

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome IX, p. 192.

(2) Id., *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome XX, p. 101.

(3) Id., *op cit.*, p. 100.

d'autant plus parfait que les fonction associées seront plus nombreuses et leur équilibre plus accompli.

Dans une telle société, la solidarité sera si forte que les groupes industriels et les individus apparaîtront comme « fonctions les uns des autres » (1).

Sans fonctionnaires, un ordre naturel, une « unité profonde » résultera du système des contrats et de l'association libre entre les hommes (2).

Un être collectif, complet, muni de tous les organes nécessaires à la vie, se déduit du jeu librement réglé de toutes les forces économiques.

Sans contrainte, un équilibre s'établit, où chacun obtient la juste rémunération de son effort.

§ 2. — Les rapports internationaux selon la justice et le Fédéralisme économique

Il ne suffit pas que la justice, instaurée par le système mutuelliste des contrats, soit établie dans les rapports économiques nationaux. Il faut encore qu'elle puisse régler les relations internationales. La première pensée de Proudhon, c'est que la situation économique est la même dans les divers pays, qu'il n'y a pas à se préoccuper d'une prétendue diversité des économies nationales. L'autarkie est morte et son antithèse doit s'affirmer dans le libre-échange généralisé.

Mais en même temps surgit dans l'esprit de Proudhon l'idée d'une nécessité de la défense des intérêts vitaux de la nation. Le monopole de l'étranger hante son cerveau épris de liberté à l'encontre de tout le monde. C'est donc à la conception d'une fédération de peuples libres qu'il s'arrête, pour synthétiser ses vues sur la liberté, la justice et l'humanité. C'est une transposition dans le domaine international de la garantie mutuelle qui doit régir les rapports de particulier à particulier.

*
**

(1) Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome XXII, p. 128.

(2) Id., *Idee générale*, *Œuvres*, tome X, p. 250.

Si les nations apparaissent, de prime abord, « les unes à l'égard des autres, comme de grandes individualités entre lesquelles a été divisée l'exploitation du globe », il leur est impossible de se replier sur elles-mêmes. Le courant d'échanges qui naît entre elles rend intenable la continuation du « régime cellulaire ». Le commerce international est devenu la condition essentielle de l'accroissement de la richesse mondiale. Pour permettre cette « perfectibilité » indéfinie du genre humain, force est donc de résoudre les antinomies qui se développent au sein de la société universelle et qui sont en l'espèce matérialisées dans les deux termes : existence et nécessité du commerce international et existence de barrières douanières. Cette équation trouvera sa solution le jour où l'humanité aura atteint un système unitaire. La machine mondiale fonctionnera avec le plus d'efficacité lorsque le moment sera venu où chaque pièce s'engrènera avec le maximum de facilité avec toutes les autres, « où toutes les races ne formeront plus qu'une famille, et le globe un atelier » (1).

D'ailleurs, la liberté laissée par notre système juridique aux producteurs, entre qui elle ne crée pas de lien de solidarité, postule la liberté du commerce. Aucun monopole n'a le droit de réclamer des bornes aux autres monopoles. Chacun est libre de se pourvoir au meilleur compte et dans telle région du globe qu'il juge adéquate à ses intérêts. « Ou la liberté, l'égalité, la propriété sont des mots, et la charte un papier inutile ; ou bien la douane est une violation permanente des droits de l'homme et du citoyens (1). »

En outre, l'échange international libre n'aura pas pour seule conséquence de ne pas entraver les échanges. Il contribuera à l'augmentation de la richesse. De même que la division du travail multiplie les valeurs créées, la division de la consommation favorisera l'absorption de ces produits. Et Proudhon, sans se soucier de cette considération qu'on ne peut acheter que si on possède les moyens de paiement nécessaires, conclut que, grâce à l'abolition des douanes,

(1) Proudhon : Contradictions économiques, *Œuvres*, t. V. p. 5 ; Idée générale de la Révolution, t. X. p. 246 sqq.

(2) Proudhon : Contradictions, *Œuvres*, tome V, p. 6.

la consommation se trouvera augmentée et les échanges internationaux accrus en valeur.

La liberté du commerce international, c'est encore un moyen de jouir des monopoles de tous les autres hommes, de profiter de leurs bas prix en quelque endroit qu'on se trouve. La protection amène des monstruosité, en créant une lutte incessante qui détruit partout l'harmonie. Elle surajoute au monopole individuel de la propriété privée le monopole de l'industrie nationale qui peut, à son aise, augmenter ses tarifs.

Alors, argumente Proudhon, pourquoi ce monopole national est-il vu par nos lois d'un œil plus favorable que le monopole de l'étranger ? Il traque avec virulence ce nouveau moyen de rançonner son semblable et montre toutes ses conséquences désastreuses. Il peint « la France sans habits, sans chaussures, sans chemises, sans pain et sans viande... l'Angleterre désolée par une famine perpétuelle, et livrée aux horreurs d'une misère qui défie la description » (1).

Ce n'est pas en vain que la Grande-Bretagne, la nation la plus avancée en matière économique, se sera levée tout entière contre les tarifs. La France est à la veille de suivre cette généreuse impulsion.

Ainsi « le monopole, jadis localisé, devient cosmopolite et embrasse le globe entier » (2).

*
**

Cependant, ces principes universalistes n'arrivent pas à satisfaire un Proudhon hanté par d'incessantes contradictions. Le commerce international n'est pas pour lui la réalité dernière. La nation est le centre de la vie économique. Elle doit d'abord trouver en elle-même ses débouchés. « Dans l'économie générale, le principal marché de chaque nation est en elle-même ; le marché du dehors est un accessoire : ce n'est que par exception qu'il peut primer l'autre (3). » Ses habitants doivent tirer le parti

(1) Proudhon : Contradictions économiques, *Œuvres*, tome V, p. 12.

(2) Id., *Œuvres*, tome VIII, p. 96, (note).

(3) Id., *Œuvres*, tome VIII, p. 148.

le plus intégral des richesses de son sol, de sa position géographique. « A chaque nation son héritage, qu'il ne tient qu'à nous de faire valoir. »

Ses forces productives doivent être sauvegardées par un ensemble de mesures protectionnistes. Proudhon adhère volontiers au bloc des anti-libéraux, en adoptant leurs raisons d'opposition au libre-échange international et en y ajoutant ses convictions personnelles.

Défendant en premier lieu « la tradition universelle, la croyance la plus constante et la plus authentique », il donne son assentiment aux idées qui posent la réduction de la prospérité nationale par le libre-échange. Ce serait diminuer le revenu de la nation, rendre d'énormes capitaux improductifs, mettre à la porte des usines des milliers d'ouvriers que de laisser entrer en franchise les produits étrangers. Que lui importe que dans l'avenir le consommateur jouisse à bas prix de la production de l'univers entier, si, dans le présent le plus immédiat, nos fabriques succombent et nos ouvriers se trouvent sans travail et sans pain ? « Le soin de mes enfants ne peut aller jusqu'à me jeter dans le gouffre, pour qu'ils aient le plaisir de compter parmi leurs ancêtres un Curtius (1). »

Au surplus, ce bonheur dans l'avenir n'est rien moins qu'assuré. La liberté du commerce, c'est le champ largement ouvert à la domination universelle de l'argent, à l'extension cosmopolite de l'aristocratie financière et de la misère de chaque nation. Et ici, Proudhon apporte sa pierre personnelle au monument érigé à la gloire du protectionnisme, en détruisant consciencieusement la théorie de la balance des comptes de J.-B. Say. Selon ce dernier, toute exportation de marchandises étant soldée par une importation équivalente, il ne saurait y avoir de désavantage pour une nation quelconque dans le commerce international. Le solde en monnaie de la balance traduit un envoi de « produits », qui ne constitue en rien un accroissement de richesse. Or, selon Proudhon, le commerce international libre, c'est la ruine de la nation. Raisonnant d'abord sur le cas de la nation qui achète tout et ne vend

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome V, p. 16.

rien, il pose que ce pays se ruinera, verra toutes ses ressources monétaires passer à l'étranger et sera obligé « de se vendre lui-même » en hypothéquant son sol pour continuer à subsister.

Sur le terrain de la réalité, dans le cas où on paie une partie de ses achats extérieurs avec ses ventes, le même mouvement de désertion des capitaux se manifesterait, quoique avec moins d'intensité. Les produits importés ne balanceraient pas nécessairement les produits exportés et la nation considérée verrait fuir ses capitaux, si sa balance des comptes est déficitaire. L'argent, par l'effet de ce déficit, bénéficierait, peut-être, d'un taux d'intérêt élevé. Les capitaux étrangers afflueraient sous l'influence de cet appât. Mais cet afflux, loin de signifier l'accroissement de sa richesse, n'est pour la nation que le signe de la désertion de son capital. Le libre-échange a donc pour conséquence l'achat du territoire national par l'étranger, la naissance sur son sol d'une féodalité mercantile dans un pays jadis libre. Les capitaux nationaux autrefois productifs, par leur fuite au dehors, amènent l'asservissement national. Ainsi « avec ses valeurs les plus idéalisées et les plus solides, une nation perd sa substance, sa vie et sa liberté » (1). Les libre-échangistes ne voient que l'intérêt social des consommateurs et ils lui sacrifient l'intérêt individuel des producteurs. Quelle idée, *a priori*, leur permet de faire ce choix, qui vide petit à petit la nation de sa substance ? Tous les membres de la nation sont touchés par cet appauvrissement, qui se répercute de l'un à l'autre puisque « tous les membres de la même nation sont solidaires ».

La protection n'est pas, comme l'expliquent les libre-échangistes, la cause de la divergence des intérêts nationaux, mais leur conséquence. La liberté, c'est la ruine de notre pouvoir d'achat, qu'il faut voir maintenir. « Ne calomnions pas plus l'intérêt national que l'intérêt privé » (2), s'écrie Proudhon, qui se révèle le plus intransigeant des économistes nationalistes. Au surplus, la nécessité de consommer des produits strictement nationaux se

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome V, p. 36.

(2) Id., *op cit.*, p. 50.

éduit de la communauté qui se crée entre les ressortissants d'un même Etat du fait de l'impôt. Le pays qui a revê ses producteurs de lourdes charges fiscales se doit de leur acheter leur production. « C'est donc la communauté des charges, c'est la condition économique de la société française qui nous oblige à faire groupe contre l'étranger, si nous ne voulons perdre dans un commerce insoutenable notre capital national (1) (2). »

Il n'existe pas entre les nations, qui sont représentées par des gouvernements différents, une solidarité égale à celle qui existe entre les provinces d'un même pays coordonnées par un Etat unique. Le jour où on aura obtenu le moyen d'associer les peuples et de substituer à la distinction des Etats la monarchie universelle verra seul l'établissement d'un régime de libre-échange intégral.

Après avoir tour à tour affirmé la nécessité du système libre-échangiste et vigoureusement échafaudé la défense de l'activité nationale, abritée par des barrières douanières, Proudhon fait une synthèse de ces deux tendances; elle se fonde sur le système fédératif international qui est, en dernière analyse, le régime sous lequel les relations entre les Etats devront s'instaurer.

C'est une application dans la sphère des relations humaines sur le plan social de l'idée de mutuellisme ou de contrat qui doit régir les particuliers. La fédération est définie comme un contrat synallagmatique et commutatif, dont l'objet se trouve renfermé dans certaines limites. C' « est une convention par laquelle un ou plusieurs chefs de famille, une ou plusieurs communes, un ou plusieurs groupes de communes ou Etats, s'obligent réciproquement et également les uns envers les autres pour un ou plusieurs objets particuliers, dont la charge incombe spécialement alors et exclusivement aux délégués de la fédération » (3). Ce n'est donc pas une organisation qui suppose l'anéantissement des

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome V, p. 53.

(2) Proudhon a le mérite d'apercevoir que l'Etat est l'un des principaux facteurs qui contribuent à rendre la solidarité plus étroite dans la nation qu'entre les nations, et par là même à créer l'économie nationale. Cf. L. Brocard : *Les Conditions générales de l'Activité économique*, p. 540.

(3) Proudhon : Du principe fédératif, *Œuvres*, tome VIII, p. 46 et 47.

participants en vue de la création d'une institution supérieure, qui remplirait leurs fonctions d'un point de vue plus élevé. Leur existence est sauvegardée, puisqu'ils sauvegardent plus de propriété ou de compétence qu'ils n'en abandonnent.

La fédération n'a en somme que des pouvoirs restreints, puisqu'elle maintient l'existence de ses parties, en sauvegardant aux confédérés leur territoire et leur liberté, pour pouvoir régler leurs différends, en pourvoyant à tout ce qui concerne la sécurité et la liberté commune. C'est un équilibre entre les deux idées à première vue inconciliables d'autorité et de liberté. La fédération conserve aux Etats qui y entrent la liberté de leur action tout en créant au-dessus d'eux une zone suffisante d'autorité pour harmoniser leurs intérêts sans briser leur indépendance.

L'autorité centrale n'y a qu'un simple rôle d'impulsion à donner. Elle doit assurer la garantie mutuelle. Mais ses décrets n'ont force exécutoire que si les gouvernements confédérés y donnent leur adhésion et les fait passer dans le domaine de la réalité par leur contreseing.

C'est surtout sur le terrain économique que Proudhon développe les conséquences de l'idée-force de fédération qui pénètre tout son système. « Il faut au droit politique le contrefort du droit économique (1). » A quoi servirait-il d'unir des nations qui conserveraient le système actuel de production et de répartition ? L'anarchie capitaliste ne doit pas être portée à un suprême degré d'extension, sans quoi c'est une lutte plus étendue entre propriétaires et ouvriers qui se développera. Selon que ce sera l'un ou l'autre de ces partis qui triomphera, le système sera transformé en monarchie constitutionnelle ou en démocratie unitaire. Ce sera transposer le désordre actuel sur un plan agrandi.

La révolution des intérêts doit arriver : elle se développera au vingtième siècle, qui « ouvrira l'ère des fédérations ». Ce sera le moyen de résoudre le « vrai problème », celui de l'économique. Il sera résolu lorsque sera constituée ce que Proudhon appelle la « fédération agricole-in-

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome VIII, p. 77.

industrielle ». Par elle, les nations protégeront réciproquement leur commerce et leur industrie en constituant une union douanière. Pour se mettre à l'abri de la domination de la banque et du capital, elles s'entendront en vue de la construction des voies de communication, de l'organisation du crédit et de l'assurance.

Débarrassé du monopole de la féodalité financière, tout travailleur de la fédération pourra, dans l'ordre, devenir son propre maître. Ainsi plus d'égalité se trouvera réalisé, assurant l'organisation de tous les services au plus bas prix, garantissant le travail et l'instruction.

Dans cette fédération, l'économique complète le politique. Les nations ne verront leur solidarité réelle, issue de la division du travail, se réaliser que si leurs intérêts sont effectivement liés par une organisation juridique.

Cette organisation se base sur l'idée que « les industries sont sœurs, elles sont des démembrements les unes des autres ; l'une ne peut souffrir sans que les autres pâtissent » (1). Elles ne peuvent subsister sans se garantir réciproquement les conditions de prospérité qui leur sont communes. Sans rien perdre de leur existence propre et de leur liberté imprescriptible, elles renforceront par un acte leur solidarité et leur harmonie organique.

La liberté s'affirme, cependant que l'autorité, « ramené à sa racine cubique », se trouve subordonnée. Partout l'homme se retrouve libre, mais volontairement lié à ses semblables par les liens qu'il a entendu nouer. Mutualisme, fédération, dans ces deux mots se résument toutes les idées économiques de Proudhon. C'est d'elles qu'il tire son système social d'anarchie anti-étatique, qui est au fond une organisation inconsciente, mais fatale, de l'ordre économique, renouvelé dans ses bases, un retour inconscient à l'économie nationale et internationale niées d'abord par lui (2).

(1) Proudhon : *Œuvres*, tome VIII, p. 81 et 82.

(2) Nous n'insistons pas sur ce qu'il y a d'idéologique et de chimérique dans la conception de Proudhon. Les difficultés auxquelles s'est heurté l'effort d'organisation de collaboration des peuples dans la Société des Nations en témoigne surabondamment. C'est un problème redoutable entre tous de vouloir édifier l'autorité sur la liberté. Il n'en est pas moins vrai que, dans les rapports internationaux du jour, on ne voit pas d'autre solution, sinon le recours à la violence.

CHAPITRE IV

RODBERTUS ENTRE LE COSMOPOLITISME CLASSIQUE ET L'ECONOMIE NATIONALE

Rodbertus apporte, presque à la même époque que celle où écrivait Karl Marx, les fondements d'une théorie économique qui mêle curieusement les méthodes du libéralisme manchestérien et du socialisme pessimiste. A Adam Smith, Rodbertus emprunte les idées de division du travail, qui vont l'aider à construire sa description de la solidarité économique internationale. Les vues de Karl Marx ajouteront à ce tableau un jugement de valeur concernant l'injustice qui règne dans cette solidarité technique et dans les relations entre les divers membres de la communauté économique.

Pour arriver à dégager un système plus ordonné, le juriste vient prêter main forte à l'économiste. Rodbertus considère en effet que ce sont les lois et leur promoteur, l'Etat, qui créent les normes et les valeurs sociales. C'est à l'Etat qu'il convient de faire appel pour apporter un peu plus de justice dans la société, afin que la solidarité devienne consciente et effective, qu'elle conduise à la réciprocité dans les rapports économiques.

*
**

Rodbertus voit dans la division du travail le « principe fondamental de l'économie politique ». Il se pique de ne s'en pas faire une conception étroite et individualiste telle que celle d'Adam Smith. Celui-ci n'a réalisé que le morcellement technique des tâches au sein d'une manufacture. Or, « l'essence de la division du travail n'est pas

dans son aspect individuel, elle est dans son aspect social ou collectif. Le véritable nom de la division du travail devrait être communion ou communauté du travail » (1), car la division impose l'organisation.

La véritable solidarité nationale ne se marque pas tant dans la manière dont le produit du travail commun est créé que dans la façon dont il est distribué. C'est elle qui crée une société économique, tout comme le droit et la morale créent une société éthique, tout comme aussi la langue et la conscience nationales créent une société intellectuelle. Chacun, dans cette conception, travaille pour tous, et tous pour chacun.

Il y a lieu d'abandonner comme inessentielle la distinction entre travailleurs matériels et propriétaires du sol ou du capital. Ces derniers dirigent les entreprises particulières et font profiter leurs ouvriers de l'œuvre commune et de ses résultats. La production sociale ne doit pas être considérée comme la somme des diverses productions de chaque branche d'industrie. Une vue plus juste la montre comme la suite des tâches par lesquelles les membres de la communauté économique concourent à la création des mêmes objets. La matière première devient le produit semi-brut, qui est transformé en produit fabriqué. C'est la « production par échelons » qui est le « premier fondement de la division du travail » (2). Toute une masse de produits est en continuel mouvement jusqu'à leur achèvement.

Dans la répartition, la solidarité sociale s'affirme encore mieux. Une part des produits sert à la consommation personnelle des individus. Une autre part va « à la société même en tant que société », à des organismes juridiques, tels que l'Etat ou la commune. Ainsi se présente « une sorte de communauté quant à l'usage » (3). Tous sont ainsi appelés à la jouissance de tout, soit en tant qu'individus, soit en tant que membres de collectivités. A la solidarité qui se crée naturellement par le mécanisme automatique

(1) Carl Rodbertus-Jagetzow : *Le Capital*, traduction E. Chatelain, p. 73 et 74.

(2) Rodbertus : *Op. cit.*, p. 76.

(3) Id., *Op. cit.*, p. 79.

de la production et de la répartition des biens, vient s'en ajouter un autre, produit des conditions juridiques dans lesquelles se développe la société. Le droit en vigueur, particulièrement le droit public, détermine la part des biens qui « doit rester juridiquement bien commun de la société tout entière ». Le droit privé y contribue aussi, par des créations telles que les fondations, dont le résultat est de transférer certaines propriétés individuelles à l'état de bien commun.

Tout cet ensemble de faits et de conditions fait planer au-dessus du besoin et de la production individuelle les idées de besoin social, de production, de revenu, de capital social. Il y a dans ces concepts plus que la simple agglomération des diverses activités des individus. Tous « enferment... le même caractère de communauté impliqué dans la division du travail en général » (1). Ils sont l'expression d'une véritable unité organique. Il en résulte que, dans le produit de chacun, il y a une part du produit de tous et inversement « le produit de chacun est frappé en naissant de l'hypothèque de tous » (2).

C'est de cette communauté que dérivent les notions de valeur, de monnaie et de crédit. La valeur, c'est la relation de deux produits, leur équivalence au regard de la société. Elle ne se conçoit que par l'échange et n'a pas de sens dans l'économie individuelle, où seuls comptent le temps de travail et la satisfaction procurée. La valeur postule une comparaison, qui se traduit par le moyen de la monnaie. Elle manifeste la part que chacun prend, le compte que chacun se voit ouvrir dans la comptabilité générale.

Mais comment au juste concevoir le caractère social de la communauté économique? Est-elle renfermée dans les cadres de la nation ou les dépasse-t-elle?

Rodbertus n'hésite pas à envisager la solidarité créée par la production et la répartition comme ayant un caractère universel. L'économie nationale ou économie publique

(1) Rodbertus : *Op. cit.*, p. 82.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 86.

est une « conception étroite, qui répugne à la nature de la science et qui nous a gratifiés en théorie et en pratique du fléau de la prohibition et de la protection » (1). La nation ressortit à cette catégorie individualiste que Rodbertus reproche à Adam Smith et à Frédéric List d'avoir seule envisagée. La société, pendant très longtemps, s'est développée dans le seul cadre de la nation et c'est là qu'on l'a étudiée. Il faut maintenant se départir de ce point de vue.

La communauté économique rassemble des hommes « dispersés dans l'espace et se livrant à la production en des endroits différents » (2). Le progrès historique se manifeste par l'élargissement incessant des liens de collaboration. « L'histoire est le processus d'une manifestation qui s'étend à des cercles toujours plus étendus et s'approfondit en une intimité toujours plus grande (3). » La division du travail s'opère à travers le monde entier « dans la vaste étendue de la terre tout entière » (4).

Ces prémisses théoriques une fois posées, Rodbertus ne peut s'y tenir et ne s'y tient pas. Il abandonne l'univers, système complet de collaboration internationale, pour se rapporter toujours au fait de la nation. Ses théories organisatrices le conduisent à échafauder le plan d'une société où l'Etat, organe de la production et de la distribution nationale, prendrait en mains les leviers de commande de toute l'économie du pays.

La nation est pour Rodbertus le lieu de l'activité économique. L'adjectif social fait souvent place, sous sa plume, à celui de national. Il compare différentes nations pour ce qui est du fruit de leur travail (5). Or, toute comparaison exige une ressemblance et aussi une multiplicité. Notre auteur est donc bien un économiste national qui,

(1) Rodbertus : *Op. cit.*, p. 94.

La conception de l'économie nationale ne répugne pas à la nature de la science si elle démontre méthodiquement que l'économie nationale est un organisme territorial distinct des autres.

(2) Rodbertus : *Le Capital*, p. 87.

(3) Id. : Zur Geschichte des roemischen Tributsteuer, *Jahrbucher fur Nationaloekonomie und Statistik*, année 1865, tome V, p. 27.

(4) Rodbertus : *Le Capital*, p. 74.

(5) Id., *Op. cit.*, p. 15.

comme bien d'autres, oscille entre l'économie nationale et le cosmopolitisme. Son plan de réorganisation de la société va nous en apporter la preuve.

Si la solidarité-fait existe dans la division du travail technique, elle n'est pas toujours une réalité dans la répartition du produit du travail commun. Il importe donc — et à ce point de vue Rodbertus apparaît comme le précurseur des théories radicales solidaristes de Léon Bourgeois — de superposer aux liens existants des liens de droit, dont la base se trouve dans la solidarité-devoir. Les fonctions économiques ne s'accomplissent pas, dans l'état actuel des choses, pour la satisfaction de tous. La liberté crée des inégalités en dépouillant l'ouvrier d'une part du revenu de son travail et en donnant naissance à des crises économiques, provenant de l'engorgement des produits, que la modicité du salaire ne permet pas d'écouler. Au désordre actuel, doit se substituer une organisation qui maintiendra les règles de la justice sociale. « Les Etats n'ont pas ce bonheur ou ce malheur que leurs fonctions vitales s'accomplissent d'elles-mêmes, en vertu d'une nécessité naturelle. Ce sont des organismes historiques, qui s'organisent eux-mêmes et doivent se donner à eux-mêmes leurs lois et leurs organes : par suite, les fonctions de ces organes ne s'accomplissent pas non plus d'elles-mêmes, mais les Etats doivent les régler librement, les entretenir et les développer (1). » Aussi Rodbertus prône-t-il « un système de direction par l'Etat » (2). A la société seule vont appartenir les fonctions économiques de mise en œuvre des biens capitaux, mobiliers et immobiliers, et de répartition de leurs produits. Au débat des volontés individuelles, Rodbertus substitue la volonté de l'Etat, à qui il appartiendra de décider et de fixer les normes directrices.

Ainsi, le « vêtement extérieur » (3) de la société d'échange telle qu'elle se présente à nos yeux va être dé-

(1) Rodbertus : *Physiocratie und Anthropokratie*, dans *Briefe und Sozial politische Aufsätze*, p. 519.

(2) Id., *Schriften*, tome III, p. 216.

(3) Id. : *Le Capital*, p. 106.

pouillé pour faire place à une véritable « société travaillant en commun selon les plans d'une volonté sociale ».

Tout un mécanisme administratif est institué, composé de fonctionnaires économiques qui remplaceront les propriétaires actuels, traîtres à leur fonction sociale. Une « autorité centrale... réunirait dans une même main toutes les fonctions économiques dont est chargé aujourd'hui pour la plus faible partie seulement un fonctionnaire, le ministre des Finances, et qui, pour la partie de beaucoup la plus considérable, sont déléguées à des particuliers » (1). Le territoire et le capital national, soustraits à l'appropriation privée, passent « à la nation tout entière » (2).

Les agents sociaux vont avoir pour fonctions d'ajuster la production aux besoins et de maintenir les possibilités de consommation en harmonie avec les moyens de production. Il faut satisfaire d'abord les besoins publics, qui sont ceux que l'Etat, par tous moyens constitutionnels, détermine comme étant de son ressort. Puis il prend connaissance des besoins privés. La difficulté réside alors moins dans leur détermination, car « ils forment en général chez tous les hommes une même série » (3), que dans la limitation de cette série eu égard aux possibilités de satisfaction.

Pour ce faire, Rodbertus, adepte de la théorie de la valeur-travail, croit simple, en partant du temps que chacun consent à consacrer au travail productif, de déterminer la quantité des objets à produire. Les différences individuelles de productivité sont annihilées par l'évaluation de toutes choses relativement au temps moyen de travail qu'elles nécessitent.

Ainsi, lorsqu'on aura déduit le temps de travail à prélever pour satisfaire aux besoins publics, il restera un certain nombre d'heures que chaque individu pourra consacrer à ses besoins propres. Par là « l'administration, sachant quelle quantité de travail chaque membre de la so-

(1) Rodbertus : *Op. cit.*, p. 107.

(2) *Id.*, *Op. cit.*, p. 101.

(3) *Id.*, *Op. cit.*, p. 107.

ciété s'engage à fournir, sait aussi jusqu'à quelle limite des besoins individuels la production doit s'élever » (1).

L'Etat ouvrira des ateliers de production convenables, aptes à satisfaire les besoins, à créer des produits qui seront très exactement rachetés à leur prix par les travailleurs. Un ensemble d'arrêtés y pourvoiera. Toute production, écoulée à sa juste valeur mesurée en temps de travail, trouvera son débouché. Les industries artificielles auront fait leur temps. La protection, devenue inutile, disparaîtra du fait même.

L'Etat, avec sa centralisation, est placée au centre de la vie économique. Il se présente comme une institution à fonction économique, comme une « volonté sociale à laquelle ils (des hommes libres et égaux) concourent eux-mêmes » (2).

C'est ainsi qu'apparaît à Rodbertus la nécessité de normes juridiques déterminant l'allure de la vie économique. Le droit en vigueur, créé par l'Etat, complète la tâche de coordination sociale de l'activité nationale. L'Etat, organe directeur de la vie nationale, crée, entre les individus qui sont ses ressortissants, une indéniable solidarité. Par là même il renforce puissamment la cohésion de l'économie nationale.

Garantissant l'équitable répartition du revenu social, il sera la conscience de l'économie nationale. C'est cette idée que les socialistes d'Etat ont développée en systématisant la doctrine de l'économie nationale pour en tirer les conséquences qui doivent découler de la solidarité de ses membres en faveur de la partie la plus déshéritée de la nation.

Ainsi Rodbertus, parti d'une conception cosmopolite, aboutit à l'économie nationale. Quant à l'économie internationale, il n'en parle pas ou il en parle à peine, puisque, dans sa pensée, initiale tout au moins, le monde doit vivre comme s'il ne formait qu'une seule nation. Il suffit pour cela de supprimer les droits de douane. Comme celle de

(1) Rodbertus, *Op. cit.*, p. 114.

(2) *Id.*, *Op. cit.*, p. 182.

ses prédécesseurs et inspirateurs de l'école classique, l'économie nationale de Rodbertus est inconsciente. Elle existe chez lui comme chez les penseurs de sa catégorie à l'état d'intention qui tantôt s'efface, tantôt se réveille, impuissante toujours à fournir les bases d'une théorie scientifique des facteurs territoriaux de l'activité économique. Il faudra arriver au socialisme post-marxiste pour voir se préciser ces idées qui sont encore indécises.

DEUXIÈME PARTIE

La tendance systématique du Socialisme marxiste au Cosmopolitisme antinational et sa déviation progressive

A la fin de la première partie du dix-neuvième siècle, le socialisme subit une déviation qui marqua profondément son orientation. Alors que jusqu'à cette époque les théories des réformateurs sociaux se résumaient en une critique serrée de la société de leur temps et en une reconstruction de l'économie nationale et internationale suivant des principes de logique et de justice, inhérents à la fois aux faits et à la nature humaine, deux penseurs, philosophes autant qu'économistes, Karl Marx et Frédéric Engels, prétendirent démontrer que la méthode de leurs prédécesseurs était incapable de susciter un monde social mieux organisé.

Selon ces deux auteurs, le socialisme, jusqu'alors, n'avait revêtu qu'une forme utopique: il était la simple élaboration d'une économie où la raison sociale avait sa part, générale peut-être, mais fantasmagorique, sans aucune commune mesure avec ce que pourrait être une société issue de l'état économique du monde et de son évolution. C'est au socialisme « scientifique », autrement dit « marxiste », qu'il appartient d'accomplir cette tâche. Prenant pour point de départ la méthode du matérialisme historique, il doit situer la production capitaliste dans la marche de l'humanité, expliquer son développement, prouver sa nécessité pour une période historique donnée et, par là même, la nécessité de sa chute. Il convient de mettre à nu les raisons des antinomies engendrées par l'évolution écono-

mique, la lutte quotidienne entre les deux classes qui s'opposent l'une à l'autre, et de montrer la solidarité internationale des membres de chacune d'elles afin de faire apparaître la nécessité scientifique de la catastrophe finale. Seule, elle affranchira l'humanité en supprimant les classes et les inégalités qu'entraîne leur existence.

La science, autrement dit la connaissance objective des faits, joue dans cette théorie le rôle qui était jusqu'ici dévolu au raisonnement logique, aux constructions de l'esprit, aux plans de sociétés futures. Karl Marx et Engels s'emploient à montrer à la classe prolétarienne, par l'analyse des faits, le rôle qui lui est dévolu, afin de la rendre consciente de sa mission et des résultats qu'elle peut en attendre.

Ils y sont si bien parvenu que leurs idées n'ont pas tardé à éclipser rapidement les théories de « petits bourgeois » que leurs prédécesseurs, les socialistes « utopistes », avaient échafaudées. Ils ont fait admettre par le prolétariat, en théorie du moins, la vue de la solidarité internationale de ses membres en face des bourgeois, eux aussi solidaires les uns des autres, le caractère inévitable de la révolution finale.

Cela les a conduit, en niant la solidarité des classes dans la nation et même la nation elle-même, à leur substituer un internationalisme antinational poussé jusqu'à l'antipatriotisme.

Mais l'internationalisme marxiste, qui a fait sortir de cette conception nouvelle une idéologie puissante à laquelle le marxisme a dû une bonne partie de son succès politique, s'est heurté aux faits nouveaux qu'il avait dédaignés. L'internationalisme antinational a rencontré des résistances non seulement parmi les adversaires du socialisme, mais même chez les marxistes plus ou moins évolués. Progressivement, ils se sont éloigné de lui.

Et, de nos jours, on voit se dessiner un socialisme national, inspiré par la marche des événements, dans le sens de ce qu'on a appelé le « repli national » et aussi par l'évolution du socialisme révolutionnaire dans le sens du socialisme organisateur, qui ne peut songer à vivre que dans l'Etat, avec le concours de l'Etat, organe de la nation.

Ainsi, le marxisme a été progressivement conduit à

s'écarter du cosmopolitisme antinational, maintenu à l'état d'idéologie politique par ses représentants les plus avancés, et à dévier pour ainsi dire malgré lui dans la direction de l'économie nationale et internationale.

Le but que nous poursuivons ici est de montrer comment le marxisme primitif a tenté de s'établir sur les bases du cosmopolitisme antinational, où se maintiennent encore les socialistes les plus avancés, communistes et syndicalistes révolutionnaires, et comment il s'en est progressivement écarté. Pour cela, nous envisagerons d'abord les idées générales dont s'inspirent les conceptions marxistes, puis leur application à quelques grands problèmes d'économie nationale.

SECTION PREMIÈRE

La théorie générale de l'internationalisme marxiste et son évolution

L'histoire du socialisme, depuis l'avènement du marxisme, est caractérisée par un conflit incessant entre le cosmopolitisme révolutionnaire, qui s'affirme d'abord de façon prépondérante, et le réformisme national, qui se développe progressivement à côté de lui avec une puissance croissante sans parvenir à l'éliminer.

L'extrémisme cosmopolite jouit encore d'une faveur théorique incontestée. Mais les thèses saint-simoniennes et proudhoniennes, qui n'ont jamais été abandonnées complètement, reparaissent plus ou moins modifiées chez les réformistes modernes.

Ce sont les diverses péripéties de cette lutte qu'il va nous falloir retracer, en précisant les fondements du marxisme révolutionnaire, les modalités de son extension doctrinale à travers les systèmes qui cherchent à en maintenir l'intégrité malgré tout, puis le retour progressif à la conception nationale par le moyen du réformisme. Enfin, une étude de la vie de l'Internationale confirmera nos conclusions en faisant apparaître, d'une part, le succès du marxisme; d'autre part, le caractère national des diverses sections de l'organisme fondé par Marx.

CHAPITRE PREMIER

KARL MARX ET FRÉDÉRIC ENGELS:

LA THÉORIE

**DE L'INTERNATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE
ET ANTINATIONAL**

Si nous avons pu, en étudiant les socialistes français, appliquer à leurs théories le qualificatif de national, nous aurions pu également montrer que le champ de leur expérience, restreint à la terre où ils étaient nés, les contraignait à échafauder des systèmes susceptibles de s'adapter à elle. Certes, des idées plus larges de construction sociale européenne et internationale s'imposaient à leur esprit. Il n'en est pas moins vrai que la question de la réorganisation de la société nationale leur semblait primordiale et leur apparaissait comme la condition essentielle de toute organisation de l'économie sur un plan plus étendu.

Avec Karl Marx et Frédéric Engels, au contraire, nous nous trouvons en présence d'hommes pour lesquels le champ de la connaissance n'a été restreint à leur pays d'origine. La naissance de ces deux socialistes dans les provinces rhénanes, à une date très rapprochée de la fin de l'occupation française, les a placés sur une terre de passage et de transition entre la civilisation latine et la civilisation germanique, au contact de multiples influences. Ils ont été à même de prendre connaissance de la culture française et de l'intellectualité allemande.

Dans cette province rhénane, ils ont eu connaissance d'un capitalisme industriel très largement développé.

Les voyages que tous deux ont effectués, tant en Allemagne même qu'en France et en Angleterre, leur ont fait connaître une civilisation industrielle nouvelle et en mesurer les répercussions. Leur information internationale a permis à ces théoriciens de comprendre les premiers que

la machine crée dans tous les pays des modalités de vie économique et de vie sociale qui, partout, se ressemblent. En Allemagne comme en France et en Angleterre, où ils ont étudié avec minutie les classes laborieuses, Karl Marx et Engels ont pu se rendre compte des réaction semblables que produit partout le même phénomène technique. Dans tous ces pays, la machine entraînait avec elle la concentration des capitaux, la concentration des ouvriers dans de vastes fabriques; elle engendrait l'enrichissement soudain d'une minorité, en même temps que l'avilissement du sort des travailleurs industriels.

Ces données, fournies par des observations qui s'éten-
daient à tout le monde industriel de l'époque où écrivaient les deux théoriciens, devaient nécessairement les conduire à une théorie économique en rapport avec les événements. A une situation engendrée par le machinisme et qui était à peu près la même dans toutes les nations, devait fatalement correspondre une théorie économique qui ne tiendrait plus compte des différences nationales, mais qui bien plutôt insisterait sur ce fait primordial que révélait une forme nouvelle de civilisation politique et économique, internationale, de l'économie industrielle dans tous les pays.

Ce sont les événements contemporains de leur existence et leurs propres expériences qui ont d'abord conduit Karl Marx et Engels à rejeter l'idée d'une réforme sociale dans le cadre de leur nation pour poser les bases d'une société nouvelle qui serait aussi indépendante des frontières que les plus récentes transformations techniques et économiques.

Il faut ajouter à ces considérations personnelles des causes qui tiennent à l'éducation économique et philosophique de Marx et d'Engels. Leurs maîtres ont été les économistes manchestériens du dix-huitième siècle, qui leur ont transmis leurs méthodes et aussi leur pessimisme. Or, Adam Smith et Ricardo, sans nier la nation, en font abstraction, dominés qu'ils sont par l'idée de la division internationale du travail. Ils rêvent d'une vaste « République marchande », universelle, indépendante des unités économiques nationales. Marx et Engels leur doivent cet état d'esprit anational, que leurs connaissances européennes

n'ont pu que développer et qu'ils transformeront en un esprit antinational.

Au point de vue plus philosophique, il faut noter comme dominante, dans la pensée des fondateurs du socialisme scientifique, l'influence du matérialisme historique. Cette préoccupation théorique dirige leur esprit vers des conceptions schématiques et abstraites, qui permettent d'embrasser d'un seul regard la marche des civilisations, vues de si haut que l'existence des nations s'estompe à leurs yeux.

Enfin, la préoccupation de justifier théoriquement la révolution finale les amène à se placer sur un plan d'où la société est vue tout entière sous l'angle de la classe, et non sous celui de la nation. Pour eux, les membres d'une même catégorie sociale sont solidaires de par le monde entier, abstraction faite des frontières (1).

Toutes ces influences font de Marx et d'Engels plutôt des cosmopolites que des internationalistes. L'internationalisme en effet suppose des nations, cellules élémentaires entre lesquelles vont se tisser des rapports d'échange, de collaboration, de concurrence. Les socialistes scientifiques raisonnent au contraire comme si la terre entière ne formait ou ne devait former qu'une seule unité économique cohérente, au-dessous de laquelle rien ne subsisterait, que des individus.

On pourrait être tenté de conclure que Marx et Engels ont jeté les plans d'une société future, construite sur des données universelles. Il n'en est rien. La préoccupation constante qui est la leur de s'appuyer uniquement sur des faits d'expérience les pousse à rejeter une telle tentative. On ne trouve pas chez eux, comme chez tous les socialis-

(1) On a voulu également, pour des raisons à vrai dire plus polémiques que scientifiques, prouver que le cosmopolitisme négateur de la nation était dû chez Karl Marx et Engels à un atavisme juif. Il est piquant de voir reprocher des origines ténébreuses à Marx, dont le père s'était converti au christianisme pour que son fils ne se voie pas imputer à grief son ascendance. Marx a peu subi l'influence du judaïsme; dont il reste d'ailleurs à prouver le caractère nettement antinational. Dans ses critiques, l'auteur du « Capital » a dépeint les coreligionnaires de ses aïeux comme étant les mêmes parasites sociaux que leurs contemporains d'autres religions (cf. sur tous ces points Bernard Lazare: *L'Antisémitisme*, nouvelle édition, Paris, Grès, 1934, 2 volumes, Passim).

tes dont nous avons eu l'occasion d'étudier la doctrine, une démarche de l'esprit en deux temps, dont l'un est critique et l'autre créateur.

A la différence de ces théoriciens abstraits qu'ils n'hésitent pas à qualifier d'utopistes, Marx et Engels se piquent d'être des scientifiques. La société actuelle évolue selon des lois qu'ils sont arrivés à déterminer par l'analyse des événements passés. Il ne s'agit pas pour eux de décrire « des recettes de cuisine pour les marmites du monde futur ». Leur méthode consiste à analyser l'évolution des phénomènes sociaux pour les expliquer selon les critères du matérialisme historique.

Cette méthode pose que le monde et son évolution sont nécessairement déterminés par une seule cause, l'évolution de la technique et des méthodes de production. Chaque stade social est produit par l'état des forces matérielles, dont l'ensemble crée la base réelle de la société civile. Au-dessus d'elle s'élève une superstructure juridique, politique, sociale, morale, éthique et religieuse, qui influe elle aussi sur les rapports des hommes, mais qui subit passivement l'influence des forces matérielles, qui joue le rôle d'effet et non de cause ou, si l'on veut, celui d'une courroie de transmission.

Mais, par l'effet de l'évolution technique, il se produit nécessairement un déséquilibre entre les forces productives de la société, qui changent les rapports juridiques qu'elles ont engendrés. Le développement et la transformation des facteurs techniques font que les facteurs juridiques et sociaux restés immuables deviennent des entraves. La base économique cesse d'être en accord avec la superstructure sociale. Une transformation s'impose pour mettre à niveau les deux systèmes, technique et social. Elle se manifeste par des luttes qui, tôt ou tard, aboutissent à un nouvel équilibre, à des organisations nouvelles adaptées aux formes nouvelles de la technique (1).

(1) Cf. G. Plékhanoff : La conception matérialiste de l'histoire, *Nouvelle Revue Socialiste*, 15 avril-15 août 1926.

Il ne faudrait pas pousser le raisonnement présenté par Marx dans son introduction à la critique de l'économie politique et lui donner un sens absolu. Marx a écrit : « Le moulin à bras nous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à

Eu égard à ces constatations, Karl Marx et Engels seraient mal venus à présenter ou à vouloir imposer aux hommes un plan d'avenir. La société future sortira toute équipée de la marche automatique des événements. Tout au plus, pouvons-nous en précipiter le cours en prenant conscience de leur déroulement.

Les théories marxistes se résument donc en un ensemble de considérations descriptives sur les événements d'ordre économique et sur l'évolution du capitalisme dans le sens du socialisme. Analysant de façon apparemment impartiale et scientifique l'état social qui résulte des méthodes de production et de l'appropriation privée, ils s'interdisent en général les jugements de valeur (1). Ils se posent en véritables historiens des faits économiques, se bornant à des constatations dont ils tirent les lois du devenir économique. L'état social de l'avenir se déduira de lui-même de l'ensemble des événements passés.

C'est pourquoi le *Manifeste communiste*, qui synthétise leurs tendances, se présente moins comme un corps de doctrine, apportant un ensemble de « recettes » sociales, que comme une description historique de l'évolution des conditions de la vie sociale. Partant de là, Karl Marx et Engels seraient mal venus à vouloir nous imposer un plan d'organisation. La société future naîtra automatiquement de la marche des événements.

vapeur la société avec le capitaliste industriel » (*Misère de la Philosophie*, p. 156). Si cependant la technique a son influence sur l'état politique et sur l'idéologie, celles-ci à leur tour réagissent sur les rapports sociaux. La politique, le droit, la science créent des modalités nouvelles de l'organisation humaine. Mais ce ne sont là pour Marx que des facteurs dérivés et dominés de l'évolution historique, alors que les facteurs primordiaux, dominants, restent malgré tout la technique et les conditions de son évolution. Idées et institutions ne sont que des phénomènes de répercussion, qui font moins pour modifier la structure des groupes humains que l'évolution de la technique. C'est elle qui, en dernière instance, mène le monde. (Cf. Ch. Turgeon : La conception matérialiste de l'histoire d'après Marx et Engels, *Revue d'Economie Politique*, 1913, p. 273 et suivantes.)

Cette conception, systématisée il est vrai par Marx, a été avant lui très nettement aperçue par les historiens français du commencement du dix-neuvième siècle, par Augustin Thierry (*Dix ans*), par Mignet (*De la Féodalité, Histoire de la Révolution française*), par Guizot (*Essais sur l'Histoire de France*), pour qui « l'état des propriétés » est la base de toute transformation de la société.

(1) Tout l'effort de leur critique du capitalisme tend cependant à lever les voiles du « mystère d'iniquité ».

Cependant, il faut prévoir dès maintenant, nous disent Karl Marx et Engels, que l'évolution aboutira et doit aboutir à la ruine de la nation, organisme artificiel, destiné à gêner la marche au socialisme, pour aboutir à une organisation « internationale », nous dit-on, en réalité cosmopolite.

Sur cette organisation, par définition inconnaissable, qui se réalisera automatiquement, on ne nous dit presque rien. Ce sera d'abord la lutte des classes qui se développera en opposition avec la conception de la solidarité des classes dans la nation. Ce sera ensuite le développement de l'Etat et de ses fonctions économiques, ou plus exactement la transformation de l'Etat bourgeois en Etat socialiste.

Ainsi le marxisme, en niant la nation en même temps qu'il diffuse l'Etat, s'engage dans une contradiction insoluble, dans une véritable impasse, dont le socialisme moderne ne sortira qu'en rejetant le marxisme.

§ 1^{er}. — La solidarité internationale de classe contre la solidarité nationale des classes

La loi du devenir social, sur laquelle repose essentiellement l'ensemble des idées marxistes, est que « toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de luttes de classes » (1). Cette philosophie sociale se base sur une étude attentive de toutes les formes de vie en société. Quels qu'aient été les modes techniques de production, partout on a vu s'établir une démarcation nette à l'intérieur des communautés humaines. Une ligne de partage s'est établie entre deux camps groupant, l'un, les oppresseurs; l'autre, les opprimés, dont tous les efforts ne tendent qu'à consolider la situation de la classe dominante, à secouer le joug de leurs oppresseurs et à prendre leur place. C'est une extension à la vie sociale de la conception darwinienne de la vie, empruntée elle-même à Malthus.

Rome a connu les patriciens, les plébéiens, les esclaves; le moyen âge, les seigneurs et les serfs. Cette opposition

(1) Karl Marx et F. Engels : *Le Manifeste communiste*, traduit par Charles Andler, Paris, Rieder, 14^e mille, p. 20.

de deux classes s'est partout résolue par une rupture finale d'un équilibre social temporaire, qui fait place à un autre équilibre plus ou moins durable. A la fin, les luttes sourdes ou ouvertes se sont terminées par l'écrasement d'un des deux partis en présence, quand les deux adversaires n'ont pas provoqué réciproquement leur ruine. Cette lutte de deux classes, qui divise la société en deux groupes adverses nettement tranchés, se manifeste avec beaucoup plus de netteté dans le monde capitaliste, que Karl Marx qualifie volontiers de « bourgeois ». Alors que les formes sociales antérieures divisaient le corps social en une multitude de « rangs sociaux » hiérarchisés », à notre époque, on voit de plus en plus la société tout entière se partager « en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat » (1). Or, la position de l'une comme de l'autre classe les a amenées à adopter une attitude qui s'éloigne délibérément de toute activité purement nationale. Le champ d'action capitaliste conduit à créer un monde économique, sans aucun rapport avec les cadres locaux et nationaux devenus désuets, cependant que la situation faite aux ouvriers les détache avec une égale netteté de tous rapports de solidarité nationale.

Les bourgeois, issus des serfs qui surent se délivrer de l'emprise seigneuriale, n'ont pas tardé à posséder un champ d'action universel. Dès la Renaissance, la découverte de l'Amérique et la possibilité de naviguer sur toutes les mers du globe offrirent « un sol nouveau » aux transactions. Ces possibilités techniques leur ouvrirent les marchés orientaux des Indes et du Japon. La colonisation développa les échanges commerciaux avec des continents jusqu'alors inconnus. Le commerce et l'industrie connurent un essor décisif, qui porta un coup fatal à la société féodale croûlante. L'exploitation basée sur les vieux principes corporatifs « ne suffisait plus à des besoins qui allaient grandissant à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés » (2).

(1) K. Marx, *loc. cit.*, p. 21.

(2) K. Marx et Engels, *loc. cit.*, p. 21 et 22.

Les besoins ne cessant de s'accroître, les marchés ne cessèrent de grandir. La manufacture fit en même temps place à la grande industrie moderne, qui installa, à la place des petits bourgeois, les millionnaires, « chefs de véritables armées industrielles » (1), concentrant en quelques mains des richesses considérables. La grande industrie réalisa de façon décisive le marché mondial qu'avait rendu possible la découverte de l'Amérique. Cet immense champ d'action, en harmonie avec les nouveaux modes de production, étaya à son tour l'essor de la bourgeoisie. De la transformation technique était née une véritable transformation sociale, qui amenait au pouvoir une nouvelle classe, refoulant à l'arrière plan l'ancienne hiérarchie née des conditions de vie du moyen âge.

Dans son ascension, la bourgeoisie conquiert à tous ses degrés le pouvoir politique. Elle se rendit maîtresse de l'Etat, qui, malgré ses apparences d'universalité, n'est à vrai dire qu'« une délégation qui gère les intérêts communs de la classe bourgeoise tout entière » (2).

Dans sa marche inlassable à la conquête de la totalité des pouvoirs, la bourgeoisie n'a pas seulement révolutionné les anciennes relations sociales, elle a également rompu les liens de solidarité qui s'établissaient entre les groupes humains antérieurement existants. La technique nouvelle impose la production en masse; elle postule donc des débouchés toujours plus vastes. La bourgeoisie se trouve conduite ainsi à une « course effrénée sur toute la surface du globe », étendant « partout le réseau de ses échanges » (3).

C'est donc le marché du monde entier qui, finalement, a dû être exploité. La production et la consommation ont nécessairement acquis une forme cosmopolite, tous les pays absorbant les mêmes produits, réduits qu'ils sont aux mêmes conditions d'existence. Quel que soit le chagrin qu'en conçoivent les « réactionnaires », *laudatores temporis acti*, l'industrie a dû, par son progrès même, abandon-

(1) K. Marx et Engels : *loc cit.*, p. 22.

(2) Id., *loc. cit.*, p. 23.

(3) Id., *loc. cit.*, p. 25.

ner son « assise nationale ». La ruine des vieilles formes de production, liées au milieu spécifique où elles ont pu se développer, se consomme de jour en jour. Elles font place à des industries nouvelles, qui s'imposent à tous les peuples. Leur caractéristique réside dans le fait qu'elles ne sont plus liées au sol où elles sont fixées. Elles ne transforment plus seulement les produits indigènes, mais encore des matières premières empruntées aux régions les plus lointaines. Leurs débouchés ne sont plus seulement constitués par la région même où elles se sont installées : elles produisent pour l'univers entier.

C'est que les produits nationaux suffisaient amplement aux besoins de jadis. Les besoins nouveaux au contraire « requièrent pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains » (1). Devant cette situation économique sans précédent, les vieilles barrières qui permettaient l'éclosion tranquille des organisations locales et nationales se sont abattues. L'infinie complexité des échanges a tissé entre les nations une solidarité étroite et complexe.

Les civilisations nationales perdent en même temps leur originalité. La production intellectuelle s'uniformise tout comme la production des choses matérielles. La littérature cesse de s'adresser à un public limité dans l'espace. Une littérature universelle naît de la multiplicité des œuvres locales et nationales.

Par tous ces moyens d'action, le capitalisme, grâce au bon marché de ses produits, « bat en brèche toutes les murailles de Chine » et « contraint à capituler les barbares les plus obstinés dans leur haine de l'étranger » (2). Il introduit de force la forme de civilisation économique qu'il a suscitée jusque dans les pays les plus reculés ; il uniformise le monde à sa propre image.

Le corollaire de cette uniformisation technique, qui postule la centralisation des moyens de production, c'est la centralisation politique. Les provinces jadis indépendantes entrent malgré elles dans le réseau universel de la légis-

(1) K. Marx et Engels : *loc. cit.*, p. 26.

(2) Id., *loc. cit.*, p. 27.

lation et du gouvernement que crée la bourgeoisie. Les barrières douanières s'abattent. On assiste à la création de nouvelles unités de production à caractère national, comportant un rayon d'action plus étendu, englobant dans une même administration à base d'intérêt de classe plusieurs cellules économiques préexistantes. Puis, l'évolution se poursuivant, le capitalisme a besoin pour subsister de satisfaire aux conditions draconiennes que lui impose un machinisme toujours accru. Il ouvre sans cesse de nouveaux marchés. La colonisation est une des formes les plus tangibles de cet impérialisme qui recule toujours les limites du monde bourgeois. La terre tout entière est envahie par les nouveaux modes de vie sociale et de production. La bourgeoisie crée par son fait un internationalisme qui substitue aux anciennes unités locales, devenues régionales, une nouvelle unité économique cosmopolite, qui s'étend à la terre tout entière.

En regard de cette évolution, qui conduit la classe bourgeoise hors des cadres de vie traditionnelle, quelle est la position du prolétariat ?

La classe ouvrière en vient à nier l'utilité sociale de la propriété privée et de la famille, dont elle est la base. Elle se dresse avec la même vigueur contre la nationalité, contre la patrie. Ces deux notions ne sont que des concepts établis par la bourgeoisie pour faire accepter aux prolétaires la situation inférieure qu'elle leur impose. On parle de solidarité nationale pour faire croire aux travailleurs qu'en toutes circonstances de paix ou de guerre, leur sort est lié à celui de leurs employeurs. Et, en face de cette union de tous les hommes appartenant à une même nation, on dresse un antagonisme fictif de nation à nation. Celui-ci existe peut-être bien. Mais il n'intéresse aucunement les ouvriers. Il n'est qu'un épisode d'une lutte interne des divers éléments de la classe possédante, arbitrairement divisée en groupes distribués en nations. Ces groupes se livrent une bataille effrénée à la recherche de débouchés nouveaux, de colonies nouvelles à exploiter. De cette rivalité, la classe ouvrière n'a aucun profit à tirer. Elle sait que tout le bénéfice éventuel n'en pourra aller qu'à ses maîtres et qu'elle sera frustrée, comme elle l'est dans la répartition du produit purement national, de la part légitime qui lui

revient. La nation est un mode de penser bourgeois, qui reste indifférent aux ouvriers. Elle n'est que le cadre actuel dans lequel se développe leur lutte présente contre les possédants. Déjà, en ce qui les concerne, Karl Marx et Engels ont démontré que l'évolution économique poussait au libre-échange, à « l'universalisation du marché », à « l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence qu'elle entraîne », effaçant graduellement « les démarcations et les antagonismes entre nations » (1).

La nation ne saurait être définie que comme le lien qui rattache les hommes à un sol dont ils tirent profit. Or, seuls les capitalistes tirent un profit de l'exploitation qu'ils dirigent. Pour cette démonstration, Karl Marx se réfère à sa théorie originale de la valeur-travail et de la formation des prix en régime capitaliste. Selon lui, toute la valeur est cristallisée dans le travail qu'on incorpore à la matière et qui est le seul fait de l'ouvrier. Or, les relations d'échange du monde capitaliste apportent la preuve irréfutable que tout le produit va aux capitalistes, qui n'apportent rien et qui ne laissent à leurs collaborateurs salariés qu'un salaire leur permettant tout juste de ne pas mourir de faim.

La patrie n'a de valeur que pour celui qui possède quelque bien au soleil, capable de le rattacher à une terre déterminée, à une forme de civilisation particulière. Ce n'est pas le cas du prolétaire. Réduit par le capitalisme à la situation la plus vile, il est traité en tous lieux de la même façon. Le lien qui rattache ses maîtres à des objets de propriété n'existe en aucune façon pour lui. Aussi bien la civilisation contemporaine n'est pas faite pour lui. La morale, les idéaux qu'elle proclame, les joies qu'elle peut procurer sont le bien exclusif de la bourgeoisie nationale. Les ouvriers n'y ont aucune part. « On ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas » (2). C'est en ce sens que le marxisme est antinational, lorsqu'il proclame : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ».

(1) Karl Marx et Engels : *loc. cit.*, p. 50.

(2) Id., *loc. cit.*, p. 50.

La nation n'est que le cadre passager dans lequel se développent actuellement les luttes du prolétariat contre la classe bourgeoise. Comme cette dernière, par son fait même, tend à déborder constamment les limites de chaque nation, le prolétariat, dans sa volonté de libération, est amené à en faire autant.

Les ouvriers ne doivent pas seulement se placer au point de vue de l'actualité quotidienne des luttes qu'ils engagent pour leurs intérêts proches. Ils doivent faire disparaître l'hostilité des nations entre elles, qui sera une conséquence de la disparition des antagonismes de classes dans la nation.

Marx aboutit ainsi à cette conclusion, condamnée par l'analyse du mécanisme des relations économiques, qu'entre les diverses classes il n'y a que des antagonismes, des oppositions d'intérêts. Ce qui est donné à l'un est enlevé à l'autre. « Le mal de l'un fait le profit de l'autre », comme dit Montaigne.

Au contraire, entre les membres d'une même classe, qu'ils appartiennent ou non à la même nation, il n'y a que des liens de solidarité. Ils sont intéressés tous ensemble à briser le régime capitaliste qui les asservit.

S'il en est ainsi, la nation n'apparaît plus que comme un organisme artificiel, utilisé par la classe bourgeoise pour utiliser le travail des salariés, pour les tenir en bride, en faisant miroiter devant eux le prétendu lien de la solidarité économique.

Partout où il y a un organisme économique, il y a collaboration, interdépendance, solidarité en un mot. Puisque la solidarité n'existe pas, sinon entre les travailleurs du monde entier, la nation n'existe pas non plus. Elle n'est qu'une apparence, une duperie. Elle doit disparaître pour faire place à une organisation qui réalisera entre tous les hommes une véritable solidarité.

Ainsi Karl Marx est amené, non seulement à nier la nation, mais à se faire antinational pour opposer à la bourgeoisie, qui se déclare socialement nationaliste afin de paralyser la lutte des classes, une tactique inverse, qui nie la nation pour exaspérer systématiquement la lutte des classes et aboutir plus vite à l'affranchissement du prolétariat.

§ 2. — La théorie socialiste de l'Etat

Si l'évolution économique pousse les membres des deux classes sociales en lutte à se séparer de la nation, n'y a-t-il pas au contraire des institutions dont la puissance est capable d'affermir les liens de solidarité entre les membres des deux groupes et de les rattacher quand même à un cadre national commun ? C'est toute la question de l'Etat. Les socialistes utopistes l'ont résolue en posant que l'Etat pouvait réaliser, après sa transformation, un monde nouveau, où il serait un organisme de collaboration et de justice pour tous. Karl Marx et Engels se séparent nettement de cette théorie, en faisant appel ici aussi à l'évolution historique et à la tendance qui leur paraît caractériser les événements qu'ils voient se dérouler sous leurs yeux dans tous les pays, en conformité d'ailleurs avec toute l'évolution historique.

L'histoire leur démontre à l'évidence que l'Etat, comme toutes les institutions humaines d'ailleurs, n'est qu'un produit de la situation économique, des faits sociaux et particulièrement de ce fait primordial qu'est la division nette de la société en deux classes antagonistes. L'Etat n'est pas créé par la volonté des individus qui en ressortissent pour sauvegarder leur liberté ou réaliser entre eux une solidarité illusoire. Il est le résultat inéluctable de l'évolution économique, de la lutte des classes, de la situation prépondérante d'une classe, qui en fait à son profit un instrument de domination.

*
**

Les faits eux-mêmes sont là pour nous apprendre que l'Etat n'est pas plus issu de la volonté collective des hommes, comme le soutient l'école de Rousseau, qu'il n'est un pouvoir imposé du dehors à la société, ainsi qu'il ressort de la théorie hégélienne. Il est un produit de cette société elle-même, et de sa composition interne.

L'étude de la tribu ou de la gens, tant chez les Romains que chez les Grecs ou chez les Germains, démontre qu'aux origines tout groupe social est une collectivité homogène

en fait en droit. Tous ses membres travaillent en commun et ne se différencient ni par les droits, ni par les devoirs. Aucune autorité ne s'impose à eux.

Mais la division du travail, issue naturellement du peu de tâches qu'un tel groupe doit remplir pour satisfaire à ses besoins encore élémentaires, ne tarde pas à changer d'aspect, lorsque les inventions techniques ont augmenté la liste des divers travaux à exécuter. L'élevage crée une « première grande division sociale du travail » (1), en détachant du reste de la masse des tribus de pasteurs. L'invention du tissage et celle du travail des métaux font naître d'autres catégories, qui sont à la base des rapports d'échange mutuels. Mais ces inventions ont pour conséquence plus importante de créer des besoins de main-d'œuvre. La force de travail ne peut être obtenue que par la guerre, par la transformation des prisonniers en esclaves. Ainsi, de cette première division sociale du travail, naît « la première grande scission de la société en deux classes » (2).

Les progrès de l'âge du métal accentuent encore cette séparation, dissolvant la tribu primitive, créant la famille, la propriété privée, et renforcent cette domination des propriétaires sur les travailleurs. La guerre s'étend pour assurer le recrutement de la force de travail, car les hommes libres considèrent « le fait de gagner sa vie par le travail comme une occupation digne seulement d'un esclave et plus déshonorante que la rapine » (3). Des dynasties de chefs militaires se créent, organisant la tribu pour le pillage et l'oppression des voisins. Ceux-ci une fois transformés en esclaves, l'organisation politique encore rudimentaire n'a plus qu'à devenir l'instrument de l'oppression économique. La propriété a créé l'antagonisme social des membres du groupe. L'institution politique commence à préciser son rôle, qui est de maintenir cette différence de situations sociales.

La civilisation précise tous ces caractères, crée de nou-

(1) F. Engels : *L'origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat*, p. 207.

(2) Id. : *loc. cit.*, p. 209.

(3) Id., *loc. cit.*, p. 215.

velles catégories sociales dominantes et dominées. La société, qui ne connaissait pas à son origine de différences entre les hommes, tend de plus en plus à prendre sa forme actuelle. L'ensemble des nouvelles conditions économiques a créé des exploiters riches et des exploités pauvres. Pour résoudre leurs antagonismes inconciliables, il fallait qu'un pouvoir se dressât en vue de consolider la prédominance d'une classe sur l'autre. La société, « parvenue à un degré de développement déterminé » (1), est obligée d'organiser un pouvoir destiné à maintenir malgré tout ce qu'on est convenu d'appeler « l'ordre ». Ce pouvoir, c'est l'Etat. Il crée une force armée, des impôts, des fonctionnaires. Et toute cette organisation, d'apparence politique, cependant née des faits économiques, n'aboutit qu'à créer « l'Etat de classe, instrument du groupe le plus puissant, de celui qui a la domination économique et, par son moyen, devient ainsi classe politiquement dominante » (2). L'Etat, à la lumière de ces considérations, apparaît, suivant les traits techniques essentiels de l'ordre économique, comme étant l'Etat des propriétaires féodaux ou, dans la société contemporaine, comme l'Etat des capitalistes, comme l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital.

Les formes modernes qu'il revêt et qui semblent établir l'équilibre entre les classes, ne sont qu'un leurre. En fait, c'est toujours l'une d'elles, la plus puissante, qui l'emporte. Même l'Etat d'apparence le plus juste, la république démocratique, ne peut échapper à cette tare. Si, officiellement, il n'y a plus de différence politique inhérente aux catégories économiques, il n'en est pas moins que, dans l'Etat, « la richesse y exerce son influence d'une manière indirecte, mais d'autant plus sûre » (3). Le gouvernement est emprisonné dans les rêts de la finance, par le moyen du budget, qui est le vrai centre de toute vie politique et économique. La classe la plus riche tient l'Etat par la Bourse. Elle règne par le suffrage universel, dont elle tire les ficelles.

(1) F. Engels : *Loc. cit.*, p. 223.

(2) Id., *Ibid.* : p. 226.

(3) Id., *Ibid.* : p. 228.

Quelles que soient les apparences, l'Etat reste toujours au fond une institution « destinée à maintenir par la force les conditions d'existence et de suprématie de la classe dominante contre la classe dominée » (1). Pour cela, il agit dans le domaine politique par la contrainte intellectuelle, en créant le conformisme des idées reçues, ou dans l'ordre matériel, par la contrainte de l'armée et de la justice bourgeoise. Le salariat est maintenu dans l'ordre désirable. La classe capitaliste peut agir à sa guise dans le domaine économique. L'Etat n'intervient qu'en des circonstances exceptionnelles, qui conduiront à l'anéantissement simultané du régime capitaliste et de l'Etat lui-même.

Les cas dans lesquels l'Etat, organisme politique de la classe bourgeoise, sort de sa réserve pour se mêler des questions sociales et économiques s'observent pendant les crises économiques qui, périodiquement, mettent à mal l'ordre capitaliste.

Ce n'est pas à dire qu'en d'autres circonstances l'Etat n'intervienne pas dans les relations économiques. Mais s'il le fait alors, ce n'est pas de la même façon. La crise impose l'intervention du pouvoir d'Etat, qui est devenu économiquement inévitable. Dans les autres cas, les tentatives d'étatisation volontaire n'ont rien de socialiste. Si l'Etat s'introduit dans la vie économique, c'est alors pour mieux renforcer sa domination et, partant, celle de la classe bourgeoise. Ainsi agit-il lorsqu'il construit et gère des lignes de chemins de fer. Il le fait pour se procurer les moyens de défense nationale qui sont nécessaires à la classe bourgeoise et s'assurer, en la personne des employés de chemin de fer, « un bétail électoral au service du gouvernement » et des ressources financières sûres. Mais il ne faut voir là rien de commun avec des mesures que guide l'intérêt général. Sinon « Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme » (2).

Toute autre est la position de l'Etat, au plus fort d'une crise économique, lorsque « le représentant officiel de la

(1) F. Engels : *M. E. Dühring bouleverse la Science (anti-Dühring)*, tome II, *Economie politique*, p. 9.

(2) F. Engels : *Op. cit.*, tome III et dernier ; *Socialisme*, p. 42 (note).

société capitaliste... est obligé d'en prendre la direction ». A ce moment, les moyens de production, démesurément accrus, échappent réellement aux sociétés par actions qui en ont la direction. Il faut alors que l'Etat intervienne pour transformer en propriété publique les plus grosses entreprises (postes, télégraphe, chemins de fer), que la gestion privée ne parvient plus à faire vivre.

Le machinisme avait chassé les travailleurs de l'usine : c'est maintenant les capitalistes qu'il exclut. Certes, dans ce premier stade, l'Etat ne modifie pas encore sa structure. Il est le « capitaliste collectif » (1) qui se substitue aux capitalistes individuels. Il reste toujours la forme d'organisation que la société capitaliste se donne pour maintenir, malgré la crise, les conditions générales extérieures du mode de production capitaliste.

Les travailleurs restent des salariés. Le capitalisme n'est pas exclu du processus de production. Il est au contraire accentué, puisque tous les capitaux industriels, au lieu d'être divisés entre les actionnaires, se trouvent réunis dans une seule main, celle de l'Etat. Propriétaires des forces productives, il n'est pas la solution du problème économique. Il apparaît du moins comme le moyen extérieur de le résoudre, comme « l'anse par où peut être saisie la solution ».

Pour que celle-ci soit enfin acquise, il faut que soit résolu le seul problème qui importe, celui de la propriété. Il faut socialiser les moyens de production et d'échange pour les mettre en harmonie avec les modes sociaux de production que le machinisme a instaurés. Il faut que la société, qui ne se reconnaît pas encore dans l'Etat actuel, prenne sans détours possession de ses forces productives. Cela se fera par le jeu de l'évolution sociale, dont il suffit de guider convenablement le cours.

Alors les forces de production ne tarderont pas à s'organiser suivant « une réglementation sociale systématique de la production en raison des besoins de la communauté ainsi que de chaque individu » (2).

(1) F. Engels : *Op cit.*, p. 44.

(2) Id., *Loc. cit.*, p. 45.

C'est à l'Etat qu'incombera cette tâche, mais à l'Etat transformé. Certes, il faut que l'Etat abandonne son caractère actuel, se détruise lui-même en devenant l'Etat prolétarien et qu'alors il devienne propriétaire universel des moyens de production.

Lorsque cette tâche sera achevée, il n'y aura plus ni Etat, ni classes. La bourgeoisie aura vécu son rôle historique, et le prolétariat en tant que catégorie sociale disparaîtra. Avec eux, s'achèvera le rôle politique de l'Etat bourgeois que nous connaissons. Il ne s'imposera plus pour faire subir aux prolétaires le joug d'une classe d'exploiteurs et maintenir sa domination. On n'aura plus besoin de lui, puisque la bourgeoisie dont il est l'instrument aura disparu en tant que classe.

« Dès lors qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir dans l'oppression ; dès qu'avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle antérieurement fondée sur l'anarchie de la production, disparaissent aussi les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus à réprimer rien de ce qui rendait nécessaire un pouvoir spécial de répression, un Etat (1). »

La prise de possession par l'Etat des moyens de production au nom de la société tout entière est un geste révolutionnaire par lequel l'Etat accomplit son dernier acte caractéristique en tant que tel. Son rôle est accompli. Les luttes de classes sont achevées : on n'a plus besoin de lui ; il meurt de lui-même.

Encore faut-il pour cela que les conditions économiques de cette emprise de l'Etat sur toute l'économie soient réalisées. Il ne suffit pas de la volonté d'un économiste, déclarant qu'au nom de la liberté et la justice, la division de la société en classes est condamnable et qu'il faut abolir ces distinctions.

Mais il viendra un jour où la division en classes aura cessé d'avoir cette légitimité historique qui ne répond qu'à certaines conditions sociales déterminées.

Le jour où les conditions changeront, la classe capitaliste sera balayée. Elle apparaîtra comme « un anachronisme,

(1) F. Engels : *Op. cit.*, p. 47.

une vieillesse » inutiles. Engels pense que ce jour est arrivé. La bourgeoisie s'est condamnée en accomplissant la tâche qui lui était assignée dans l'évolution. Les crises économiques périodiques et décennales dénoncent sa faillite. Le monde étouffe « sous le faix de ses propres forces productives et de ses produits inutilisables » (1). On continue à produire, pendant que les consommateurs n'ont plus les moyens matériels d'acquiescer cette production sans cesse accrue.

La socialisation apparaît comme le seul moyen de remédier au gaspillage des moyens de production. Plus encore, mettant fin à un luxe et à une prodigalité stupides, elle libère une masse de produits, pour les mettre à la disposition de tous les membres de la société. Au lieu d'être réduits à la misère par le faix de la production pléthorique, les hommes se verront assurer les moyens matériels d'existence, qui garantiront le plein développement de leurs facultés physiques et intellectuelles.

L'humanité, libérée de la bourgeoisie et de son Etat, se rendra enfin maîtresse de ses conditions de vie. Elle pourra remplacer l'anarchie économique actuelle par une organisation consciente et systématique, rejeter les étroites conditions de vie imposées jusqu'ici à son activité.

Alors, les hommes pourront vouloir leur société et passer « du règne de la nécessité à celui de la liberté » (1). Le monde entier pourra s'organiser sur les bases internationales que Marx lui assigne. Sur les ruines de l'Etat aboli, la société tout entière connaîtra, dans le monde entier, cet âge d'or économique, que l'évolution doit lui apporter.

C'est elle qui, enfin, apportera l'éclatante démonstration que l'Etat, organe d'une classe dominante, n'est pas nécessaire à la société. Il fut un temps où il n'existait pas, parce qu'il n'y avait pas de classes. Lorsque la division du monde économique en classes aura cessé, la nouvelle situation ramènera fatalement la même organisation sans Etat. L'Etat sera à sa place « au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze ».

(1) F. Engels : *Op. cit.*, p. 50.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 52.

Mais, pour que ces temps viennent, il faut que le thermomètre du suffrage universel marque le point d'ébullition.

L'évolution technique et économique nous y conduit lentement. Pour favoriser la venue de cette société sans classes, il convient également de créer le « climat » social, qui accélèrera l'arrivée de la Révolution communiste, destructrice de l'ordre social actuel.

C'est pourquoi l'éveil des ouvriers à la conscience de classe doit se faire par l'éducation constante du prolétariat. Il faut leur faire connaître les dangers auxquels les expose la domination de la bourgeoisie, les préparer à prendre le pouvoir lorsque les conditions du régime capitaliste seront propices.

Le prolétariat doit seconder partout les mouvements politiques qui sont de nature à rapprocher cette venue de la révolution libératrice. Le salut ne réside que dans les ouvriers. Eux seuls peuvent favoriser la réalisation d'une ère économique où les classes, leurs luttes et l'Etat qui en est l'instrument, seront abolis. Pour ce « renversement violent de l'ordre social traditionnel », il ne faut pas hésiter à serfer les rangs de par le monde entier.

C'est pourquoi Karl Marx et Engels terminent leur *Manifeste communiste* sur cet appel, qui est devenu le mot d'ordre de toutes les doctrines révolutionnaires internationales : « Aux classes dirigeantes à trembler devant l'éventualité d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre, que leurs chaînes. Et c'est un monde qu'ils ont à gagner.

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » (1).

(1) Karl Marx et F. Engels : *Manifeste communiste*, p. 74

CHAPITRE II

LES CONTINUATEURS ORTHODOXES DE LA TRADITION RÉVOLUTIONNAIRE ET COSMOPOLITE

Si le socialisme des théoriciens « utopistes » ne connut du vivant de ceux-ci qu'une vogue limitée, il n'en fût pas de même des principes posés par Karl Marx et Engels. Ceux-ci, plus absolus dans leurs conclusions, et plus agressifs, suscitèrent des réfutations passionnées de leurs doctrines extrémistes. Ces controverses jouèrent un grand rôle dans la diffusion de leur pensée, à laquelle beaucoup d'intellectuels s'attachèrent.

Une autre raison, peut-être plus décisive, des succès du marxisme antinational, tient à son caractère scientifique, ou du moins prétendu tel. Au dix-neuvième siècle, où l'esprit public ne demandait qu'à concevoir toutes les choses humaines suivant un système de lois simples et rigoureuses, les doctrines du socialisme « scientifique » devaient nécessairement trouver un accueil favorable. Elles apportaient une explication du monde économique et social en parfaite conformité avec les méthodes sociologiques, avec le goût des hommes de cette époque, indifférents à l'idéalisme, épris d'objectivité, de réalisme et même de matérialisme, historique ou non.

La diffusion du marxisme fut grandement aidée par l'institution du suffrage universel dans un certain nombre de pays. Les idées marxistes bénéficièrent, au cours de multiples campagnes électorales, d'une publicité inespérée autant qu'efficace. C'est alors que le marxisme prit la forme simplifiée, outrancière et combative qu'il devait revêtir pendant plus d'un demi-siècle.

L'obligation s'imposait aux marxistes de schématiser cette vaste doctrine, pleine de complications philosophiques et économiques, pour la mettre à la portée des auditoires peu culti-

vés qu'ils avaient à conquérir. Pour mieux leur faire saisir les conclusions révolutionnaires du socialisme, ils en réduisirent les idées à quelques formules-types, telles que la lutte des classes et l'internationalisme. D'ailleurs, les propagandistes du marxisme connaissaient eux-mêmes assez mal leur propre doctrine, éparse dans une multitude d'ouvrages écrits en plusieurs langues (1). Ils n'en avaient lu que certains morceaux, choisis de façon à composer un « marxisme » simpliste et tranchant, dont on avait banni toutes les nuances, toutes les subtilités de la pensée de Karl Marx.

C'est sur ces bases que se construisit un socialisme marxiste à l'usage des foules, d'apparence scientifique, en tout cas absolu. Ainsi le socialisme avait cessé d'être « un beau livre » pour devenir « une certitude » (2).

Cette « vérité socialiste », que la foi en la science allait se charger de confirmer, fut répandue au cours de milliers de conférences, de réunions politiques et dans d'innombrables brochures de propagande, par les tenants du socialisme, organisé en parti et jouissant comme tel d'une puissance de pénétration incomparablement supérieure à celle des théoriciens antérieurs.

C'est cette forme populaire et absolue des théories de Marx et d'Engels que nous nous proposons d'étudier brièvement. Nous verrons les efforts faits, particulièrement en France et en Allemagne, pour maintenir l'orthodoxie d'une doctrine simplificatrice. Elle connut de rudes assauts, fut en butte aux attaques du réformisme. Mais elle se redressa et, sous la forme du syndicalisme révolutionnaire, reprit la

(1) « Y a-t-il beaucoup de gens qui aient la patience de se mettre pendant des années, comme cela m'est arrivé, à la recherche d'un exemplaire de la *Misère de la Philosophie*, qui soient disposés à se donner plus de mal pour avoir à sa disposition un exemplaire de la *Neue Rheinische Zeitung*, qu'il n'en coûte, dans les conditions ordinaires, à n'importe quel philologue ou historien pour étudier tous les documents de l'Égypte ancienne ... Comment s'étonner alors si... un très grand nombre d'écrivains, surtout parmi les publicistes, ont eu la tentation d'extraire des critiques des adversaires, ou des citations faites par d'autres, ou de déductions hâtives tirées de certains passages, ou de souvenirs vagues, ce qui leur permettait de se façonner un marxisme de leur cru et à leur goût » (A. Labriola : *Socialisme et Philosophie*, Paris, Giard, 1899, p. 16). Depuis lors, des éditions complète des œuvres de Karl Marx et d'Engels ont été entreprises. Il n'est pas excessif de dire qu'elles ne touchent pas la masse des socialistes.

(2) J.-B. Séverac : *Le Populaire* du 13 juin 1934.

tendance primitive de la lutte des classes et de l'internationalisme.

Un deuxième assaut fut donné à l'Internationale et à l'internationalisme par les faits. Pendant la guerre, la doctrine sombra presque entièrement. Mais le communisme reprit à nouveau, comme quinze ans avant avait fait le syndicalisme, la tradition orthodoxe. A son tour, cette doctrine, suspecte de pactiser avec la réforme, est l'objet de vives critiques de la part de ceux qui veulent revenir à la vraie doctrine du marxisme cosmopolite.

Ce sont ces différents efforts menés depuis un demi-siècle pour consolider le marxisme et en maintenir l'intégrité doctrinale que nous allons maintenant étudier, sous l'aspect particulier qui fait l'objet de cet ouvrage.

§ 1^{er}. — La diffusion du marxisme

Après les débuts tourmentés de l'Internationale et la chute de la Commune de Paris, les idées socialistes n'en continuèrent pas moins de cheminer dans les esprits, avec d'autant plus de vigueur que leur propagation était légalement interdite tant en Allemagne qu'en France. Malgré cela, le marxisme fit des adeptes dans tous les pays. Ils répandirent par tous les moyens sa doctrine, la résumant, la défendant toujours contre ses détracteurs, essayant de la faire triompher tant bien que mal aux élections législatives et municipales.

Cette tâche fut l'œuvre, en France, de Jules Guesde, de Paul Lafargue et de Gabriel Deville; en Allemagne, de W. Liebknecht, de Bebel, de Karl Kautsky, de Rosa Luxembourg; en Italie, de philosophes tels qu'Arturo Labriola; aux Pays-Bas, de Domela Nieuwenhuis; en Russie, de Plekhanof, de Simkhovitch, de Lenine. Ce sont eux qui, par leurs écrits et par leur propagande, ont contribué à diffuser le marxisme.

Mais en même temps ils ont déformé la doctrine pour la mettre à la portée de ceux qu'il fallait convaincre. Ainsi se trouva créé « un marxisme étriqué, vulgarisé, qui, sous prétexte de rester à l'état pur, ou de retourner à ses origines, finit par se réduire à des formules qui ont pu être

vraies, pour un temps, mais ne concordent plus avec les réalités mouvantes de la vie sociale » (1).

C'est cette forme de socialisme qui apparaît révolutionnaire avec obstination et « internationaliste », c'est-à-dire antinationale, avec entêtement, malgré l'évolution des faits économiques et des faits sociaux, malgré l'effort fait depuis la fin du dix-neuvième siècle par l'Etat et la démocratie pour améliorer le sort des classes laborieuses. Ce rôle de l'Etat moderne, affirmé par le réformisme, est constamment nié par l'orthodoxie marxiste. Les socialistes orthodoxes s'attachent, envers et contre tout, à leurs formules simplificatrices et outrancières. Ils veulent que le matérialisme historique soit la seule méthode capable d'expliquer l'évolution sociale et la lutte des classes, exaspérée jusqu'à la violence et à la révolution, considérée comme le seul moyen de régénérer le monde par la ruine brutale du capitalisme et la réalisation intégrale du socialisme (2).

*
**

L'essor du socialisme allemand date du congrès de Gotha (1875), où tenta de s'opérer la fusion des éléments lassalliens et marxistes. Comme la part faite aux idées corporatives et évolutionnistes des premiers était trop forte, Marx et Engels intervinrent pour faire respecter l'orthodoxie de leur doctrine et proclamer que l'action du socialisme devait être nécessairement révolutionnaire et internationale (3).

Le programme de Gotha portait : « La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'Etat national actuel, sachant bien que la conséquence nécessaire de son effort, qui est commune aux ouvriers de

(1) Emile Vandervelde : *L'Alternative*, Paris, L'Églantine, 1933, p. 28. Il faut d'ailleurs constater, comme nous le verrons plus loin, que Marx lui-même, dans sa vieillesse, n'a pas été étranger à cette schématisation du marxisme.

(2) « L'élément indispensable de tout jugement » est de rappeler « la société actuelle divisée en classes nécessairement antagonistes et en lutte. » *Les deux Méthodes*, conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde, Lille, 1900, p. 25.

(3) Karl Marx : *Critique du Programme de Gotha*, avec une préface et des notes d'A. Dunois, Librairie de l'Humanité, Paris, 1921.

tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples » (1). Karl Marx s'irrita de cette rédaction, qui lui semblait faire la part trop belle aux idées de Lassalle. Elle concevait, disait-il, le mouvement ouvrier « du point de vue le plus étroitement national ». Il est impossible, après la fondation de l'Internationale, de s'en tenir à une vue aussi rétrograde. Certes, comme le proclamait déjà le *Manifeste communiste*, il faut que les ouvriers s'organisent pour la lutte dans chaque pays. Mais cette action première est uniquement formelle. Chaque nation, pour être un cadre, agit à son tour économiquement, « dans le cadre » du marché universel, politiquement, « dans le cadre du système des Etats » (2).

Le socialisme ne doit pas se laisser aller à de vagues formules fraternelles, dignes tout au plus des sociétés bourgeoises humanitaristes et libre-échangistes. Au contraire, il doit affirmer nettement les « fonctions internationales de la classe ouvrière », qui a conscience de sa personnalité. Sinon, il paraît abjurer l'internationalisme.

Les lassalliens, supérieurs en nombre aux marxistes, l'emportèrent. Ce n'est que seize ans plus tard, au congrès d'Erfurt, que se manifesta la revanche des éléments révolutionnaires et prolétariens sur les tendances réformistes et démocratiques.

La séparation de la société en deux classes y est affirmée clairement : elle s'opère, dit le programme, « avec la nécessité des lois de la nature ». La classe ouvrière combat contre la classe capitaliste qui l'asservit. Le rôle du parti socialiste n'est pas tant d'exaspérer ce combat, qui se développe spontanément, que d'en démontrer le but et le caractère à la classe ouvrière.

Le parti socialiste allemand agit dans le sens de cette lutte, qui est internationale par le fait même des circonstances économiques présentes. La suppression de la domination de classe doit être réalisée pour tous, sans distinction. La nationalité n'a pas ici plus de rôle à jouer que

(1) Karl Marx : *Op. cit.*, p. 40 et 41.

(2) Id., *Ibid.* : p. 41.

toute autre considération particulière, comme la race ou le sexe (1).

Au moment où l'Internationale, tiraillée entre le marxisme et le bakouninisme, se désagrégeait, les théories de Marx commençaient à exercer une grande influence sur le monde du prolétariat français. Le 18 octobre 1877, paraissait le premier numéro de l'*Egalité*, quotidien rédigé par un groupe d'écrivains marxistes, où voisinaient Jules Guesde, Bebel, de Paepe, etc... Cet organe se rattachait à l'école collectiviste et se réclamait de la volonté d'action directe de la classe ouvrière. Son influence fut grande, bien que d'autres partis ouvriers attirassent en même temps le prolétariat avec des programmes moins décisifs.

Un congrès tenu à Paris le 18 juillet 1880 définit les tendances guesdistes du parti ouvrier français. Son but était l'action révolutionnaire du prolétariat pour que fassent retour à la collectivité tous les moyens de production. Ses buts précis auraient peut-être autant déplu à Karl Marx que ceux définis à Gotha. Pourtant, comme à Erfurt, le P. O. F. considérait que « l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ». On n'y faisait pas allusion à l'antinationnalisme ni à l'internationalisme.

Le parti ouvrier socialiste révolutionnaire, dans son sixième congrès de Saint-Etienne, en 1882, va plus loin et déclare « que le but final qu'il poursuit est l'émancipation complète de tous les êtres humains sans distinction de sexe,

(1) « Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. A mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés. En connaissance de ce fait, le Parti démocrate socialiste d'Allemagne se déclare en parfaite union avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont conscience de leur classe.

« Le Parti démocrate socialiste d'Allemagne ne lutte donc pas pour de nouveaux privilèges de classe, mais pour la suppression de la domination de classe et des classes même, et pour des droits égaux et des devoirs égaux de tous sans acception de sexe ni de race. Partant de ces idées, il combat dans la société présente non seulement l'exploitation et l'oppression des travailleurs salariés, mais encore toute espèce d'exploitation et d'oppression, qu'elle soit dirigée contre une classe, un parti, un sexe ou une race. » *Programme d'Erfurt*, in *Critique du Programme de Gotha*, p. 71 et 72.

de race, de nationalité ». Il fait appel de façon explicite à la lutte internationale des classes et juge nécessaire de maintenir pour cette raison un parti politique ouvrier distinct en face des partis bourgeois.

Une première tentative d'unité eut lieu en 1901, groupant les principales tendances socialistes autour d'un programme commun. Les bases adoptées étaient les suivantes : « Entente et action internationale des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe... Parti de révolution et par conséquent d'opposition à l'état bourgeois... Il ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie ».

En face de ce groupement, qui prenait le titre de Parti Socialiste de France, se dressait le Parti Socialiste français, réunissant des socialistes de tendances républicaines et réformistes. Guesde pour l'un, Jaurès pour l'autre, représentaient les idées maîtresses des deux organisations.

Le congrès international d'Amsterdam, en 1904, leur conseilla de « se tendre la main » et de réaliser l'unité. C'est ce qu'ils firent le 23 avril 1905, en créant un parti unifié, qui affirmait ces tendances internationales en s'intitulant : « Section Française de l'Internationale Ouvrière » (S. F. I. O.).

La déclaration commune qu'ils adoptèrent posait nettement la volonté du groupement d'être un « parti de classe », opposé à l'Etat actuel et au maintien de la bourgeoisie au pouvoir (1).

Telles sont les formules qui, malgré le réformisme, ont enthousiasmé, jusqu'à 1914, le prolétariat français. Les classes et leurs luttes fatales ont été les mots d'ordre du socialisme unifié et, lorsqu'après la guerre et après l'exclu-

(1) « Ils affirment leur commun désir de fonder un parti de lutte de classe qui ... reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument ... Le parti socialiste est un parti de classe ... (Il) n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution. » (Déclaration commune des organisations socialistes adoptée le 13 janvier 1905.)

sion des bolchevistes, la S. F. I. O. se retrouva prête à l'action, l'internationalisme de nouveau joua son rôle éminent dans la doctrine. « Classe contre classe », le parti socialiste sent qu'il ne peut agir que dans des cadres supérieurs à la nation, et où celle-ci n'a aucune importance. Les prolétaires des deux mondes sont, selon lui, conscients de leur solidarité « contre les classes dirigeantes de partout » (1).

Seule compte pour lui la barrière infranchissable entre la bourgeoisie et le prolétariat, « collectivité autonome que ne parvient plus à diviser l'arbitraire des frontières » (2). La notion de classe conduit, dans le socialisme actuel, au cosmopolitisme, même si l'idée de révolution ne se présente plus que comme un décor fatigué. Les nations apparaissent « comme des sœurs assises autour de l'âtre » ; l'internationalisme reste la réalité sociale à laquelle le socialisme anational ou antinational maintient sa fidélité. Il ne saurait être autre chose qu'international : son organisation doit fatalement le placer sur un plan qui transcende les nations entre lesquelles s'établissent des relations d'isochronisme (3). Penser la nation est impossible pour un socialisme qui se doit de professer « l'internationalisme nécessaire ».

§ 2. — Le syndicalisme révolutionnaire

La poussée doctrinale du syndicalisme révolutionnaire se produisit tout au commencement du vingtième siècle, à un moment où les milieux ouvriers étaient profondément déçus des résultats médiocres qu'avaient pu apporter l'atténuation de l'intransigeance socialiste et la participation au pouvoir de quelques chefs réformistes. De là naquit un

(1) Manifeste du P. O. F., juin 1893, signé de Jules Guesde, Dereure, Ferroul, Prévost, etc.

(2) Marceau Pivert : *Le Populaire*, 21 janvier 1932.

(3) Cf. Léon Blum : L'idéal socialiste, *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1924. « Le socialisme ne peut être autre chose qu'une doctrine et une organisation internationales pour beaucoup de raisons, dont la principale est que la transformation sociale, qui est l'objet, qui est le but du socialisme, est entièrement inconcevable dans une nation isolée, où tout au moins dans une nation qui ne se sentirait pas portée et soutenue par la sympathie active, par la sympathie déjà prête de toutes les autres nations ». Léon Blum : *Jean Jaurès*, p. 35 et 36, 1 brochure, 1933, Librairie Populaire.

dégoût des compromis avec la classe bourgeoise et un refus plus net de s'adresser à l'Etat existant pour réaliser une amélioration sensible du sort du prolétariat.

En même temps, les menaces de guerre s'accroissaient. La classe ouvrière se rendait compte qu'elle participerait à un prochain conflit, et cela pour des intérêts qu'elle n'entrevoyait que comme étant ceux d'une minorité de capitalistes. Au même moment, l'armée jouait dans les grèves un rôle actif, tel que les enfants des ouvriers étaient parfois appelés à faire feu sur leurs pères dans les conflits sociaux. De cette situation découla une réaction à la fois économique et sentimentale, qui marqua un renouveau des doctrines antipatriotiques et cosmopolites.

Elles n'eurent qu'un temps, il est vrai ; mais elles contribuèrent singulièrement à renforcer l'idée que toute action ouvrière ne pouvait être que révolutionnaire et internationale. Ce fut l'époque de la fondation de la C. G. T., alors extrémiste, avec ses chefs Griffuelhes, Merrheim, Pataud.

Ces tendances, plutôt affectives, furent systématisées par un groupe d'écrivains révolutionnaires qui, à vrai dire, n'eurent jamais de rapports bien nets avec les militants syndicalistes. Georges Sorel, Edouard Berth, Hubert Lagardelle, furent surtout des philosophes, créateurs d'une doctrine de « l'impérialisme » prolétarien (1).

*
**

Les idées des militants syndicalistes sur le cosmopolitisme et l'antipatriotisme se trouvent particulièrement bien définies dans les réponses que reçut le *Mouvement Socialiste* à une enquête qu'il mena, en 1905, sur « l'idée de patrie et la classe ouvrière ». L. Antonville, secrétaire du comité fédéral de la Fédération de l'Alimentation, déclare : « Le socialisme ne peut être qu'internationaliste : l'idée de patrie lui est entièrement contraire. L'ouvrier ou l'esclave ne peut se réclamer d'une patrie... Tant que le prolétariat ne se cantonnera pas exclusivement sur l'unique terrain de la

(1) Cf. G. Pirou : *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire*, thèse, Paris, 1910 ; J. Lasserre, *Georges Sorel, théoricien de l'impérialisme*, L'Artisan du Livre, 1928.

lutte de classes, le socialisme aura des aspects anormaux, et prêtera au plus plaisant paradoxe » (1). J. Bouin, secrétaire du Syndicat des Bûcherons de la région parisienne, écrit : « Nous refusons de croire à la patrie et à plus forte raison nous sommes antipatriotes. L'internationalisme ouvrier ne doit pas connaître d'autres frontières que celles qui le séparent de la classe bourgeoise ». C'est pourquoi seule la guerre des classes doit être envisagée par le prolétariat, pour être substituée à la guerre des nationalités.

Comme l'armée se trouve être la manifestation la plus tangible de l'organisation étatique, en même temps qu'elle paraît la plus solidement rattachée aux origines de l'institution, les syndicalistes révolutionnaires croient utile, pour abattre l'exploitation de classe en même temps que la patrie, de s'en prendre à l'armée. Leur antipatriotisme se présente surtout comme un antimilitarisme forcené (2).

Les militants syndicalistes se font une idée claire de la lutte des classes, dont ils ressentent les effets dans leurs

(1) *Mouvement Socialiste*, N° 162, 1^{er} septembre 1905, p. 35 et 37.

(2) Voir sur ce point le chapitre III de la Section deuxième. Ces conceptions syndicalistes s'inspirent considérablement des idées développées au même moment par Gustave Hervé, et où se substitue à l'internationalisme marxiste un antinationalisme aigu, qui se refuse aveuglément à voir le fait national pour porter à son maximum l'antagonisme cosmopolite des classes en lutte.

« Le patriotisme, citoyens, même le patriotisme épuré de Jaurès ou de Bebel, a pour effet de voiler l'antagonisme de classes, au sein de chaque nation ; ce patriotisme même épuré, a pour gros inconvénient de laisser croire à la masse opprimée de chaque pays que les brebis qu'ils sont, sont de la même race que les loups qui les saignent ... Tandis que nous, internationalistes, nous, socialistes, ce que nous voulons par-dessus tout, c'est creuser le fossé qu'il y a entre les loups d'une part, les brebis et les béliers d'autre part. » (Discours de G. Hervé à l'Elysée-Montmartre, le 27 mai 1905. *Humanité* du 29 mai 1905.)

« Les bons esprits nous disent : « Ne dites pas de mal de la patrie ! » Nous en disons du mal, au contraire, et nous continuerons. Pour ma part, je ne renonce pas à l'étiquette de sans patrie. Je sais, ô Jaurès, je sais que les patries sont des sauts, mais les Eglises et les religions aussi, mais le choléra et la peste de même. Toute la question est de savoir si elles sont nécessaires, inéluctables, éternelles et aussi si elles sont avantageuses pour l'humanité actuelle. Pour moi, je ne crois pas que les grandes parties actuelles subsisteront forcément ... Elles offrent plus de désavantages que d'avantages. Les frontières sont des cloisons au milieu desquelles les gouvernements exploitent des troupeaux de bêtes de somme » (Discours de G. Hervé aux Sociétés Savantes, 12 septembre 1907, *Le Temps* du 14 septembre 1907).

C'est à une doctrine semblable que se rattachent les instituteurs syndiqués. Dans leur Congrès de Nice de 1934, ils ont affiché un antipatriotisme et un antimilitarisme qui ne fait qu'adapter aux techniques présentes de la guerre les paroles de Gustave Hervé.

rapports quotidiens avec leurs employeurs. Les philosophes et théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, à la recherche de notions précises, traitent de ces questions avec plus d'enthousiasme intellectuel que d'expérience. La division dichotomique de la société ne leur apparaît pas aussi nette et Georges Sorel avoue loyalement qu'« il faut un certain effort de l'esprit pour la trouver vérifiée dans les phénomènes de la vie commune » (1).

On en trouve une approximation dans les rapports sociaux de l'usine. Mais c'est là plus un « sentiment » affectif qu'une réalité économique nettement perçue. Cependant, il est nécessaire, pour que le prolétariat lutte victorieusement contre ses maîtres et pour qu'il obtienne l'avantage recherché par les doctrines syndicalistes, que la lutte des classes, encore à l'état de nébuleuse, se manifeste sur le plan de la réalité. Cette vérité qu'est l'antagonisme de deux groupes sociaux ne peut exister que grâce à un travail de l'esprit, à une sorte de « sympathie intellectuelle », proche de l'intuition bergsonienne. Pour que ce « mythe » de l'esprit se transforme en réalité des choses, il lui faut le truchement d'un autre « mythe ». C'est celui que souhaitent Georges Sorel et ses disciples. Ce n'est que par l'emploi de la violence que se régénérera la société. Par elle seule se manifesterà l'opposition irréductible des deux classes et le triomphe final du prolétariat. Alors que Marx se vantait de ne rien trouver de sa théorie qui ne soit dans les faits, Georges Sorel met très visiblement l'accent sur son désir du résultat recherché, la justification de la lutte des classes. Pour l'obtenir, il lui faut le secours d'un certain nombre de fictions sociales. Sans elles, il n'y aurait de par le monde économique que des tendances, aux contours imprécis. C'est par l'emploi de la violence, que les militants du syndicalisme nomment grève générale ou sabotage, que l'on atteint le but recherché, que l'on arrive à schématiser la société capitaliste suivant des modalités inhérentes non aux choses, mais à l'esprit des meneurs du prolétariat. C'est en ce sens que « la grève apporte une clarté nouvelle; elle sépare, mieux que les circonstances

(1) G. Sorel : *Réflexions sur la Violence*, 7^e édition, p. 189.

journalières de la vie, les intérêts et les manières de penser des deux groupes » (1).

Les conflits sont portés à leur paroxysme, lorsque les ouvriers cessent en masse le travail. C'est alors que la structure de la société se découvre conforme aux idées préétablies. On peut alors considérer nettement le monde économique du point de vue de la lutte des classes. Ce sont bien deux camps qui se trouveront en opposition tranchée : les détenteurs de la force de travail peuvent alors sans crainte dicter leurs volontés aux propriétaires de moyens de production, devenus totalement impuissants (2).

Il faut donc, de ce point de vue, que le socialisme s'écarte résolument de toutes les transactions réformistes. Ces accommodements amoindrissent son action, tandis que la violence de la lutte de classe en régénère l'allure. Pour cela, il n'est nul besoin d'attendre, comme le désirait Marx, l'arrivée d'un cataclysme économique qui, à l'apogée d'une crise, anéantira la société capitaliste. L'action humaine est plus apte que le fatalisme à conduire les foules et il vaut mieux s'emparer du monde capitaliste durant les périodes de prospérité. Seul ce mouvement peut permettre la réalisation du socialisme, et non pas la décadence économique (3).

Le prolétariat sauvera ainsi son avenir en consolidant par la violence la division de la société en deux classes ennemies. Par l'emploi de la force, il se sépare nettement des autres parties de la nation et atteint ainsi son but suprême, qui fait de lui « le grand moteur de l'histoire ». L'Etat bourgeois, « raison d'être des groupes dominateurs qui profitent de toutes les entreprises dont l'ensemble de

(1) G. Sorel : *Op. cit.*, p. 190.

(2) « Toutes les oppositions prennent un caractère de netteté extraordinaire quand on suppose les conflits grossis jusqu'au point de la grève générale ; alors toutes les parties de la structure économique ou juridique, en tant que celle-ci est regardée du point de vue de la lutte de classe, sont portées à leur perfection ; la société est bien divisée en deux camps, et seulement en deux, sur un champ de bataille. Aucune explication philosophique des faits observés dans la pratique ne pourrait fournir d'aussi vives lumières que le tableau si simple de l'évocation de la grève générale met devant les yeux. » G. Sorel, *Op. cit.*, p. 191.

(3) « Il faut présenter d'une manière saisissante les liens qui rattachent la révolution au progrès constant de l'industrie. » G. Sorel : *Op. cit.*, p. 199.

la société supporte les charges » (1), est détruit. Il n'y a plus pour la classe ouvrière qu'à prendre en mains les leviers de commande créés par le capitalisme et qu'elle vient de conquérir par l'action de classe.

C'est en ce sens que le syndicalisme peut se présenter comme un « impérialisme » du prolétariat. Ce terme s'entend ordinairement des systèmes d'expansion nationale qui tendent, au moyen de conquêtes militaires ou pacifiques, à l'absorption d'Etats faibles ou mal défendus par un Etat agressif et fort. Il peut s'entendre aussi de « tout système ayant pour objectif l'asservissement ou la conquête » (2). Georges Sorel et son école substituent à la volonté de puissance d'un groupe national l'aspiration au triomphe d'une catégorie sociale.

C'est sur ses bases qu'Edouard Berth pose le dilemme : « Guerre des Etats ou guerre des classes » (3). Il faut que les valeurs sociales priment les valeurs nationales, que le parti du prolétariat révolutionnaire, le communisme, l'emporte sur le parti de la bourgeoisie, le fascisme.

La conception nationale des faits économiques mène inévitablement à la guerre internationale. C'est là un simple « pavillon patriotique » qui couvre une marchandise, la défense bourgeoise. Cette lutte a pour but de retarder la lutte des classes. Il faut que ce soit celle-ci qui l'emporte sur les conflits de nation à nation (4). « Guerre à la guerre des nations », voilà où doit mener la violence prolétarienne, si elle veut s'employer efficacement. Il lui faut dénoncer hautement le caractère bourgeois des conflits entre Etats, la patrie, la défense nationale étant devenues des notions pour lesquelles seuls des bourgeois peuvent encore s'enthousiasmer. Un socialiste ne saurait être « nationaliste », sans trahir sa classe. Au contraire, l'épopée du prolétariat rénove un monde avili par la ploutocratie. Seule « la guerre des classes peut et pourra de plus en plus revêtir un ca-

(1) G. Sorel : *Op. cit.*, p. 249.

(2) Cf. Pierre Lasserre : *Op. cit.*

(3) Edouard Berth : *Guerre des Etats ou guerre des Classes*, Paris, Rivière, 1924.

(4) « Les révolutionnaires ne sont pacifistes que par rapport à la guerre des Etats; ils estiment que la guerre des Etats a fait son temps et doit faire place à la guerre des classes. » Edouard Berth : *Op. cit.*, p. 80.

ractère épique et sublime, capable d'ébranler d'une manière prodigieuse l'imagination des classes » (1). La classe, et non pas la nation, tel est le véritable instrument du progrès humain. Aucune nation, contrairement à l'idéologie patriotique, n'a plus de mission révolutionnaire à réaliser. C'est la classe prolétarienne qui a maintenant ce rôle à jouer.

Cette action violente créera une « unité révolutionnaire, toute intellectuelle, toute morale, libre et vivante » (2). A ce point de vue, la conception de classe ne crée pas un cosmopolitisme abstrait, une Babel utopique. L'originalité des divers mouvements ouvriers nationaux sera respectée, mais chacun d'eux sera absolument étranger aux haines de races. Les nations revivront alors avec leurs traits éternels, non pas ceux que leur donne un patriotisme hypocrite, mais ceux qui correspondent aux intérêts ouvriers (3).

La lutte de classe syndicaliste conduit à un patriotisme révolutionnaire. La patrie, c'est la justice et la liberté. Selon Georges Sorel et Edouard Berth, il n'y a pas de vérité plus internationale.

Pour eux, en fin de compte, les idées-forces qui doivent mener le monde conduisent à une volonté universelle de faire la révolution pour réaliser, par-dessus la patrie, « le socialisme, qui ne peut être qu'internationaliste » (4).

§ 3. — Le Communisme: La III^e et la IV^e Internationales

De même que le réformisme avait donné naissance au syndicalisme révolutionnaire, les entorses données par les

(1) Edouard Berth : *Op. cit.*, p. 101.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 124 (note).

(3) « Entre les divers prolétariats qui, évidemment, *doivent* constituer une masse révolutionnaire unique et homogène, il y a néanmoins des différences énormes de conception ... Les traditions historiques nationales, où chaque peuple est comme immergé, sont trop différentes pour rendre possible cet internationalisme tout abstrait ... On ignore pas qu'en tout pays, c'est le peuple, beaucoup plus soudé au sol et à la langue et à tout ce qui constitue une patrie, que les classes riches, dont la vie est plus cosmopolite (la richesse étant un facteur de rapide dénationalisation), qui représente ce qu'il y a en tous pays de plus indigène. » Edouard Berth : *Op. cit.*, p. 122 et 123 (note).

(4) Edouard Berth : *Op. cit.*, p. 400, note I.

événements de 1914 à l'orthodoxie du socialisme théorique ne tardèrent pas à provoquer une recrudescence de l'intransigeance doctrinale. Elle se révéla dès 1916. Cette tendance se manifesta dans les écrits de Lénine et de Boukharine. Le succès de la révolution russe de 1917 lui donna un élan considérable. A partir de ce moment, une violente campagne s'engagea contre les socialistes de la II^e Internationale, considérés par les communistes comme des « social-chauvins » et des « social-patriotes » (1). Leur organisation ne présentait, aux dires de Moscou, que « l'aspect commercial cynique, laïque et impérialiste de la soumission idéologique du prolétariat à l'influence de la bourgeoisie » (2).

C'est pour opérer un redressement dans la ligne du marxisme primitif que fut fondée la III^e Internationale, soucieuse de rompre tout lien entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, de détruire l'Etat par la révolution. Lénine et Boukharine construisirent les bases idéologiques de la nouvelle doctrine, en précisant la manière à employer pour lutter contre les déviations opportunistes des « social-conciliateurs ». Ils apportèrent une nouvelle forme à la théorie de l'internationalisme, ou plutôt une forme renouvelée de Marx, qui avait déjà aperçu cet aspect des choses, en considérant le capitalisme sous son aspect impérialiste, qui oblige les ouvriers, pour secouer son emprise, à organiser la dictature internationale du prolétariat.

L'époque du capitalisme industriel, décrite par Marx et Engels dans le *Manifeste communiste*, a conduit à l'internationalisation des marchés par la conquête méthodique des débouchés nationaux et coloniaux. Depuis le début du vingtième siècle, c'est une ère de capitalisme financier qui lui a succédé. La libre concurrence antérieure a fait place à un monopole de quelques puissances bancaires, qui restent en lutte pour le partage des sphères d'influence déjà conquises. Les trusts et les cartels capitalistes, soutenus par le pouvoir de l'argent, entrent en conflit pour une nouvelle

(1) *Les Vingt et une conditions d'admission à l'Internationale communiste*, 6^e édition, p. 36.

(2) *Programme de l'Internationale communiste*, p. 62.

hégémonie mondiale. A l'exportation des marchandises, s'est substituée l'exportation des capitaux : c'est elle qui assure la liaison spécifique des différentes parties de l'économie universelle.

Par ces moyens nouveaux, la classe dominante assure sa cohésion. Pour la mieux réaliser, elle emploie le moyen détourné de la guerre nationale ; elle crée ainsi un impérialisme belliqueux, aggravé par la guerre douanière. En réalité, elle brise les cadres devenus trop étroits des nations existantes et brime les nationalités qui s'opposent à son développement. Pour cette conquête, le pouvoir politique de l'Etat se révèle vraiment comme étant l'expression d'une oligarchie financière. Son rôle consiste à faciliter l'expansion capitaliste sur les marchés extérieurs et à enrôler la classe ouvrière, qui l'aide involontairement à accomplir son œuvre systématique de développement.

De formidables coalitions de grands capitaux naissent, qui créent une économie où les crises prennent un aspect général et s'étendent à tous les pays. Dès lors, la lutte des classes revêt son vrai caractère et devient « la lutte internationale du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale » (1).

Mais cet impérialisme porte en lui-même les germes de sa destruction. Il crée les conditions universelles qui font que l'économie dépasse les cadres restreints d'une nation et s'organise à l'échelle cosmopolite. Un vaste trust mondial s'échafaude pour dominer de par le monde la classe ouvrière. L'exploitation du prolétariat prend les mêmes caractères et, dans le sein de cette vaste organisation, se crée une « pourriture » qui n'est que le prélude de la révolution socialiste internationale. Elle découle inéluctablement des conditions de développement du capitalisme en faillite. Le rétrécissement des débouchés, arrivés à la limite de leur extension, annonce le déclin de l'impérialisme bourgeois. Sa chute inévitable sera marquée par l'avènement du communisme mondial, créateur d'une société sans oppression, sans classe et sans Etat.

Mais cette transformation ne peut s'accomplir sans une

(1) *Programme de l'Internationale communiste*, p. 14.

discipline internationale de classe et sans un rappel constant de l'unité des « prolétaires de tous les pays », en lutte contre le joug impérialiste. C'est ce que fait l'Internationale communiste, dont le but est d'établir partout la dictature du prolétariat, étape nécessaire à l'accomplissement du devenir économique, prélude inévitable à la révolution totale (1).

*
**

Le communisme, en dépit de son internationalisme, n'a réalisé en Russie qu'une forme particulière d'économie nationale et même d'économie nationale renforcée. Il n'a fait en réalité, contrairement aux théories qui sont à sa base, qu'édifier « le socialisme dans un seul pays ». C'est contre cet état de choses que s'élève l'opposition de gauche qui, par les écrits de Léon Trotsky, a la prétention de créer une IV^e Internationale, seule conforme aux doctrines révolutionnaires et universelles professées par Karl Marx et Lénine.

L'économie universelle ne peut pas être considérée comme « la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine de haut les marchés nationaux » (2). Le capitalisme lui-même a créé une économie qui dépasse les frontières nationales : instituer une société socialiste à l'intérieur d'une nation, c'est être réactionnaire même par rapport au stade social existant. Une nation ne peut que faire partie de l'unité mondiale. L'Etat national a dès maintenant fait faillite. Il est inexact de penser que

(1) « L'Internationale communiste, Association internationale des travailleurs, est l'organisation des partis communistes des différents pays en un parti communiste unique mondial. Guide et organisateur du mouvement révolutionnaire mondial du prolétariat, champion des principes et des buts du communisme, l'Internationale communiste lutte... pour l'instauration de la dictature mondiale du prolétariat, pour la création d'une Fédération mondiale des républiques socialistes soviétiques, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape de la société communiste », § I des Statuts de l'Internationale communiste.

(2) Léon Trotsky : *La Révolution permanente*, p. 11.

chaque économie nationale possède ses caractéristiques propres: elles ne sont qu' « une sorte de verrue sur la figure ». On ne peut pas réorganiser le capitalisme national si on cesse de l'envisager comme une partie de l'économie mondiale.

Le capitalisme, en attirant dans ses liens les pays les plus arriérés, a accompli lui-même une œuvre internationale, caractérisée par le développement du commerce extérieur des marchandises et des capitaux. L'économie universelle est donc une réalité, qui s'impose à tout système économique, aussi bien au socialisme qu'au capitalisme.

L'économie soviétique, en se retranchant dans les limites de ses frontières, retarde donc sur le développement général. Elle ne peut profiter des ressources de l'économie mondiale, envisagée du seul point de vue capitaliste. L'économie nationale isolée, considérée comme une simple « affaire intérieure » est donc une pure fatuité. « Le programme réaliste d'un Etat ouvrier isolé ne devrait se proposer ni d'atteindre à « l'indépendance » de l'économie mondiale, ni, encore moins, de construire une société socialiste nationale « dans le plus bref délai » (1).

A la place de la théorie du « socialisme dans un seul pays », il faut mettre la conception de « la révolution permanente ». La révolution socialiste, même si elle ne peut commencer que sur le terrain national, doit se développer constamment sur l'arène internationale, puis sur l'arène mondiale. A des rythmes différents, tous les pays doivent venir au socialisme, dont le triomphe ne sera définitif qu'avec son instauration sur toute notre planète.

1) Léon Trotsky : *Op. cit.*, p. 23.

CHAPITRE III

LA CRITIQUE DU MARXISME ET LE SOCIALISME RÉFORMISTE

Si les doctrines marxistes ont connu longtemps une grande vogue et ont été développées avec obstination par les théoriciens révolutionnaires, elles n'ont pas tardé à faire l'objet de violentes critiques de la part des socialistes de mouvement. C'est que le bouleversement social prévu par le *Manifeste communiste* tardait à se réaliser et que, bien au contraire, les vrais intérêts de la classe ouvrière nécessitaient pour la doctrine un changement de plan.

En effet, les conclusions extrémistes du marxisme ne pouvaient plus être maintenues, même théoriquement, en présence d'une société qui évoluait dans des conditions imprévisibles pour les auteurs de 1848. Cette modification dans la structure économique rendait indispensable une adaptation de la politique socialiste à ces nouvelles modalités sociales, aux nouveaux rapports qui s'établissaient entre les divers groupes économiques et nationaux.

C'est dans cette atmosphère de critique du marxisme démodé et de volonté d'action prolétarienne qu'est né le mouvement réformiste. On peut dire qu'il trouve sa source chez Marx et non dans le marxisme simplificateur et outrancier. Il met l'accent sur une partie des doctrines de Marx qui n'ont pas été combattues par ses adversaires et qu'il s'est pour cela gardé de développer. Portant son effort sur les nuances de la lutte des classes et sur les rapports des classes en présence, le réformisme socialiste s'est attaché à mettre en valeur tous les aspects de la doctrine socialiste afin de la faire coïncider avec la réalité et d'en déduire la politique la plus efficace pour la classe ouvrière.

Ce réformisme a connu la plus grande vogue dans les nations parlementaires, où le socialisme de mouvement a quotidiennement l'occasion d'apprécier la valeur de l'ac-

tion socialiste et ses possibilités d'améliorer les rapports sociaux. Déjà, en Angleterre, le socialisme avait, depuis la fin du chartisme, dépouillé la volonté de révolution pour acquérir la conviction que l'Etat pouvait être « l'organe de la société » tout entière et qu'il pouvait contribuer à l'organisation de la communauté (1). D'autre part, il sentait fort bien que les questions sociales devaient être posées comme les problèmes nationaux (2).

Ce mouvement de réforme s'est étendu à l'Europe parlementaire, notamment à la France, à l'Allemagne et à l'Autriche. Il a très peu touché, par contre, les nations où régnait l'absolutisme et où, par conséquent, le socialisme n'avait pas de raison de faire confiance à l'Etat pour adoucir le sort de la classe ouvrière.

Vers la fin du dix-neuvième siècle, un fort courant d'idées a commencé à se dessiner en France et en Allemagne notamment. Ses conclusions étaient une critique serrée de la lutte des classes et un appel à l'organisme national pour résoudre les questions quotidiennes que la Révolution ne se décidait pas à venir trancher. Ce mouvement, qui rompait nettement en visière avec la tradition du marxisme catastrophique, a fait de nombreux adeptes. Il a connu aussi de vives critiques de la part des théoriciens orthodoxes, qui craignaient de voir le chauvinisme s'emparer de ces idées pour en conclure à la mort de tout socialisme. C'est dans ces conditions que nous voyons le réformisme évoluer suivant des modalités exactement semblables à celles qu'a connues le socialisme en général. Parti de la solidarité nationale d'union des classes, il a subi l'influence de l'internationalisme.

Un deuxième temps de son histoire est marqué par la synthèse des tendances nationales et cosmopolites, que marque de sa forte personnalité Jean Jaurès. Enfin, le réformisme a triomphé, et l'après-guerre nous révèle l'in-

(1) Cf. Les ouvrages de Ramsay Mac Donald, notamment *Le Socialisme et la Société*.

(2) « La société fabienne sait fort bien que le socialisme doit se développer nationalement comme un problème britannique et sur l'initiative britannique. » G.-B. Shaw : *Fabianism and the fiscal question*, Londres, 1904.

fluence de ses idées, notamment sur le syndicalisme français qui, venu de la Révolution, s'est dirigé vers une saine conception technique de l'organisation nationale.

§ 1^{er}. — **La théorie du réformisme: la solidarité des classes dans la nation et le rôle de l'Etat démocratique**

Deux théoriciens ont contribué à diffuser la pensée réformiste, restée plus ou moins marxiste et parfois nettement hostile à lui. Ce sont, en France Joseph Sarraute et, en Allemagne, Edouard Bernstein. A eux, sont venus s'adjoindre une foule de socialistes qui ont tenté de faire passer dans les faits ces nouvelles tendances: en France, Alexandre Millerand, Georges Renard, Adolphe Landry et un peu plus tard Frédéric Brunet et le groupe des socialistes français (1), qui tous sont beaucoup plus proches du socialisme français que du marxisme subversif; en Allemagne, Auguste Bebel, David, Hildebrand, Vollmar; en Autriche, Anton Menger.

Reprenant les idées « possibilistes » déjà développées par Paul Brousse, Joseph Sarraute oppose les thèses critiques du socialisme d'opposition aux idées constructives d'un socialisme de gouvernement. Celui-ci, au contact des réalités, doit voir que la société ne se développe que nationalement et qu'au sein de la nation, il y a dans les relations des classes, pour la production et le partage des revenus, coexistence de solidarité et d'antagonisme. « A côté de l'antagonisme d'intérêts à l'intérieur et de la lutte pour le partage du produit, prennent place la communauté et l'harmonie des intérêts contre l'extérieur pour la formation du revenu national: réservoir commun où puisent prolétaires et capitalistes, et d'autant plus abondamment qu'il est mieux alimenté (2). » Le socialisme s'est jusqu'ici atta-

(1) Edouard Laskine a, dans de nombreux ouvrages, contribué à la théorie du socialisme national. Mais son œuvre nous apparaît, malgré tout, plus nationale que socialiste.

(2) J. Sarraute: Opposition, gouvernement et lutte de classes. *Revue socialiste*, 1901, premier semestre, p. 9 (ces articles ont été groupés en volume sous le titre: *Socialisme d'opposition, Socialisme de gouvernement et lutte de classe*, Paris, Jacques, 1901).

ché à quelques indices passagers pour généraliser dans l'absolu. Il convient de rester en contact avec toutes les tendances qui se manifestent et de constater que la création de nombreux liens internationaux n'a pas sonné le glas de la volonté d'indépendance des nations.

Guerre des classes et guerre des nations : ces deux idées sont également vraies, quoi qu'en disent les théoriciens marxistes. « Le monde où nous vivons est, en même temps que le champ de bataille des classes, le champ de bataille des nations ennemies... Le socialisme d'abstraction et de révolution écarte ces réalités : les unités nationales n'en existent pas moins aussi vivantes et ardentes (1). » La nation voit se heurter les différentes classes sociales qui vivent sur son sol : mais elle amortit leurs chocs et apparaît ainsi comme « un agent puissant de pacification au-dedans ». Elle consolide son rôle en ce sens qu'elle représente une solidarité précieuse d'intérêts, née sur le terrain de la production et qui s'affirme sur celui de la répartition.

Le socialisme de gouvernement, aux prises avec la réalité, doit, tout en favorisant « tout ce qui peut unir et solidariser les peuples », prendre l'intérêt national comme une réalité, en tenir compte comme « un grain de vérité » (2). Il doit reprendre l'idée féconde peut-être de la lutte des classes, mais en la replaçant dans son milieu, c'est-à-dire dans la réalité, où il y a à la fois lutte et solidarité. Il fera bien d'être attentif à ce qui unit les classes, car cette idée plus que celle de la lutte est un moteur d'action.

De là découlent des vues politiques que M. Alexandre Millerand a développées dans de multiples discours. Le socialisme ne doit pas se faire faute d'aller à la conquête des pouvoirs publics. Il a pour tâche de faire siennes les institutions qui matérialisent « cet incomparable instrument de progrès matériel et moral, forgé par les siècles, qu'est la patrie française » (3). Il tiendra compte de l'héritage que lui lègue la nation et s'efforcera de la sauvegar-

(1) J. Sarraute : *Loc. cit.*, p. 9.

(2) Id., *Loc. cit.*, p. 12, 13 et suivantes.

(3) A. Millerand : *Deux discours*, Paris, Giard, 1923, p. 45.

der. « Le prolétariat a besoin, pour progresser, d'être dans un pays riche, parce que les réformes sociales ne se font pas sans argent... Il faut que vous soyiez un grand parti national (1). »

*
**

En Allemagne, Edouard Bernstein a mieux systématisé encore que Sarraute la théorie du réformisme socialiste, s'attachant avec plus de précision à combattre l'idéologie primaire du marxisme et en déduisant, avec plus de netteté qu'Alexandre Millerand, les conséquences qu'une telle attitude doctrinale peut avoir sur la politique des socialistes au pouvoir.

Bernstein se donne pour tâche de développer dans toutes ses nuances la pensée des maîtres du socialisme scientifique et du matérialisme historique. Au lieu de s'en tenir aux éléments purement matériels de la constitution des sociétés, il croit utile de mettre l'accent sur un point qui n'avait pas échappé à Engels, la réaction des facteurs juridiques, politiques et idéologiques de tous ordres sur les facteurs purement économiques (2).

Il montre la malléabilité de la nature humaine, son adaptation aux conditions naturelles et aux divers milieux sociaux nouveaux. La nature influe sur l'homme, qui cherche à en modifier les caractères. La diverse localisation des groupes humains crée des sociétés aux conditions de vie différentes. « Les conditions de groupement territoriales ou d'agglomération, c'est-à-dire la répartition locale de la population, et les relations internationales » jouent un rôle de premier plan sur l'évolution des conditions économiques (3).

La conception matérialiste de l'histoire se trouve élargie. Les conclusions absolues de la lutte des classes, de la scission internationale de la société en deux camps oppo-

(1) A. Millerand : Discours de Vierzon, in *Revue socialiste*, 1903, p. 436.

(2) « L'évolution politique, juridique, philosophique, religieuse, littéraire, artistique, etc., a pour base l'évolution économique. Mais toutes elles réagissent l'une sur l'autre et sur la base économique. » (Engels, *Lettre de 1895*).

(3) E. Bernstein : *Socialisme théorique et Social-Démocratie pratique*, p. 15.

sés se trouvent modifiées à la lumière de ces facteurs multiples. Déjà l'évolution contemporaine de la société capitaliste montre à l'évidence que les deux concepts absolus de bourgeoisie et de prolétariat ne répondent plus à la réalité. Entre les deux groupes apparaît une classe moyenne qui, tout en travaillant de ses mains, acquiert, grâce à ses capitaux encore faibles, un certain pouvoir de direction dans les entreprises. Le nombre des possédants, loin de diminuer par la concentration des fortunes, tend à augmenter.

Le prolétariat même n'est plus une classe homogène, composée de travailleurs réduits à un salaire juste suffisant pour leur permettre de ne pas mourir de faim. Le monde des ouvriers est hétérogénéité et particularité. Les salaires connaissent des taux différents suivant la plus ou moins grande spécialisation de ceux qui les touchent. Ces multiples conditions de vie engendrent une mentalité des divers groupes du prolétariat, qui ne correspond pas toujours à l'attitude révoltée que leur attribue Marx. Le désir d'émancipation du salariat ne signifie aucunement la volonté de se poser dans ses intérêts de classe contre une autre classe (1).

Les ouvriers cherchent plutôt à se libérer par l'association ou à s'émanciper en conquérant le pouvoir municipal, afin de se rendre maîtres des conditions de production. Le syndicat permet à l'ouvrier de discuter de façon plus approfondie les conditions de rémunération. Toutes ces organisations, qui n'ont qu'un rapport lointain avec la conception révolutionnaire de la lutte de classes, constituent les moyens par lesquels peut être réalisée une démocratie industrielle. Par là, Bernstein entend l'« absence de la domination de classes, c'est-à-dire un état social où aucune classe ne jouira d'un privilège politique quelconque vis-à-vis de la communauté » (2). Le gouvernement du peuple sera apte à créer des lois pour réaliser le socialisme, mieux que ne le ferait la vaine expectative d'une révolution dont les faits sem-

(1) E. Bernstein : *Loc. cit.*, p. 160.

(2) Id., *Loc. cit.*, p. 209.

blent démentir la proche réalisation. Même si la démocratie « n'est pas la suppression effective des classes », elle est au moins « la suppression de la domination de classe » (1). Le suffrage universel permet de faire des représentants du peuple ses serviteurs et non plus ses maîtres. Dans une atmosphère de liberté politique, pourra se réaliser « le but de toutes les mesures socialistes », le développement et la garantie de la personnalité libre (2).

Elargissant les pouvoirs d'action locale, la démocratie permettra de constituer une représentation nationale, où se feraient contrepoids le pouvoir central et le pouvoir décentralisé.

Le prolétariat, par la voie de cette action démocratique, reprend sa place dans la nation. Ce mouvement fait perdre beaucoup de sa valeur à la formule marxiste : « le prolétaire n'a pas de patrie » (3). Grâce à la démocratie, l'ouvrier, devenu davantage citoyen, est, « comme électeur, l'égal de tous les autres citoyens, et par cela co-détenteur des biens communs de la nation, » (4).

L'ouvrier, sur qui la collectivité veillera, dont elle ne cessera de s'occuper pour améliorer son sort et pour le faire participer comme il se doit à la richesse nationale, « cet homme-là aura une patrie sans pour cela cesser d'être citoyen de l'univers, tout comme les nations se rapprochent de plus en plus sans cesser pour cela de mener une vie individuelle ».

Mais cet ouvrier se sentira plus attaché à la nation dont il est un membre qu'à la vague communauté universelle, à laquelle il n'est relié que par des attaches idéologiques. Il lui est plus souhaitable de voir son pays prendre la tête du progrès humain que de constater qu'il s'anéantit pour constituer un fragment d'une Cosmopolis mal définie.

Lorsque la social-démocratie allemande aura pris le pouvoir par la force de son extension politique, elle sera obli-

(1) E. Bernstein, *Loc. cit.*, p. 214.

(2) Id., *Loc. cit.*, p. 218.

(3) Id., *Loc. cit.*, p. 245.

(4) Id., *Loc. cit.*, p. 246.

gée de tenir une conduite nationale. Etant le gouvernement, elle sera contrainte d'identifier « les intérêts de classe et l'intérêt national ». Sur ce point, Bernstein se défend d'être animé du moindre sentiment de chauvinisme. Mais un parti de gouvernement a d'autres devoirs qu'un parti d'opposition. Une politique doctrinale motive une attitude de « pure critique vis-à-vis des questions politico-nationales » (1). Le gouvernement demande de faire de l'action socialiste une action nationale, comme elle fait déjà de l'action municipale.

Les questions de politique extérieure conduiront les socialistes maîtres du pouvoir à « ne point rester indifférents en ce qui concerne les intérêts nationaux ». Ils agiront vigoureusement pour assurer la paix par l'arbitrage. Cette attitude pacifique ne doit cependant signifier aucun renoncement en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts allemands. Les intérêts nationaux « sérieux » devront alors être pris en considération, et non la « simple fantaisie ou bien des intérêts particuliers de certains groupes spéciaux sans importance pour le bien général, et parfois même nuisibles » (2).

L'équilibre des puissances joue un rôle considérable dans la politique internationale. Le groupement de certaines nations y est capable de provoquer certaines mesures pacifiques ou d'en entraver la réalisation. Le socialisme allemand devra être présent dans les négociations pour faire triompher le point de vue d'une démocratie ennemie de la guerre (3).

En ce qui concerne la question coloniale, comme les faits nous prouvent que la richesse des colonies apporte à l'Allemagne et à sa classe ouvrière un surcroît de richesse, l'administration des colonies par la nation ne peut être l'objet des condamnations du socialisme, quitte pour lui à en reformer les modalités. Il devra veiller à ce que la civili-

(1) E. Bernstein: *Loc. cit.*, p.-247.

(2) Id., *Loc. cit.*, p. 248.

(3) « Je considère comme légitime la préoccupation de la politique extérieure de l'Allemagne de s'assurer le droit de dire son mot dans des cas semblables... de s'opposer aux mesures commandées par cette politique », id., *loc. cit.*, p. 249.

sation supérieure remplisse les devoirs qu'elle a envers les peuples qu'elle doit éduquer (1).

Telle est la ligne de conduite que doit suivre le socialisme de gouvernement pour réaliser, loin d'un chauvinisme plus ou moins agressif, une action nationale plus profitable à la classe ouvrière que toute l'« avocasserie » de la lutte des classes (2).

(1) On ne saurait méconnaître ce que Jean Jaurès a voulu faire sous prétexte de ne pas apporter de l'eau au moulin nationaliste français, les déviations vers l'impérialisme qu'une telle doctrine a connues dans l'Allemagne d'avant 1914. Gerhard Hildebrand, posant que la prospérité de la classe ouvrière était liée à une marche ascendante de la production et à un accroissement des débouchés territoriaux, s'est fait le propagateur de théories coloniales sans aucun rapport avec le marxisme. « Même du point de vue socialiste, la mainmise sur les domaines coloniaux est devenue une nécessité pour l'Allemagne, comme pour les autres Etats industriels de l'Europe. Tant que des principes socialistes ne pourront prévaloir dans la répartition du domaine colonial, nous avons, nous autres Allemands, fortement désavantagés par rapport à l'Angleterre et à la France, refoulés par l'Angleterre et par la France durant des dizaines d'années, à poursuivre unanimement, s'il le faut, le triomphe des intérêts vitaux durables de notre nation ». (*Sozialistische Monatshefte*, septembre 1911, p. rv.) Hildebrand fut exclu de la social-démocratie, mais ses idées continuèrent à triompher dans les écrits de l'autrichien Hilferding, de l'allemand Max Schippel, de Quessel (La valeur de nos colonies, *Soz. Monatshefte*, 1912, fascicules 18 et 20). Pour eux le marché colonial est indispensable à la prospérité de la métropole qui possède des débouchés et des centres d'approvisionnement utiles, où le socialisme ira planter le drapeau de la civilisation nationale avec laquelle il fait corps (Cf. sur tous ces points : les ouvrages de Charles Andler, et notamment : *Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, éditions de l'Action nationale, s. d.).

(2) Cette attitude, pour n'avoir pas été entièrement adoptée par les congrès de la social-démocratie, a du moins eu une influence considérable sur l'orientation des théories socialistes en Allemagne. Elles se sont incorporé l'idée d'une vie nationale réelle indispensable à l'existence des relations internationales. Georg Vollmar résume ainsi l'opinion moyenne de la social-démocratie : « Assurément notre parti est internationaliste au meilleur sens du mot. C'est un de nos titres de gloire d'avoir lutté toujours, et surtout quand c'était le plus dangereux et le plus difficile, au lendemain de la guerre, contre le faux orgueil de nationalité, et d'avoir placé ce qui unit, ce qui est purement humain au-dessus de ce qui sépare, le national... Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait aussi pour nous des tâches et des devoirs nationaux. Car, quelque cosmopolite que puisse être la pensée d'un homme, il doit reconnaître, s'il n'est pas un rêveur, que les conditions économiques n'agissent pas d'une manière absolue et mécanique, mais que les différences des peuples et des communautés ont des racines profondes... Combattons donc l'orgueil national, le chauvinisme, là où nous le trouvons, et d'un regard vaste plaçons les intérêts communs de l'humanité au-dessus de ceux de ses différents membres; mais, d'autre part, ne nous laissons pas entraîner à une négation insensée d'une vie nationale légitime, saine, et des devoirs qui en naissent pour nous. Evitons aussi bien la présumption nationale que l'autre exagération, celle qui consiste à nier la nation et à s'injurier soi-même ». (Les devoirs prochains de la social-démocratie allemande, deux discours prononcés à Munich les 1^{er} et 6 juin 1891, cités par Edgard Milhaud : *La Démocratie socialiste allemande*, p. 263 et 264.

§ 2. — Jean Jaurès:
La synthèse de la nation et de l'internationalisme

Il devait appartenir à ce grand esprit du socialisme français que fut Jean Jaurès de remettre en leur place les notions apparemment contradictoires de patrie et d'internationalisme. Alors que les suiveurs de son parti cherchaient en toutes occasions à tenir fidèlement une ligne de tendances cosmopolites, Jaurès crut à maintes reprises, mu par un sentiment profond et sincère, devoir affirmer que l'internationalisme n'est pas exclusif de l'idée de patrie. Pour lui, ces deux notions ne s'éliminent pas nécessairement l'une l'autre, mais au contraire se combinent et se postulent mutuellement. Son idéalisme historique le conduisit naturellement à ne pas rejeter tous liens avec la patrie française, dont il avait sucé le lait spirituel en même temps qu'il avait grandi dans l'esprit socialiste. Une « tendance symphonique » pousse ce « conciliateur » à allier l'amour de la patrie au culte du genre humain. Il n'y voit pas deux tendances antagonistes, dont l'une doit en fin de compte obtenir l'avantage intégral. Français, il croit au rôle de la terre qui l'a vu naître, à la mission éducatrice du peuple parmi lequel il grandit. « La France, écrit-il en 1893, dans la *Dépêche de Toulouse*, et une France libre, grande et forte, est nécessaire à l'humanité. C'est en France que la démocratie est parvenue à sa forme la plus logique : la République ; et si la France baissait, la réaction monterait dans le monde (1). »

Quelques années plus tard, une vue d'ensemble sur le socialisme l'amène à préciser ses idées sur ce point (2).

L'essence du socialisme, c'est la liberté. Son but tend à libérer l'individu, qu'il considère comme « la fin suprême » (3). Il est une partie composante de l'humanité, qui n'a pas « une sorte de valeur mystique et transcendante » ; elle n'est faite que « de toutes les énergies humai-

(1) Cité par G. Pirou : *Les Doctrines économiques en France depuis 1870*, 2^e édition, p. 62.

(2) Socialisme et liberté, dans la *Revue de Paris*, décembre 1898.

(3) J. Jaurès, *Loc. cit.*, p. 500.

nes » (1). C'est de ce point de vue de l'affirmation de la valeur intrinsèque et dernière de l'individu que doivent être résolus, selon Jaurès, deux grands problèmes, celui de la famille et celui de la patrie. S'attaquant à la question nationale, Jaurès la résout par deux ordres de considérations. Le premier est d'ordre économique. Le socialisme futur doit être une organisation, s'appuyant sur des unités de production de plus en plus vastes. Parmi elles, la nation se présente dès aujourd'hui comme une réalité dont on ne peut impunément faire abstraction. « L'unité nationale est la condition même de l'unité de production et de propriété, qui est l'essence même du socialisme (2). »

D'autre part, loin de croire, à la façon de Karl Marx, que la révolution sociale éclatera par un fatal concours de circonstances dans tous les pays à la fois, l'idéalisme historique de Jaurès le pousse plutôt à croire à une extension progressive du régime socialiste. Les vieux cadres ne se briseront pas à la fois dans tous les pays. Le mouvement ira se propageant de nation en nation, au fur et à mesure que leur état social les rendra aptes à se constituer suivant un régime socialiste. « Toute l'humanité, dit-il, n'est pas mûre pour l'organisation socialiste, et les nations en qui la révolution sociale est préparée par l'intensité de la vie industrielle et par le développement de la démocratie, accomplissent leur œuvre sans attendre la pesante et chaotique masse humaine (3). » Les nations sont des « systèmes clos », des « tourbillons fermés dans la vaste humanité incohérente et diffuse ». On doit tout attendre, sans y porter atteinte, de leur rayonnement propre, de leur « lumière distincte » pour la réalisation du socialisme. Celui-ci se fera selon une cadence appropriée, se réalisant à un stade national, avant de s'étendre à l'humanité universelle. Et même lorsque ce stade cosmopolite sera un jour atteint, il y aura lieu de ne pas rejeter les nations. Elles resteront « des points de repère et des

(1) J. Jaurès : *Loc. cit.*, p. 501.

(2) Id., *Loc. cit.*, p. 504.

(3) Id., *Loc. cit.*, p. 504.

points d'appui » pour éviter qu'on ne se perde « dans le diffus et dans l'indéfini ».

Au surplus, toute l'histoire remonte au cerveau de celui qui juge sainement le rôle de la patrie, pour lui montrer qu'elle n'est pas un mot vide de toute substance. Ceux qui font appel à l'étranger, « en violentant la France », proclament eux-mêmes qu'ils ne sont plus que le passé. Le socialisme doit se servir des aspirations nationales de la démocratie, de toute l'évolution capitaliste, qui lui ouvre la route.

De telles idées n'étaient pas proclamées sans danger par un chef socialiste à un moment où, en France, l'idée de revanche n'était pas encore bien éteinte, où le nationalisme fleurissait. Pris entre ses adversaires chauvins et ses amis tout bouillants d'internationalisme, négateur de la patrie, Jaurès se dresse pour concilier des tendances opposées. La patrie ne lui est jamais apparue, comme à certains, sous les traits de la « déesse France », à laquelle devrait être voué un culte exclusif. « Dans le système des idées socialistes, la patrie n'est pas un absolu (1). » Le seul but doit être l'affranchissement de la personnalité humaine. La patrie, et son incarnation juridique, l'Etat, ont pour devoir de discipliner « toutes nos convenances particulières..., tous nos égoïsmes..., toutes nos paresse ». Elle ne se justifie que dans la mesure où elle réalise l'intérêt général, sauvegardant la liberté humaine et la dignité de la personnalité. Sinon, « elle tomberait au passé comme une meurtrière superstition ».

L'Etat, dès aujourd'hui, n'est plus l'expression d'une seule classe. Ce n'est plus « l'Etat bourgeois » tel que le dépeignait Karl Marx dans son *Manifeste* historique. Loin de représenter la volonté politique d'une seule partie de la société, il est l'expression du rapport des classes, de l'équilibre de leurs forces. A chaque instant de l'évolution économique, il marque la montée graduelle et incessante de la classe prolétarienne. On peut le définir comme « l'expression d'une démocratie bourgeoise où la place du pro-

(1) Jaurès: *Loc. cit.*, p. 505.

létariat grandit » (1). La classe ouvrière ne compte plus pour un néant, puisqu'elle s'affirme de plus en plus dans la balance des forces sociales. Elle passe insensiblement de l'état où elle n'était rien à l'état où elle sera tout. L'instruction généralisée, le droit de grève, le droit syndical lui permettent de s'affirmer en temps que force sociale. Demain, la constitution des milices populaires la fera pénétrer au cœur même de la force de l'Etat.

Le prolétariat n'est donc plus en dehors de l'Etat. Il réalise tous les jours un peu plus de son programme de revendications. Et c'est en ce sens qu'on peut dire qu'il n'est pas en dehors de la patrie. Le mouvement démocratique permet aux ouvriers de conquérir l'appareil politique, pour le transformer et acquérir par là une situation plus honorable. Or, partout, démocratie et nationalité se confondent. « Il n'y a jamais de démocratie, si pacifique soit-elle, qui ait pu se fonder et durer si elle ne garantissait pas l'indépendance nationale. Il n'y a jamais eu de nation, si militaire soit-elle, qui ait pu se constituer et se sauver si elle ne faisait pas appel en quelque mesure aux forces révolutionnaires de liberté (2). »

L'idée de nation s'affermir au fur et à mesure que celle de démocratie et d'indépendance sociale se fortifie. La notion de patrie en subit le contre-coup. Car ceux que la révolution a partout libérés du joug de leurs oppresseurs veulent se défendre contre les despotes étrangers, qui leur ramèneraient l'ancien esclavage. Le sentiment patriotique se raffermir du fait de la communauté d'opinions qui relie ces hommes libres et qui tiennent à s'affirmer tels.

Ils se resserrent aussi autour de la patrie, parce que ce sentiment est plus élevé encore que le fait d'un simple attachement à des réalités matérielles, voire à des liens de voisinage.

Les individus humains ont toujours éprouvé le besoin de se sentir liés par des rapports autres que ceux du sang. L'amour du voisin les a toujours portés à se rapprocher pour des raisons plus nobles. Certes, il n'a pas été possible

(1) J. Jaurès : L'Armée nouvelle, *Œuvres*, tome IV, p. 359.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 362.

de créer d'emblée une communauté universelle, une société unique. La vaste terre a imposé à l'homme « la loi de la dispersion ». C'est sous le signe de groupements distincts et différenciés que la vie commune s'est organisée. Une conscience collective n'a pas tardé à naître de ces unités collectives, créée par la communauté des institutions, par un fonds indivisible d'émotions, de souvenirs et d'images. L'histoire, le climat, la communauté des peines et des joies ont modelé une unité qui apparaît même au travers des luttes que peuvent connaître ces groupements. Tous participent à la vie de cette unité sociale, en qui chacun, même le plus humble, même celui qui a la moindre part à ce milieu, aime à se reconnaître.

Certes, on a souvent cherché à créer et à entretenir une confusion « entre la patrie et les formes sociales sous lesquelles longtemps elle se développa » (1). On a affecté de croire que l'intérêt national ne faisait qu'un avec l'intérêt des privilégiés sociaux.

Mais pourquoi ne pas réagir, pourquoi ne pas remettre à sa place exacte cette notion de patrie ? Elle doit à nouveau s'entendre de la volonté de faire participer tous les membres de la collectivité au bien-être social. C'est justement ce que cherche à réaliser le socialisme. Il ne pourra s'instaurer, selon Jaurès, qu'en tenant compte des particularités de chaque pays, qu'en vainquant les difficultés spéciales à chaque nation. « Il n'y a plus d'Icaries. Le socialisme ne se sépare plus de la vie, il ne se sépare plus de la nation. Il ne déserte pas la patrie, il se sert de la patrie elle-même pour la transformer et l'agrandir (2). »

Lorsque le socialisme crie son antipatriotisme, il n'exprime que son hostilité à la forme que revêtent actuellement les nations, à leur volonté de s'affirmer comme des absolus. Le socialisme veut, non la destruction des patries, mais leur réconciliation.

Il lutte pour une organisation, où chaque groupe national tiendrait la place que lui assigne son rôle naturel. Le supérieur suppose l'inférieur et l'ordre international ne

(1) J. Jaurès : *Op. cit.*, p. 371.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 373.

saurait se réaliser qu'en faisant appel à ce que les patries ont de plus noble. La patrie doit être « le miroir vivant où toutes les consciences pourront se reconnaître ». Elle devra être le lieu où l'harmonie des classes se manifesterait, où tous se sentiraient libérés.

C'est vers ce but supérieur que tend le socialisme. Il veut arracher le masque que portent sur leur face les patries actuelles et qui ne sert qu'à dissimuler les intérêts d'une petite poignée de financiers et de militaristes. Faire tourner au profit de tous des réalités et des sentiments sincères qui, aujourd'hui, ne sont que des prétextes pour une bande de profiteurs, voilà la tâche que doivent s'imposer la démocratie et le socialisme. Lorsqu'elle sera accomplie, l'idée patriotique et l'idée internationale ne chercheront plus à s'entre-détruire. Les nations libérées se fédéreront entre elles et créeront une société que garantiront de solides institutions d'arbitrage.

Le prolétariat lui-même se soulèverait si on portait atteinte aux institutions démocratiques qu'il a eu tant de mal à conquérir. La nation, la République, il veut les conserver dans leurs formes les plus pures, comme il veut maintenir l'Internationale dans son expression la plus haute. C'est en ce sens que Jaurès conclut, en des phrases qui sont devenues historiques : « Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'Internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie ; c'est dans les nations indépendantes que l'Internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale, beaucoup de patriotisme y ramène » (1) (2).

(1) J. Jaurès, *Op. cit.*, p. 381.

(2) Cette synthèse a eu de profondes répercussions sur le socialisme français. Son attitude doctrinale actuelle consiste non pas à « nier la nationalité, nier la Patrie », mais à « restituer, d'une part, à la nationalité et à la Patrie leur caractère véritable en empêchant leur accaparement par une classe ou par une coalition d'intérêts internationaux » et, d'autre part, à « canaliser et maîtriser les forces qui tendent aujourd'hui à créer, par dessus les Etats, des organismes nouveaux de vie collective en les empêchant de se développer en instruments de domination et d'exploitation ouvrière », à éviter en un mot que l'intérêt national soit confondu avec l'in-

§ 3. — Le syndicalisme réformiste et l'organisation nationale

Les thèses du syndicalisme réformiste nous apportent un vivant exemple de ce que les contacts des ouvriers et des techniciens avec la vie quotidienne de l'industrie ont pu apporter de modifications aux idées du cosmopolitisme périmé.

Entre l'enquête du *Mouvement socialiste* de 1905 et les idées de Ramsay Mac Donald et de Léon Jouhaux, il y a un abîme que les faits ont creusé. Il marque la limite entre le vieil antipatriotisme et l'antiétatisme périmés, d'une part, et, d'autre part, les modalités nouvelles de l'organisation industrielle, cherchant à grouper toutes les forces vivantes de l'économie nationale et à en faire ressortir l'harmonie dans l'équité.

Ce sont ces idées qui ont conquis le syndicalisme français lorsque, après la guerre, il tenta de remplacer par des formules d'action les vieux « mythes » soreliens qu'il avait mis en tête de son programme une quinzaine d'années auparavant.

Certes, les divisions syndicalistes ont empêché cet effort de porter tous ses fruits. Il n'en reste pas moins un plan organique de la société nationale, qui a servi de modèle au Conseil national économique.

L'expérience de la guerre et de l'après-guerre immédiate incitait la Confédération Générale du Travail, qui avait réussi à faire inscrire les droits du travailleur dans le traité

térêt de la classe au pouvoir (E. Antonelli : La doctrine socialiste, *Revue d'Economie politique*, 1929, p. 1499).

Les hommes politiques qui s'inspirent de ces doctrines, posent que les relations économiques internationales ne doivent pas être considérées comme un but, mais comme une condition de la vie et du développement des économies nationales. C'est l'opinion d'Albert Thomas : « Nous tenons, dit-il, comme une richesse dont profite l'humanité tout entière, à toutes les variétés de civilisation et de culture nationale. Nous n'entendons pas faire de l'économie internationale une fin en soi, mais la condition du développement des économies nationales ». (Rapport au Congrès de la Fédération nationale des Coopératives, mai 1927). M. Paul Boncour se félicite que le socialisme, soucieux des intérêts de chaque pays, soit capable « de combiner le souci des intérêts nationaux avec le sens des choses internationales ». (Discours prononcé à la XVIII^e Section socialiste de Paris, le 23 mai 1928).

de Versailles, à rechercher les modalités d'un ordre nouveau. L'Etat, pendant la guerre, avait pris en mains, pour les nécessités de la lutte, toute l'activité économique nationale, la gérant au gré de l'intérêt supérieur, portant atteinte, quand cela était nécessaire, aux intérêts particuliers. Ce n'est cependant pas au vieil Etat bureaucratique que la C. G. T. fait confiance, mais à un état technique régénéré. L'Etat y devient, comme dans la doctrine travailliste, le faisceau des entreprises privées nationalisées (1).

La propriété de ces entreprises passe à la nation, qui en devient titulaire grâce à une procédure d'éviction contre indemnité. Un capital de base est mis à la disposition de l'organisme public de gestion. Son Conseil d'administration comprend, en nombre égal, des représentants techniciens et ouvriers des agents du service, des représentants des clients de ce service et des représentants de la nation. Il a les pouvoirs financiers les plus étendus et fixera les conditions de travail en accord avec les organisations ouvrières. Quant aux prix de vente des produits, ils sont établis eu égard aux besoins et à la nécessité de leur satisfaction.

L'ensemble des diverses activités nationales doit être groupé sous la direction d'un organisme supérieur, le Conseil national économique. Ses membres, fonctionnaires, techniciens et coopérateurs, ont pour mission de s'attacher à faire de l'organisme où ils siègent un véritable Conseil supérieur de l'économie nationale. Au lieu de l'anarchie actuelle, ils s'efforcent de coordonner les diverses branches de l'économie nationale, en adaptant la consommation aux besoins, en régularisant la répartition, en agissant partout pour que l'harmonie règne dans les rapports économiques.

Assurer dans le cadre national, puis, si faire se peut,

(1) Cf. Maxime Leroy : *Les techniques nouvelles du Syndicalisme*, Paris, Garnier, 1921, X + 212 pages.

Léon Jouhaux : *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, Paris, Edition de la Sirène, 1920, 243 pages.

Roger Francq : *Le Travail au pouvoir. Essai d'organisation technique de l'Etat démocratique*, Paris, Crès, 1920, 198 pages; *L'Economie rationnelle*, Paris, Gallimard, 1929; Les documents bleus, *Notre Temps*, n° 10, 256 pages.

dans le cadre international, l'équilibre des forces en jeu, tel est le but auquel vise la C. G. T. en posant sa candidature au pouvoir. Elle veut instituer une direction générale de l'économie nationale. Son plan d'activité économique démontrera par l'action la solidarité et l'harmonie des éléments de la vie nationale, synthétisera toutes les forces qu'elle rassemble pour faire une « traduction vivante de la France en tant qu'être économique » (1).

(1) Marcel Déat : L'heure du Conseil national économique, *Journal du Commerce* édition spéciale hebdomadaire du 15 février 1934.

CHAPITRE IV

L'INTERNATIONALE ET SES SECTIONS NATIONALES

La fondation par Karl Marx de l'Association internationale des Travailleurs, la dissolution de cet organisme, sa reconstitution et sa persistante action donnent à penser que le socialisme a définitivement vécu sa phase nationale.

Il semble, à première vue, que l'appel des auteurs du *Manifeste communiste* une fois entendu, toute l'activité socialiste se soit vidée de son contenu national pour se transporter sur les cimes supérieures d'un internationalisme à formes cosmopolites, indépendant des contingences et des particularités de chaque pays.

Mais, à l'étude, une conception unitaire et fortement centralisatrice de l'institution sociale internationale apparaît comme ne correspondant pas à la réalité.

La deuxième Internationale, pas plus que la première, n'a pu ignorer que ses membres venaient de nations différentes, que la localisation dans l'espace de leurs intérêts provoquait de profondes divergences de vues. Ce sont ces luttes entre les tendances principales, représentées principalement par les Français et les Allemands, que nous aurons à décrire. Et nous n'y verrons pas seulement que les uns et les autres défendaient une conception particulière, libérale ou autocratique, de l'Internationale. Au cours de ces congrès, ils étaient, qu'ils le veuillent ou non, dans la nécessité de mettre en avant des idées ouvrières qui étaient celles même des nations auxquelles ils appartenaient.

Ces luttes entre théoriciens épris d'idées larges montrent à quel point le sentiment national est profondément ancré dans les esprits. Le fait-nation s'impose, bon gré mal gré, et il est à la base des impossibilités auxquelles les socialistes d'Amsterdam se sont heurtés pour donner à tous les problèmes les solutions internationales en accord avec les prémisses de leurs théories.

Au contraire, la vraie activité du socialisme paraît s'être

réfugiée dans les sections nationales qui composent l'organisme supérieur. Dans chaque pays, les socialistes ont été conduits à adopter des solutions en accord direct avec les faits locaux qui les sollicitent. Pour cela, ils semblent avoir été plus profondément influencés par la tradition de leur milieu national que par les principes cosmopolites. Une étude détaillée du socialisme dans chaque peuple nous montrera cette adaptation de chaque forme de socialisme à chaque caractère national.

**§ 1^{er}. — Le conflit des tendances nationales
au sein de l'Internationale et le triomphe du marxisme**

Le proudhonisme fédéraliste et le marxisme centralisateur ont provoqué dans l'organisation internationale des conflits de tendances qui correspondent exactement au caractère latin ou germanique des adeptes de ces idées.

Les disciples de Proudhon et ceux de Marx ont vu leurs antagonismes se terminer par le succès des derniers. L'Association d'Amsterdam a été, en fin de compte, inféodée à des idées plus allemandes qu'internationales.

L'Association internationale des Travailleurs a trouvé sa source dans les contacts entre ouvriers français et anglais, qui s'étaient noués à l'occasion de l'Exposition universelle de Londres, en 1862. Le gouvernement impérial paya les frais de la délégation ouvrière qui traversa la Manche pour étudier la manifestation britannique. Dès le 5 août 1862, les représentants des trade-unions proposèrent, à l'issue d'une fête, à leurs camarades français, l'établissement de comités « pour l'échange de correspondances sur les questions internationales ouvrières ».

Ces relations cordiales furent continuées et, en 1864, au Saint-Martins Hall, sur l'initiative des délégués français, une résolution fut adoptée pour la constitution d'une organisation internationale, dans le but d'établir entre les travailleurs des relations suivies et « de résoudre les difficiles problèmes qui les intéressent : liberté du travail, libre-échange, association, etc... » (1).

(1) Article du délégué français Tolain, *Opinion nationale*, 2 octobre 1864.

Un comité fut immédiatement nommé, qui prit le titre de Conseil général de l'Internationale. Son siège devait être à Londres. Les Anglais pourvoyaient, en majorité, aux postes de direction. A côté d'eux, la France, la Pologne, la Suisse, étaient représentées par un délégué; l'Italie et l'Allemagne en avaient deux, dont, pour cette dernière, « le docteur Marx ».

Une sous-commission chargée de rédiger les statuts fut nommée. Marx en faisait partie. Il prit dès ce moment à tâche de torpiller l'organisation telle qu'elle existait pour en faire sa chose. Dans ce but, il fallait éliminer toute influence owenienne et proudhonienne, reléguer à l'arrière-plan les conceptions française et anglaise. C'est de cette lutte entre conceptions communiste et mutuelliste qu'est emplie l'histoire des premiers moments de l'Internationale. Les premiers engagements vont se terminer par la victoire des idées franco-anglaises.

Malgré les efforts tentés par Marx pour établir une charte de l'Internationale qui fût le produit exclusif de sa pensée, sa constitution fut élaborée dans un sens démocratique et décentralisateur. Les idées fédératives triomphaient, créant une institution supérieure qui laissait à chaque groupe national son autonomie. Le Conseil général, organe suprême, n'était qu'un moyen de communication entre les diverses sections : ses fonctionnaires n'avaient pas qualité pour émettre des décisions exécutoires (1). Leur rôle était de servir d'intermédiaires entre les travailleurs de tous les pays pour confronter leurs aspirations, sans pour cela pouvoir leur imposer une doctrine particulière (art. 3 et 5 des statuts).

Sur ces bases, l'Internationale se mit à fonctionner dans le sens d'une action strictement ouvrière, débarrassée de tout caractère politique, semblable au syndicalisme actuel. Toute action révolutionnaire était repoussée au profit d'une volonté « de liberté, d'antigouvernementalisme et d'individualisme » (2). C'est alors les idées de Proudhon qui donnent le ton.

(1) E. Fribourg : *L'Association internationale des Travailleurs*, Paris, 1871, p. 20.

(2) Marx à Kugelmann, 9 octobre 1866, *Mouvement socialiste*, 1902, p. 1746.

Le caractère nettement français et mutuelliste des premières années de l'Internationale se marque par l'adhésion que donnent les socialistes aux projets des ouvriers parisiens. Les groupements français influencent nettement les premiers congrès, entre autres celui de Lausanne de 1867.

Les sympathies unanimes vont à ce socialisme organisateur, fondé sur l'idée d'une classe ouvrière prenant en mains l'institution d'une société nouvelle, basée sur le contrat et fondée sur la légalité. Ces vues « libertaires » s'opposent à toute tyrannie étatiste et à toutes les mesures qui se proposent la mise en commun des capitaux, comme l'appropriation collective du sol.

Dans la pensée de ses fondateurs français, l'Internationale ne devait s'immiscer dans la politique d'aucun pays. Son rôle ne consistait point à déchaîner des révolutions ou à renverser des gouvernements, mais bien à améliorer le sort des ouvriers par l'étude approfondie des grands problèmes économiques. C'est ainsi qu'à Genève, malgré toute leur sympathie pour la reconstitution d'une Pologne unitaire et libre, les délégués français demandèrent et obtinrent que le Congrès s'abstînt d'émettre un vote sur cette question.

L'Internationale ne devait s'occuper que des moyens à mettre à la disposition du prolétariat pour pouvoir « conquérir pacifiquement, légalement et moralement la place qui lui appartient au soleil de la civilisation » (1).

Cette prédominance des idées françaises et proudhoniennes ne fut pas sans déplaire fort à Karl Marx, qui s'en ouvrit à la réunion tenue à Londres en 1865, en vue de préparer le prochain congrès de Genève. Ses interlocuteurs étaient les ouvriers français Tolain et Fribourg. Il leur fit part de la haine profonde qu'il avait vouée à P.-J. Proudhon. Dès 1846, il avait écrit contre lui le fameux pamphlet intitulé : *Misère de la Philosophie*. Cinq jours après la mort de Proudhon, le 24 janvier 1865, il avait à nouveau manifesté sa haine pour le socialiste français dans un article du *Sozialdemokrat* de Berlin. A Londres, Karl Marx

(1) Fribourg : *Op. cit.*, p. 1.

fit à Tolain et à Fribourg une sorte de « déclaration de guerre officielle... au socialisme français » (1).

Cependant, il n'opposa pas à sa doctrine un autre exposé systématique. Les vues proudhoniennes triomphèrent à Genève, dans toute leur souplesse, revues avec vigueur par des ouvriers qui refusaient de se laisser endoctriner et qui, sur le conseil même de leur maître, se gardaient de « renoncer à leur propre initiative » (2).

Marx restait attaché à ses idées de lutte des classes. Surtout, il voulait garder la haute main sur l'Internationale. Il combattit pour cela un projet français, qui tendait à l'exclusion des intellectuels, pour ne comprendre dans l'organisation que des travailleurs manuels. L'amendement fut écarté des statuts.

Marx continue à frapper à coups redoublés sur le proudhonisme et les proudhoniens : « La clique proudhonienne parmi les étudiants de Paris prêche la paix, déclare la guerre un anachronisme, les matérialités de vains mots, attaque Bismarck... ils sont tout simplement grotesques » (lettre à Engels, 7 juin 1866). Il leur reproche leur vanité, leur emphase, les dépeint comme les soutiens du régime bourgeois vulgaire.

Ce fut au Congrès de Lausanne de 1867 que l'offensive marxiste contre le socialisme français se déclencha. En sous-main, l'auteur du *Capital* faisait dénigrer les délégués parisiens dans une correspondance envoyée au *Times* par Eccarius, son homme de paille (3). Marx cherche à rassembler à Paris les sections qui pourraient être hostiles aux proudhoniens et servir ses idées (4).

Le Congrès de Bruxelles (1868) marque le succès des doctrines révolutionnaires allemandes. La cause en réside surtout dans le fait que le socialisme français, en butte aux tracasseries gouvernementales, n'avait pu envoyer de délégués au Congrès. Marx s'en réjouit : « Heureusement que nos vieilles connaissances sont sous les verrous » (5).

(1) E. Laskine : *L'Internationale et le Pangermanisme*, Paris, Floury, 1916, p. 18.

(2) Proudhon : *Capacité politique de la classe ouvrière*, p. 74-84.

(3) *Briefwechsel zwischen K. Marx, und F. Engels*, tome III, p. 407.

(4) *Ibid.*, tome III, p. 409.

(5) Lettre à F. Engels, 29 août 1868, *ibid.* tome IV, p. 78-79.

Un projet de banque d'échange, basé le crédit gratuit, fut repoussé par Eccarius, sous prétexte que les pays germaniques et anglo-saxons ne connaissaient pas cette théorie. Au surplus, les plus grands économistes, au nombre desquels Karl Marx, la repoussaient.

C'est ainsi que le Congrès de Bruxelles marque le moment exact où l'Internationale change définitivement de principes, tant au point de vue des théories économiques qu'à celui de l'orientation politique. C'est pendant cette phase de son développement qu'elle abandonne le mutualisme pour le collectivisme (1).

Au quatrième congrès que l'Internationale tint à Bâle, en 1869, on vit se consommer la défaite du socialisme français, sans toutefois que Marx remportât encore une victoire décisive. Ce résultat est dû à la constitution récente de la Sozialdemokratie allemande et la représentation restreinte des tendances françaises.

Les Allemands constituèrent un bloc compact des forces germaniques, rassemblant autour d'eux les socialistes autrichiens et suisses allemands, tandis que le camp antimarxiste groupait tout ce qui n'était pas allemand.

Le vote sur la modification des statuts allait permettre à Marx d'étendre sur toute l'Internationale l'ascendant considérable qu'il exerçait déjà sur le Conseil général. Les pouvoirs de celui-ci furent accrus, en même temps que ses attributions. On lui reconnut « le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société ou groupe », et même de suspendre une section de l'Internationale jusqu'au prochain congrès. De même, il put « décider sur les différends qui pourraient s'élever entre les sociétés ou branches d'un groupe national, ou entre les groupes de différentes nationalités ».

C'était faire du Conseil général un pouvoir quasi-souverain au-dessus des groupes composant l'Internationale. Il sortait de son rôle d'organe de liaison pour devenir l'arbitre suprême entre les sections nationales, à qui il pourrait imposer ses vues. Le maître de ce Conseil devenait une

(1) Préaudeau : *Michel Bakounine*, Paris, Rivière, 1912, p. 83.

sorte de despote, capable de commander au socialisme mondial.

C'était consacrer la mort de l'organisation qu'avaient préconisée les fondateurs français (1).

Marx devenait le véritable maître d'une Internationale qui cessait, dès ce jour, d'être purement ouvrière. Les prolétaires avaient fini de venir discuter entre eux des problèmes d'une organisation qui pourraient rendre leur situation plus favorable. Leur mouvement spontané était mis à la merci d'un système doctrinaire rigide.

L'absolu marxiste s'imposa de plus en plus. Tout le monde le reconnaît. Frédéric Engels (2) fait écho aux socialistes du rang qui voient en Karl Marx un espèce de Dalai-Lama « omniscient, le sage par excellence » (3).

Il n'y eut qu'une seule personnalité pour s'opposer à Marx au sein de l'Internationale : ce fut Bakounine. Entre eux s'institua, à partir de 1870, une lutte qui n'est pas sans rappeler celle qui mit aux prises proudhoniens et marxistes (4).

*
**

La guerre de 1870 fut l'occasion qui permit à Marx de dévoiler son pangermanisme et de mettre l'organisation même de l'Internationale au service de l'Allemagne. Il identifia rapidement le marxisme avec le germanisme, en faisant prendre parti à l'organisation ouvrière dans une question qui aurait dû, d'après ses statuts mêmes, lui rester étrangère.

Dès le 23 juillet 1870, au nom du Conseil général de l'Internationale, K. Marx rédige un manifeste qui devait devenir pour les ouvriers du monde la doctrine orthodoxe au sujet des origines de la guerre. Il y soutient que celle-ci est « du côté allemand, une guerre défensive » (5), tout

(1) Fribourg, *op. cit.* p. 140.

(2) Art. Marx : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, tome VI, p. 602.

(3) W. Liebknecht : *Karl Marx, Zum Gedächtniss*, Nuremberg, 1896.

(4) J.-L. Puech : *Le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs*, p. 225.

(5) *Volkstaat*, 7 août 1870.

en sachant bien que c'était Bismarck qui avait envenimé le conflit (1). Il usa par la suite de toute son influence pour dissuader les ouvriers français de participer à l'œuvre de défense nationale (2).

Cependant Marx se réjouissait de voir que ses conseils n'étaient pas suivis. Cela prouvait l'inorganisation des travailleurs français en même temps que la supériorité de la classe ouvrière allemande. Le triomphe des armes allemandes doit être interprété comme « la victoire du marxisme dans l'Internationale tout entière » (3).

La victoire allemande de Sedan fut un puissant stimulant pour Karl Marx à intensifier son action « pangermaniste » dans l'Internationale. Ce fut l'occasion de renforcer les tendances centralisatrices qui imposaient la fêrule d'un petit comité aux diverses sections nationales. C'est de là que surgit un conflit entre l'esprit allemand et l'esprit latin, soucieux de défendre l'autonomie des organisations ouvrières (4).

L'histoire de la fin de la première Internationale est celle du retrait successif des diverses sections appartenant à des pays non-allemands, qui se mirent les unes après les autres à secouer le joug d'une autorité dont elles ne voulaient pas.

Le branle fut donné par les Fédérations de la Suisse française, qui réclamaient le maintien du principe d'autonomie pour chacune des organisations nationales. L'Internationale devait être le moule dans lequel se coulera la société future.

Or, « comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire? ». La Fédération belge à son tour entra en lutte contre « une société despotique, soumise à un mot d'ordre partant de haut et arrivant à tous ses membres par voie hiérarchique ». Les socialistes espagnols, et même les hollandais, se déclarèrent ensuite partisans de l'autonomie des sections, qui sauvegarderait les conceptions primitives du fédéralisme proudhonien. Malgré les

(1) Cf. Marx à Engels, *Briefwechsel*, tome III, p. 421.

(2) Fribourg, *Op. cit.*, p. 35.

(3) Paul Lensch : *Die deutsche Sozialdemokratie und der Weltkrieg*, p. 27.

(4) Kropotkine : *Autour d'une vie*, p. 396-398.

trigues de Marx et d'Engels pour fonder dans ces pays des sections favorables à leurs idées, le Congrès de La Haye, de 1872, fut marqué par la lutte des partisans de Marx et des représentants des fédérations autonomistes.

Marx ne put s'en tirer qu'en faisant voter le transfert du conseil général de l'Internationale à New-York. Ce qui allait permettre d'éloigner les Latins et de renforcer son rôle répondérant. On exclut également de l'organisation les tenants du proudhonisme, Bakounine et ses amis. Le rôle du conseil général s'affirme de plus en plus. Non seulement il est chargé « de veiller, dans chaque pays, à la stricte exécution des principes des statuts et règlements généraux de l'Internationale », mais encore il a le droit de suspendre des groupes locaux et des « conseils ou comités fédéraux, des fédérations tout entières ».

Cette nouvelle conception amena la rupture avec tous les socialistes hostiles à l'action « toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur quelconque » et qui tenaient essentiellement à l'idée d'une « fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections de tous les pays ». Ils se réunirent à Zurich en un Congrès, dont les décisions avaient peu après été approuvées par les Belges, les Espagnols et les Anglais.

Le Congrès de Genève (1873) marqua vraiment la fin de cette Internationale, soumise aux idées allemandes d'une centralisation brutale.

*
**

Après une éclipse d'un quart de siècle, l'Internationale se reforma. Ce fut à l'occasion du Congrès international de Paris (1900). La social-démocratie allemande joua un grand rôle dans cette reconstitution. Elle était la détentrice de la tradition marxiste qui était devenue une sorte de Bible pour les socialistes de tous les pays. C'est pourquoi elle essaya (et réussit cette fois) de mettre sur pied une forme d'organisation que Karl Marx lui-même n'était pas arrivé à faire vivre longtemps.

Pour les Allemands, l'Internationale devait être une espèce de super-Parlement socialiste dont les décisions devaient

s'imposer aux sections nationales. Ainsi dans cette assemblée cosmopolite seraient débattues les questions qui n'intéressaient que chaque pays en particulier et le monde ouvrier tout entier était appelé à leur donner une solution. L'autonomie des partis nationaux était ainsi définitivement sacrifiée. Un organe exécutif, le Bureau socialiste international, était chargé de veiller à l'universalité de la pratique parlementaire socialiste, en assurant l'exécution des décisions des précédents congrès.

Les Allemands en profitèrent pour mettre la haute-main sur l'organisation. Dès les premiers temps de son fonctionnement, ils imposèrent leurs vues dans la discussion sur la participation au pouvoir. Ils firent « internationaliser » leur propre opinion au Congrès d'Amsterdam (1904). C'était minimiser le socialisme français qui, par la voix de Jaurès, demandait que les socialistes de chaque pays eussent le droit de déterminer, en dehors de toute pression étrangère, la politique qui leur semblerait la meilleure. « Laissez donc chaque peuple, s'écriait-il, déterminer sa tactique à sa guise, selon des circonstances particulières qui vous échappent ! »

Ce fut également à Amsterdam que la social-démocratie allemande imposa aux divers groupes français de faire l'unité sur un programme déterminé. C'est ainsi que la théorie de la lutte de classes, que les Français répugnaient toujours à admettre, fut imposée comme un dogme à un parti qui cessait d'être français pour devenir la « section française de l'Internationale ouvrière ». Il sacrifiait sa tactique réformiste pour s'affirmer « un parti de lutte de classes et de révolution », formant « un groupe unique en face de toutes les fractions politiques bourgeoises ».

Les idées allemandes triomphaient dans le socialisme mondial. Leur force était encore augmentée par l'appoint financier que la social-démocratie, fortement organisée, était en mesure d'apporter aux autres sections (1).

Certains historiens, tels M. Laskine, ont voulu aller beaucoup plus loin encore. Ils prétendent que les socialistes allemands ont manœuvré de telle sorte qu'ils ont abusé leurs

(1) *Humanité*, 20 avril 1911.

frères de classe de tous les pays, faisant de l'Internationale un trompe-l'œil au service de l'Allemagne des Hohenzollern (1). La question est beaucoup trop compliquée pour que nous songions à l'exposer ici.

Si l'impressionnant appareil de textes déployé par cet auteur menait à la démonstration rigoureuse de sa thèse, cela ne pourrait que corroborer une fois de plus l'idée que tout mouvement international dégénère très facilement, même lorsqu'il est socialiste, en mouvement national et parfois nationaliste. La prédominance appartient rapidement à l'un des groupes nationaux qui le composent. L'esprit international, dépassant sans les exclure les frontières et les cultures particulières, est encore loin de s'imposer objectivement à tous, même à ceux qui font profession de le représenter intégralement.

Depuis la guerre, l'organisation socialiste internationale semble avoir beaucoup perdu du rôle qu'elle avait eu avant 1914. Sur les nombreuses questions qui intéressent les divers peuples à la fois, elle ne semble pas avoir de position très affirmée. Il n'y a pas de solution de l'Internationale sur les divers points qui passionnent l'opinion publique mondiale (2).

Au contraire, il paraît que l'I. O. S. réserve sa sollicitude à la classe ouvrière des pays où elle est le plus déshéritée. Malgré elle, elle fait une politique nationale, dans le moment même où les questions s'élargissent et réclament impérieusement des solutions générales.

Sur le problème de la paix et du désarmement, l'I. O. S. ne possède pas de doctrine fortement établie. Elle se trouve ballottée entre les volontés divergentes des diverses sections, qui font corps avec les nécessités des nations où elles vivent.

La vie socialiste semble s'être définitivement réfugiée dans les sections de l'Internationale. C'est dans les cadres nationaux que les problèmes prolétariens sont le plus efficacement étudiés et résolus. Les diverses modalités et les circonstances modèlent l'activité de chaque groupe. Il

(1) Ed. Laskine : *Les Socialistes du Kaiser; La fin d'un mensonge.*

(2) Marcel Déat : *Compte rendu du XXVIII^e Congrès national*, p. 323.

prend ainsi une physionomie particulière, qui le rend conforme aux traits spécifiques du pays où il agit. C'est de ce point de vue que nous allons étudier maintenant les divers partis socialistes.

§ 2. — Les sections nationales de l'Internationale

L'étude des sections de l'Internationale socialiste va montrer que les doctrines socialistes se conforment, quoi qu'on en ait, aux modalités du milieu national où elles se développent. Le socialisme français, le travaillisme anglais, la social-démocratie allemande, l'ouvriérisme belge, ne sont en réalité que des réfractions du socialisme universel dans un prisme national.

Leur étude montrera qu'il n'y a de socialisme que « suivant les peuples ». L'étude de la faiblesse du socialisme aux Etats-Unis ne fera que renforcer cette idée, *a contrario*.

I. — La Section française de l'Internationale ouvrière

Le socialisme français est démocratique. Il puise dans la tradition révolutionnaire de 1789 la formule d'action qui mènera la société nationale de la forme politique à la forme économique de la démocratie. Pour lui, 89 n'a réalisé qu'un travail de démolition. Ça été la fin des abus et des inégalités juridiques de l'ancien régime, la suppression des privilèges. La Déclaration des Droits de l'Homme a proclamé l'égalité juridique des hommes. Elle les a mis sur un même plan au regard de la loi et de l'Etat, par le moyen de l'organisation judiciaire et administrative ; elle a doté tout citoyen du bulletin de vote.

Mais l'égalité économique ne s'est pas trouvée par là même réalisée. Le dix-neuvième siècle a vu naître des forces sociales, créées par une technique dont les hommes de la Révolution ne pouvaient avoir le pressentiment. Une nouvelle féodalité s'est constituée, groupant les « puissances d'argent » et asservissant ceux qui n'ont pour vivre que leur force de travail. C'est la libération de ces nouveaux serfs que veut réaliser le socialisme, en réalisant la véritable égalité, en établissant un juste rapport entre l'in-

individu et la tâche sociale qu'il accomplit. Donner à chaque individu la place que lui assigne son intelligence et ses capacités personnelles, voilà la réalisation véritable à laquelle tend le socialisme français, dans sa volonté de justice et d'égalité dans les rapports entre les hommes (1).

Aussi, toute mesure qui, dans l'état présent de la société, rapproche de cet idéal, a l'assentiment des socialistes. La lutte des classes, de deux classes, reste pour eux un élément primordial de leur théorie. Son aboutissement naturel est la révolution, le grand saut qui fera accoucher la société actuelle de la société collectivisée. Pourtant, il n'y a pas là un appel à la violence et à la cruauté sanguinaire. Les socialistes français veulent créer le faisceau de toutes les activités humaines. Dès aujourd'hui, la forme politique de la nation dans laquelle ils vivent leur permet de jeter les premières bases d'un état social dans lequel plus de justice peut être réalisé. C'est en ce sens que ses adeptes sont réformistes. Jamais ils n'ont fait fi de l'action parlementaire et c'est sur les moyens que leur offre la légalité et son extension qu'ils comptent avant tout pour établir une société conforme à leurs vues. La conquête des municipalités, après avoir été rejetée par eux, est devenue un des buts prépondérants de leur activité.

Veiller toujours de plus près aux intérêts du prolétariat en tenant en mains les moyens d'y porter remède, voilà l'idée-force qui guide la section française de l'Internationale.

La question de la propriété et de sa transformation reste pour elle le problème capital. Cependant elle ne se désintéresse pas de réformes auxquelles les plus orthodoxes des démocrates sont attachés avec ferveur. Assurer à chaque individu le plein développement de ses facultés, c'est lui assurer les moyens matériels de vivre, en protégeant l'enfance contre la mortalité, l'adulte contre la maladie. C'est la lutte pour l'hygiène contre le taudis, la création d'un système d'assurances sociales contre l'imprévoyance et contre l'insécurité de la vieillesse. C'est aussi la constitution de syndicats et de coopératives donnant à l'ouvrier la par-

(1) Léon Blum : *L'Idéal socialiste*, article cité.

ticipation aux entreprises privées. C'est une législation sociale et fiscale, une politique internationale écartant, même au milieu des causes capitalistes de conflit, la guerre et les misères qu'elle crée pour le prolétariat.

Ce mouvement s'est dessiné avec une telle ampleur dans le premier tiers du vingtième siècle qu'on a pu écrire que le parti socialiste français apparaît moins comme une force de subversion et de destruction de la propriété privée que comme « une sorte de sur-radicalisme » (1). Certes, en certaines régions de la France, il a pris au vieux parti républicain une grande part de sa clientèle, de la classe moyenne, de ces petits commerçants, de ces fonctionnaires aisés, qui sentent passer sur eux les abus du système fiscal. D'ailleurs, une évolution du parti radical vers une économie plus étatisée a pu accroître les points de contact entre certains membres et certaines formes de la théorie des deux partis.

Il n'en est pas moins vrai qu'il subsiste des différences profondes entre la politique du radicalisme et du socialisme. Après s'être rapprochés tant en doctrine que dans l'action politique, ils paraissent s'écarter l'un de l'autre. Depuis la fin de l'année 1933, la constitution d'un parti socialiste de France a enlevé à la S. F. I. O. ses troupes les moins intransigeantes quant aux principes, les plus disposées à réaliser le maximum de socialisme possible par les moyens de la démocratie parlementaire.

Le parti socialiste traditionnel s'est rejeté sur sa gauche, renforçant désespérément ses positions marxistes et révolutionnaires, pour s'abandonner à une alliance avec les communistes qui, eux, opéraient sur leur droite un mouvement comparable à celui des néo-socialistes.

Le parti socialiste se révèle actuellement sous les espèces d'un organisme politique, curieusement situé entre le radicalisme et le communisme, qui cherche à réaliser la liberté chère au premier par des méthodes autoritaires qui ne sont pas fort éloignées de celles que le second a mises en œuvre en Russie.

Le dernier congrès du parti nous révèle que ses membres

(1) A. Siegfried : *Tableau des Partis en France*, Paris, Grasset, 1930, p. 162.

se classent en trois groupes : une gauche, une droite et une petite poignée d' « attentistes ». La gauche groupe tous les militants que les insuccès des gouvernements radicaux éloignent du Cartel, qui sont restés fidèles à l'antimilitarisme, à la révolution et à la socialisation de toute propriété. La droite, que la défection des « néos » a rejetée vers le centre, s'inspire de considérations moins absolues : elle est étatiste et n'a que la haine des puissances financières et industrielles, cependant qu'elle ne porterait pas atteinte à la petite propriété, l'artisanat et la petite épargne. Les « attentistes », eux, sont complètement ralliés à l'idée d'un plan, dont la réalisation sauvegarderait entièrement les conquêtes démocratiques dans l'ordre économique. Mais la droite et surtout la gauche du parti n'ont que des sympathies modérées pour une action de ce genre, qui compromet les enseignements du marxisme et risque de décevoir la masse des socialistes.

Ainsi, le socialisme français est actuellement aux prises avec les contradictions qui opposent son groupe parlementaire, agent, malgré lui, d'un socialisme d'action et de réforme, et la masse de ses troupes, plus portées aux formules tranchées. Il apparaît que la solution doive s'en trouver dans la formule d'un socialisme pacifiste, mais intransigeant quant à ses doctrines économiques. Il ne faut cependant pas attendre de lui une description même approximative de la société qu'il édifiera. Suivant la leçon de Marx, « une fois installé au pouvoir, le parti, dominé par le sentiment de sa mission révolutionnaire, ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme » (motion votée par le Congrès national de mai 1934).

II. — *Le Travaillisme anglais*

Le socialisme anglais est original en ce sens que, faisant appel à l'esprit national et aux particularités du caractère national, il n'emprunte rien au marxisme. Celui-ci a pour les Anglo-Saxons le tort d'être une doctrine d'importation et de théorie. Venue de l'étranger, elle se heurte à la faible réceptivité des insulaires aux influences du de-

hors. Pas plus en économie politique qu'en toute autre matière, ils ne sauraient rien emprunter qu'à eux-mêmes. « Marcher son chemin, penser sa pensée, conduire seul ses affaires, c'est tout ce que demande un Anglais » (1).

Par ailleurs, le marxisme se heurte à une aversion foncière du caractère britannique à faire siens les développements dialectiques, à épouser les contours de raisonnements théoriques. « Il y a deux choses, a dit Gladstone, que l'Anglais moyen déteste bien : le papisme et les principes abstraits. » Toute l'algèbre économique, pleine de subtilités de pensée, que développe Marx reste étrangère à des Anglais insensibles — comme la plupart des hommes moyens — aux vérités générales. Pour eux, seule compte la réalisation, la vue nette de l'action à accomplir. Leur réalisme compose mal avec l'abstraction de quintessence du socialisme orthodoxe.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le socialisme anglais revête un aspect pratique tout à fait primordial. Il le doit avant tout à ses origines syndicalistes, qui fait de lui un parti tourné vers les réformes immédiates. De là aussi provient que la psychologie populaire britannique se retrouve intacte dans son aspect socialiste. Le caractère religieux et doucement idéaliste sera à mettre en lumière et en opposition à côté du réalisme fort et pratique du mouvement ouvrier britannique.

*
**

Le socialisme anglais est représenté par quatre partis d'une inégale importance numérique et politique. La Social-democratic Federation, fondée en 1884 par Hyndeman, à l'exemple de la social-démocratie allemande, et d'inspiration marxiste comme elle, n'a jamais compté que quelques milliers de membres. Sur le même plan se trouve la Fabian Society, fondée également en 1884. C'est un petit groupement d'intellectuels bourgeois, partisans du socialisme temporisateur et réformiste (G.-B. Shaw, Sydney Webb et

(1) W. Macneill Dixon : *Poetry and national character*, Cambridge, University Press, 1915.

G. Wells). Le grand organisme socialiste anglais, groupant des forces importantes venues en grand nombre des masses ouvrières, est l'Indépendant Labour Party, fondé en 1893 par Keir Hardie.

Ces groupements n'eurent cependant pas une large audience et, tout en défendant les revendications ouvrières, leurs députés aux Communes mêlaient leurs voix à celles des libéraux. Il faut attendre l'année 1900 pour voir se constituer un vaste parti du travail, le Labour Party. Contrairement aux sections socialistes du continent, il ne réunit pas des individus cherchant à recruter des adhérents par la propagande. Il est né de la réunion d'un certain nombre de syndicats décidés à exercer une action politique. D'office, leurs membres entrent en bloc dans l'organisation nouvelle, en payant une cotisation politique supplémentaire. Il leur faut faire un acte de volonté exprès (*contracting out*) pour s'y soustraire. Aucun membre individuel ne peut entrer au Labour Party, s'il n'est affilié à un syndicat.

La loi conservatrice de 1927 sur les différends professionnels et les *trade-unions* est venu mettre un terme à ce mode d'affiliation automatique au Party, dans le but de restreindre sa capacité financière et sa puissance d'action. Tout syndiqué n'y entre plus d'office. Il faut maintenant une adhésion expresse (*contracting in*). Cette disposition, qui a éloigné du Labour Party les fonctionnaires, à qui défense est faite de se syndiquer, et des ouvriers négligents, a permis, par contre, l'inscription de membres à titre individuel, d'où la possibilité de fusion des divers groupements dissidents.

En outre, un certain nombre de personnalités marquantes, d'origine et de formation conservatrice ou libérale, se sont affiliées au Labour Party et sont même devenues ses représentants à la Chambre basse. C'est le cas d'Olivier Baldwin, fils du premier ministre, et, avant 1932, de sir Oswald Mosley et de sa femme, lady Cynthia, fille de lord Curzon (1).

Cet amalgame quelque peu hétéroclite d'individus venus

(1) Cf. Egon Wertheimer : *Portrait du Parti travailliste*, Revue des cours et conférences, 1929-1930, t. II.

de toutes les classes de la société donne au socialisme anglais sa physionomie particulière. Elle se singularise encore plus lorsqu'on examine l'action de la classe ouvrière organisée.

Il est bien caractéristique de l'empirisme anglais que le travaillisme ait été pendant une vingtaine d'années une force considérable avant de sentir le besoin d'une déclaration de principes. Jusqu'en 1918, son action s'est développée sur le plan de la réalité quotidienne, sans la volonté ferme de la conformer à des principes préétablis.

Tout est pour les socialistes britanniques question de fait, *matter of fact*. C'est pourquoi, avant de réaliser leur système dans le cadre trop vaste de l'Etat, ils ont tenté d'en poser des applications dans le domaine municipal, s'attaquant aux problèmes terre à terre, mais aussi plus faciles à résoudre pour le plus grand bien-être d'une collectivité restreinte (1). Dans ce pays, où la vie communale a toujours été intense, la gestion par les villes apparaît comme la solution idéale aux inégalités sociales. Elle met une sourdine à toute velléité de révolution sociale.

De même en est-il en ce qui concerne la forte tendance travailliste à accentuer le rôle des coopératives. C'est une trace de l'influence owéniste, dans le but de constituer des communautés autonomes ayant la possession coopérative des moyens de production. Si le Labour Party, ayant pris en mains les leviers de commande de l'Etat, a voulu amplifier son action et affirmer ses buts, ce n'est là encore aujourd'hui qu'une façade susceptible d'être modifiée à la dernière heure, pour donner pleine satisfaction aux besoins du moment. Les gouvernements ouvriers n'ont fait en somme qu'amplifier l'œuvre sociale des ministères antérieurs (2). Ils ont agi « sans principes déterminés, se laissant guider par les résultats pratiques, s'inspirant des circonstances du moment, et nullement de l'idéal qu'ils doivent atteindre » (3).

(1) Cf. E. Montet : *Le Socialisme municipal*, Paris, Rousseau, 1901.

(2) Cf. André Siegfried : *La Crise britannique au XX^e siècle*, Paris, Collin, 1931.

(3) Paroles de G.-B. Shaw, citées par A.-P. Verhaegen : *Les Socialistes anglais*, Paris, 1907.

A ce caractère d'empirisme, le socialisme anglais superpose sa tendance religieuse, qui tranche nettement avec l'irreligiosité et même l'anticléricalisme des socialistes du continent. Loin de voir dans les diverses confessions des machines de guerre montées par la bourgeoisie pour mieux asservir le prolétariat et le distraire de la contemplation de son infériorité, les travaillistes restent fidèles à leur foi. Pour eux, il n'y a pas de contradiction fondamentale entre le socialisme et les Evangiles. Il y a même concordance. Aimer son prochain comme soi-même, c'est faire acte de justice, de cet idéal d'équité qui influence plus le Labour Party que les théories révolutionnaires de Marx.

Le travaillisme compte dans ses rangs de nombreux ecclésiastiques, dont beaucoup sont ses candidats et ses députés aux Communes. Même chez les laïcs, la formation religieuse n'est pas annihilée par les tendances socialistes. Arthur Henderson proclame à un meeting, le 17 janvier 1908, l'identité des buts du socialisme et du christianisme. Philip Snowden, Ramsay Macdonald font appel aux Evangiles dans nombre de leurs discours, évoquant Jésus de Nazareth, le faisant acclamer dans des réunions publiques et posant la question de savoir ce qu'il penserait de certains abus du capitalisme.

Plus qu'une doctrine révolutionnaire, le travaillisme se présente comme un idéal, assez analogue à celui de 1848 en France, un appel généreux à la justice, qui ne pourra se réaliser que par la bonne volonté de tous, en s'attaquant aux problèmes vitaux de tous les jours davantage qu'au complexe social impossible à résoudre dans son ensemble.

III. — *La social-démocratie allemande*

En Allemagne, les circonstances politiques ont amené, depuis la fin de la guerre, la social-démocratie à jouer un rôle de tout premier plan dans la politique nationale. Cette tension du parti vers l'action a déterminé chez lui une évolution, d'autant plus caractéristique qu'elle tourne le dos aux idées émises, en 1875, à Gotha et, en 1891, à Erfurt. Le marxisme pur y avait triomphé, dans la pleine vigueur de son internationalisme, basé sur l'idée de lutte des classes. Malgré

Bernstein et David, le revisionnisme avait été battu. Cependant à partir du commencement du xx^e siècle, ce fut lui seul qui guida l'attitude des social-démocrates et leur participation croissante à la vie politique, qui se développa dès les premiers jours de la guerre. Celle-ci fut l'occasion, pour les socialistes d'outre-Rhin, d'affirmer la solidarité du prolétariat et de la nation (1). Cette alliance n'a fait que se préciser depuis la révolution du 8 novembre 1918, qui mit brusquement les destinées allemandes aux mains de la social-démocratie. Son attitude de parti de gouvernement s'est depuis lors affirmée. De là le caractère démocratique et national de son action politique, qui la situe comme un parti national aux contours bien différents des autres sections de l'Internationale.

La social-démocratie s'est avérée, depuis 1918, comme le plus ferme soutien de la jeune république allemande, minée à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche. Elle n'a pas, à elle seule, pu jouer ce rôle, car ses effectifs parlementaires n'étaient pas encore assez importants. D'où des compromis nombreux avec les partis bourgeois du centre et même de la droite. La social-démocratie s'est élevée dès la constitution de l'Assemblée nationale, contre les vagues du bolchevisme révolutionnaire. L'émeute conjurée, elle s'attachera à fortifier les républicains du centre, soit pour s'assurer leur concours dans la formation d'un gouvernement, soit pour négocier les conditions dans lesquelles elle leur prêtera, sur les bancs de l'Assemblée, un appui bienveillant. Les chanceliers Fehrenbach et Cuno, tout comme le chancelier Marx, ont trouvé dans les social-démocrates une opposition conciliante et consciente des problèmes nationaux et internationaux.

L'arrivée au pouvoir de la social-démocratie l'a amenée à reviser de fond en comble son programme socialiste. La socialisation n'est pas, de ce fait, passée dans les lois. Certes, on n'a pu oublier complètement les formules proposées aux électeurs. Mais elles ont abouti seulement au vote de lois de principes, de lois-manteaux (*Mantelgesetze*) qui servaient à re-

(1) Henisch : *Der deutsche Arbeiter und sein Vaterland*, Berlin, 1915.

couvrir des lois concrètes. Ce ne sont là que de vagues formules, des cadres, où rien ne vient ultérieurement s'insérer.

C'est plutôt vers un programme d'économie nationale organisée, institutionnelle, que s'est tournée la social-démocratie. Elle a fait sien le vocable de *Gemeinwirtschaft* mis à la mode par Rathenau (1). Cette économie collective est l'affirmation d'un droit supérieur à l'intérêt individuel et d'un contrôle nécessaire de la collectivité sur les activités libres de l'*Einzelwirtschaft*.

Cette nouvelle conception sociale a inspiré le programme de Goerlitz, de septembre 1921, charte de la nouvelle social-démocratie. La lutte de classe et le matérialisme historique y sont remplacés par des considérations de justice évolutionniste, par l'extension de la notion de « classe ouvrière ». Tout travailleur qui rend service à la société appartient à la social-démocratie. Loin d'être le parti des seuls travailleurs d'usine, elle englobe, à côté d'eux, l'artisan, le paysan, l'employé, l'artiste, le médecin, dont le travail est le gagne-pain. Même le directeur, l'administrateur d'une société anonyme, rentre dans ce groupe de travailleurs, puisqu'il effectue une besogne salariée et utile à l'économie nationale.

L'Etat cesse d'être l'instrument du capitalisme oppresseur pour devenir l'organe de la communauté qui existe entre tous les membres de la société. Il se manifeste dans la vie économique par la part qu'il prend, dans la *Gemeinwirtschaft*, aux entreprises d'économie mixte (*Gemischte Unternehmung*).

Bien plus qu'à un programme nettement socialiste, ça été à un programme de « gauche », radical, que les social-démocrates ont donné leur adhésion. Leur embourgeoisement a été très net. Ses manifestations extérieures ont toutes eu pour but la consolidation du niveau de vie auquel les classes laborieuses avaient atteint. Pour cela, ils ont donné leur adhésion à une politique nettement nationale, se plaçant délibérément sous le signe de l'union des républicains contre tout bouleversement social. Ils ont fait bloc avec les partis du centre pour une revision de la situation internationale créée à Versailles en 1919, et qui ne donne pas satisfaction aux

(1) G. Mohnen : *La Sociologie économique de Walther Rathenau*, Thèse, Nancy, 1931.

aspirations allemandes. Avec eux, ils ont voté le budget de la défense nationale, proclamant que « le ministre de la Reichswehr est plus proche de nous qu'un communiste » (1). Avec eux, ils protestent contre le lourd « tribut » qui met leur pays dans un état d'infériorité économique. Avec eux encore, ils votent les droits de douane qui, s'ils font peut-être monter le prix de la vie, permettent au paysan poméranien de vendre ses produits agricoles à un taux suffisamment rémunérateur.

En fait, la social-démocratie qui, à son origine, était le champion de la lutte contre l'Etat n'a pas hésité à devenir son instrument. Par là, elle n'a pas manqué d'affirmer son caractère allemand, caporalisé, conscient de la solidarité nationale, discipliné, marchant dans le rang. La politique sociale de l'empire bismarckien a obtenu l'adhésion de ces socialistes qui ont vu le bon côté du système légalitaire. C'est dans ce sens qu'ils ont fait faire volte-face à toute leur doctrine. La République allemande et l'Etat qu'elle incarne n'ont jamais eu de rempart plus efficace que ces socialistes démocrates et nationaux.

Cette volonté de la social-démocratie allemande s'est d'ailleurs en fin de compte retournée contre ceux qui la manifestaient. La Révolution hitlérienne de 1933, en assimilant la politique allemande à celle du fascisme anti-libéral, formule qu'ont le plus en horreur tous les socialismes, a causé la ruine du parti allemand. Il a jugé utile de laisser le champ complètement libre aux nouveaux gouvernements et, sans rien opposer de sa force morale à la contrainte brutale, a payé de sa vie même les trop nombreuses concessions qu'il avait consenties au vieil esprit allemand.

IV. — *Le Parti ouvrier belge*

Le parti ouvrier belge puise son originalité dans le fait que, loin d'être un mouvement révolutionnaire issu des nouvelles techniques, des formes modernes du capitalisme

(1) Ludwig Bauer : *La Guerre est pour demain*, traduction Raymond Henry. Paris, Grasset, 1931, p. 87.

et des doctrines qu'elles ont engendrées, il apparaît comme une adaptation prolétarienne des tendances collectives qui se sont toujours affirmées en Belgique.

De tout temps, Wallons et Flamands, épris de liberté, ont cherché à s'organiser dans des communes. Au pays des « sociétés », les hommes se sont toujours rapprochés et là, plus que nulle part ailleurs, gildes et métiers ont groupé les habitants d'une même commune pour réglementer les conditions de travail et protéger les artisans contre la concurrence du dehors.

Dé ces grands souvenirs de l'existence nationale, le socialisme marxiste n'a pu effacer les traits essentiels. Plus qu'à l'aspect révolutionnaire des théories socialistes, les ouvriers belges ont prêté attention à leur aspect positif. Ils se sont attaché au caractère purement associationniste de leur programme pour tirer, en hommes pratiques que sont les gens du Nord, le plus grand profit des formes d'organisation qui s'apparentent à l'aspect traditionnel de leur activité.

Ils ne prêtent pas grande attention aux déclarations subversives du socialisme. Les théoriciens du socialisme belge se rattachent plus à l'école française de Saint-Simon et de Proudhon qu'à Karl Marx, critique dénué de tout plan de réorganisation sociale.

Le socialisme belge, tout comme les communes du moyen âge, est défiant envers l'Etat, antiautoritaire et décentralisateur (1). « A la conception jacobine de l'Etat omnipotent et de la commune subalternisée, nous opposons la conception de la commune émancipée (2). » C'est

(1) Cf. les ouvrages de Vandervelde et notamment *Le Socialisme contre l'Etat*, (Paris, Berger-Levrault, 1918). « Ma thèse, écrit-il, est qu'il faut se garder de confondre le socialisme et l'étatisme, que la création des monopoles et industries d'Etat tient fréquemment à des causes d'ordre technique ou fiscal qui n'ont rien à voir avec les revendications ouvrières et socialistes; que l'accroissement formidable des budgets de la guerre et de la marine est peut-être le principal facteur de ce développement de l'étatisme; que cette étatisation croissante serait de nature à présenter les inconvénients les plus graves, si elle n'était accompagnée de transformations corrélatives dans l'organisation politique de l'Etat et dans l'organisation sociale des industries. » Et aussi : « Entre ce soi-disant socialisme, ce socialisme de guerre et le socialisme véritable, il y a toute la différence qui existe entre une organisation autoritaire et une organisation démocratique de la vie des sociétés ».

(2) De Paëpe : *Mémoires du Congrès de Bruxelles* (t. 3) : Sur l'organisation des services publics dans la commune future.

dans le groupement local que doivent se faire les modifications qui amèneront le corps de ville à légiférer sur toutes les matières aptes à mettre en relief la collaboration de ses membres. Le pouvoir législatif doit être centralisé. Ce sont des corps autonomes de l'agriculture, de l'industrie, du commerce qui, instruits des besoins locaux, doivent y pourvoir en connaissance de cause. Antiétatiste, le socialisme belge revêt une forme municipale très accentuée.

Son aspect positif et son but restreint, dans le temps comme dans l'espace, l'incite à s'occuper des modalités actuelles que la collaboration des hommes réunis dans un même cercle local peut revêtir (1).

Le socialisme belge, loin de rejeter tout lien doctrinal comme le socialisme français, avec les syndicats et les coopératives, tend au contraire à favoriser leur éclosion. C'est le parti qui suscite la création de tous ces organismes qui donnent au vieux mouvement communal un aspect renouvelé.

« Ce sont les multiples applications du principe coopératif qui donnent au Parti ouvrier belge sa physionomie propre, ses caractères originaux. Les mutualités, les syndicats, les unions rurales qui se rattachent aux grandes coopératives de consommation, n'en sont pour ainsi dire que des accessoires, des dépendances, les chaloupes d'un transatlantique (2). » C'est en effet par ses magnifiques réalisations dans le domaine de la coopération prolétarienne que le socialisme belge se propose à l'admiration plus que par le brillant des œuvres de ses théoriciens. Là, le coopératisme est subordonné au socialisme. Le *Vooruit* de Gand est une grande entreprise qui fournit à ses actionnaires ouvriers des produits d'alimentation et du pain en quantité considérable. Le seul caractère coopératif de ses produits transporte d'aise ses fondateurs.

(1) « La démocratie socialiste d'aujourd'hui... n'attend pas les lendemains d'un Grand Soir pour faire œuvre constructive. C'est dans la réalité actuelle qu'elle s'efforce d'incorporer son idéal. C'est par la lutte de tous les jours pour la démocratie, pour la coopération, pour l'organisation syndicale, pour la conquête du pouvoir politique, qu'elle travaille à faire l'avenir. » E. Vandervelde : *L'Alternative, capitalisme d'Etat au Socialisme démocratique*, Paris, 1933, L'Églantine, p. 61.

(2) Louis Bertrand : *Histoire de la Coopération en Belgique ; Histoire de la Démocratie et du Socialisme*, tome II, p. 635.

Partout des « Maisons du Peuple », qui sont pour Vandervelde « l'épine dorsale du socialisme », proposent à l'ouvrier des produits issus de son activité. Les ristournes servent à l'entretien d'une série d'œuvres d'éducation et d'art, qui conviennent particulièrement au caractère associatif du Belge.

Les mutualités socialistes complètent cette œuvre de création quotidienne. C'est ce qui a permis à Louis Bertrand de comparer le Parti ouvrier belge à l'Eglise catholique. Comme elle, il s'occupe de l'homme dès sa naissance, il le convertit à une certaine forme de pensée, le nourrit en lui donnant du travail et veille à la sécurité de sa vieillesse.

C'est à ce caractère pratique et « possibiliste » que participe le socialisme d'Henri de Man et le « plan d'action » qu'il a présenté à la fin de 1933 au Congrès du Parti ouvrier. Il recherche avant tout les modalités d'une action en accord avec l'évolution sociale (1). Par là, il rejoint les traits généraux du socialisme de ce pays, entièrement conforme au caractère national.

V. — *Le Socialisme aux Etats-Unis*

Aux Etats-Unis d'Amérique, le socialisme n'a pas pris cette extension qu'il a acquise dans la plupart des pays industrialisés. Là, au contraire, le capitalisme s'est développé pour la plus grande satisfaction de tous, imposant aux capitalistes aussi bien qu'aux salariés cette philosophie du « service » et des hauts salaires qui détourne de l'idée de lutte de classes.

Cette division de la société en deux clans hostiles est étrangère à l'Américain. Ses ancêtres ont conquis de haute lutte ce vaste pays aux ressources inépuisables. Pour lui, il s'agit encore de batailler pour se faire une place au soleil. Et, pour y arriver, il ne cherche son salut qu'en lui-même, dans ses propres forces, qui vont lui permettre de soumettre les choses à sa volonté. C'est pourquoi les raisonnements théoriques et figés du socialisme n'ont sur

(1) Cf. *Esprit* : revue mensuelle, n° de février 1934.

l'Américain moyen qu'une emprise très relative. En lui, veille toujours le fils du pionnier qui cherche à conquérir par tous les moyens les droits dont il avait été injustement privé. Le dynamisme social lui donne les moyens de se hausser d'échelon en échelon. L'exemple de ces ouvriers devenus chefs de trusts donne à beaucoup de leurs anciens compagnons l'espérance qu'eux aussi pourront accéder à des situations aussi brillantes. Ils ne se dressent pas contre les dirigeants, parce qu'ils pensent le devenir un jour à leur tour.

D'autre part, le fait que tout ouvrier possède sa maison, sa baignoire et souvent son auto, le range immédiatement parmi les soutiens de l'ordre social établi. Il jouit d'un confort étendu et de plaisirs matériels qui le détournent de toute idée de critique envers un système économique, qui donne, somme toute, l'intégralité des satisfactions auxquelles le niveau intellectuel de ce Babbitt du prolétariat peut prétendre (1).

Certes, la sévère crise de 1930 a quelque peu ébranlé cette magnifique situation. Elle n'a cependant pas donné au socialisme l'occasion de s'établir sur des bases plus solides aux U. S. A. Les chômeurs n'ont pas cherché à instaurer un mode d'économie qui supprimerait les mouvements désordonnés des crises. Leur sens pratique et leur volonté de lutte s'est fait jour. En vendant des pommes ou en utilisant les secours des Etats, ils se sont ingéniés à vivre par tous les moyens. On ne trouve même pas, parmi cette « armée du bonus » qui, à l'été 1932, manifeste à Washington, aux alentours du Capitole, un théoricien qui fasse sentir à ces sans-travail la responsabilité de ceux qui prônaient, il y a peu de temps encore, la prospérité. Les mots d'ordre du socialisme ne font pas fortune. Ceux du capitalisme optimiste sont toujours prêts à reparaître, lorsqu'une reprise, même vague, se dessinera.

Bien que la crise ait provoqué un réveil de l'esprit de classe, les chômeurs n'ont pas porté en masse leurs voix au candidat socialiste, mais au président Roosevelt. Sa poli-

(1) Cf. Dr Maurice J. Bonn : *Prosperity, La crise américaine*, traduction française de Blaise Briod, Paris, Grasset, 1932, p. 143 sqq.

tique, qui est un exemple typique d'économie dirigée, a eu pour conséquence de développer l'action des syndicats dans le cadre de la N. R. A. Mais ce syndicalisme revêt un caractère particulier, puisque les organisations ouvrières, les company unions, sont plus des émanations des entreprises que des ouvriers eux-mêmes (1).

(1) Cf. P. Lyautéy : *Révolution américaine*, Paris, Hachette, 1933; H. Dubreuil : *Les codes de Roosevelt et les perspectives de la vie sociale*, Paris, Grasset, 1934, notamment le chapitre V.

SECTION DEUXIÈME

Le Socialisme marxiste et les problèmes particuliers de l'Economie nationale

Les vues doctrinales ne représentent pas l'intégralité du mouvement socialiste. Celui-ci, s'il a toujours maintenu ferme son opposition à une participation gouvernementale, a du moins concouru partout aux travaux législatifs des nations parlementaires. Au sein des assemblées, les groupes socialistes ont dû affirmer le point de vue du prolétariat sur les plus importants des problèmes. C'est leur attitude que nous allons étudier à propos de quelques questions essentielles, celles qui requièrent une solution intimement dépendante de la nation et de sa situation particulière : les problèmes de la protection douanière, de la protection du travail national et de la défense nationale.

Nous verrons que le socialisme, malgré son désir de maintenir ses positions théoriques, est obligé par les faits d'adopter une attitude qui est le plus souvent en conformité avec sa politique nationale. Le prolétariat, lui aussi, a des intérêts à défendre dans le cadre de la nation. Pour que sa vie et ses libertés soient assurés, ses représentants sont contraints de suivre une ligne de conduite qui dément les conclusions du marxisme et qui oriente le socialisme dans la direction de l'économie nationale.

CHAPITRE PREMIER

LE SOCIALISME ET LA PROTECTION DOUANIERE

L'école économique nationale pose en principe que la nation représente un système cohérent de production et de répartition. Le territoire national forme un marché, caractérisé par une technique spéciale et par un niveau des prix à lui propre. La nation n'est pas cependant regardée comme un système clos, pouvant et devant se suffire à soi-même. Elle n'aspire pas à l'autarkie, mais plutôt à l'expansion. Des relations commerciales avec l'étranger sont donc inévitables et mêmes nécessaires, créant un système d'échanges internationaux, destiné à compléter les ressources de chaque économie nationale par celle des autres, à élargir les débouchés de l'industrie nationale (1).

La question se pose de savoir comment la nation doit organiser sa collaboration avec l'étranger pour porter son développement interne au niveau le plus élevé. Il convient d'abord pour elle d'accroître sa puissance productive. Son économie se doit de comprendre toutes les branches qui sont susceptibles de prospérer et d'y réaliser les avantages de l'économie complexe. D'où la nécessité de « béquilles », d'une sorte de « protection de l'enfance » pour les industries jeunes et encore en voie de développement.

Pour les industries mieux assises, le protectionnisme se conçoit encore. Son rôle est alors de les défendre de la déchéance contre des industries étrangères susceptibles

(1) « Il n'est pas raisonnable pour un peuple de vouloir toujours, à tout prix, se suffire à lui-même. Mais il est pour lui parfaitement raisonnable et sage de tirer de lui-même tout ce qu'il peut tirer avec profit ... Au point de vue de l'économie nationale, le but à atteindre doit être de procurer à la nation tous les débouchés extérieurs dont elle peut tirer parti, tous les moyens de production et de consommation qui lui manquent ou qu'elle peut obtenir plus avantageusement au dehors. » L. Brocard : *Principes d'Économie nationale et internationale*, tome II, p. 12.

d'inonder le marché national, par des moyens loyaux ou artificiels, de marchandises écoulées à vil prix. La nation n'est pas nécessairement à même de profiter du surcroît de prospérité que cette production intense procurerait à l'étranger. Elle doit tendre d'abord à sauvegarder son revenu national, à empêcher ses recettes fiscales de fléchir, à écarter le chômage. Il ne faudrait pas en conclure que l'économie nationale mène fatalement au protectionnisme. Il peut se faire qu'elle conduise parfois tout droit au libre-échange, comme elle y a conduit la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle. Quand un pays est pourvu de toutes les ressources qu'il peut utilement développer sur son territoire, quand ses industries ont assez de vitalité pour soutenir efficacement la concurrence étrangère, mieux vaut pratiquer une politique de libre-échange. C'est alors une solution moins paresseuse. Elle met les industries nationales en face des réalités étrangères, les contraint, si besoin est, à comprimer leurs prix de revient. Elle favorise le progrès technique, la baisse des prix, dont la nation profite à tous points de vue. Elle en profite d'autant plus que son libéralisme encourage à l'étranger l'abaissement des barrières douanières.

L'économie nationale mène en conséquence à des solutions opportunistes et réalistes. Le droit de douane ne doit intervenir que pour donner l'impulsion première et contribuer, en cas de nécessité, à soutenir le développement de l'industrie nationale. Son but ultime vise à l'expansion des industries nationales et à leur connexion avec l'étranger grâce à la réduction des prix de revient (1). D'ailleurs, les inconvénients du protectionnisme croissent de jour en jour avec l'extension des rapports continentaux et internationaux. Il faut faire en sorte que la nation ait une politique suffisamment ferme pour que sa richesse ne soit pas compromise par un courant d'échanges internationaux déficitaire. Il faut cependant que son attitude soit assez souple pour n'être pas de nature à lui fermer des marchés étran-

(1) Voir, sur tous les points, L. Brocard : *Principes d'Economie nationale*, tome II, p. 240 à 257.

gers, dont la clientèle lui procurera un surcroît de bien-être.

*
**

Les idées et les intérêts dont s'inspirent les socialistes déterminent deux courants, dont l'un tend vers le libre-échange et l'autre vers le protectionnisme. Le courant libre-échangiste s'inspire à la fois de l'orthodoxie marxiste cosmopolite et d'une défense de l'ouvrier pris en tant que consommateur. Au contraire, une conception quelque peu différente de la lutte des classes et la préoccupation d'éviter le chômage sont les facteurs qui entraînent le socialisme à réclamer des barrières douanières.

Si on envisage le système capitaliste, la société actuelle partagée en deux classes, et qu'on se propose d'affirmer le cosmopolitisme pour nier la nation, on est conduit à repousser le protectionnisme. Il ne fait que garantir l'intégrité économique nationale et maintient l'anachronique division du monde en nations.

Le libre-échange, lui, développe la concurrence et, par là, exaspère les conflits sociaux. C'est en ce sens qu'il est révolutionnaire et que le socialisme doit lui apporter son adhésion (1). La doctrine libre-échangiste est « une réaction contre le patriotisme haineux » ; l'abolition des tarifs « incline fortement au socialisme » (2). Le protectionnisme ne fait que sauvegarder les richesses considérables amassées par quelques privilégiés. N'étant qu'une forme de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, il doit être détruit, si on veut une rapide fin à cette oppression.

L'intérêt présent du prolétariat vient renforcer cette opinion. La protection douanière, en maintenant à la classe capitaliste des profits injustifiés, n'empêche cependant pas les travailleurs d'être réduits au minimum inéluctable, nécessaire à l'existence. Leur salaire, maintenu à un taux très bas, ne leur permet pas d'acquérir des produits vendus à

(1) K. Marx : Discours prononcé à Bruxelles, le 9 janvier 1848.

(2) H. George : *Protection ou Libre-Echange; Examen du tarif en ce qui concerne les classes laborieuses*, p. 419.

un prix artificiellement élevé. La protection, c'est la vie chère; tandis que le libre-échange, c'est l'acquisition possible des marchandises à des conditions accessibles à l'ouvrier. C'est l'amélioration relative de son sort actuel.

Mais, une autre conception du monde capitaliste et de la catastrophe finale conduit d'autres auteurs à se ranger aux côtés des tenants de la protection. Le tarif accentue les inégalités sociales, en faisant les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Il amène la classe dominante à son plein épanouissement et renforce la conscience que doit avoir le prolétariat de son unité.

Selon Engels et Franz Mehring, la classe ouvrière est « intéressée à aider la bourgeoisie à gagner la victoire sur des classes historiquement plus arriérées, afin de n'avoir plus devant elle qu'un seul adversaire pour le dernier combat ».

D'autre part, dans la réalité, le libre-échange ouvre les frontières nationales aux marchandises étrangères. La concurrence élimine souvent les produits de l'industrie nationale qui, dans sa chute, entraîne un avilissement du sort des travailleurs. Le chômage s'en trouve accru. « Les uns y perdent leurs jouissances, les autres leurs salaires » (1). A quoi sert d'avoir à sa disposition des produits étrangers à bon marché si l'on ne possède pas les moyens de se les procurer?

Plus que les conditions théoriques, c'est l'appréciation des nécessités vitales qui a dicté l'attitude des socialistes lorsqu'ils ont eu à prendre position dans la question douanière. Au premier abord, ce n'était pour eux qu'une querelle de bourgeois libre-échangistes contre bourgeois protectionnistes. Mais bientôt, sous l'influence de considérations plus réalistes, ils durent faire droit aux revendications de la classe ouvrière (2). Suivant la situation écono-

(1) J. Renaud : *Revue encyclopédique* publiée par H. Carnet et Pierre Leroux, tome LIV, avril-juin 1832, p. 18.

(2) M. W. Oualid : *Les nouvelles Techniques de la Politique commerciale*. *Revue d'économie politique*, 1933, p. 314; citant le cas d'une intervention en faveur du protectionnisme de la part du représentant socialiste de Limoges, « malgré les vues théoriques libre-échangistes de la C. G. T. », considère une telle démarche comme « une coopération peu fréquente entre patrons et ouvriers ». Les nombreux exemples

mique de chaque nation, ils adoptèrent une politique plus favorable ici au libre-échange, là plus hostile, mais qui, en fin de compte, s'est toujours tournée vers la protection.

C'est l'orientation des diverses sections de l'Internationale dans les principaux pays que nous allons étudier. Elle marquera une fois de plus l'action de la physionomie particulière à chaque nation sur l'aspect local du socialisme.

§ 1^{er}. — L'évolution du socialisme français vers les idées protectionnistes

C'est de l'époque où Jules Guesde sollicite pour ses électeurs l'appui de la protection douanière (1), que datent les « premières sympathies protectionnistes » du socialisme. Elles émanent de ces réformistes qui abandonnent toute idée d'antagonisme contre l'Etat existant. Mieux vaut se servir de l'ordre de choses actuel, afin d'aboutir, par des retouches successives, à un état social qui donnera plus entière satisfaction aux intérêts prolétariens.

La protection, c'est une large brèche ouverte dans la forteresse réputée inexpugnable du libéralisme individualiste. « Nous sommes d'accord, écrit Paul Brousse, avec les protectionnistes bourgeois ; nous enregistrons leur aveu que l'initiative privée se montre incompétente et impuissante et que la société organisée, c'est-à-dire l'Etat, doit intervenir dans l'élevage du bétail comme dans le reste (2). »

Les socialistes voient, d'autre part, dans la protection un moyen de sauvegarder le produit du travail du petit propriétaire agricole. C'est, avant la lettre, le néo-socialisme agraire qui verra son couronnement au congrès de Bordeaux de 1930. Mais la raison véritable est ici qu'on veut attacher le paysan à la terre, conserver à l'ouvrier un salaire convenable en n'accroissant pas l'offre de travail industriel. C'est tout de même, de la part des socialistes, un

que nous citons dans ce chapitre montrent que cette fréquence est plus grande que ne semble le croire cet auteur. Les cas de solidarité « dans une action commune contre les produits étrangers » attestent une unité de vues singulièrement constante des employeurs et des salariés.

(1) J. Guesde : *Le Socialiste*, 25 juin 1897.

(2) Paul Brousse : *Le Prolétariat*, 21 mars 1885.

changement de plan, qui les montre quittant les sphères éthérées de la spéculation pour calquer la législation sur des considérations d'intérêt national. C'est ce qui ressort d'une motion votée par le congrès des socialistes du Gard, tenu à Nîmes, le 14 février 1886.

« Le Congrès..., considérant qu'il n'est pas admissible que l'Etat se désintéresse du sort des millions de cultivateurs français et les livre sans défense aux spéculateurs sur les blés américains, indiens et australiens;

« ...Que l'intérêt des consommateurs n'est pas contraire à celui des producteurs;

« ...Considérant que l'Ecole libérale, impuissante à endiguer le courant dévastateur qui menace les conquêtes les plus précieuses de la Révolution, doit convenir que l'heure de la pleine liberté économique n'a pas encore sonné... » (1).

On ne saurait affirmer avec plus de précision la nécessité d'une protection à caractère national contre des produits importés de l'étranger et la solidarité, dans la nation, des divers groupes sociaux: le consommateur, l'ouvrier et le capitaliste producteur.

L'idée s'affirme, dans les milieux ouvriers, que la sauvegarde des intérêts nationaux est nécessaire, dans l'intérêt même de la classe ouvrière, qu'elle prime tous les sentiments cosmopolites. D'ailleurs, l'étranger se protège par des tarifs douaniers. Pourquoi n'en ferions-nous pas autant. « La protection peut être utile dans certains cas, mais par mesure de réciprocité seulement... Il serait en effet trop naïf d'ouvrir toutes grandes à l'étranger les portes quand lui nous ferme les siennes (2). »

Malgré tout, les bases cosmopolites et libérales de la vieille doctrine socialiste ne sont pas entamées. Désespérément, ses adeptes tentent de s'y raccrocher. Mais les faits sont plus forts que les positions doctrinales les plus fermes. La protection ambiante nécessite une réponse protectionniste. Le plus haut idéal de justice ne saurait pousser à des sacrifices destructeurs. En outre, le tarif, c'est

(1) *Revue socialiste*, 1886, tome I.

(2) *Le Parti ouvrier*, tome XIX, 20 avril 1891.

sûrement la hausse des prix de la vie et on comprend que les ouvriers le repoussent. Mais le libre-échange, c'est la porte ouverte aux produits nationaux payés meilleur marché. C'est la ruine des industries nationales, dont les débouchés intérieurs sont anéantis. C'est la fermeture des usines, le chômage. Sinon, c'est la compression du prix de revient, et de son élément le plus important, le salaire : solutions préjudiciables au prolétariat. Ne vaut-il pas mieux plier la doctrine aux nécessités vitales, adopter un protectionnisme raisonnable, donnant satisfaction aux intérêts de la masse ?

On comprendrait assez que les parlementaires socialistes se fussent prononcé en ce sens, lors des grands débats douaniers qui s'instituèrent à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième devant les Chambres françaises. Leur position doctrinale manque de netteté.

En cette matière, les élus socialistes ne gardent pas une cohésion dont ils font preuve en d'autres occasions. La question du tarif ne compte pas parmi les points importants de leur programme. Ce n'est pas, pour eux, une plate-forme électorale. Au reste, ils ne sont pas incités par les électeurs à traiter comme telle cette question. Elle reste une matière libre, à propos de laquelle la décision demeure soumise aux fluctuations du moment. Le courant d'idées libre-échangistes se heurte plus ou moins aux nécessités vitales d'un protectionnisme plus ou moins accentué. D'où des flottements dans la ligne de conduite ; d'où des irrésolutions telles que l'embarras pousse souvent les socialistes à s'abstenir dans les votes, de crainte de sacrifier la théorie aux contingences quotidiennes, ou inversement.

Ils sont surtout déterminés dans leurs résolutions par cette considération que le protectionnisme contribue à faire monter le prix de la vie. Ainsi on arrive à mettre d'accord la volonté doctrinale et la nécessité du jour. Ce n'est que de façon très timide qu'on verra les représentants de régions industrielles particulièrement éprouvées par la concurrence étrangère voter avec les protectionnistes.

Pendant les grandes discussions douanières de 1891 à 1909, les socialistes ne jouèrent qu'un rôle effacé, n'intervenant pour ainsi dire pas dans le débat, votant con-

tre les projets protectionnistes par crainte du « pain cher ». Au fond, « le parti socialiste unifié n'a point de doctrine sur le commerce extérieur, comme l'a montré son attitude dans la revision du tarif des douanes. Chaque député socialiste a voté suivant les intérêts de certains électeurs de sa circonscription » (1).

C'est ce qu'exprima, à la tribune de la Chambre, le 25 juin 1909, M. Paul-Boncour. Il déclarait qu'il n'était « ni protectionniste, ni libre-échangiste », et qu'il était même prêt à être l'un ou l'autre, suivant les intérêts de ses commettants.

Si les socialistes sont indifférents à ces questions qui mettent alors en émoi la majeure partie du pays, c'est que ce sont là des problèmes bourgeois. Selon Jean Jaurès, « protection et libre-échange ne sont que deux modes de fonctionnement d'une société dont le parti socialiste conteste et veut modifier le principe même » (2). Aucun d'eux ne donne satisfaction au prolétariat.

« Les travailleurs souffrent dans les pays de libre-échange comme dans les pays de protection (3). » C'est pourquoi il faut préférer une solution socialiste. Et celle que proposait Jaurès n'est pas loin de cadrer absolument avec les nécessités nationales. Elle est contenue dans un contre-projet, signé de lui-même et de MM. Millerand, Viviani, Sembat, Vaillant, députés socialistes. Il est ainsi conçu : « Article unique. — L'Etat a seul le droit d'importer les blés étrangers et les farines étrangères. Il les revendra à un prix fixé tous les ans par une loi. Il vendra les farines à un prix calculé sur le prix fixé pour le blé et déterminé aussi législativement ».

Ce contre-projet — qui fut repoussé par 479 voix con-

(1) Yves Guyot : Le Congrès du Free-Trade à Anvers, Discussion de la Société d'Economie politique de Paris; *Economiste français*, 15 octobre 1910.

(2) Cf. encore J. Guesde (*J. O.*, Débats parlementaires, séance du 19 février 1894, p. 273) : « Le socialisme ne distingue pas et ne saurait distinguer entre le libre-échange et la protection, qui ne sont que des façons contradictoires d'entendre ou de défendre les intérêts capitalistes. Et de même que, contre nous, vous cessez d'être libre-échangistes ou protectionnistes pour devenir avant tout et exclusivement les conservateurs de ce qui est; contre vous, nous ne sommes ni protectionnistes, ni libre-échangistes; nous ne sommes et nous ne pouvons être que socialistes ».

(3) Cité par Maurice Hollande : *Op. cit.*, p. 134.

tre 45 — aboutissait en somme à développer très largement les pouvoirs de l'Etat, et à l'appeler à connaître de la situation du marché national, de la production, de la consommation. Investi de ce monopole d'importation, il pourrait, suivant les cas, ouvrir plus ou moins, ou même fermer absolument nos frontières aux produits étrangers. Il serait à même de fixer un cours régulateur, de concilier les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Comment pourrait-on mieux contenter à la fois les divers groupes nationaux, en harmonisant des intérêts en apparence contradictoires? (1).

Plus tard, lors de la discussion générale de 1909, on vit les socialistes émettre des propositions caractéristiques du même esprit. Edouard Vaillant déposa un contre-projet qui tenait réellement compte des différences de coûts de production de nation à nation. Il s'agissait d'établir « une liste unique ou classification suivant leur valeur, leurs prix de revient et coût de production moyens, de toutes les catégories de marchandises et de leurs éléments constitutants ». Elle servirait de base « aux négociations nécessaires, à engager le plus vite possible, avec les divers pays, pour la conclusion de traités de commerce » (art. 1^{er}).

C'est là une intéressante annonce de ce qu'on appellera plus tard « la trêve douanière », consistant à établir les droits de douane à des niveaux minima compatibles avec les divers modes de production nationaux.

C'est également une annonce d'union européenne, d'union douanière continentale, de coordination contractuelle des rapports internationaux. « La France, déclare l'orateur, est dans une situation particulièrement favorable en Europe, pour s'engager dans la voie d'une liberté commerciale progressive (2). » On ne saurait mieux sauvegarder à la fois, en s'éloignant d'un protectionnisme de représailles, les intérêts nationaux les plus légitimes en même temps que la volonté la plus louable de collaboration internationale. C'était « trouver la richesse nationale dans l'entente internationale » (3).

(1) *J. O.*, Débats parlementaires, séance du 17 février 1894, p. 257-263.

(2) *J. O.*, id., séances des 29 juin et 1^{er} juillet 1909.

(3) Discours de M. Chauvière à la séance du 2 juillet 1909.

Enfin, le 9 juillet, la voix de Jean Jaurès se fit entendre pour défendre un projet de résolution suivant lequel : « La Chambre invite le gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence internationale de toutes les puissances intéressées à la réduction graduelle et simultanée des tarifs de douane ».

Cette tâche, que les préoccupations de la défense nationale dans les années précédant immédiatement la guerre rendaient irréalisable, fut reprise au moment où les esprits et les conditions de la vie économique paraissaient devoir favoriser sa mise sur pied. Ce fut l'objet des multiples conférences économiques internationales qui se réunirent entre 1925 et 1930, pour donner un commencement d'existence à la fédération européenne.

Les socialistes, par la bouche d'Albert Thomas, donnèrent leur adhésion à cette œuvre. Certes, ils ne prenaient pas parti, cette fois non plus, entre le libre-échange et la protection. Car « il ne suffit pas, dans l'état actuel du monde, de condamner le protectionnisme rétrograde, de protester contre les barrières nouvelles dont les pays se trouvent entourés », ni de « partager l'optimisme libre-échangiste qui présuppose un milieu économique où de multiples forces élémentaires assurent par leurs réactions mutuelles un ordre naturel ». Il convient cependant, si on veut la paix, de s'affirmer l'adversaire des politiques de lutte. « Aux politiques de combat, nous voulons opposer une politique de paix ; or, il n'y a pas de paix sans organisation (1). »

Mais les faits empêchèrent l'œuvre des conférences internationales d'obtenir des succès que lui souhaitaient les socialistes et les syndicalistes. La crise de 1930 ne tarda pas à provoquer partout un repliement instinctif des économies nationales. Le prolétariat lui-même se joignit à ce mouvement. Le mineur du Nord et le vigneron languedocien, menacés de chômage et de mévente, se joignirent aux producteurs pour demander des mesures législatives doua-

(1) Cité par P. Boivin, G. Lefranc, M. Deixonne : *Révolution constructive*, Paris, Valois, 1932, p. 212.

nières de protection (1). Malgré le caractère pernicieux de leurs initiatives, affirmé par les chefs du socialisme, il fallait courir au plus pressé. En dépit du sens international dont ils se réclament, ils furent contraints par les nécessités de réagir nationalement à des réalités nationales.

*
**

Dans le même temps, la vogue des doctrines protectionnistes s'affirme parmi les membres des syndicats ouvriers français. Ces groupements professionnels se placent au point de vue exclusif de leurs intérêts spéciaux. Leurs décisions ne constituent que des mesures d'espèce, et non pas de principe. Bien au contraire, la doctrine internationaliste et libre-échangiste est sauvegardée jusqu'au bout. On l'affirme toujours, quitte à poser ensuite que des nécessités vitales contraignent à y apporter une entorse passagère. Un projet de résolution du genre de celui-ci, voté au VII^e Congrès national ouvrier de l'industrie textile, en fait foi :

« Considérant que le seul terrain d'action qui soit efficace est celui de la lutte des classes, classe ouvrière et classe capitaliste, en dehors duquel aucune organisation ouvrière ne devrait se placer... Attendu que, quelle qu'en soit la dénomination, l'ouvrier n'en est pas moins exploité par le capitalisme...

« Pour ces raisons, le Congrès déclare : « Que tout en indiquant aux syndicats le danger qu'il y a pour eux à suivre les employeurs dans l'établissement de l'un quelconque de ces moyens de commercer, la Fédération devra observer la plus stricte neutralité, tout en laissant à chacun des syndicats la composant, une entière liberté sur ces points de vue (2). »

Si, en théorie du moins, on peut ne pas s'occuper de la

(1) Intervention de M. Richard Georges dans la discussion de la loi sur la viticulture et le commerce des vins, *Journal Officiel*, 12 juin 1931, Débats parlementaires, Chambre, 1^{re} séance du 11 juin 1931, pages 2947 à 2951; Cf. notamment p. 2949, 4^e colonne, où l'orateur s'élève contre les mesures gouvernementales « regrettables » qui font en sorte « que les vins étrangers peuvent entrer en quantités de plus en plus importantes, alors que nos exportations se ressèntent ».

(2) Cité par M. Hollande, *Op. cit.*, p. 248 et 249.

question douanière, car les ouvriers n'ont pas « à savoir si ce serait à la sauce protectionniste ou à la sauce libre-échangiste qu'ils seraient exploités » (1), les réalités de tous les jours nécessitent une solution. Les ouvriers, craignant de voir les industries qui les emploient fermer leurs portes, font chorus avec les patrons pour demander la protection aux pouvoirs publics. Les intérêts internationaux du prolétariat font place aux intérêts personnels et nationaux des ouvriers français. Pour eux, la première chose est de vivre; philosopher sous le signe de l'universel ne vient qu'ensuite.

Ces tendances ont été particulièrement affirmées par le Syndicat des tourneurs sur bois de Paris, en 1907. Le chômage régnait à cette époque dans ce corps de métier. La raison en résidait dans les salaires de famine qu'acceptaient les ouvriers étrangers, italiens surtout, pour les mêmes besognes. Les fabricants français se contentaient de faire exécuter à Paris, par un personnel restreint, quelques modèles que reproduisaient à des milliers d'exemplaires des ouvriers piémontais et autrichiens. Les importations de meubles art nouveau en bois courbé augmentaient d'année en année. Les tarifs douaniers français étaient insuffisants, étant assis sur le poids de la marchandise, qui est secondaire dans un travail d'art, et non sur la valeur. La seule mesure qui pût mettre fin au chômage alors régnant dans l'industrie parsienne était l'élévation des droits de douane. Les ouvriers se défendaient avec véhémence de toute attache protectionniste (2). La concurrence est l'effet d'une fraude des patrons spéculant sur la différence des salaires. La classe ouvrière ne peut ainsi se résigner « à dégringoler des échelons de civilisation que, par de longs efforts, elle aurait réussi à gravir » (3).

La question fut mise à l'ordre du jour du V^e Congrès national de l'Ameublement, tenu à Brest les 15, 16 et 17 novembre 1907. Certains restaient fidèles au vieil esprit

(1) Paroles de V. Renard au VII^e Congrès national de l'industrie textile (M. Hollande, *ibid.*, p. 247.)

(2) Cf. *L'Ouvrier en meuble*, 15 février 1907.

(3) C. Hutschler : Un syndicat protectionniste, *Revue syndicaliste*, mars-avril 1909.

libre-échangiste, confiants dans l'action des travailleurs étrangers, refusant à l'avenir les bas salaires qui leur étaient offerts. D'autres arguaient de la balance satisfaisante de l'industrie française du meuble pour pouvoir se conformer aux principes. Malgré cela, le Congrès émit le vœu « que les pouvoirs publics établissent des droits de douane *ad valorem* sur les produits ouvrés, que ces droits ne fussent établis qu'après consultation préalable des syndicats intéressés » (1). Le VI^e Congrès national renouvela ce désir, que les députés socialistes unifiés Rognon et Allemane contribuèrent à faire réaliser. Malgré les patrons de Malines, cette action fut approuvée par les ouvriers belges concurrents, qui se solidariserent avec leurs camarades français (2).

La question se présenta dans des termes à peu près identiques pour les ouvriers verriers français. La Belgique, fort bien dotée par la nature pour la production du verre, en était arrivée à tripler ses importations en France entre 1904 et 1907. Ce fut le chômage pour de nombreux ouvriers (3). Sans hésiter, ils demandèrent l'élévation des droits à l'importation, seule mesure capable de limiter les effets désastreux de la concurrence étrangère. Ils s'associèrent ici aux demandes patronales. Mais, si aucune voix ne s'éleva en France pour crier à la trahison des principes socialistes orthodoxes, il n'en fut pas de même en Belgique. Le comité national de la Fédération des gobelettiers belges blâma cette « adhésion aux mesures protectionnistes et réactionnaires » qui rompait les bases de l'unité ouvrière internationale (4).

Ce à quoi les Français répondirent que « l'internationalisme ne veut pas dire duperie des uns par les autres » (5). Au surplus, « à côté des principes internationalistes qui sont le tracé de l'avenir, il y a les situations présentes avec leurs intérêts » (6).

(1) *Ouvrier en meuble*, 15 octobre 1907.

(2) Voir le texte de la lettre adressée au Syndicat de la sculpture de Paris par le Syndicat socialiste de l'ameublement de Malines (*Ouvrier en meuble*, 1^{er} février 1910).

(3) Cf. *J. O.* du 1^{er} décembre 1909, p. 3073 sqq.

(4) Cité par M. Hollande.

(5) M. Delzant : *Voix des verriers*, 15 avril 1909.

(6) Id., *ibid.*, 15 mars 1910.

Cette brève et exacte explication du protectionnisme ouvrier fut encore mise à contribution par les tisseurs de soie de la région lyonnaise. Leurs produits d'art étaient submergés par le flot grandissant de la concurrence étrangère, inférieur en prix et en qualité. Onze sur quatorze des chambres syndicales lyonnaises réclamèrent la protection que la Chambre leur accorda en 1891.

Signalons enfin le cas des mineurs français, que la faveur accordée aux charbons étrangers mettaient en fâcheuse situation. Leur congrès national de Carmaux (1897) vota à l'unanimité un texte présenté par le député socialiste Basly. Il tendait « à réclamer des Chambres la surélévation des droits de douane, conformément au désir de tous les mineurs français » (1).

Bien qu'au congrès de Lens, de 1901, on n'ait pas discuté de tarifs douaniers, de crainte de « se prononcer sur la question si délicate du libre-échange et du protectionnisme », le congrès de Montceau-les-Mines de 1909 se prononça dans le sens de l'élévation des tarifs (2).

L'après-guerre n'a pas fait surgir de telles protestations de la part des ouvriers français. C'est que la période de prospérité qu'ont connue à la fois la bourgeoisie et la classe ouvrière française, jusqu'aux environs de 1930, dispensait les uns et les autres de toute revendication de cette nature. La baisse du franc n'autorisait pas la concurrence des marchés étrangers et les hauts salaires satisfaisaient entièrement les ouvriers.

La stabilisation monétaire et la crise dont la France a été la dernière à subir les effets ont rendu une certaine actualité aux revendications ouvrières d'avant-guerre. Ce n'est pourtant pas sur le terrain protectionniste que les syndicats, épris de paix douanière, se sont placés. Ils ont préféré lutter, politiquement et professionnellement, à propos des questions de concurrence humaine. Ils entendent en effet sauvegarder leurs salaires et leur niveau de vie en protestant contre l'invasion du marché du travail par les ouvriers étrangers, moins exigeants que les ouvriers fran-

(1) *Le Réveil du Nord*, 21 août 1897.

(2) Gemæhling : *Travailleurs au rabais*, p. 283.

çais. C'est à propos de cette question que nous examinerons la politique nationale de leurs revendications protectionnistes.

§ 2. — Le Socialisme anglo-saxon et le protectionnisme

Toute la tradition libérale anglaise se combine avec l'internationalisme pour résoudre la question du commerce international dans le sens du libre-échange le plus étendu.

Cependant l'Australie a été un des premiers pays où le prolétariat ait fait entendre sa voix pour réclamer une protection des produits nationaux, prélude d'une protection du travail national. L'Angleterre n'a pu se résigner à cette politique que beaucoup plus tard, à l'occasion de la crise financière concomittante à la crise économique de 1930.

L'Australie peut être considéré comme le pays où les partis ouvriers ayant réussi à prendre et à conserver le pouvoir, ils ont le mieux réalisé un « socialisme sans doctrines » (1).

Dans ce « paradis des ouvriers », les arguments théoriques n'ont que peu de poids. Alors qu'en Europe on essaie de les mettre constamment en tête de chaque décision prise, aux antipodes, on les ignore, on les fuit. La chose la plus urgente, c'est le bien-être des travailleurs. « L'un d'eux, écrit Albert Métin, que je priais de me résumer son programme, répliqua : « Mon programme ! Ten bob a day ! » (10 schillings par jour) » (2). Les ouvriers australiens, avec ce caractère réaliste poussé jusqu'à l'empirisme qu'ils ont apporté de la mère-patrie britannique, voient avec netteté leur intérêt. Ils le « réalisent » parfaitement et cherchent sans détour à le mettre en action. Sans faire beaucoup de philosophie sociale, ils se sont donné pour tâche de donner à chaque problème les solutions adéquates, se souciant peu qu'elles soient ou non conformes aux principes doctrinaux.

(1) Voir Albert Métin : *Le Socialisme sans doctrines*, 1 vol., Paris, Félix Alcan, 1901.

(2) Albert Métin : *Op. cit.*, p. 256.

Dans ce pays foncièrement agricole en même temps que profondément socialiste, les théories d'Henry George devaient trouver un terrain d'élection propice à leur développement. Mais si George est libre-échangiste et n'accorde à l'Etat qu'un seul revenu, le produit de l'impôt foncier, les ouvriers croient le protectionnisme indispensable au maintien des hauts salaires. Sans crainte d'être taxés de chauvinisme, ils veulent écarter les produits étrangers et rester maîtres du marché local. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'on ne sache pas, à l'occasion, rester fidèle au vieux libre-échangisme manchestérien quand d'autres intérêts sont en cause. C'est ainsi que procède la « colonie-mère » de Nouvelles-Galles du Sud. Son port, Sydney, le plus fréquenté des mers australes, est trop intéressé au commerce international pour voir son trafic diminuer par des droits de douane intempestifs (1).

Ce protectionnisme généralisé se fonde sur une conception sociale entièrement opposée à la théorie de la lutte des classes, sur la conception de la solidarité nationale des classes. Cette « new protection » est regardée comme une solution élégante et définitive des conflits entre le travail et le capital. Ailleurs, les ouvriers exècrent les droits de douane, fauteurs de vie chère, dont le bénéfice va aux capitalistes. En Australie, c'est à ceux qu'on a recours pour contraindre les industriels à partager avec leurs collaborateurs manuels le profit de cette intervention étatique. Un droit d'accise ou taxe de fabrication est exigé pour tous les objets fabriqués en Australie, égal à la moitié des droits de douane qui frappent les produits similaires importés. En sont exempts les industriels qui rétribuent les ouvriers de façon « juste et raisonnable ».

*
**

Le parti travailliste anglais, libre-échangiste fervent, a longtemps eu foi dans les idées anglaises traditionnelles que le protectionnisme effrayait. Le tarif, c'est la hausse

(1) Albert Métin : *Op. cit.*, p. 92.

des prix et la baisse du salaire réel de l'ouvrier. C'est aussi le moyen pour l'industriel de réaliser des profits plus grands, en n'augmentant pas les salaires dans la même proportion que les prix. C'est donc une reécroudescence des atteintes portées au « standard of life » prolétarien, une attaque hypocrite contre les salaires, à en croire M. Philip Snowden.

Mais la tendance protectionniste qui s'est éveillée en Grande-Bretagne a cependant trouvé des résistances au sein du travaillisme. Elle s'y est infiltrée par le chenal des trade-unions et des coopératives. Déjà le second cabinet travailliste de 1929 avait dû, pour des raisons en apparence purement financières, insérer dans son premier budget des dispositions nettement protectionnistes. Il ressuscita les droits Mac Kenna sur les films, les horloges, les montres, les automobiles, les motocyclettes, les instruments de musique, la soie, les dentelles, la coutellerie, les manchons à gaz. Il augmenta même d'un penny par gallon les droits sur la bière (1).

Les événements de 1930 poussèrent le Labour Party à adopter, sinon une politique protectionniste, du moins une attitude défavorable au libre-échange en dehors des limites de l'empire britannique. A la Coopérative Party Conférence de Blackpool, lord Alexander avait fait admettre cette thèse (2), qu'Arthur Henderson reprit au congrès des trade-unions, le 21 septembre 1931. Depuis lors, le parti travailliste, de temps en temps, a repris ses affirmations doctrinales contre les tarifs. Il n'apparaît pas moins que les avantages procurés actuellement par la protection à la Grande-Bretagne et à son empire atténuent singulièrement la portée de ses protestations de principe. L'opinion ouvrière se satisfait fort bien de la douane : son abandon risque de lui faire connaître un sort moins enviable encore.

(1) Cf. P. Boivin : *Op. cit.*, p. 70.

(2) *The Economist*, 4 avril 1931.

§ 3. — La Social-démocratie et la question douanière

La Social-démocratie allemande, de pure tradition marxiste, devait fatalement être le parti ouvrier le plus attaché aux idées internationalistes, partant libre-échangistes. Son attitude sur ce point a, pendant longtemps, été d'autant plus franche que la politique protectionniste du Reich s'est basée sur la sauvegarde des intérêts purement agricoles. Les tarifs douaniers, haussés pour les raisons fiscales qui les faisaient agréer par Bismarck, ont eu pour conséquence un renchérissement général des denrées alimentaires. Ils n'ont pas été sans déplaire profondément aux milieux ouvriers, dont les députés social-démocrates se sont faits les interprètes. Ils ont proposé notamment au vote du Reichstag un tarif, renouvelé des lois somptuaires, qui déchargeait les produits de consommation courante pour peser particulièrement sur les produits de luxe (caviar, champignons, huîtres, parfums, etc...) [1].

Cependant les socialistes allemands n'ont pu maintenir jusqu'au bout la position absolue qu'auraient postulée les principes dont ils se réclamaient. Avec souplesse, ils ont su se plier aux nécessités. Loin de vivre dans l'absolu, ils n'ont pas tardé à voir dans les questions douanières des questions d'espèce, dont la solution dépendait de contingences variables. C'est ce qu'exposait, dès 1875, leur chef Liebknecht, à la tribune du Reichstag. Pour lui, la division du monde en nations, diversement évoluées, est une réalité. Il en tient grand compte pour justifier des droits protecteurs nécessaires. « La protection, le libre-échange, ne sont pas des questions de principe; ce sont des questions pratiques; il faut les traiter suivant la situation à un moment donné. Si on demande des droits protecteurs pour protéger les grands industriels et les grands capitalistes, notre parti sera naturellement opposé à une intervention de l'Etat en ce sens. Mais on peut imaginer aussi une protection douanière pour le travail et pour les travailleurs. Supposons que nous ayons en Allemagne une législation industrielle qui limite les heures

(1) Cf. M. Erzberger : *Sozialdemokratie und Zollpolitik*.

de travail, qui restreigne le travail des femmes, qui supprime le travail des enfants; par suite de ces restrictions, la production serait plus coûteuse que dans les pays voisins, par exemple en Belgique, où des lois semblables, n'existent pas; alors un droit protecteur serait incontestablement justifié en faveur du travail allemand et il aurait l'appui des social-démocrates... (1) ». A Gotha, en 1875, le même Liebknecht reprenait la même idée en déclarant: « Le cas peut se trouver où nous aurions besoin de droits à l'importation pour la protection du travail socialiste contre les pays qui n'ont pas adopté la limitation des heures de travail et n'ont pas soumis le travail des femmes et des enfants à des restrictions raisonnables ». Ceci n'est pas seulement vrai dans la société actuelle. La société transformée par le socialisme devrait aussi connaître la protection pour ne pas voir lâché sur le marché du monde « le fort contre le faible, celui qui est armé contre celui qui est dépouillé » (2). Concluant, comme le fera plus tard Jaurès, que les nations avancées dans la voie du socialisme ne sauraient être la proie des nations arriérées, fortes par les armes ou par les conditions inférieures de vie, le leader social-démocrate déclare: « Il y aurait des droits de douane même dans la cité future ». Quelques années plus tard, Bebel, lors de la discussion au Reichstag du tarif protectionniste de 1879, venait à son tour proclamer l'utilité en certaines circonstances de barrières douanières, montrant qu'il n'était pas de parti-pris un libre-échangiste exacerbé. « Personnellement, dit-il, et dans une certaine mesure, je suis favorable à tel ou tel droit protecteur, en particulier, sinon pour l'ensemble; un droit protecteur peut, dans certaines conditions, être utile et même indispensable à une industrie, et, tout ensemble, à la prospérité du pays (3). »

Ce qu'il reprenait, le 25 février 1881, en affirmant qu'« il peut se trouver que nous tenions pour nécessaire un droit protecteur dans une branche de l'industrie, tan-

(1) 22 novembre 1875, 2^e séance du Reichstag, compte rendu, p. 263.

(2) Le social-démocrate allemand Calwer dans *Le Marché du Travail et les Traités de commerce*.

(3) 5 juillet 1879, 5^e séance du Reichstag, p. 2076.

dis que nous le considérons comme très nuisible et superflu dans une autre ».

D'autres députés, tel Bracke, vont, au cours de la même discussion, jusqu'à affirmer « une véritable harmonie d'intérêts entre employeurs et employés » (1), dans le recours à la protection. Il est vrai que celui-ci devait engendrer le socialisme dans les plus brefs délais. Ainsi l'affirme le député Kayser en défendant à la tribune le droit sur le ter (2).

Les congrès social-démocrates offrent souvent le spectacle de séances où l'unanimité se fait pour poser fermement le principe du libre-échange. Cependant, on lui donne immédiatement une entorse pour satisfaire à certains intérêts, qui nécessitent un certain appel aux droits protecteurs.

Un camarade, à Wyden (1889), vient faire une déclaration qui pourrait trouver sa place sur la plume d'un théoricien d'économie nationale, en affirmant « la nécessité de défendre certains droits protecteurs » et celle de « tenir compte de la séparation des nations, tant que la social-démocratie n'est pas victorieuse » (3).

A Stuttgart, en 1898, une discussion longue et passionnée s'institue sur ce sujet. Le réformiste Schippel, qui devait développer ses théories protectionnistes dans ses *Fondements de la politique commerciale* (1902) demande au parti de laisser à ses membres la faculté de ne pas s'opposer à certaines mesures de protection. Comme Kautsky est venu développer les théories anciennes suivant lesquelles les tarifs douaniers font monter le prix de la vie, une motion nègre-blanc est proposée par Bebel. Elle déclare inutile, en l'état actuel de la production allemande, les droits protecteurs. L'adjonction insidieuse des mots « en général » laisse aux tenants de la protection la faculté de rester fidèles à leurs doctrines, quand ils le jugeront utile (4).

(1) Cité par M. Erzberger, *Op. cit.*

(2) 17 mai 1879, 4^e séance, p. 1278.

(3) Procès-verbal, p. 30.

(4) Protokoll des Parteitage, zu Stuttgart, p. 194-211.

Par ailleurs, les social-démocrates ont fait entendre un écho de la doctrine socialiste française de la protection agricole. Il échet de faire un sort honorable, quitte à voir hausser les prix agricoles, aux travailleurs des campagnes, pour éviter de les voir se ruer vers les villes et faire une concurrence désastreuse au prolétariat industriel (1).

C'est de ces principes que les social-démocrates se sont inspirés, surtout après leur prise du pouvoir en 1919. Ils se sont efforcés de consolider tantôt la situation des ouvriers, tantôt les revenus agricoles, en taxant les produits étrangers.

*
**

Le peu d'exemples d'interventions socialistes ou syndicalistes, dans un sens ou dans un autre, en matière douanière, montrent avec quelle relative indifférence les partis et les syndicats ouvriers considèrent la question du tarif. Ils n'aperçoivent pas dans cette « querelle de bourgeois » combien la concurrence étrangère lie les intérêts prolétariens à ceux des classes dirigeantes. Ils comprennent mieux le danger lorsqu'il se manifeste de façon tangible par la présence à leurs côtés d'ouvriers qui se satisfont d'un salaire moindre.

Alors au « protectionnisme des dirigeants » répond le « protectionnisme de la classe qui travaille » (2). L'un paraît ne protéger que les productions et les bénéfices ; l'autre sauvegarde les salaires. Mais entre les deux faits, il y a une corrélation très étroite. C'est contre des modes de production et de travail différents de ceux pratiqués sur le marché national qu'on veut agir. C'est dans tous les cas une politique économique nationale qu'on pratique.

(1) Déclarations de Vollmar au Congrès de Francfort-sur-le-Mein.

(2) Paul Louis : *La Guerre économique*, Paris, 1900, p. 16, 17 ; Cosattini : *Il protezionismo operaio*, 16 mars 1911, *Critica sociale*, p. 89, 90.

CHAPITRE IV

LE SOCIALISME ET LA PROTECTION DU TRAVAIL NATIONAL

La politique d'une nation à l'égard du travail étranger apparaît comme le corollaire de la politique qu'elle pratique à l'égard des produits d'origine extra-nationale. Les marchandises d'outre-frontière, venant s'offrir sur le territoire national à des prix avantageux, créent une concurrence dangereuse pour les industries indigènes. Elles les mettent en mauvaise posture en les obligeant à baisser les prix de leurs propres produits ou, bien plus, elles les éliminent. Ce qui contribue à créer une crise douloureusement ressentie non seulement par le capital, mais encore par le travail national. On se protège alors contre ce danger de chômage ou contre cette cause de production réduite par le moyen du droit de douane compensateur.

Mais, si les travailleurs étrangers viennent en grand nombre envahir le marché national, un danger du même ordre va naître. Les ouvriers étrangers arrivent de pays d'où l'encombrement les a chassés. Travaillant peu, ou à des conditions modestes, ou peut-être ne travaillant pas du tout par suite du manque de débouchés, ils vont être conduits à chercher un emploi en dehors de leurs propres frontières. Cet emploi, ils ne font pas de difficulté à l'accepter s'il leur procure un minimum de salaire suffisant à leur existence. Leurs besoins seront le plus souvent réduits. Ils viennent de contrées où la vie est dure, où on se satisfait de peu. L'industrialisation encore peu intense n'y a pas apporté encore ce confort progressif au point de vue matériel qu'il a déjà créé dans d'autres nations où la machine a fait son apparition. Une forte natalité y a poussé les familles prolifiques à se contenter pour leurs enfants d'une situation médiocre, où ils ne connaîtront pas les douceurs de la vie moderne. En s'expatriant, ces ouvriers ne

vont demander aux nations qui leur procureront du travail qu'un confort tout relatif, adéquat à l'existence misérable qu'ils ont connue dans leur pays d'origine. Ils en viendront tout naturellement à se satisfaire des conditions de rémunération que les ouvriers de nations plus avancées en civilisation rejetteraient comme incapables de leur assurer la vie.

Les patrons qui offrent le travail sont heureux de trouver des ouvriers à des taux inférieurs à ceux qu'ils paient normalement. Cette invasion étrangère leur procure le moyen d'abaisser, dans des proportions souvent considérables, leurs prix de revient. Si les prix de vente ne baissent pas, leur part dans la répartition se trouvera accrue d'autant. S'ils consentent à les baisser, la demande se trouvera stimulée, la production croîtra et l'intérêt patronal n'y trouvera, en tout état de cause, qu'un appréciable bénéfice.

L'envers de la médaille est constitué par la situation des ouvriers nationaux. Les salaires qu'ils touchaient jusqu'ici les avaient habitués à un étalon de vie supérieur. Chassés des usines par les étrangers, ils ressentiront d'autant plus fortement les conséquences de leur brusque renvoi qu'ils avaient été habitués à une vie plus confortable.

Ils vont naturellement s'émouvoir de cette situation et mettre en action toutes les armes de la lutte pour la vie. Leurs syndicats prendront en mains leurs intérêts. Le législateur, socialiste ou non, avisera aux mesures qui leur permettront de réintégrer l'usine aux conditions pratiquées antérieurement.

Leurs employeurs se rendront compte parfois de la nécessité qu'il y a pour eux de pratiquer une politique de salaires élevés. Les bas salaires réduisent la consommation. Les étrangers, habitués à une vie précaire, n'achètent pas toujours autant que leur nouvelle condition le permettrait. Leur but essentiel est d'économiser, de se constituer un capital qu'ils utiliseront lorsqu'ils seront de retour dans leur pays d'origine.

Que faire pour les travailleurs nationaux, sinon édicter des dispositions législatives qui mettront un frein à l'invasion étrangère ? C'est, semble-t-il, prendre en faveur du tra-

vail, les mesures édictées par ailleurs au bénéfice des pro-duits. C'est faire du « protectionnisme ouvrier ».

Cette action semble en contradiction avec les principes fondamentaux du socialisme. Les travailleurs sont frères; ils n'ont pas de patrie, pas de rapport avec l'économie nationale (1). De là, devrait en résulter que leurs intérêts sont identiques sur toute la surface du globe. Donc pas de barrière, pas de prohibition, pas de contingent. Cette position extrême est en désaccord avec les principes nationaux selon lesquels la localisation géographique, la race créent des hommes diversement civilisés, diversement formés, aux besoins et aux aspirations différents.

La solution socialiste de ce grave problème consisterait à édicter une législation internationale protectrice du travail qui empêcherait l'exode des travailleurs et une législation interne des salaires, obligeant les patrons à rémunérer également les ouvriers indigènes et étrangers et empêchant toute baisse des salaires consécutive à un accroissement de l'offre de main-d'œuvre. Devant la carence des lois nationales et devant les graves impossibilités auxquelles se heurte l'application d'une législation internationale, les syndicats et les partis socialistes ont dû prendre une attitude qui a toujours été en complet accord avec les conclusions des économistes nationaux. Ils ne maintiennent pas que l'ouvrier doive connaître une condition toujours inférieure, afin d'aggraver la discordance économique des deux classes en présence et de favoriser l'arrivée de la révolution.

Pour eux, les intérêts prolétariens immédiats sont plus dignes de considération que l'expectative d'un bouleversement social. C'est à juste titre qu'ils prennent en charge la protection des travailleurs nationaux en face de l'invasion étrangère. Si le travail est la source de toute richesse, il arrive que son offre excessive amène la ruine de ceux qui en vivent. Ce sont les efforts à caractère national des divers partis ouvriers que nous allons étudier.

(1) Discours de M. Beaugrand : « Nous voulons les mêmes droits pour nos frères de classe étrangers que pour les ouvriers français. (*J. O.*, débats parlementaires, Chambre, 1^{er} décembre 1931, p. 4547, 1^{re} colonne.)

Il serait d'ailleurs imprudent de généraliser en cette matière. La constitution des diverses économies nationales réclame des mesures appropriées à chaque situation.

Dans les pays où l'offre de travail est faible, où les ressources sont d'une abondance telle qu'elles nécessitent, pour leur mise en œuvre, le concours du travail étranger, les ouvriers nationaux n'ont rien à craindre de la collaboration des travailleurs venus du dehors. De même concluent au libre-échange ouvrier les nations dont la natalité est particulièrement élevée et dont le sol n'offre que de maigres ressources. Ils doivent envoyer l'excédent de leur population au delà des frontières pour y trouver sa subsistance. C'est pour cela que leurs travailleurs s'insurgent, au nom des principes orthodoxes, contre les obstacles à l'importation de la force de travail.

Une deuxième catégorie de nations adopte une politique opportuniste. Ce sont les pays qui, au temps de la prospérité, ont besoin de travailleurs étrangers, et qui, la crise venue, entendent réserver à leurs nationaux la préférence sur leur propre marché du travail.

Enfin, nous verrons une catégorie de nations réclamer en tout temps le monopole de l'emploi dans leur pays pour leurs travailleurs, afin de leur assurer la liberté du marché et de conserver intact le « standard of life » que leurs efforts leur ont assuré.

§ 1^{er}. — Les revendications du libre-échange ouvrier

Les prolétariats appartenant aux pays d'émigration ont une attitude qui s'oppose nettement à la protection du travail national et aux restrictions à l'immigration. Leur position libérale est commandée par le fait qu'ils font partie de nations surpeuplées, qu'ils demandent des débouchés à l'extérieur. Ils se dressent contre la politique exclusiviste des pays qui cherchent à sauvegarder les conditions de vie des travailleurs indigènes. Les socialistes de cette catégorie partent d'ailleurs, comme ceux auxquels ils s'attaquent, du principe de la lutte des classes. Mais tandis que chez ceux-ci le principe conduit à une conclusion protectrice du salaire de la classe la plus déshéritée, ils mènent chez

ceux-là à lutter contre des barrières législatives jugées intempestives.

Ces pays, où la natalité est particulièrement élevée et où le sol n'offre que de maigres ressources, doivent envoyer l'excédent de leur population trouver sa subsistance au-delà des frontières nationales. Toute mesure de protection risque de compromettre le sort de leurs travailleurs.

C'est le cas des socialistes des pays pauvres, encore peu industrialisés, en particulier les Italiens, les Hongrois, les Polonais, les Japonais. Le rapport de la Confédération général du Travail italienne, dirigée par les socialistes, qui le présentèrent au congrès de Stuttgart (1908), contenait une protestation contre les tendances du protectionnisme ouvrier et le délégué italien à ce congrès s'écrivra : « Nous sommes contre la politique des restrictions, car nous savons que la faim est plus forte que la loi » (1).

En Hongrie, le socialiste Diner-Denès soumit à une critique sévère la politique des restrictions, contraire au principe marxiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Les Américains, écrit-il, proposent en réalité des tarifs de protectionnisme prolétarien : mais avec un tel système ils subiront le même fiasco que les pays capitalistes. Nous ne pouvons pas examiner la question des salaires du seul point de vue de l'offre et de la demande. Si nous le faisons, nous devrions également lutter contre l'importation de machines agricoles qui engendre beaucoup plus de sans-travail que toute concurrence jaune ou autre. Nous devons donc adopter le principe des communications libres. Une grande partie des ouvriers américains n'est pas pénétrée de la conscience de classe, mais celle des salaires (2).

Les représentants des socialistes polonais émirent également au congrès de Stuttgart une opinion de cet ordre. « Les ouvriers qui quittent leur patrie le font pour échap-

(1) *L'Emigration et l'Immigration italiennes*, note et propositions de la C. G. T. d'Italie, p. 15; compte rendu du Congrès socialiste international de Stuttgart, p. 248 et 249.

(2) J. Diner-Denès : *Auswanderung und Einwanderung in Ungarn*, *Neue Zeit* XXV, n° 45, p. 628; compte rendu du Congrès socialiste international tenu à Stuttgart, p. 239 et 240.

per à la famine. Les ouvriers américains devraient consentir à une diminution de salaires, si cette mesure pouvait sauver la population chinoise et japonaise (1). »

Les socialistes japonais, à l'étroit dans leurs îles, protestent contre l'ostracisme auquel les ouvriers nippons sont soumis en Amérique, en faisant également appel au principe de la lutte des classes. Le socialiste Sakai pose, dans le *Vorwaerts*, du 9 juin 1905, les questions suivantes : « Les principes du socialisme ne doivent-ils être appliqués qu'aux peuples de race blanche et n'existent-ils que pour défendre les intérêts de ces derniers ? Est-ce que le socialisme existe exclusivement pour défendre les intérêts d'une seule race ? »

Au congrès de Stuttgart, le délégué japonais Kato stigmatisa la politique des ouvriers des Etats-Unis envers ses compatriotes, en la comparant à celle dont bénéficiaient des travailleurs de race blanche, italiens, slaves, irlandais et juifs, et en soulignant sa partialité. Les ouvriers japonais, selon lui, sont des victimes du capitalisme aussi bien que les autres prolétaires. L'appel « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » a été adressé à tous les peuples. La propagande syndicale et socialiste est, au Japon, des plus difficile, étant donné la répression gouvernementale. C'est donc le devoir des ouvriers américains de prendre en mains l'éducation des ouvriers jaunes, pour qu'ils ne deviennent pas inconsciemment abaisseurs de salaires. Il termina son discours en s'exclamant : « J'aimerais qu'en mes paroles on entendit la voix de l'humanité qui est également la voix du socialisme ». Katayama, un autre socialiste japonais, adressa un appel dans le même sens au socialisme mondial (2), en s'élevant contre ce qu'il nomme une « doctrine de Monroë » de la politique du travail.

On trouve, dans le même sens, des protestations de délégués juifs roumains, appelant l'attention de leurs frères de classe sur l'impossibilité pour eux de trouver du travail, si tous les gouvernements agissent comme le fait le leur (3).

(1) Compte rendu du Congrès de Stuttgart, p. 247.

(2) Katayama, *Neue Zeit*, XXVIII, 2, 19 août 1910, p. 740-742.

(3) B. Gomberg : *Zur Emigrationsfrage*, Genève, 1907, p. 50.

§ 2. — L'opportunisme socialiste et la politique du travail international

Certaines nations, les premières ouvertes à la politique industrielle, sont plus accueillantes aux travailleurs venus de l'étranger. Cependant leur politique n'est pas absolument libre-échangiste. L'admission illimitée des travailleurs étrangers peut faire naître, en certaines circonstances, des craintes justifiées. C'est le cas lorsque l'afflux provoque le chômage ou un abaissement de la condition des ouvriers nationaux.

Ainsi en est-il lorsque les crises économiques nécessitent que le marché national soit plus exclusivement réservé à la main-d'œuvre nationale. Nous en voyons un exemple dans l'attitude des prolétariats allemand et français en face des événements qui rendent indispensable une politique de protection tout au moins relative.

*
**

L'Allemagne possède une structure économique qui la pousse quelque peu à ne pas abuser du protectionnisme ouvrier. Sa forte natalité, surtout dans la période de 1871 à 1914, imposait à sa population une émigration régulière. Cependant, pour que la place de ceux qui quittaient le sol natal ne soit pas occupée par d'indésirables étrangers, il était nécessaire que des mesures restrictives fussent prises.

Ici, comme ailleurs, se manifeste le conflit entre les tendances doctrinales des congrès internationaux et les nécessités pratiques dont les syndicats doivent s'inspirer. Alors que les premiers se prononcent en faveur d'une liberté complète, les seconds, plus attachés aux réalités contingentes, doivent faire une politique peut-être moins absolue, en tout cas plus soucieuse de l'intérêt national des travailleurs.

Kautsky, au congrès social-démocrate de Stuttgart, en 1898, prit la défense des ouvriers appartenant aux nations arriérées et déclara que les socialistes des pays civilisés ne sauraient adopter des mesures restrictives sans mettre

un échec la conclusion du *Manifeste* de Karl Marx (1). Un peu plus tard, il se fit le défenseur d'une complète liberté de déplacement du prolétariat international et des droits de tous les travailleurs étrangers (2).

A l'encontre de ces déclarations, les unions ouvrières et les représentants de la social-démocratie ont souvent exigé des entrepreneurs de travaux publics des contrats les obligeant à donner en premier lieu du travail à des Allemands. Dans certaines villes, les municipalités où le prolétariat est représenté surtout par les ouvriers et les élus des social-démocrates, décidèrent de ne pas confier les travaux publics aux entrepreneurs qui emploient surtout des ouvriers étrangers.

En août 1912, le conseil de la commune de Langenberg, dont la majorité était formée par les social-démocrates, décida de confier les travaux de conduite d'eau à une maison de Weimar, sous condition d'en exclure les travailleurs étrangers. La Fédération des ouvriers mineurs d'Allemagne décida, à son congrès d'Altenburg, au printemps de 1900, de s'adresser au gouvernement pour lui demander d'interdire l'emploi d'ouvriers ne parlant que des langues étrangères. L'Union des ouvriers matelots allemands décida, à son congrès de 1901, de s'adresser au gouvernement impérial pour le prier d'interdire l'emploi de coolies chinois sur les navires allemands, prétendant qu'ils exerçaient une influence fâcheuse dans le sens de la diminution des salaires. M. Emil Fischer défendait, dans la *Neue Zeit*, la réduction à un certain pourcentage des ouvriers de couleur employés sur les navires, estimant que l'ignorance de la langue pouvait être une source de danger en cas de catastrophe. C'est dans ce sens que fut prise la résolution de l'Union des matelots au congrès de Hambourg, en octobre 1907. Déjà, en 1906, au congrès de la social-démocratie allemande tenu à Mayence, le délégué de Hambourg, Hoffmann, matelot lui-même, avait demandé que les ou-

(1) *Protokoll des Parteitage der Sozialdemokratischen Partei Deutschland zu Stuttgart*, 1898, p. 20 et suivantes.

(2) *Neue Zeit*, XXV, 14 août 1907, p. 664.

vriers de couleur ne soient pas admis sur les navires allemands (1).

La représentation socialiste allemande aux assemblées parlementaires a tenu la même attitude protectionniste. En 1907, la fraction social-démocrate de la Chambre des Députés wurtembourgeoise proposa que, pour la construction des gares, seuls les ouvriers allemands soient admis et que les étrangers ne puissent être employés que si la main-d'œuvre allemande ne suffisait pas. La même année, les députés social-démocrates de la Chambre prussienne et du Reichstag protestèrent contre l'emploi en masse des étrangers dans les travaux de prolongement du canal du Nord-Est, où ils devenaient des abaisseurs de salaires. Le social-démocrate Paplow se prononça, au congrès international d'Amsterdam, tout en protestant contre la politique des trade-unions anglais à l'égard des immigrants allemands, contre le principe de la libre immigration sans condition. A Stuttgart, il renouvela ses déclarations, tout en soulignant l'illogisme des Français, qui tenaient les mêmes propos (2). Par la position adoptée au congrès international de Stuttgart, on aurait lieu de croire que la Commission générale des Unions ouvrières allemandes centralisées tend à présumer l'impossibilité d'une solution identique et générale pour tous les pays, sans préjudice pour les intérêts vitaux du mouvement ouvrier dans les diverses nations. Autrement dit, la légitimité des restrictions à l'immigration est justifiable dans certaines circonstances (3).

Quinze ans plus tard, à l'approche d'une grave crise économique, c'est la présence en Allemagne d'un nombre important des travailleurs venus de l'étranger qui a favorisé le succès du mouvement national-socialiste. L'arrivée au pouvoir de Hitler a déterminé, avec la complicité tacite de la social-démocratie, une législation du travail, qui a

(1) Max Schippel : *Die Konkurrenz der fremden Arbeitskräfte; Sozialistische Monatshefte*, septembre 1906, p. 738 à 741; *Ein-und Auswanderung und fremde Arbeiter*, août 1906, p. 638.

(2) Congrès socialiste international de Stuttgart, compte rendu, p. 252 et 253.

(3) *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, 17 août 1907, p. 515.

restreint considérablement l'emploi d'ouvriers déclarés non citoyens du Reich, des juifs tout particulièrement.

*
**

La législation française ne s'est jamais préoccupée d'exclure systématiquement les ouvriers étrangers du marché national du travail. Bien au contraire, les lois ouvrières ne font pas dans notre pays de distinction entre ceux qu'elles ont pour but de protéger. Sous la seule condition de réciprocité, elles s'appliquent à tous ceux qui collaborent à la production nationale.

Les socialistes français se sont plus d'une fois prononcé contre toute limitation de l'immigration des travailleurs étrangers. Sous le prétexte de lutte des classes et de solidarité internationale du prolétariat, leurs discours reflètent la situation privilégiée de la France, pays de faible natalité, où les étrangers peuvent être accueillis sans grand dommage pour le prolétariat national. En 1907, le congrès socialiste de Nancy admit comme seul moyen de combattre le danger que pourrait présenter le paiement aux immigrants d'un salaire restreint, la défense légale d'adopter pour ces étrangers un tarif insuffisant (1). « Nous ne pouvons pas, s'écriait l'année suivante, à Stuttgart, un délégué français, remplacer notre devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » par l'appel suivant : « Prolétaires, chassez-vous les uns les autres ! »

Mais, tout en exprimant ces sentiments généreux, les socialistes français n'en firent pas moins maintes fois des propositions restrictives à l'égard de la main-d'œuvre étrangère. C'est que les circonstances de fait les y poussaient impérieusement. Vaillant, en qualité de conseiller municipal de Paris, prôna, dès 1885, une limitation du travail étranger dans les travaux publics. En 1892, Paul Lafargue soumit à la Chambre une proposition de loi réglementant le travail étranger. Les députés socialistes Chauvin, Coutant et Lavy recommandèrent également un pour-

(1) Compte rendu du 4^e Congrès national de Nancy, p. 539 et 540.

centage limitatif de la main-d'œuvre exotique. En 1894, Vaillant, cette fois en qualité de député, fut l'auteur d'une proposition de loi limitant le nombre des étrangers admissibles dans les travaux publics à 10 % et les excluant complètement dans les entreprises des postes et des casernes.

Par la suite, quelques-unes de ces mesures furent mises en vigueur par un décret de M. Alexandre Millerand, ministre du Travail, représentant du socialisme français dans le cabinet Waldeck-Rousseau. Cet acte gouvernemental du 10 août 1899 réduit à un certain pourcentage le nombre d'ouvriers employés pour les travaux entrepris par l'Etat ou pour le compte de l'Etat. Certes, M. Millerand a été désavoué par son parti pour avoir participé à un gouvernement bourgeois. Mais les ouvriers ont ratifié son œuvre. Particulièrement pendant la grève des ouvriers du port de Marseille, le syndicat a proposé pendant un moment la reprise du travail, tranquilisé par l'engagement des patrons d'afficher le décret Millerand (1).

Au congrès de la C. G. T. d'Amiens, en 1906, les délégués algériens proposèrent de réduire le nombre des ouvriers étrangers à 10 % et de fixer pour eux un salaire minimum. Quand, en 1908, les fileuses de soie réclamèrent une limitation à 10 % du travail étranger, ni les socialistes ni les syndicalistes ne protestèrent (2). Au congrès de l'Union des Syndicats ouvriers du département de l'Aude, le 25 août 1912, des voix se prononcèrent pour la limitation au moyen d'un pourcentage. Ces mouvements d'humeur ne se sont pas traduits par des actes et on pourrait citer autant d'exemples où les ouvriers français se prononcent pour l'admission libre des étrangers.

Mais si, dans ces cas, le prolétariat français n'a cessé de demander l'égalité des droits, en France, pour les travailleurs de toutes les nations, c'est moins dans l'intérêt même des ouvriers étrangers que pour priver le patronat d'un supplément de gain injustifié et pour l'empêcher d'éliminer les travailleurs français au profit d'autres, qui ne bé-

(1) L. de Seillac : La grève des Dockers, *Musée social*, Mémoire, juillet 1901, p. 225.

(2) Cf. les articles de Victor Renard : *L'Humanité*, 24 Mars 1908 et 1^{er} avril 1909.

néficiaient pas des mêmes avantages sociaux. C'est en ce sens que s'exprimèrent les socialistes lors du vote de la loi de 1898 sur les accidents du travail. Ce sont ces mêmes considérations qui poussèrent la Fédération des ouvriers mineurs à adopter, le 4 octobre 1892, à Graissessac, une motion de protestation contre l'exclusion des étrangers de la loi sur les pensions ouvrières (1).

Seule une crise économique grave pourrait être le signal de mesures défavorables aux travailleurs venant de l'étranger. C'est le cas de la crise de 1930, qui s'est fait sentir dans tous les pays. Elle n'a atteint la France qu'avec retard, à partir du printemps de 1931. Les mesures pour y parer ont consisté, entre autres, à réserver le marché national aux ouvriers français. Divers projets de lois ont été élaborés dans ce but, émanant des partis politiques les plus divers. Parmi eux, on n'a pas été peu surpris de trouver une proposition rédigée par le groupe parlementaire de la Section française de l'Internationale ouvrière. Elle était ainsi conçue : « Article premier. — A dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, l'entrée en France des travailleurs étrangers est interdite. Article 2. — Nul ne pourra embaucher de travailleurs étrangers si leur proportion excède, dans une entreprise, dix pour cent. Article 3. — Toutefois, des autorisations particulières pourront être données aux entreprises par une commission paritaire départementale, après avis de l'Office départemental de placement et, s'il y a lieu, du bureau municipal compétent ». Un système de sanctions est prévu aux articles suivants (2).

Les sarcasmes n'ont pas manqué de pleuvoir sur les socialistes français à propos de ce texte que certains ont jugé en contradiction avec l'ensemble de la doctrine socialiste française. Pour les adversaires politiques du socialisme, les idées de la S. F. I. O. se résument en un internationalisme

(1) L. Auvoisin : *Les Ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, Paris, 1905, p. 145-152; P. Saurier : *Les Ouvriers étrangers en France et le risque professionnel*, Poitiers, 1906, p. 36 et 172.

(2) Proposition de loi de M. Ramadier et 107 de ses collègues. Séance du 17 novembre 1931. *J. O.*, documents parlementaires, Chambre, 17 janvier 1932, annexe n° 5858, p. 171.

militant, qui n'a cure des réalités tangibles et des nécessités inéluctables que dicte une politique nationale saine-ment comprise. Nous avons eu l'occasion de démontrer, à propos de multiples questions, combien cette façon d'envisager le socialisme était inexacte, tant au point de vue de la doctrine que de son application aux réalités en régime capitaliste et en régime socialiste. La proposition de loi relative à la protection du travail national ne fait que confirmer cette démonstration. Ce texte est en réalité une application des plus heureuse de l'idée saine-ment comprise de nation. En l'occurrence, les socialistes, pour combattre le chômage, ont réalisé un accord entre les nécessités de la vie des travailleurs nationaux et celle de l'emploi international des ouvriers.

Certes, ils affirment ne pas vouloir faire une discrimination de principe entre nationaux et étrangers. Evoquant la leçon que leur a transmise Jules Guesde (1), ils posent que la fixation d'un salaire minimum, applicable à tous les salariés, serait préférable à des mesures qui compromettent les bases de leur doctrine.

Au surplus, les nécessités bien comprises de la défense nationale postulent que la préférence soit réservée aux ouvriers français. Si, sur le terrain agricole par exemple, il arrivait que les travailleurs étrangers fussent rappelés chez eux par l'éventualité d'un conflit international à la veille de la moisson, notre agriculture serait en fâcheuse posture (2). De même en serait-il pour l'industrie, qui pourrait se trouver momentanément désorganisée si de nombreux ouvriers étrangers venaient à faire subitement défaut.

Les propositions socialistes se sont concrétisées dans la loi du 12 août 1932 sur la protection du travail national. Des décrets fixent de manière souple dans chaque branche la proportion de salariés étrangers qui peuvent y être employés. Le protectionnisme ouvrier n'est pas ainsi définitivement acclimaté en France. La prospérité économique

(1) Jules Guesde : *Cri du Peuple*, 28 août 1885.

(2) Proposition de loi de M. Arthur Chaussy et 95 de ses collègues. Séance du 15 décembre 1933, *J. O.*, documents parlementaires, Chambre, 1934, p. 351.

rétablie incitera tout le monde, et les socialistes en particulier, à revenir à des mesures plus libérales, dont notre économie pourra s'accommoder.

§ 3. — La politique socialiste et le protectionnisme ouvrier

Dans les pays où les socialistes ont participé au pouvoir, ils ont eu le même réflexe protectionniste en face d'une immigration trop abondante. Le souci de maintenir le niveau de vie ouvrier, à l'abri des sous-concurrences étrangères, l'a emporté chez eux sur le respect de la solidarité internationale du prolétariat.

C'est ce qui s'est produit au suprême degré dans les républiques socialisantes d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les mesures prises par les gouvernements socialistes semblent inspirées plutôt par des préoccupations nationales que par des préoccupations sociales. Une véritable politique d'allure parfois xénophobe y est suivie, inspirée par le souci de protéger la race, auxquels de véritables socialistes sembleraient devoir rester insensibles.

Autant qu'à de simples motifs économiques, on a obéi parfois de façon plus ou moins consciente à des considérations anthropologiques, que Gobineau lui-même, le théoricien de l'aristocratie, n'aurait pas désavouées. Il ne s'agit pas seulement de défendre la vie de la nation, de sa classe ouvrière. Il faut avant tout sauvegarder la nation dans sa composition actuelle.

Les démocraties ouvrières d'Australie ont conscience, tout comme les Etats-Unis d'Amérique, de représenter une civilisation originale qu'elles ne veulent pas voir adultérée par l'afflux de populations trop hétérogènes incarnant une mentalité et des traditions différentes. La coexistence dans un pays de races trop diverses met en péril la bonne harmonie d'une société. Il ne peut en naître que des métis dégénérés, inaptes à devenir de bons citoyens, incapables de pratiquer le self-government. Telles sont du moins les idées que développent certains auteurs, par exemple l'un

des principaux artisans de la législation sociale néo-zélandaise, W. P. Reeves (1).

Il soutient également l'idée qu'ouvrir largement ses frontières à des ouvriers étrangers, chassés par la misère de leur pays natal, constitue une grande imprudence pour la nation qui s'y livre. Si on admet le principe de l'assistance obligatoire aux chômeurs, aux ouvriers âgés, aux indigents, il semble légitime qu'un peuple soumette à une sélection attentive les hôtes à l'égard desquels il devra un jour exercer tous ces devoirs.

C'est dans cet esprit de méfiance à la fois social, ethnique, économique surtout, que s'est poursuivie avec intransigeance la politique de « protectionnisme ouvrier » des républiques australes (2).

Si l'Australie socialiste a été amenée à édicter une législation protectrice du travail national, c'est que sa population désirait conserver le privilège des avantages matériels qu'elle avait obtenus.

Les émigrants avaient commencé à affluer dans la grande île australe après la découverte des mines d'or, vers 1840. 224.000 colons européens s'y précipitèrent de 1852 à 1854 (3).

La petite aristocratie des premiers immigrants ou squatters essaya de refuser aux nouveaux venus les droits politiques qu'elle-même possédait. Mais, débordée par le nombre, elle se vit obligée de les admettre sur le pied d'égalité.

Tous ces chercheurs d'or étaient cependant loin d'avoir trouvé la fortune espérée. Pour gagner leur vie, ils durent accepter des emplois dans les établissements industriels qui se créaient rapidement sur le sol australien et réclamaient une main-d'œuvre chaque jour plus nombreuse.

Venus eux-mêmes de pays d'où la surabondance des travailleurs disponibles les avait, pour la plupart, forcés à s'expatrier, les premiers immigrés attribuaient à leur

(1) *State Experiments in Australia and New-Zealand*, Londres, 1902, tome II, p. 353 sq.

(2) G. Prato : *Le Protectionnisme ouvrier*, traduction française, Paris, Rivière, 1912.

(3) Cf. Albert Métin : *Le Socialisme sans doctrine*, op. cit.

nombre relativement restreint les salaires élevés qu'ils avaient si rapidement conquis. Aussi se promirent-ils bien de limiter le plus qu'ils pourraient l'entrée des nouveaux venus qui n'allaient pas manquer d'accourir en grand nombre vers ce pays neuf et riche. Leur afflux, en multipliant les demandes, déprécierait la valeur de la marchandise-travail. C'est ainsi que sous la pression de puissants Trades-Unions, les divers Etats australiens se virent obligés d'édicter une législation essentiellement restrictive, quelquefois même prohibitive, à l'encontre des immigrants de la classe ouvrière (1).

On s'en prit d'abord à la main-d'œuvre de couleur représentée sur le sol australien par deux races bien différentes : d'une part, les Chinois, arrivés spontanément et en grand nombre dès le début de l'occupation, laborieux et surtout d'une sobriété qui leur permettait de se montrer peu exigeants sur le chiffre du salaire ; d'autre part, les indigènes canaques et polynésiens que les entrepreneurs faisaient venir des îles voisines afin d'accomplir, sous un climat tropical, des besognes trop pénibles pour des Européens.

A coups de loi s'ébaucha la doctrine de « l'Australie blanche » (Withe Australia), dont le but est de réserver le travail sur le continent austral aux membres de la race européenne, à l'exclusion de tous les hommes de couleur.

Dès l'année 1855, l'Etat de Victoria imposait une taxe de dix livres aux propriétaires de navires pour tout Chinois débarqué dans la colonie. Cette mesure fut imitée, au cours des années suivantes, par l'Australie du Sud (1857), la Nouvelle-Galles du Sud (1861) et le Queensland (1877) qui, en 1884, ajouta à cette disposition une taxe de dix livres à la charge de chaque Chinois débarquant (2). En 1881, l'Etat de Victoria avait inauguré un nouveau genre de mesures restrictives, en prenant prétexte d'une épidémie de petite vérole pour interdire aux Chinois d'arriver

(1) Maurice Hollande : *La Défense ouvrière contre le travail étranger*, Thèse, Paris, Bloud et C^{ie}, 1913.

(2) G. Prato : *Op. cit.*, p. 17 et 18.

plus d'un par cent tonneaux sur n'importe quel navire (1). Encore les arrivants, filtrés par cette première disposition, n'étaient-ils pas pour cela dispensés d'acquitter le droit déjà établi de dix livres, sous peine de se voir refuser l'entrée du territoire. La Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Galles s'empressèrent d'imiter cet exemple ingénieux. Ce dernier Etat porta même la proportion des Chinois admis à un par trois cents tonneaux et décupla le prix imposé à chaque immigrant (2). C'était, en fait, interdire l'entrée de ces Etats aux Chinois.

Cette politique d'exclusion ne fit que s'accroître lorsque les Etats australiens se furent réunis en Confédération (1902). La constitution du nouveau Commonwealth réservait expressément au gouvernement le droit de légiférer, à l'exclusion des Etats, sur tout ce qui concerne l'émigration, l'immigration, la naturalisation. Le Labour-Party Australien était, à cette époque, l'arbitre des destinées de la jeune République. Jusqu'aux environs de 1930, il ne cessa de fortifier sa situation. La majorité dans les Chambres lui a à peu près constamment appartenu. Aucune loi fédérale n'a été proposée pendant le premier quart de ce siècle, qui ne fût une concession substantielle aux demandes du parti socialiste (3).

Il chercha, entre autres mesures, à réaliser dans la législation la formule qui devait devenir célèbre : l'Australie blanche. Pour que les travailleurs nationaux pussent atteindre à un maximum de salaire, il fallait interdire l'immigration. La défense des hauts salaires et des journées courtes envenima la lutte des « mangeurs de viande » contre les « mangeurs de riz ».

Les « Immigration Restriction Acts » de 1901 et 1905 vinrent renforcer cette politique, pour toute l'étendue de la Confédération, en imposant à tout individu désireux de se fixer dans le pays l'obligation d'écrire correctement une dictée d'au moins cinquante mots dans une langue euro-

(1) Leroy-Beaulieu : L'émigration asiatique, *Economiste français*, 3 novembre 1906.

(2) A. Métin : *Op. cit.*, 2^e édition, p. 114.

(3) J. H. Knibbs : *Official Yearbook of the Commonwealth of Australia, 1901-1910*, 1 volume in-8°, Melbourne, Mc Canon, Bied and Co, 1911.

péenne que les fonctionnaires de l'immigration se réservaient de fixer. Les conditions arbitraires auxquelles était soumise cette épreuve permettaient à l'administration de fermer absolument l'Australie à l'invasion asiatique.

C'est par de tels moyens qu'on put tourner la rigueur de certains traités diplomatiques et même des conventions avec la métropole qui empêchaient la défense formelle de l'immigration pour certaines catégories d'étrangers, tels que les Japonais et les Hindous.

*
**

A côté des indésirables, pour raisons physiologiques ou sociales, la législation fédérale offrait, grâce à des formules intentionnellement vagues, une forte prise sur « toute personne pouvant devenir une charge publique » et « toute personne indésirable pour raisons morales ». La loi allait même jusqu'à s'immiscer dans les conventions qui avaient pu être conclues d'avance, par l'intermédiaire des agences européennes d'émigration, entre immigrants et industriels australiens.

Elle décidait que ceux-là se verraient refuser l'accès du territoire, qui ne satisferaient pas aux deux conditions suivantes : 1° que l'impossibilité ait été constatée par le ministre des Affaires étrangères de la difficulté, tout au moins l'impossibilité de trouver, dans la confédération, un ouvrier d'une habileté et d'une capacité égales à celles de l'immigrant ; 2° que le salaire accepté par lui ne soit pas inférieur à ceux en usage en Australie.

En fait, ces dispositions eurent pour effet d'écarter toute immigration. A telle enseigne que, le « général » Booth ayant, en 1905, proposé d'envoyer d'Angleterre en Australie 20.000 familles de prolétaires déshérités, l'opinion publique australienne s'éleva contre cette idée, qui dut être abandonnée (1).

En Nouvelle-Zélande, les lois sont tout aussi rigoureuses et un humoriste a pu dire que, si Jésus-Christ et les douze

(1) *L'Economiste français*, 7 et 21 octobre 1905.

apôtres y débarquaient, ils y seraient traités en indésirables.

*
**

Il fut plus difficile à l'Australie d'exclure les travailleurs noirs indigènes. Les planteurs de sucre du Queensland refusaient énergiquement de proscrire cette main-d'œuvre, à laquelle ils trouvaient toutes sortes d'avantages. Le gouvernement fédéral pouvait bien proscrire, pour l'avenir, le débarquement des noirs en leur appliquant les mesures posées par l'Immigration Restriction Act, de 1901. Il n'était cependant pas applicable aux Canaques déjà installés sur le sol australien. Aussi le Commonwealth, inspiré par le Labour Party, dut-il, pour évincer la concurrence de couleur, voter des primes destinées à favoriser les planteurs employant le travail blanc et à compenser la perte qu'ils éprouvaient du chef de l'élévation des salaires (1).

En même temps était votée la loi de « Pacific-Island Labourers Act », de 1901. Elle défend l'entrée de l'Australie aux Polynésiens, et ordonne aussi le rapatriement des ouvriers canaques dans les cinq ans qui suivront 1906. La loi fut appliquée sous le couvert de raisons humanitaires. Elle aurait été imposée par le désir de soustraire les Canaques au travail très dur et à l'état d'asservissement dans lequel ils tombaient dans les plantations de sucre du Queensland (2).

C'était, cette fois, manifester trop de sollicitude envers des hommes de couleur dont le gouvernement australien ne prenait en général pas autant soin. Ce n'était en réalité qu'une mesure de plus contre la concurrence.

*
**

Il ne suffisait pas encore, pour que l'on donne entière

(1) Biard d'Annet : Lettre d'Australie, *Economiste français*, 19 septembre 1908.

(2) Ph. S. Eldershaw : Exclusion of asiatic Immigrants in Australia, « *Annales of the American Academy of Political and Social Science* », vol. 34, July, december 1909, p. 209.

satisfaction aux travailleurs australiens, qu'une barrière presque infranchissable aux hommes de couleur soit dressée autour de leur île. Les ouvriers blancs eux-mêmes ne tardèrent pas à être considérés comme indésirables.

L'influence grandissante du Labour Party y fit adopter, dans les différents Etats d'abord, puis dans la législation confédérale, un ensemble de dispositions tendant à écarter du sol national certaines catégories d'émigrants européens ou américains.

On ne se borna pas à écarter ceux que leur incapacité ou leur dénûment absolu prédestinaient à augmenter l'armée des vagabonds ou des criminels. Bien longue à dresser serait déjà la liste des « acts » qui écartent les faibles d'esprit (imbecil passengers) ou qui tendent à consolider la sécurité des Etats (instaurs consolidation) (1).

Le travailleur australien se souvient de son origine continentale, de la misère dont il a jadis souffert en Europe. Aussi n'hésita-t-il pas, maintenant qu'il a largement profité de son séjour cette terre hospitalière, à crier « pour qu'on empêche d'autres pauvres ouvriers de courir les mêmes chances » (2).

Lorsque la Fédération australienne fut réalisée et que les tendances socialistes purent s'y manifester tout à leur aise, les représentants du prolétariat ne tardèrent pas à étendre à leurs frères de classe et de couleur les rigueurs des Immigration Restriction Acts, de 1901 et de 1905.

Il est piquant de constater que, dans le même temps où le Parlement fédéral australien édictait toute ces mesures vis-à-vis des travailleurs industriels, il multipliait à l'égard des immigrants non ouvriers les invitations et les promesses de bon accueil. C'est que l'Australie est un vaste pays qui ne nourrissait alors que 4 millions d'habitants et qui est susceptible d'en faire vivre beaucoup plus.

Les ouvriers agricoles faisaient défaut dans ces vastes terres qu'il fallait défricher. C'est surtout cette catégorie de travailleurs qu'on se mit à réclamer à partir de 1904.

(1) Voir, pour cette énumération complète, les références données par G. Prato : *Op. cit.*, p. 128.

(2) Cf. John Forster Fraser : *L'Australie. Comment se fait une nation* (1 volume in-16, Paris, Pierre Roger, 2^e édition, 1911), chap. XVI.

Peut-être cette situation nouvelle ne fût-elle due qu'à la prolongation d'une période de sécheresse exceptionnelle (1). En dépit de cette demande momentanée d'immigrants pour la culture, l'opinion publique n'en reste pas moins décidée à surveiller jalousement et à restreindre, autant qu'elle le pourra, l'immigration des travailleurs étrangers. La preuve s'en trouve dans le fait qu'aucune des lois restrictives de l'immigration n'a jamais été rapportée dans ses principes essentiels.

*
**

D'autres pays anglo-saxons révèlent une attitude proche de celle du prolétariat australien. L'« Aliens Bill » anglais est conforme aux tendances ouvrières qui cherchent à protéger le travailleur contre le « travail à bon marché », lequel « gâte le métier » (2). Le Canada pratique une politique semblable, ainsi que l'Afrique du Sud. Mais ce sont surtout les Etats-Unis d'Amérique qui ont toujours lutté avec vigueur contre le péril de couleur. Les socialistes ne se sont pas entièrement ralliés à ces idées. Deux partis, le Socialist Labour Party et le Socialist Party, y sont aux prises. Le premier est nettement adversaire du mouvement anti-immigrationniste, tandis que le second a adopté, dès ses débuts, la plateforme de l'exclusion des Asiatiques (3).

Au congrès d'Amsterdam, un représentant de cette dernière tendance proposa, au nom de la majorité des socialistes américains, une résolution s'opposant de toutes ses forces à l'admission des ouvriers de races arriérées, tels que Chinois, nègres, etc... Ils sont, disait-il, incapables de mener une lutte de classes. La question étant controversée, elle fut, sur la proposition de Keir-Hardie, renvoyée au congrès de Stuttgart.

Dans un article de revue paru avant le congrès, M. Hillquit exposait que la majorité des socialistes et les trade-unions

(1) Cité par Delewsky : Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens, *Op. cit.*, p. 275.

(2) J. O'Grady : *Socialistische Monatshefte*, août 1907, p. 633 et 634.

(3) Maurice Hillquit : *Geschichte des Sozialismus in den Vereinigten Staaten*, Stuttgart, 1906, p. 354.

étaient pour l'exclusion des races et nations se trouvant hors de la sphère de l'industrie moderne et incapables de prendre part à la lutte des classes, cela par un instinct naturel de préservation (1).

Devant la Commission du Congrès, M. Hillquit parla de deux espèces d'immigration, l'une naturelle et l'autre artificielle. Il réclamait toute liberté pour la première; l'autre, qui ne répondait qu'aux combinaisons du capitalisme, devait être enrayée. « Nous devons constater, disait-il, à notre grand regret, que les races jaunes sont incapables de s'organiser. Un peuple ne peut devenir conscient de la lutte des classes que quand il a déjà passé par une évolution, comme c'est par exemple le cas pour les Belges et Italiens qui immigrent en France. Nous ne nous élevons pas contre les principes fraternels du socialisme, mais socialisme ne veut pas dire sentimentalité ». Ainsi donc, pour les raisons même que Karl Marx invoquait en faveur de sa thèse internationaliste, les socialistes américains concluaient à la nécessité d'une défense des travailleurs nationaux. Ils s'en remirent à la décision du congrès de Stuttgart, acceptant de mettre fin, si cela leur était demandé, au régime des exclusions. Mais ce sacrifice dut leur paraître trop lourd. En 1908, le parti élut une commission chargée d'un nouvel examen de la question. Cette commission présenta son rapport au congrès national de Chicago de 1910. Une majorité des voix concluait à l'urgence d'une exclusion des immigrants venus d'Asie, toujours pour les mêmes raisons et avec les mêmes réserves.

Le président du congrès, Unterman, parlant de la résolution prise par l'Internationale à Stuttgart, selon laquelle la liberté du travail international devait être pratiquée moyennant une égale rémunération des travailleurs de tous pays, déclara que les mêmes principes ne sauraient s'appliquer sur toute la surface de la terre. L'Europe est un territoire d'émigration : sa situation démographique est toute différente de celle de l'Amérique. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », s'écria-t-il en terminant, « ne

(1) Morris Hillquit : Das Einwanderungs probleme in den Vereinigten Staaten, *Neue Zeit*, 3 juillet 1907, p. 456.

signifie pas que les ouvriers du monde entier doivent se transporter dans un seul pays ».

M. Berger, délégué des social-démocrates du Wisconsin, fit entendre le même son de cloche et se prononça délibérément en faveur de l'exclusion des ouvriers de couleur. Il rappela le peu de sympathie dont jouissaient, dans la grande masse du prolétariat américain, le Socialist Labour Party et l'organisation des Industrials Wordworkers, qui défendent la liberté de l'immigration. Le socialiste japonais Katayama caractérisa le point de vue de ces orateurs en disant de lui qu'il était une espèce de « doctrine de Monroe » du socialisme américain (1).

Depuis la guerre, l'opinion ouvrière américaine est toujours restée fidèle au principe d'une forte restriction de l'immigration des travailleurs étrangers. Il s'agit, pour elle, de conserver le bénéfice éminent qu'a procuré à ses membres le conflit belliqueux que le continent européen a connu de 1914 à 1918. Grâce à lui, les Etats-Unis ont été amenés à fournir au reste du monde une quantité de produits inconnue jusqu'alors. Leurs prix ont monté, permettant les hauts salaires. Ils n'ont pu subsister longtemps que grâce à la faiblesse relative de l'offre de travail par rapport à la demande brusquement accrue.

Dès lors, l'arrivée massive de travailleurs étrangers a paru inopportune aux travailleurs américains. Ils manifestèrent leur opinion lors de la convention de la Fédération des Travailleurs qui, dans sa session de 1919, réclama une restriction de l'immigration (2).

Le bill Dillingham, du 19 mai 1921, avait pour but de restreindre, pour une année, l'immigration à trois pour cent du nombre total des étrangers résidant aux Etats-Unis en 1910. Les milieux patronaux s'y montrèrent hostiles, poussés qu'ils étaient par le désir d'avoir à leur disposition une main-d'œuvre abondante et peu exigeante pour ses salaires. Au contraire, les syndicats ouvriers, qui

(1) Katayama : Japanisch-amerikanische Probleme, *Neue Zeit*, XXVIII, 2, 19 août 1910, p. 739.

(2) Pierre Wurtz : *La Question de l'Immigration aux Etats-Unis, son état actuel*. Thèse, Paris, 1925, p. 37.

Cf. aussi les travaux et articles de M. W. Oualid sur la question de l'immigration.

voulaient le maintien de la situation acquise, ne désiraient pas que le nombre des travailleurs admissibles fut augmenté (1). Devant les protestations des puissances étrangères, certaines organisations industrielles songèrent à modifier la loi dans le sens d'un plus grand libéralisme. A la réunion annuelle de la Fédération du Travail, tenue le 23 avril 1923, à Albany, M. Samuel Gompers protesta contre une suppression éventuelle des restrictions à l'immigration (2). Ses efforts furent couronnés de succès et une loi du 26 mai 1924 vint restreindre à 2 % du nombre total des étrangers résidant dans l'Union en 1910, le nombre des immigrants qui pourraient y pénétrer en 1925, 1926 et 1927. Le vote de cette loi a été précédé des mêmes oppositions entre le point de vue du travail et celui du capital, les ouvriers désirant conserver les hauts salaires, les patrons au contraire tendant à maintenir un abondant marché du travail (3).

C'est dire qu'aux Etats-Unis, comme en Australie, le socialisme sans doctrine des syndicats ouvriers conclut à une politique nationale, qui n'est pas loin du nationalisme et même du xénophobisme.

*
**

La constatation de ces diverses attitudes, adoptées par un prolétariat qui, en doctrine, est fidèle aux principes de l'internationalisme, nous ramène aux constatations d'opportunité que nous faisons au début de ce chapitre. Pas plus que la question douanière, la question de l'admission des travailleurs étrangers n'est susceptible d'une solution unique, basée sur des principes absolus. Les faits mouvants imposent chaque jour de nouvelles orientations. Une nation fortement peuplée ne saurait adopter des solutions qui donnent satisfaction à des pays neufs, où il y a place pour de nouveaux arrivants. Les différences nationales se font ici pleinement jour.

(1) P. Wurtz : *Op. cit.*, p. 49.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 53.

(3) Id., *Op. cit.*, p. 257.

Il ne semble pas que les résolutions du Congrès de Stuttgart soient acceptables partout. Réglementer le salaire minimum, la journée normale de travail et prétendre à l'abolition du « sweating system » sont certes des mesures sages. Mais la venue d'ouvriers, quelles que soient les conditions de leur travail, accroît l'offre de main-d'œuvre par rapport à une demande restreinte.

Il est curieux de remarquer que l'attitude extrême des socialistes internationalistes concorde en l'occurrence avec celle que prend un patronat insensible à la diminution de la rétribution du travail. Plus l'offre de travail sera grande, plus la position des acheteurs sera avantageuse.

Les intérêts nationaux sagement compris postulent que la protection ne soit pas uniquement accordée aux produits. Si la rémunération du capital est susceptible d'être sauvegardée, celle du travail n'en réclame pas moins impérieusement des mesures de défense.

La nation et l'Etat qui la représente ne doivent pas être les représentants d'une certaine catégorie des individus qui la composent. Tous, s'ils sont solidaires et égaux, ont droit aux mêmes mesures.

Le travailleur doit pouvoir compter sur un salaire minimum, qui lui assure une vie digne. C'est à l'Etat de le lui procurer. Sortant de son rôle impassible de gendarme, il doit veiller à la vie de tous ses nationaux. C'est résoudre ce problème d'économie nationale que de faire, lorsque les circonstances le rendent nécessaire, du protectionnisme ouvrier. Les socialistes sont nationaux — et ne peuvent avoir une autre attitude — lorsqu'ils s'associent à cette politique.

CHAPITRE III

LE SOCIALISME, LA DEFENSE NATIONALE ET L'ORGANISATION DE LA PAIX

La question de la défense nationale figure également parmi ces problèmes qui sont la pierre de touche du sentiment national ou international dont s'inspire une doctrine. Si on admet qu'une nation est un organisme moral, social et économique dont tous les membres sont solidaires, il importe que cet organisme soit défendu dans la guerre comme dans la paix contre toutes les entreprises qui lui portent atteinte.

Si, au contraire, on se range à l'avis que le monde constitue une réalité indépendante des frontières, il faut se désintéresser de la défense nationale.

Or, le socialisme marxiste n'a cure que de la « frontière unique et universelle qui sépare la classe laborieuse de la classe capitaliste » (1). Seule l'intéresse la lutte des classes : les antagonismes entre nations ne sont que des incidents du conflit interne qui déchire le capitalisme.

Les ouvriers auraient donc le droit de refuser de sacrifier leur vie dans des luttes qui séparent leurs exploiters et qui n'intéressent qu'eux.

Ce sont les thèses orthodoxes qui, après la poussée nationale de l'année 1870, ont prévalu dans les congrès internationaux et dans les résolutions des diverses sections nationales. Cependant les menaces de conflagration européenne ont ouvert sur ce point précis les yeux des socialistes, déjà dessillés par les théories modernes que nous avons eu l'occasion d'exposer. Il est apparu que la défense nationale, que la prospérité nationale intéressent aussi la classe prolétarienne, que mieux vaut un gouvernement

(1) Motion Lagorgette : *Compte rendu sténographique du XXVIII^e Congrès national de la S. F. I. O.*, Paris, Librairie Populaire, 1 vol. de 468 pages, p. 415.

bourgeois respectueux des libertés ouvrières qu'une dictature hostile aux travailleurs.

Ce mouvement a eu pour effet de rejeter les socialistes, de 1914 à 1918, dans le camp des protagonistes de la défense des libertés nationales et de l'indépendance nationale.

Cependant, des théories opposées, plus ou moins antipatriotiques, ont pu prospérer. Les espoirs que les traités de 1919 et la politique de Genève ont éveillés dans ce domaine, ont suggéré aux théoriciens socialistes l'idée d'un compromis entre le vieil antipatriotisme et la collaboration à une politique nationale et internationale sainement comprise.

C'est cette évolution des idées socialistes de Karl Marx à Léon Blum, en passant par Jean Jaurès, qu'il nous faut retracer.

§ 1^{er}. — L'évolution de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme de 1871 à 1914

Le succès des idées marxistes a déchaîné, après la guerre de 1870-1871, un violent courant d'antimilitarisme qui va s'affirmer en réaction avec le développement de la « paix armée ». Mais les excès même de cette tendance amènent les socialistes à considérer plus sainement la question de la paix et de la défense nationale. Les positions extrémistes de la fin du dix-neuvième siècle seront inversées en 1914.

L'opposition des socialistes français au principe de la défense nationale est une idée qui n'apparaît pas dans les premiers temps de la vie des organisations ouvrières. La guerre de 1870-1871 se fait sous le signe de l'union sacrée, c'est elle que proclament, le 6 septembre 1870, vingt socialistes, parmi lesquels on trouve le nom du « patriote » Blanqui. « En présence de l'ennemi, plus de partis, ni de nuances... Toute opposition, toute contradiction doivent disparaître devant le salut commun. Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien... Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra

quand même la République et s'ensevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France. »

Au congrès de Paris, en 1876, un délégué soulève de violentes protestations pour avoir dit qu'il lui importait peu que la France fût plus ou moins grande. Au moins de juin 1893, le conseil national du parti ouvrier français lance un manifeste, proclamant que « l'état social de la production, de l'échange et de la science ne s'opère, ne peut pas s'opérer aux dépens des nations de l'heure présente, mais à leur bénéfice et pour leur développement supérieur ». C'est pourquoi il veut « une France grande et forte, capable de défendre sa République contre les monarchies coalisées et capable de protéger son prochain 89 ouvrier contre une coalition, au moins éventuelle, de l'Europe capitaliste ».

Si, en 1894, le VII^e congrès national de la Fédération des Travailleurs socialistes de France, réuni à Tours, pose que « l'idée de patrie est une idée bourgeoise et surannée ; que loin d'être des adversaires naturels, les travailleurs des différents pays ont les mêmes intérêts et sont en lutte pour les défendre contre leurs exploiters internationaux... », ces phrases passent inaperçues et sont votées sans débat.

Ce n'est que des progrès des théories marxistes que date l'essor, dans notre pays, de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme.

Certes, guesdistes et possibilistes tiennent deux séries de congrès et discutent de ces questions. Mais leur opposition à la défense nationale n'y apparaît que comme la suite traditionnelle des idées développées à ce propos par les républicains du Second Empire. Aucune construction théorique ne vient étayer la résolution annuelle en faveur de la suppression des armées permanentes.

C'est l'affaire Dreyfus qui a donné, à la fin du siècle, un véritable essor à l'antimilitarisme. Tous les partis de gauche sont venu s'alimenter à cette source qui conférait une nouvelle vie et une nouvelle expression aux idées de liberté et à celle des droits de l'homme. Les socialistes prirent leur part à cette lutte, où des excès furent sans doute com-

mis des deux côtés. Les partis conservateurs voulaient faire du patriotisme un monopole à leur profit. L'antipatriotisme devint, par réaction, une forme de protestation de l'extrême-gauche.

Un double courant hostile à l'armée ne tarda pas à prendre naissance, qui se développa et évolua et dans les congrès politiques socialistes et dans les congrès ouvriers socialistes.



C'est surtout dans les congrès socialistes qu'on trouve l'origine du mouvement hostile à l'armée. C'est là une conception qui prend son fondement dans l'idéologie marxiste. La patrie n'est qu'un mythe que la classe bourgeoise tente d'imposer au prolétariat pour l'asservir entièrement à elle. Or, l'ouvrier n'a pas de patrimoine propre ; il ne saurait participer au patrimoine national qui en est la synthèse. Au devoir patriotique, il convient de substituer le devoir de classe. Le prolétaire ne peut diriger un fusil contre ses frères d'oppression. L'armée, rempart de la patrie et de son substratum matériel, doit être abattue. C'est l'arme de la bourgeoisie, qui s'en sert pour conquérir de nouveaux territoires ou étendre sa domination et réprimer les mouvements ouvriers de grève.

L'Etat de classe, par les mesures de coercition qu'il emploie, force l'ouvrier à entrer dans les rangs de l'armée nationale. Là, il lui impose un ensemble de concepts, qui sont de dangereux antidotes à la doctrine de la lutte des classes. Cet encasernement ne saurait, pour les syndicalistes, détourner le jeune soldat de ses devoirs de militant. Aussi doit-on l'attirer dans les Bourses du travail, entretenir avec lui des relations amicales qui lui éviteront « la souffrance de l'isolement et l'influence démoralisante du régiment ».

Le congrès national des Bourses du travail, réuni à Paris du 5 au 8 septembre 1900, fait reposer sa lutte contre le militarisme sur ces données. La même année, à Paris, la Confédération générale du Travail vote, dans les mêmes termes, une motion rappelant aux recrues « la raison qui

leur défend de servir d'auxiliaires à ceux qui les affament, et la conscience humaine qui leur défend d'être les meurtriers de ceux qui les défendent ».

A Nice, en 1901, se précise l'attitude du prolétariat au cas où une guerre viendrait à éclater. Il devrait y répondre par la grève générale, pour ne pas participer à une tuerie déclanchée par « l'idée de patrie, fausse dans son principe et dans son interprétation étroite ». On édite une brochure antimilitariste, *le Manuel du Soldat*, qui va proclamant que la guerre n'est qu'un dérivatif auquel le capitalisme fait appel pour détourner les ouvriers du spectacle de leur misère.

Amiens voit se réunir, en 1906, un congrès d'une importance particulière, qui groupe les syndicats affiliés à la C. G. T. et les Bourses du travail. La huitième question portée à l'ordre du jour amène la discussion sur l'antimilitarisme et l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre. Les mêmes arguments sont toujours produits dans la discussion. Une motion nettement antipatriotique et antimilitariste est votée à une forte majorité.

Les congrès suivants reprennent à satiété la même question. Les interventions sont ternes, les arguments usés. Les travailleurs ne veulent pas reconnaître les frontières géographiques, modifiables au gré des possédants. Ils ne les défendront pas, car le seul ennemi pour eux c'est la classe capitaliste et bourgeoise.

Cette attitude négative ne se double pas de l'étude des moyens d'action au cas où une guerre éclaterait, car « l'attitude à prendre n'est pas de la compétence du syndicalisme ».

Un congrès confédéral extraordinaire, réuni à Paris en octobre 1912, invite tout travailleur à ne pas répondre à l'ordre d'appel et à rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes.

*
**

L'opposition à la défense nationale fait son apparition dans le socialisme sous la forme la plus extrême avec la campagne antipatriotique menée, dans les premières années de ce siècle, par Gustave Hervé. En même temps qu'il publie trois

ouvrages : *Leur Patrie, Histoire populaire de la France, l'Internationalisme*, où il développe sa thèse, il emplit les congrès socialistes de déclamations violemment passionnées, où il condamne sans réserve le concept de patrie et l'organisation militaire.

L'histoire des congrès socialistes va être marquée par une protestation des représentants de toutes les tendances socialistes contre les excès de « l'hervéisme », et par l'exclusion de son promoteur. Jusqu'au jour où, en 1914, Gustave Hervé et les socialistes tombant d'accord sur la nécessité de la défense nationale, le journal *La Guerre sociale* devient *La Victoire*.

C'est au IV^e congrès général du parti socialiste français, réuni à Tours, du 2 au 4 mars 1902, que Gustave Hervé fait sa première profession de foi internationaliste. Elle est d'ailleurs moins absolue que le seront les propos tenus dans la suite par leur auteur. Celui-ci déclare d'abord : « au cas d'agression venant d'un pays quelconque, les socialistes participeront à la défense de la République ». Ce n'est donc pas encore de l'antimilitarisme, mais c'est déjà de l'antipatriotisme. Hervé se sépare à ce propos et, bien entendu, de ceux « qui ont seulement l'idolâtrie du sabre et du panache », mais encore des républicains patriotes. Leur patrie est faite en bonne partie de la haine de l'étranger. Les socialistes sont internationaux en ce sens qu'il ne découpent pas des patries dans le monde. S'il le faut, ils trouvent leurs compatriotes non dans « les cléricaux qui parlent français », ni dans les « bandes françaises de la finance », mais dans les « deshérités de toute la terre ».

Le prolétariat ne saurait se laisser entraîner, aux cris de « A Berlin ! », à une guerre de revanche. Seule la nécessité de la défense pourrait amener une participation socialiste. Encore de tels conflits doivent-ils être prévenus par de sincères institutions d'arbitrage.

Pure déclaration de principe, qui ne recueille pas d'écho. Elle ne portera ses fruits qu'après l'unification, quand la section française de l'Internationale ouvrière tiendra pour la troisième fois ses assises (Limoges, 1-4 novembre 1906). L'ordre du jour appelle la discussion sur « le nationalisme, le militarisme et la guerre, l'action internationale des tra-

vailleurs, le socialisme et la patrie ». Ces questions risqueraient fort de ne pas venir en discussion, si Hervé n'y mettait quelque insistance.

Trois motions sont en présence. Le congrès de la Seine propose de confirmer la tradition socialiste et anti-impérialiste. Cependant il ne va pas jusqu'à repousser la défense nationale, rappelant « qu'un gouvernement étranger ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière et aussi la classe ouvrière internationale, que la nation et la classe ouvrière menacées ont le droit de sauvegarder l'indépendance et l'autonomie contre cet attentat ». La proposition du Nord est plus intégralement pacifiste. Seul, l'avènement du socialisme mettra fin aux guerres. En attendant son instauration, le refus de tout crédit militaire conjugué avec l'armement général du peuple est la seule solution logique. Plus radicale encore est la motion de l'Yonne, défendue à la tribune par Gustave Hervé.

Il va cette fois jusqu'au bout de sa pensée en révolte contre les patries, ces « marâtres pour les pauvres ». Leur patrie c'est leur classe : qui sait ce que deviendront, en régime socialiste, les organisations nationales actuelles ? « Peut-être aurons-nous une autre France ? » Abordant la tactique à adopter dans l'état de fait actuel, l'orateur propose deux solutions. L'une consiste à se laisser armer, et, une fois en possession des moyens matériels, passer à la prise du pouvoir. La deuxième répond à la mobilisation par la grève générale. C'est elle que semblent préférer les paysans de l'Yonne. Cette action n'aura son aboutissement intégral que si elle se poursuit chez tous les belligérants. Les Allemands comme les Français devraient être antipatriotes : ils devraient dire à leur « kaiser la même chose que disent les Français à leur gouvernement ». Et Hervé de conclure : « Répondez à la mobilisation par la déclaration de guerre du prolétariat au gouvernement bourgeois ».

Il ne convainc d'ailleurs pas le Congrès. Tous les orateurs qui vont lui succéder à la tribune sont loin de partager ses vues extrémistes. La quasi-unanimité va se faire sur la motion opportuniste, déposée par la Fédération de la Seine,

la seule en accord avec les décisions des congrès internationaux.

Vaillant rappelle le rôle de la nation, sa place dans la conscience ouvrière. « La nation est un fait, dit-il, c'est le milieu où évolue la classe ouvrière d'un pays, c'est dans ce cadre que chaque classe ouvrière... a senti... qu'elle était solidaire... avec la classe ouvrière internationale, dans la défense et dans la lutte contre les gouvernements intérieurs et extérieurs ». Lapique (Vosges) se rallie à ces idées, exposant qu'« il y a, on ne peut le nier, une certaine solidarité entre le prolétariat et la bourgeoisie : il ne peut pas être indifférent de voir la bourgeoisie se ruiner puisque c'est le prolétariat qui doit en hériter. Il y aura donc à réfléchir : il faudra « marcher » dans certains cas, dans d'autres il ne faudra pas ».

Le discours terminal de Jaurès va emporter la décision du Congrès. Si la guerre éclate, il y a nécessité pour la France, devenue révolutionnaire grâce à l'insurrection concomitante, de se défendre contre l'étranger. En ne le faisant pas, on ajoute la domination étrangère à la domination capitaliste. Car le patriotisme est un sentiment indispensable pour le prolétariat. La motion de l'Yonne semble le flétrir : mais elle ne traite que du « patriotisme bourgeois et gouvernemental ». Il y en a un autre qui consiste à ne pas se laisser battre par un impérialisme dévastateur.

Avant qu'on arrive à instituer la République sociale par le moyen du suffrage universel, il faut faire un effort continu. En attendant l'Internationale, il faut organiser la politique actuelle, agir pour être tout à fait les maîtres. On vote. La motion de la Seine l'emporte par 153 voix contre 98 à celle du Nord et 31 à celle de l'Yonne. L'antimilitarisme extrémiste est nettement battu.

C'est la porte grande ouverte à une possibilité de concours des socialistes contre un agresseur qui mettra en péril les libertés déjà conquises. Cette motion de Limoges est reprise par le Congrès national réuni à Nancy, en 1907. Sa première partie, la plus modérée, qui expose avec le moins d'ambiguïté la conception socialiste de l'armée, est votée à une très forte majorité, après trois jours de débats, qui ne seront à peu près que la réédition de la discussion

antérieure. Hervé et son antipatriotisme vont être à nouveau battus à plate couture par la tendance Jaurès-Vaillant. Le danger d'une guerre franco-allemande plane sur les congressistes. Dès la séance d'ouverture, leur franche hostilité se manifeste contre l'impérialisme allemand. Ils applaudissent d'enthousiasme la déclaration de Schneider, délégué de Metz et de l'Alsace-Lorraine, venu « dans un élan de fraternité, étreindre les mains de ses frères de l'ancienne mère patrie ».

Les socialistes se montrent toujours les ennemis acharnés de toute guerre. Mais leur conception pacifiste n'est pas unilatérale. Il faut que tous les pays épousent les mêmes idées pour briser dans l'œuf toute velléité de conflit. « Voilà, proclame Vaillant, défendant la motion de Limoges, où la France propose d'aller, voilà l'éducation qu'elle veut donner au prolétariat français, voilà ce qu'elle veut lui demander de faire. Mais nous ajoutons : nous sommes prêts à aller jusque-là, jusqu'où voulez-vous aller ? » Il est en cela d'accord avec d'autres socialistes, tels Alexandre Varenne et même Gustave Hervé. Le premier déclare vouloir être aussi antimilitariste que les Allemands, « mais pas davantage », cependant que le second met à son action extrémiste la « condition d'agir de tous les côtés, de chaque côté de la frontière à la fois ».

Jaurès clôt, comme à Limoges, la série des discours. Son patriotisme éclairé, où il ne sépare pas la défense des revendications ouvrières de celle de la nation, s'étale en pleine lumière. « C'est une erreur d'opposer la patrie à la classe. Les ouvriers n'ont pas de patrie, tant qu'ils ne sont pas une classe, qu'ils sont divisés, dispersés, noyés, sans défense dans le milieu bourgeois..., mais c'est à mesure qu'ils se groupent dans la lutte pour la bataille des classes, c'est à mesure que, se groupant pour la lutte, ils prennent conscience de leur force et deviennent une classe, qu'ils conçoivent l'espérance de diriger et de s'appropriier un jour, dans l'intérêt de tous les travailleurs, cette patrie. Et plus les ouvriers sont une classe, plus ils ont une patrie, quand ils seront la classe souveraine... Qu'est-ce que la patrie ? C'est le bloc par excellence, c'est en un sens la collaboration des classes... Moi, je dis qu'à certains égards, sous certaines formes, et pour permettre à la classe ou-

rière le maximum de son effort révolutionnaire propre, il est nécessaire de défendre le patrimoine commun. »

Jaurès montre que c'est une erreur et une utopie que de prêcher l'insurrection en cas de guerre d'une manière unilatérale, et qu'on risque ainsi, soit de conduire inutilement à la fusillade quelques révoltés, soit de désarmer celui des deux peuples où l'insurrection réussirait, parce que la conscience socialiste y serait la plus forte.

C'est là l'expression ultime de la pensée socialiste française sur cette question (1).

Dans tous les congrès qui vont se succéder jusqu'à 1914, la question ne sera pour ainsi dire plus posée. Les menaces de guerre se précisent. Les socialistes font tous leurs efforts pour en détourner la réalisation, en invitant les gouvernements à faire de sérieuses tentatives pour réaliser le règlement des conflits internationaux par l'arbitrage. Ils mettent toute leur confiance dans l'action du prolétariat dans tous les pays, créant un état d'esprit éloigné de toute idée militariste et chauvine.

Si une guerre éclate, le prolétariat aura le droit de dire qu'il a fait tout son devoir pour l'empêcher. Jamais ne sera pour lui plus justifié le recours à l'insurrection et à la grève générale. Les jours tragiques d'août 1914 montrèrent qu'il n'y avait là qu'une simple satisfaction verbale aux principes internationalistes. Même un extrémiste comme Merheim dut reconnaître que « la classe ouvrière fut soulevée par une telle vague de nationalisme que si nous avions voulu résister, nous aurions été fusillés ». Comme tous les Français, les socialistes firent leur devoir, en cimentant sans restriction l'union sacrée.

**

La question de la défense nationale a été traitée par les congrès internationaux socialistes comme dérivant de la position générale prise par eux au sujet de l'attitude de la classe prolétarienne en régime capitaliste. Les discus-

(1) Cf. G. Pirou : *Les Doctrines économiques en France depuis 1870*, p. 63.

sions ont surtout porté sur des points précis, mis en vedette au jour le jour par la tension politique qui n'a cessé d'aller en s'accroissant de 1871 à 1914 par toute l'Europe. Les vraies positions doctrinales ont été quelque peu rejetées dans l'ombre. Tout de même il n'est pas impossible de discerner les idées-forces qui ont servi de fil conducteur aux décisions du congrès. Elle se groupent autour d'une affirmation constante de la solidarité internationale de la classe ouvrière contre l'ennemi bourgeois, mêlée à des positions doctrinales plus floues et plus opportunistes au sujet de son attitude dans l'éventualité d'une guerre.

Depuis la fin de l'Internationale, le premier Congrès international réellement important est celui qui se réunit à Bruxelles (16-23 août 1891) ; ses débuts sont marqués par la nomination comme président de la séance inaugurale de Vaillant, ancien membre de la commune de Paris, et de Liebknecht, député au Reichstag. Le caractère internationaliste du Congrès s'affirme par ce premier geste. Une grande discussion va s'instituer à propos de la quatrième question mise à l'ordre du jour : le militarisme, de la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme. Liebknecht y trouve l'occasion de déclarer que l'attitude des socialistes à cet égard ne peut être celle de bourgeois pacifistes. La grève et l'insurrection militaire ne lui paraissent pas des moyens recommandables en cas de guerre. Dans le socialisme seul, réside un espoir de paix qui protégera le monde d' « une guerre auprès de laquelle celle de 1870 ne sera qu'un jeu d'enfant » et qui « pourra faire reculer la civilisation d'un siècle ». Pour l'éviter, l'entente internationale des travailleurs se dressera de toutes ses forces. « L'ennemi du travailleur allemand n'est pas le citoyen français, c'est la bourgeoisie allemande. Au contraire, le prolétaire français est son allié. »

Ces opinions recueillent une forte majorité, qui va se traduire dans une résolution finale par laquelle « le Congrès... affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples, quelque généreuses qu'en soient les intentions, ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal ». Ce n'est pas certes la nette affirmation du rejet par les socialistes

du principe de la défense nationale. C'est tout de même une prise de position tranchée nette, qui « entend dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui peut survenir ». Le prolétariat ne devra pas faire corps avec la bourgeoisie en cas de guerre. Quelle attitude positive adopter ? C'est la question que va avoir à résoudre le IV^e Congrès international, réuni à Zurich, du 6 au 12 août 1893.

Deux thèses vont se trouver en présence, dès l'ouverture de la discussion. La première est présentée par les délégués hollandais et propose « d'inviter le parti ouvrier international à se tenir prêt à répondre immédiatement à la déclaration d'une guerre de la part du gouvernement par une grève générale, partout où les ouvriers peuvent exercer une influence sur la guerre et, dans les pays en question, par la grève militaire ». La thèse adverse lui fait grief de n'être qu'une solution paresseuse, capable de livrer pieds et poings liés la nation qui s'y soumettra à un adversaire entreprenant.

Le débat, dès lors, quitte le terrain quelque peu élevé où il avait commencé à se situer. Nieuwenhuis, délégué hollandais, prend à parti Bebel, en lui reprochant son chauvinisme : « Grattez l'internationaliste et vous trouverez au fond de son cœur le patriotisme et le sentiment national ». Les Allemands sont hantés par la crainte du cosaque ; leurs chefs font des concessions au militarisme. Liebknecht réplique avec vigueur, déclarant la proposition néerlandaise valable seulement dans une Hollande neutre. En pays militariste, « quelques puérides émeutes de casernes » ne trouveront aucun écho. Il faut implanter partout l'esprit socialiste, seul garant de paix. Quand la masse sera socialiste, le militarisme aura vécu. C'est la thèse allemande qui l'emporte. Sa position doctrinale relègue la mission active aux temps futurs où le socialisme sera réalisé. D'ici-là, en régime capitaliste, la question reste entière. On a repoussé la proposition de grève générale contre la guerre. C'est donc, *a contrario*, une possibilité de défense nationale du plus socialiste contre le moins socialiste qui s'esquisse faiblement.

Le V^e Congrès international, tenu à Londres du 27 juillet

au 1^{er} août 1896, ne résout pas la question de l'attitude du prolétariat. Ce sont toujours les mêmes affirmations de l'origine capitaliste des guerres qui reparaissent. On tente bien de mettre l'arbitrage sans appel au rang des moyens de combat contre la guerre. Mais on ne croit pas, en général, à ce système juridictionnel, institué dans un milieu bourgeois.

Les discussions sont plus vives lorsque l'Internationale se réunit pour la septième fois, à Stuttgart, du 16 au 24 août 1907. Le Congrès de Nancy, réuni quelques jours plus tôt, a sérieusement préparé les délégués français au débat. D'autre part, la situation politique européenne continue à être tendue. La Russie apparaît aux socialistes allemands comme une terre où la menace impérialiste va se déclencher d'une façon imminente. La crainte du cosaque les envahit et ils songent avant tout à s'en prémunir. Les socialistes français ne sont pas si explicites et l'appréhension d'une guerre franco-allemande n'apparaît pas dans leurs discours. Cependant, tous les débats du Congrès, malgré leur apparence internationale, vont être dominés par des préoccupations nationales de se garantir contre un danger qu'on pense émaner d'un voisin assoiffé de conquêtes et de domination. Quatre résolutions sont soumises à la commission chargée des questions de défense nationale. Trois émanent de délégués français : Hervé, Guesde et Jaurès-Vaillant. La dernière est allemande : c'est celle de Bebel. Gustave Hervé et Jules Guesde sont d'accord pour répudier toute guerre et refuser la participation socialiste à la lutte. La seule que les marxistes aient à envisager, c'est la « prise du pouvoir politique par l'expropriation capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production ». Vaillant et Jaurès sont plus préoccupés de défense nationale. A mots couverts, ils dénoncent le « tsarisme aux abois », ainsi que les « impérialismes voisins ». C'est pourquoi ils rappellent « qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière, et aussi la classe ouvrière internationale, que la nation et sa classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauvegarder leur indépendance et leur autonomie contre cet attentat ». Bebel ne présente rien d'inédit dans sa motion. Les débats seuls vont éclairer

fortement la position sur laquelle il se tient. C'est lui qui ouvre le feu des discours. Il proteste contre l'attitude nationaliste qu'on lui prête en France, où on le dit prêt à approuver toute guerre, même offensive. La conclusion est cependant nettement favorable à la défense nationale. « Il faut, dit-il, une armée pour défendre le pays. » L'état politique troublé ne permet pas un désarmement intégral. Seule l'organisation démocratique des forces populaires permettra aux armements de ne servir qu'à la défense du pays, en empêchant tout abus des moyens belliqueux. Malgré les véhémentes protestations antimilitaristes de Hervé, la véritable note française est donnée par Vaillant dans une intervention très élevée. Il y proclame l'existence des nations et leur rôle dans l'Internationale. Toute atteinte à l'une compromet l'intégralité de l'autre. « Nous sommes des patriotes de l'Internationale. Je suis patriote pour chaque nationalité dans l'Internationale. » Jaurès lui fait écho : « Nous ne permettrons pas que les gouvernements de proie violent la liberté d'une seule nation ».

L'Allemand Vollmar est encore plus net lorsqu'il pose la distinction entre l'internationalisme et l'antinationalisme. « Il n'est pas vrai que nous n'ayons pas de patrie et je prononce ici le mot patrie sans vouloir l'interpréter d'une manière spécieuse. Le socialisme doit être international, mais cela n'empêche pas le socialiste d'aimer son pays. La condamnation du chauvinisme n'implique pas la pression des nations en une informe purée humaine. » Sous ces phrases d'allure générale, il n'est pas difficile de découvrir l'attitude nette du socialisme allemand, prêt à concourir à la défense de sa nation contre un adversaire impérialiste. Sa volonté de participation est nette, alors que les Français n'ont pas encore tout à fait répudié les conceptions de grève militaire. Vandervelde met cette idée en lumière, lui qui déclare : « J'aime mieux Jaurès donnant des espérances à l'état-major allemand, que Bebel donnant des inquiétudes à l'état-major français ».

Sur le principe, tout le monde s'accorde à clouer au pilori la guerre. Mais l'argument de la guerre défensive perce déjà. On sent les socialistes prêts à donner leur assentiment à une action nationale qui protégera chaque pays contre un agresseur « moins socialiste », destructeur des

libertés difficilement conquises par le prolétariat. A quoi bon alors les notions d'unanimité flétrissant la guerre? A Copenhague, en 1910, on reprend, dans leurs termes mêmes, les idées émises à Stuttgart. A Bâle, en 1912, en pleine guerre des Balkans, l'Internationale maintient ses décisions constantes. Pures positions de principes inadéquates aux faits. Ils allaient, d'ailleurs, se charger de le démontrer.

§ 2. — L'attitude des socialistes pendant la guerre de 1914-1918

Les jours tragiques de juillet 1914 montrent les socialistes de tous les pays pris, comme entre le marteau et l'enclume, entre la nécessité d'affirmer théoriquement de la solidarité internationale du prolétariat et celle de participer à la défense nationale. C'est vers cette dernière que la force irrésistible des événements va les entraîner. Après avoir tenté de résister à la tuerie qui allait se déchaîner, les socialistes, impuissants, se sont rangés en bon ordre dans l'armée de leurs nations respectives.

Peu de temps avant l'attentat de Sarajevo, qui allait conduire rapidement à la guerre européenne, les socialistes français avaient tenu un Congrès destiné à déterminer l'attitude qu'on adopterait à Vienne, au cinquantième de l'Internationale. Une motion présentée par Jaurès et tendant à décréter la grève générale au moment de la mobilisation est adoptée par 1.690 mandats. 1.174 mandats font bloc pour soutenir Compère-Morel, qui ne croit pas à l'efficacité d'une telle mesure. Le pays où la classe ouvrière serait la mieux organisée deviendrait, par là, la « proie du voisin ». Les deux tendances d'ailleurs font confiance à la social-démocratie. Elle est prête à la grève générale tout comme le prolétariat français (1).

Mais voici que les événements se précipitent. Le 22 juillet voit l'ultimatum autrichien à la Serbie, suivi d'un refus de la nation slave d'accepter toutes les conditions de ce document. Les socialistes délibèrent sans désespérer.

(1) Vaillant : *L'Humanité*, 16 juillet 1914, p. 6.

Le 29 juillet, le bureau international se réunit à Bruxelles, conformément aux décisions prises à Copenhague. Une action commune doit être élaborée entre les partis ouvriers, pour empêcher la guerre. L'Allemand Haase assure l'assemblée de la volonté de son parti de tout tenter, « dans les casernes et dans l'administration de l'Etat ». Cependant que Jaurès, dans un meeting tenu le même jour, proclame la volonté de paix du gouvernement français, qui ne fait que travailler à son maintien. Dans toute l'Europe retentit, par la voix des journaux socialistes, la volonté unanime du prolétariat de s'opposer à la tuerie. Des meetings où sa foule se presse sont organisés dans toutes les capitales et dans toutes les grandes villes, où la réprobation des haines et des luttes internationales se manifeste, clamée par des milliers de bouches.

Le 30 juillet, l'Autriche a déjà commencé contre la Serbie les opérations militaires. Les représentants du prolétariat restent fidèles à leur pensée pacifique. Le même jour, à la Maison du Peuple, à Bruxelles, ils signent un manifeste, portant que « les prolétaires allemands et français feraient sur leur gouvernement une pression plus énergique que jamais, afin que l'Allemagne exerçât sur l'Autriche une pression modératrice et que la France obtînt de la Russie qu'elle ne s'engageât pas dans le conflit ». A Paris, Jaurès s'emploie à agir sur le gouvernement français pour empêcher toute attitude de nature à mettre le feu aux poudres. C'est à son instigation que l'on décide le retrait des troupes de couverture à dix kilomètres de la frontière, pour éviter l'étincelle fatale. Mais, le 31 juillet au soir, Jaurès est assassiné par un silloniste déséquilibré. Ce sombre événement va décourager le prolétariat français, au nom duquel le grand défunt a proclamé à Bruxelles ne vouloir « connaître qu'un seul traité d'alliance, le traité qui nous lie à l'humanité ».

Mais l'ère de l'optimisme pacifique est terminée. Selon les paroles d'Hervé, ses ailes se sont brisées « contre la dure réalité ». Chacun va se retrouver « dans sa patrie avec l'unique pensée de défendre celle-ci pour le moment... contre une invasion brutale ». Hermann Muller est bien venu à Paris, quelques jours auparavant, déclarer solennel-

lement à Jaurès que jamais la Social-Démocratie ne voterait les crédits de guerre. Mais, comme les Français l'ont fait craindre aux Allemands dans les Congrès internationaux, le gouvernement du Reich sait, au bon moment, « jouer du cosaque ». Le prolétariat allemand s'estime attaqué par l'impérialisme. Il faut, malgré sa volonté de paix tant de fois affirmée, se défendre contre cette oppression, comme on l'a si souvent aussi laissé entendre. Au Landtag de Bavière, le démocrate socialiste Hofmann entrevoit la nécessité prochaine de participer, jusqu'au dernier homme, à la défense de la patrie. « Si, dans quelques jours, le peuple allemand doit être appelé sous les armes, les démocrates socialistes défendront aussi la patrie. » Contre l'autocratie du knout, le front socialiste allemand se forme pour faire taire les passions de parti. La *Chemnitzer Volksstimme* écrit : « Si la triple entente remportait, en effet, la victoire, ce ne serait pas un gouvernement anglais ou un républicain français qui régenterait l'Allemagne, ce serait le tsar russe... Pas de cris d'allégresse ou de haine à l'égard de l'ouvrier russe, pas de Dieu pour le roi, c'est pour la liberté allemande que tous nos camarades iront au combat, fermement résolus à ne pas moins faire leur devoir envers la patrie que les patriotes aux belles phrases ».

Le comité du parti social-démocrate se réunit. Une longue discussion s'institue. Par 78 voix contre 14, on décide de voter les crédits pour cette guerre défensive, sauf à se dresser contre elle aussitôt qu'elle deviendra une guerre de conquête. Ce sursaut de pacifisme va faire long feu. A la demande de Betimann-Hollweg, cette restriction est écartée de la déclaration que la Social-Démocratie va présenter au Reichstag pour justifier son attitude.

A Vienne, le même revirement se produit chez les socialistes. Après avoir lutté contre la guerre, ils en arrivent, eux aussi, à justifier leur gouvernement pour découvrir « le jeu impudent de la politique tsariste ». Le vote des social-démocrates allemands est célébré, par l'*Arbeiter Zeitung*, de Vienne, « comme le jour de la plus fière et de la plus formidable exaltation de l'esprit allemand ».

En France, les socialistes sont plus longs à prendre une

décision. Ce même 1^{er} août, qui vit apposer sur les murs de France les affiches de la mobilisation, fut aussi celui où, au Palais-Bourbon, le groupe parlementaire unifié reçut Hermann Muller, envoyé de la Social-Démocratie. Les Français se réjouirent de cette manifestation de solidarité internationale. Leur confiance dans les événements devint encore plus grande, lorsque le visiteur leur déclara qu'il « fallait délibérément écarter la possibilité du vote des crédits de guerre par les socialistes allemands », ce en quoi Jaurès avait déjà affirmé sa foi à la réunion du bureau socialiste international à Bruxelles, le 29 juillet.

Le lendemain 2 août, la neutralité du Luxembourg est violée. A la salle Wagram, la Fédération socialiste de la Seine tient un meeting; il est clos par un vote d'un ordre du jour où l'assemblée se déclare « hostile à toute pensée de revanche, mais résolue à défendre le droit des peuples, l'indépendance des nations, la vie et l'intégrité françaises ». Sembat, qui vient de déclarer sa volonté de défendre la culture française sans objectif de destruction de la culture allemande, affirme que la France est la victime d'une agression de l'Allemagne impériale. L'éventualité de la grève générale n'est plus envisagée. Vaillant, son très fervent adepte, déclare : « En présence de l'agression, les socialistes accompliront tout leur devoir pour la Patrie, pour la République et pour la Révolution ».

Dès lors, la collaboration socialiste à l'œuvre de la défense nationale est acquise. Certes, ce n'est pas contre le prolétariat allemand que ses frères de classe français vont prendre les armes.

C'est contre l'impérialisme allemand qu'ils défendent l'indépendance et l'autonomie de leur nation. Cette subtilité n'a rien à voir en l'occurrence. La suite des événements va montrer le socialisme français étroitement uni au reste de la France pour éviter à la civilisation nationale la déchéance qui la menace.

Le 4 août, les dirigeants socialistes apportent sans restriction leur concours enthousiaste à l'union sacrée, en votant à l'unanimité les crédits de guerre. Toutes les mesures proposées par le gouvernement et nécessitées par l'ouverture des hostilités reçoivent la même approbation de la

part des socialistes. Ils votent la loi proclamant l'état de siège et supprimant les libertés de presse et de réunion. Plus encore, devant la gravité des événements, ils consentent à entrer dans un gouvernement où les démocrates bourgeois siègent à côté d'eux. Le 27 août, Jules Guesde devient ministre sans portefeuille; Sembat reçoit celui des Travaux publics. La prédominance de l'intérêt national sur les contingences partisans s'affirmera avec plus d'éclat encore le jour où Albert Thomas prendra le sous-secrétariat d'Etat au ministère de la Guerre. Tous les organismes du Parti, la commission administrative permanente, le groupe parlementaire, le conseil d'administration de l'*Humanité* s'emploient à justifier cette attitude. Un manifeste est lancé, proclamant : « C'est de l'avenir de la nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le Parti n'a pas hésité ».

*
**

Pendant toute la durée de la guerre, le groupe parlementaire, qui tint en fait dans ses mains les destinées de la S. F. I. O., ne cessa de prêter son concours à l'organisation de la défense nationale. Six lettres, adressées aux divers présidents du Conseil qui, jusqu'à Clemenceau, se succédèrent au pouvoir, font foi du zèle patriotique des socialistes. Le Parti y affirme sa volonté de « prendre dans l'organisation de la défense nationale des responsabilités directes » (lettre du 11 juin 1915, à Viviani). Le groupe parlementaire trouve que « les munitions restent trop parcimonieuses; que les armements, canons et fusils, ne sont même pas remplacés au fur et à mesure qu'ils s'usent ou disparaissent ». Le 3 septembre 1915, une lettre à A. Briand s'occupe de remaniements à opérer dans le haut commandement. Le 1^{er} juin 1917, le président Ribot reçoit une lettre protestant de la volonté du parti socialiste de ne pas gêner les initiatives gouvernementales et de ne pas compromettre la cause de la France.

L'*Humanité* emboîte le pas aux journaux bourgeois, entonnant un chant d'action de grâces en l'honneur de la France et des Alliés, dont la victoire sera « le commencement d'une

nouvelle civilisation » (1). Des canons, des munitions ! La nation doit vaincre : tous ses membres doivent concourir à l'organisation de la victoire (2). Les travailleurs, en masse, s'offrent pour la victoire. « Ils sentent qu'ils peuvent en dériver les conclusions à leurs profits pour le bien de la civilisation » (3). On refuse toute conversation entre les socialistes des pays belligérants. En 1917, la C. A. P. va jusqu'à refuser d'approuver la réunion du bureau de la II^e Internationale, réclamée par les Hollandais dans une lettre à Vandervelde. Certains peuvent écrire que la II^e Internationale est morte.

*
**

Les apparences sont trompeuses, car, si la majorité socialiste fait corps, chez les belligérants et chez les neutres, avec les partis au pouvoir, les tendances minoritaires ne tardent pas à s'affirmer.

Dès le mois de mai 1915, la Fédération de la Haute-Vienne adresse aux autres Fédérations françaises un rapport blâmant, bien qu'encore en termes modérés, l'attitude chauvine du parti. « Nous ne pensons pas, dit-on, que ce soit le rôle du Parti socialiste de pousser à la guerre à outrance, d'adopter une allure belliqueuse ». Les sections de l'Internationale doivent reprendre leurs relations suivies, que la guerre a détruites « pour rechercher les moyens d'en finir avec cette boucherie effroyable ».

C'est de cette idée que vont procéder les deux conférences socialistes qui, en 1915 et 1916, vont regrouper les forces internationalistes. La première se tient du 5 au 8 septembre 1915, à Zimmerwald, sur la convocation des partis italien et suisse. Elle groupe des Français, des Allemands, des Italiens, des Russes, des Polonais, des Roumains, des Bulgares, des Suédois, des Norvégiens, des Hollandais, des Suisses. Il s'agit, non de créer une nouvelle Internationale, « mais, d'appeler

(1) *Humanité* du 18 août 1914.

(2) Article de M. Bracke, 28 février 1915.

(3) Paroles prononcées par Louis Dubreuilh, secrétaire du Parti, le 15 mai 1916.

le prolétariat à une action commune pour la paix, de former un centre, de ramener la classe ouvrière à sa mission historique ».

Il sort de cette réunion le vote d'une résolution qui n'ose pas aller jusqu'à la transformation de la guerre internationale en guerre civile et en lutte prolétarienne, ainsi que le proposait Lénine. Pourtant, elle affirme la vieille doctrine marxiste de la solidarité internationale du prolétariat. « Nous qui ne nous plaçons pas, écrivent les signataires, sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploités, mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte des classes, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et à l'entraîner dans la lutte pour la paix ». Par dessus les frontières, ils poussent à nouveau l'appel d'union aux « prolétaires de tous les pays ».

A Kienthal, dans le canton de Berne, cette manifestation se renouvelle du 24 au 30 avril 1916. Les mêmes participants s'y retrouvent, ainsi que les délégués du British Socialist Party et de l'indépendant Labour Party. La même condamnation de l'alliance du socialisme avec les partis bourgeois y est rééditée, l'impérialisme est à nouveau flétri.

Le 9 mai, la C. A. P. du Parti français, qui avait déjà désavoué « les deux citoyens qui s'étaient rendus à Zimerwald, sans mandat du Parti », flétrit « les pèlerins de Kienthal ». A ce moment encore, le socialisme français reste fidèle à la participation au pouvoir et à la défense nationale. Elle est toujours représentée comme « un devoir internationaliste au premier chef... Ne pas défendre sa nation, ç'eut été trahir l'internationalisme » (1).

Tout au long des mois que dure une guerre sans précédent, cette affirmation est répétée. « Le socialisme, c'est la défense nationale et la défense humaine » (2).

(1) Georges Maurange : *Le Populaire*, 28 mai 1916.

(2) Paul Faure : *Le Populaire*, 28 mai 1916.

§ 3. — Le socialisme d'après guerre, la défense nationale et la paix

La fin de la guerre mondiale, créant par la révolution de 1917 une « patrie des travailleurs » et par l'organisation une Société internationale des nations, a modifié les données antérieures du problème de la défense nationale.

Elle a raffermi les espoirs d'avant 1914 et aussi consolidé les craintes d'un nouvel attentat contre les libertés ouvrières et démocratiques déjà conquises. Ce double courant a entraîné les socialistes vers de nouvelles formules plus soucieuses de la réalité. La Russie soviétique s'est, elle aussi, fait le champion d'une défense nationale de classe. Malgré cette restriction, elle ne fait que défendre une civilisation et une économie nationale.

*
**

Les communistes repoussent avec dégoût les mensonges intéressés de l'internationalisme bourgeois. Toutes les institutions et les procédures internationales qui ont vu le jour depuis 1914 « ne sont que jongleries servant à cacher aux yeux des larges masses la politique fiévreuse d'armements et l'approche de nouveaux carnages ». Les ouvriers ne doivent pas se laisser prendre à la sirène du pacifisme. Ils ne doivent pas non plus croire au mythe de la défense nationale, car toutes les guerres sont injustes, en régime capitaliste. Elles ne leur sont profitables qu'en temps qu'elles peuvent servir de prélude à l'extension de la révolution mondiale. Une seule exception à cette condamnation de toute défense nationale concerne le cas de l'Union soviétique. Si, en régime capitaliste, les prolétaires n'ont pas de patrie, il n'en est plus de même lorsqu'ils ont pris le pouvoir. C'est pourquoi l'ouvrier, maître de la production et du pouvoir politique, se sent vraiment attaché à son sol natal. Il y est parvenu en U. R. S. S. et on ne saurait supporter une attaque de cette nation par aucune puissance capitaliste.

C'est là un danger inévitable, car la bourgeoisie ne peut tolérer le contact d'une économie socialisée. Elle fait tous

ses efforts pour la détruire. Aussi les Soviets doivent-ils se tenir prêts pour la défense de leurs conquêtes sociales. Ils font tous leurs efforts pour retarder la venue de la guerre en présentant, à Genève, des plans de désarmement et de non-agression, qui manifestent des intentions pacifiques d'une pureté et d'une sincérité sans égale.

Cependant, il faut s'attendre à une agression. Le jour venu, la patrie des travailleurs sera prête à mettre son intégrité territoriale à l'abri de toute velléité impérialiste. La défense nationale reste pour elle, comme pour tous les autres Etats, une nécessité, à laquelle les plus sincères intentions pacifiques et internationalistes ne sauraient la soustraire.

*
**

Tout autre, sur ce point, est la position des marxistes de la II^e Internationale. Ils n'ont pas, comme les bolchevistes, une « patrie mondiale » à défendre. Leur rôle apparaît plus ou moins dans des Etats parlementaires, qui restent basés, malgré tout sur les données « bourgeoises » de la propriété individuelle et de la division de la société en deux classes. Certes, ils reconnaissent que, si les fabricants d'armements ont partout de puissants intérêts à voir à nouveau surgir une guerre, de sérieux ferments de paix sont inclus depuis 1919 dans le sol international. La Société des Nations et ses procédures d'arbitrage et de conciliation répondent aux vœux formulés, dès avant guerre, par les socialistes, et par Jaurès en particulier. Cependant ils ont encore quelque défiance dans l'organisation de Genève, qui groupe surtout des nations capitalistes. Leur volonté de paix apparaît entière dans leurs déclarations ; mais, en fait, qu'en est-il ? En outre, si la guerre est bannie à jamais par le pacte Briand-Kellog, il n'en reste pas moins que le Covenant porte encore des fissures par où elle pourrait ressurgir. Dans ces conditions, convient-il que les socialistes participent, en régime bourgeois, à l'organisation d'une défense nationale qui apparaît comme toujours nécessaire ?

A cette question, M. Joseph Paul-Boncour a répondu par l'affirmative. Après la guerre, il a repris l'idée de Jaurès de la mise sur pied de guerre de la nation armée et

de l'adaptation aux nouvelles conditions techniques de la défense nationale. Cependant, il n'a pas obtenu l'adhésion de son parti, dont il s'est séparé petit à petit. La S. F. I. O. a élaboré sa propre doctrine en ce qui concerne la question de la défense nationale et de la paix internationale.



Après avoir, dans de nombreux congrès (Nancy, 1929, et Bordeaux, 1930), ajourné la discussion sur la défense nationale, qui était susceptible de faire éclater de graves divergences, le parti socialiste français s'est décidé, à Tours (1931), à lui consacrer plus particulièrement les travaux d'un congrès. Il était nécessaire, quelques mois avant l'importante conférence du désarmement de 1932, que le monde et la France connussent l'opinion socialiste à ce sujet.

Les Fédérations firent un gros travail de mise au point et elles arrivèrent toutes à Bordeaux avec des motions précises. Le chromatisme des tendances s'y affirmait, comme il devait s'affirmer les 25, 26 et 27 mai, durant la discussion générale. Louis Lévy posa la question préjudicielle de son renvoi, en affirmant que seule l'Internationale avait mission de déterminer la position des socialistes sur ce point. Georges Richard s'y oppose, en une intervention vigoureuse. Il rappelle les paroles fameuses de Jaurès, déclarant que l'internationalisme des socialistes faisait d'eux tous « de bons nationaux » (1). Cependant il se refuse à collaborer à la défense nationale d'un pays qui apparaît, aux yeux du monde, comme le mieux armé. Le faire, c'est collaborer avec les fabricants d'armements, ces « fauteurs de guerre... responsables des conflits futurs ». La défense nationale est un mensonge, car on ne fait pas la guerre à un peuple qui ne la veut pas. Elle ne fait que préparer le conflit armé de demain. Toutes les sympathies socialistes doivent aller à la paix, par tous les moyens possi-

(1) *Compte rendu sténographique du XXVIII^e Congrès national de la Section française de l'Internationale ouvrière*, p. 244.

bles. « Plus jamais, conclut-il, le parti socialiste ne participera à la défense nationale qu'on nous propose (1). »

En face de ces propositions sentimentales, le député Jean Locquin croit plus judicieux de montrer aux peuples l'unité toujours fortifiée de l'espèce humaine, des institutions et des intérêts communs qui lient les hommes. Cependant, de là à conclure au désarmement, surtout au désarmement unilatéral, le pas est trop vite franchi. « Il faut tenir compte des égoïsmes nationaux. » La guerre ne peut être repoussée que par une action internationale qui subordonne l'abandon du matériel de la guerre à la solution pacifique des conflits par l'arbitrage. La marche vers la paix apparaît peut-être ainsi douloureuse et lente, avec des étapes pénibles. C'est une nécessité de le constater, comme c'en est une autre de réserver le cas de légitime défense. Lorsqu'un pays non socialiste est attaqué, il a le droit de se défendre pour la sauvegarde de ses libertés. Le seul moyen de définir cette guerre juste, c'est de revenir au protocole de Genève. L'agresseur est celui qui aura refusé l'arbitrage ou qui, l'ayant accepté, refusera de se soumettre à la sentence rendue (2).

Besnard-Ferron lui fait écho. Réaliste, il subordonne le désarmement à la constitution d'une gendarmerie internationale. « Sans la défense nationale, conclut sa Fédération, notre pays ne sera plus le pays de la liberté, et il faut savoir que la France ne veut pas être séparée de la République et du socialisme. »

Naegelen (Bas-Rhin) appartient à la même tendance de droite. Il ne recule pas devant la défense nationale. Elle sera nécessaire, même et surtout lorsque le socialisme aura accédé au pouvoir. C'est alors que les pays capitalistes coaliseront leurs efforts pour abattre un tel gouvernement. Le prolétaire, Jules Guesde l'a dit avant l'orateur, a une patrie. Il doit la défendre, sans cesser pour cela de rechercher les moyens d'entente pacifique entre les peuples.

(1) *Compte rendu*, p. 256.

(2) *Id.*, p. 270.

Marcel Déat (Haute-Marne) va, dans une intervention pleine de foi et de réalisme, synthétiser les arguments des socialistes partisans de la défense nationale. Leur politique « consiste, non pas à nier la nation ou à se séparer de la nation pour mieux, paraît-il, la protéger ou la défendre; elle ne consiste pas à se placer sur le plan international, qui est un peu, hélas, du domaine des espérances beaucoup plus que du domaine des réalités; elle consiste à s'accrocher énergiquement aux réalités nationales ». La guerre des gaz, voilà le péril de demain. On ne peut encore compter, pour le conjurer, sur la politique de l'Internationale ouvrière. Il lui manque une doctrine sur la plupart des points cardinaux de la vie internationale. C'est pourquoi, en attendant qu'elle ait pris position, il est nécessaire que, dans chaque nation, les socialistes fassent bonne garde et luttent pour démocratiser des gouvernements qui ne sont que trop souvent que les porte-paroles du capitalisme.

Faisant la transition entre ces socialistes démocrates et défenseurs de l'ordre national et d'autres, essentiellement attachés à la négation de la défense nationale, se place André Philip, de la Fédération du Rhône. Il parle en juriste, rompu à la pratique des textes et des réalités économiques. Son exposé combine deux points de vue essentiels: celui de la « réalité de la nation » et celui de l'impossibilité pour le prolétariat de participer, dans les circonstances actuelles, « à une défense de cette nation par la guerre » (1). La nation est un ensemble de croyances communes, un milieu aussi où le prolétariat lutte pour son émancipation. Il a le droit de voir conserver l'intégrité de cette réalité spirituelle. Mais il ne saurait s'ensuivre qu'il doive la défendre en régime capitaliste. Qu'est-ce donc qu'une guerre défensive, quand on considère que toute lutte armée dégénère fatalement en offensive? C'est pourquoi les socialistes ne sauraient participer à une nouvelle union sacrée. En cas de guerre, la parole appartiendra à l'I. O. S. Elle devra se prononcer pour le système des mili-

(1) *Compte rendu*, p. 310.

ces, dénuées de l'esprit militariste qui anime les armées nationales. La seule sécurité nationale et internationale réside, de ce point de vue, dans un désarmement général, dont la France doit prendre l'initiative. C'est ce qui distingue l'idéal socialiste du pacifisme bourgeois, agrippé à la sécurité (1).

La thèse de gauche s'exprime par la bouche de divers orateurs. Certains, comme Marceau Pivert, se dressent violemment contre toute collaboration avec la bourgeoisie, « contre la défense nationale capitaliste par la guerre » ou, comme Farinet, proclament la primauté de l'intérêt international sur celui de la nation. « Au-dessus des frontières plus ou moins artificielles... nous plaçons, nous, la seule unité internationale du prolétariat; au-dessus des intérêts nationaux..., nous plaçons, nous, l'intérêt supérieur de la classe ouvrière » (2). Paul Faure synthétise leurs vues en déclarant que la nation telle qu'elle est couramment conçue n'est que le lieu des intérêts bourgeois, de l'anarchie de la production et du militarisme. « Le capitalisme, s'écrie-t-il, c'est toujours la guerre; ce n'est jamais l'organisation sérieuse et féconde de la nation et de la paix. »

Comme dans la plupart des congrès socialistes, depuis que la voix de Jaurès s'est tue, Léon Blum se lève pour harmoniser ces notes discordantes en apparence. Cherchant l'idée commune qui anime la pensée socialiste, il déclare: « Aucun de nous n'admet que l'internationalisme puisse aboutir, sous quelque forme que ce soit, non seulement à l'élimination, mais à la limitation de l'idée nationale; nous admettons tous qu'entre l'idée de nation et l'idée internationale, non seulement il n'y a pas contradiction, incompatibilité, mais que ce sont deux idées complémentaires l'une de l'autre » (3).

C'est de là que partira la résolution que le congrès saluera d'applaudissements répétés. Le socialisme, proclame-t-elle, pour international qu'il soit, ne cherche pas à réduire à l'uniformité les différences nationales. Il tente de maintenir leur

(1) *Compte rendu*, p. 315, voir aussi A. Philip : *Sécurité et Désarmement*, Paris, Cahiers bleus, 1932.

(2) *Id.*, p. 338.

(3) *Id.*, p. 335.

intégrité et leur indépendance, c'est-à-dire la paix. C'est à cela que vise la défense nationale et c'est contre quoi s'élève la guerre. Pour la repousser, l'action nationale et internationale du socialisme doit tendre à réduire progressivement et simultanément les armements, qui créent par eux-mêmes un danger de guerre.

Organisateur des milices nationales en même temps que défenseur ardent de l'arbitrage, le socialisme français reste attaché à l'idée de protection des libertés dans le cadre de la nation. S'il se défie de l'union sacrée, dans le piège duquel il croit être tombé en 1914, il travaille partout à la paix, seconde tous les efforts d'organisation de la paix que peut comporter le système capitaliste (1). Comment saurait-il mieux allier la défense de la vérité nationale et celle d'un internationalisme qu'il vise, par ses efforts, à rendre plus évident, plus constructeur, plus pacifique? (2)

(1) Léon Blum : *Bolchevisme et Socialisme*, 3^e édition, 1927, p. 23. Il ne faudrait cependant pas croire que les socialistes aient une confiance illimitée dans une Société des Nations où ils voient collaborer les capitalistes, les fabricants de munitions et les états-majors plus que les peuples eux-mêmes. L'I. O. S. à Vienne, en juin 1931, proclame que, « la S. D. N., dans sa structure actuelle, ne peut pas accomplir les tâches qui lui sont imposées. Elle ne deviendra un organe pleinement efficace pour l'édification d'une économie nouvelle que lorsque la classe ouvrière organisée se sera assurée dans sa direction une place prépondérante ». La réforme de l'organisme international de Genève présuppose une réforme démocratique des nations qui en sont membres. « Chaque classe ouvrière, dit H. de Man, chaque peuple doit, au lieu d'attendre le salut d'une puissance internationale que le monde capitaliste s'est montré incapable de créer, rechercher son salut sur le seul terrain où il y a moyen de le réaliser ». C'est marquer une fois de plus que l'économie nationale est la condition primordiale d'une organisation de l'économie internationale.

(2) C'est ce que confirme l'unité d'action avec le parti communiste, décidée par le Conseil national S. F. I. O. du 15 juillet 1934. Cette attitude, qui rompt avec la ligne de conduite socialiste depuis la scission de Tours, est commandée autant par une volonté d'action contre le fascisme pour la défense des libertés individuelles que par la politique soviétique, orientée vers une alliance défensive avec la France en vue de s'unir avec elle contre une attaque éventuelle de la démocratie de notre pays et de l'U. R. S. S. par des états fascistes (cf. Discours de MM Léon Blum et Jean Longuet, *Le Temps*, 17 juillet 1934).

TROISIÈME PARTIE

Le Socialisme moderne et le retour systématique à l'économie nationale et internationale

L'étude des positions du socialisme en face des problèmes économiques en régime capitaliste nous a montré, dans de multiples domaines, que les hommes auxquels on accole péjorativement le qualificatif d'internationalistes sont capables de se comporter nationalement lorsque les circonstances le nécessitent. Il est vrai que notre démonstration a été très incomplète, parce qu'elle n'a porté que sur des questions particulières. Nous n'avons pas abordé la question de savoir si le socialisme au pouvoir aurait fait sienne une politique résolument nationale. Nous ne nous sommes occupé que des réactions socialistes à l'égard de problèmes qui ne touchent pas le fond de la société capitaliste. Nous n'avons étudié que les modalités d'action quotidienne au cours desquelles les gouvernements bourgeois agitent des questions qui intéressent de près ou de loin les masses ouvrières, leur avenir et celui des libertés qui leur sont essentielles.

Sur beaucoup de problèmes d'intérêt national, nous n'avons pas pu connaître la position socialiste. La raison en réside dans le fait que ces réorganiseurs de la société ne prennent aucune part à de telles discussions, qui paraissent ne les point toucher dans leur cœur. Elles ne réagissent apparemment en aucune façon sur la situation du prolétariat et leur solution ne fait que renforcer un régime détesté.

Mais, depuis quelques années, à l'étranger, et particulièrement en France, les positions doctrinales du socialisme ont évolué. Les bases fondamentales du marxisme, et par là-même l'internationalisme, ont été remises en question. On ne s'est plus borné sur certains points à déroger pour des raisons d'ordre pratique aux solutions marxistes.

On a mis en échec plus nettement qu'on ne l'avait fait jusqu'ici les principes dont la doctrine orthodoxe s'inspirait et on a affirmé que le socialisme doit s'appuyer sur l'économie nationale. Certains socialistes modernes, en face de l'ensemble des problèmes posés par le capitalisme, ont choisi délibérément le terrain national comme champ d'action et exposé des vues qui présentent pour nous un intérêt particulier.

D'autre part, en divers pays, le régime capitaliste a été fortement ébranlé. Dans l'un tout au moins, la Russie, il a été détruit et remplacé par un étatsisme intégral qui n'est peut-être pas le socialisme pur, mais qui présente avec lui beaucoup d'affinités. L'étude des ressorts politiques et de la technique du gouvernement économique en U. R. S. S. nous donnera l'occasion de connaître la position prise par les socialistes, lorsqu'ils tiennent en main tous les leviers de commande et qu'ils sont par là-même plus en mesure de déterminer les bases de la politique économique.

Nous pourrions compléter notre étude, en jetant un rapide coup d'œil sur les pays qui, parfois, font de l'anticapitalisme plus ou moins caractérisé sur des bases qui se rapprochent fort du socialisme organisateur de l'économie nationale.

L'examen de ces pays fera apparaître plus exactement à nos yeux les rapports imposés par la nature des choses entre l'économie nationale et les doctrines qui aspirent à une organisation méthodique de l'activité économique.

CHAPITRE PREMIER

LES THÉORIES SOCIALISTES CONTEMPORAINES ET L'ECONOMIE NATIONALE

Les diverses modalités de la vie économique depuis 1918, ainsi que l'attitude des socialistes en présence des questions vitales de l'économie nationale ont amené certains théoriciens à réfléchir à nouveau sur les positions doctrinales du socialisme. Ils ont dû conclure que les principes évolutionnaires et antinationaux du marxisme devaient être abandonnés.

Leurs réflexions les ont conduits à dépasser les idées de Karl Marx, et même à les rejeter. Elles les ont placés devant ce fait que la lutte des classes n'est pas la seule égalité sociale. A côté d'elle, il y a la collaboration, la solidarité, qui nécessite la coordination dans des cadres définis et, par là-même, l'abandon des tendances révolutionnaires et antinationales.

Des faits nouveaux, les progrès de l'industrialisation, l'extension des fonctions de l'Etat, organe de l'économie nationale, ont attiré très fortement l'attention des écrivains et des partis socialistes sur ces aspects de la vie sociale.

Ce sont ces faits qui ont marqué le retour des théories socialistes contemporaines aux idées primitives de l'« utopisme », de la collaboration nationale et internationale. Henri de Man et les socialistes de France ferment le circuit d'idées qui, venu de la nation au cosmopolitisme, retourne aux conceptions nationales de l'organisation économique.

§ 1^{er}. — **Henri de Man et l'Internationalisme marxiste**

Dans un ouvrage qui a, lors de sa parution, mis fortement en émoi les milieux socialistes (1), le socialiste belge Henri de Man s'est efforcé de mettre en accord avec les exigences de la vie moderne la vieille théorie de l'internationalisme. A la conception matérialiste et technique de la vie économique, il prétend superposer et même substituer une conception psychologique du sentiment ouvrier, conçue à la façon de Freud. C'est ce qu'il nomme « la théorie des mobiles ». Son étude l'amène à conclure que « le mécontentement de la classe ouvrière » est plus qu'un problème économique. Il pose « un problème de culture; une question de dignité au moins autant qu'une question d'intérêt » (2). La classe ouvrière, dans son désir d'émancipation, évolue au milieu d'un état social bourgeois, qui conditionne sa vie tant matérielle qu'affective. Cette entrée de la classe ouvrière dans la sphère de la culture bourgeoise va l'amener à se conformer à elle « avec un empressement d'autant plus grand qu'elle espère par là se libérer de la marque d'infériorité » (3) qui est le signe de la séparation des deux classes. D'où une tendance ouvrière et socialiste à aspirer à un bonheur capitaliste par la conquête de l'Etat bourgeois. C'est la raison du glissement « de la révolution à la réforme ». Ce changement de plan de l'activité socialiste « qui s'accomplit dans le temps sans la forme d'une évolution vers le réformisme, s'accompagne d'une évolution dans l'espace qui refoule le mobile primitif du cosmopolitisme socialiste par celui du social patriotisme » (4).

Ce mouvement est conditionné par la situation économique de la société capitaliste. Rejetant les conclusions internationalistes forcenées de Karl Marx, Henri de Man constate que « même en ce qui concerne les intérêts pure-

(1) H. de Man : *Zur psychologie des marxismus* (Diederichs-Iena-1926), traduction française, sous le titre : *Au delà du Marxisme*, Paris, Alcan, 2^e édit., 1929.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 29.

(3) Id., *Op. cit.*, p. 204.

(4) Id., *Op. cit.*, p. 230.

ment économiques, le capitalisme est loin d'avoir créé une Cosmopolis parfaite ». Les antagonismes internationaux d'intérêts entre les peuples n'ont été qu'imparfaitement aperçus par le fondateur du socialisme scientifique. La nation doit être envisagée comme un cadre économique où les intérêts patronaux et ouvriers sont souvent solidaires. A la vue erronée de la solidarité dans toutes les nations et dans le monde de chacune des classes en conflit, Henri de Man substitue la solidarité nationale de toutes les classes. Les ouvriers nationaux lui paraissent plus opposés aux ouvriers étrangers que ne le sont capitalistes et prolétaires d'une même unité nationale.

L'histoire économique est là pour montrer à l'évidence que la prospérité patronale entraîne le bien-être ouvrier. Les milieux syndicalistes, si opposés à toute idée de guerre, ne se sont-ils pas souvent réjoui de l'avantage que leur conféraient les conquêtes territoriales de la nation à laquelle leur sort est lié ? (1).

Plus encore (et Henri de Man revient ici aux considérations psychologiques sur lesquelles toute sa théorie est basée) « la différenciation nationale croissante a des causes bien plus profondes que de simples oppositions d'intérêts ». Le sentiment national des milieux ouvriers est une conséquence inéluctable de sa constante ascension politique et sociale. A l'époque où Marx invitait les « prolétaires de tous les pays » à l'union, ceux-ci n'avaient pas encore profité de toutes les conquêtes dont ils sont depuis les bénéficiaires. Leur classe était au ban de l'opinion et des mœurs dans tous les Etats. Combien tout cela a changé ! La démocratie a conféré à la masse le suffrage universel, qui l'a réintégrée dans l'organisation sociale. La législation du travail a relevé la condition des ouvriers. « La consolidation de leur influence sur l'Etat se confond de plus en plus avec la consolidation de l'Etat lui-même (2). » Le socialisme est devenu, par la force de ce mouvement, un élément de stabilité de cet Etat jadis honni comme instrument de domination de la seule classe capitaliste. Ainsi la classe ou-

(1) Henri de Man : *Op. cit.*, p. 232.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 235.

vrière « devient le véhicule de l'idée de la nation qui s'incarne dans l'Etat ».

C'est pourquoi le socialisme lutte par des moyens politiques pour la réalisation d'un certain nombre de conceptions juridiques. Or, dit Henri de Man, « ces conceptions sont le résidu historique d'un passé qui, chez tous les peuples civilisés, est depuis des siècles un passé national » (1). Les socialistes appartiennent, qu'ils le veuillent ou non, à des communautés de culture localisées dans l'espace, qui se sont au cours des temps différenciées à l'intérieur des frontières. Ils s'expriment dans une langue nationale qui reflète ces modes distincts de penser.

Certes, l'avenir nous fait entrevoir une civilisation universelle, hâtée par les progrès de l'économie mondiale et des moyens de communication. Mais ce ne sont là que des conditions techniques du développement de cette culture ; elles sont indépendantes des particularités de la culture nationale. Ce n'est pas la civilisation elle-même. La culture universelle nécessite la création d'une langue universelle dont on ne sait pas si elle naîtra de la généralisation d'une langue nationale existante ou de la création d'une « espèce de sabir universel ». Pour que l'unité internationale existe, il faut surtout que prenne naissance partout la conscience de l'universalité. Or, les masses ouvrières, qui doivent participer à la pluralité des cultures d'aujourd'hui, sont plus éloignées encore de ce sentiment que la bourgeoisie. Combien il y a peu de vrais citoyens du monde parmi les chefs du mouvement ouvrier !

Toutes ces données idéologiques font que « le sentiment national est une partie intégrante du contenu émotif du socialisme de chaque pays » (2). C'est pourquoi la prise du pouvoir étatique par le mouvement ouvrier n'aboutirait pas à supprimer les Etats existants, avec leurs caractères distinctifs. Le gouvernement renoncerait peut-être, faut d'intérêt dynastique, à la politique de césarisme, d'impérialisme, d'armements à outrance, que la crainte de la guerre suscite en tous lieux. Mais il ne cesserait pas pour

(1) H. de Man : *Op. cit.*, p. 237.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 248.

cela de défendre les intérêts nationaux, parmi lesquels figurent des intérêts ouvriers. Déjà la politique suivie par les gouvernements socialistes en est une preuve.

L'Internationale est une puissance capable de favoriser la paix et l'union des peuples. Mais elle n'aboutira pas pour autant à « la disparition des antagonismes nationaux » ; tout au plus réalisera-t-elle « un Etat juridique qui assurerait à chaque nation la possibilité de défendre ses intérêts et d'affirmer sa volonté propre sans devoir s'armer pour la guerre » (1). Seul un sentiment juridique universel peut créer la communauté des nations et il faut se résoudre à constater qu'aujourd'hui ce facteur d'union garde encore « une coloration particulière qui lui vient d'un passé national particulier ».

En résumé, le « néo-socialisme » d'Henri de Man ne rejette pas entièrement le cosmopolitisme. Il affirme l'idée de nation et reconnaît l'existence d'antagonismes entre les travailleurs des diverses nations. Il ne nie pas pour cela l'existence d'une unité internationale attestée tant par des faits matériels que par un sentiment universel en voie de développement chez les éléments les plus cultivés du socialisme. « Au-dessus des intérêts nationaux existe un idéal supérieur d'amour universel et de fraternité humaine. » Il ne pourra se réaliser que par le sacrifice des divers amours-propres nationaux, par l'éducation des masses cultivées encore embourbées par leur culture de milieu bourgeois dans un sentiment national étroit (2).

En présence d'un tel état de choses, la politique du socialisme ne saurait rester liée au cosmopolitisme. Les événements les plus récents, la marche à l'industrialisation, à l'économie complexe, la coordination renforcée des activités nationales, lui imposent de se tourner vers la nation.

Si le socialisme veut diriger à nouveau l'œuvre de création sociale, il lui faut, devant l'évidence, modifier sa politique et renoncer à ses formules de base, devenues désuètes.

(1) H. de Man : *Op. cit.*, p. 247.

(2) Cf. Henry Noyelle : A propos de la crise doctrinale du socialisme. *Revue d'Economie Politique*, 1929 (particulièrement les p. 71 à 76).

tés (1). La lutte n'est plus aujourd'hui entre les classes bourgeoise et ouvrière : elle est entre les nations. Le prolétariat est devenu, dans cette détresse générale, solidaire des classes moyennes. Il doit participer à son tour au mouvement de salut national, pour en prendre la tête et le faire converger avec l'internationalisme à base nationale.

L'économie nationale dirigée, premier pas vers l'économie internationale dirigée, est « la seule solution possible ». L'attente de solutions générales ne doit pas faire oublier qu'une solution nationale est la seule-réalisable dans le présent. C'est d'ailleurs cette action que préconise l'Internationale elle-même quand, à Vienne, en 1931, elle adopte une motion exhortant « les partis socialistes à placer ces revendications (socialisation des industries de base, création de monopoles commerciaux de l'Etat, nationalisation du crédit et des banques) au centre de la lutte contre la crise et, par leur réalisation sur le plan national, à créer les conditions préalables d'un contrôle public international de l'économie ». Cette lutte contre ceux que Jaurès appelait « les maquignons de la patrie » est devenue le dogme de l'orthodoxie belge ; elle a été adoptée comme thème d'action par « l'hérésie française » néo-socialiste (2).

(1) Le socialisme « doit baser son attitude sur la reconnaissance des changements profonds qui ont eu lieu dans le milieu économique et social. Il ne saurait aboutir s'il basait sa politique sur la conception du dix-neuvième siècle, selon laquelle, par l'effet même du mouvement de l'économie vers le cosmopolitisme, il n'y aurait plus dans le monde, finalement, d'autre position d'intérêt que celle entre prolétaires et capitalistes... Ce n'est qu'après que l'internationalisme socialiste aura sauvé les nations que, par les nations ainsi régénérées, il pourra sauver le monde ». Henri de Man : *Le Nationalisme économique*, *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1934, n° 3, cité par la *Vie Socialiste*, 14 juillet 1934.

(2) M. André Philip se fait une idée absolument contraire de la politique à suivre par le socialisme. Selon lui, les nations « doivent accepter des sacrifices souvent douloureux, en particulier accomplir des actes pénibles pour leur amour-propre, ou contraires à leurs intérêts égoïstes » (*Henri de Man et la Crise doctrinale du socialisme*. Paris, Gamber, 1928, p. 115). Henri de Man montre que c'est au contraire l'intérêt bien entendu de chaque nation qui doit mener à l'économie internationale.

§ 2. — Le néo-socialisme français

Dernière étape de l'évolution du socialisme, le néo-socialisme français marque un retour décisif des idées vers une organisation de la nation en un ensemble cohérent, dont il s'agit de diriger la marche avant de préciser les contours d'une structure mondiale encore indécise. Certes, il se peut que les partisans de cette doctrine aient fait une bruyante sécession des rangs de la S. F. I. O. et que leurs thèses n'aient plus que des rapports assez incertains avec l'orthodoxie de l'Internationale. Il n'en est pas moins vrai que leurs vues étaient déjà nettement définies lorsqu'ils appartenaient encore à l'organisation du socialisme officiel qui, lui-même, a fait, comme nous l'avons vu, des concessions importantes à l'économie nationale. Dès ce moment, ils concevaient la nation comme le cadre nécessaire où pouvait et devait se matérialiser une réforme primordiale des relations économiques.

Ce mouvement, marchant sous le drapeau de l'anticapitalisme, ne se faisait pas alors faute de proclamer que les problèmes économiques, pour être européens ou mondiaux, ne se posent pas moins d'abord dans le cadre national, « milieu historique et géographique » qui est le leur et dans lequel ils évoluent (1). Suivant les leçons de Jaurès, ces socialistes n'entendent pas laisser à la nation les institutions qui sont celles du capitalisme, ni s'en faire une conception identique. La nation doit être vue sous un autre angle. Elle « n'est pas qu'une tendance. Elle est l'ensemble des représentations et des valeurs, elle est le passé, mais aussi la direction d'avenir qu'il suggère ». Le socialisme tient à l'héritage que lui lègue le monde présent, non pour le figer, mais pour s'en faire un tremplin solide, d'où il pourra s'élever pour remporter sa victoire et déployer son effort constructeur.

La crise économique de 1930 est venue apporter une éclatante confirmation à ces idées. Elle a fait apparaître l'impossibilité d'agir sur un plan international, trop vaste

(1) Marcel Déat : *Perspectives socialistes*, p. 178.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 179.

et trop flou. Le formulaire doctrinal du socialisme cosmopolite demande à être révisé. Son action est maintenant orientée vers des formules nationales, imposées par le repli de l'économie dans cette direction. La force des circonstances et des événements nous entraîne irrésistiblement dans les voies de l'économie nationale. Les liens nationaux sont encore resserrés par les maux qu'a déchaînés la crise (1).

Le « fait-nation » s'impose donc comme étant l'axe autour duquel gravite aujourd'hui l'activité économique réelle. « Tout rentre, tout est refoulé dans le cadre national (2). »

La bataille rangée entre deux classes a cessé d'avoir une raison d'être. Il faut que le socialisme comprenne que sa tâche actuelle consiste à résoudre le problème de l'organisation de l'économie sur le terrain national sans attendre vainement qu'une révolution mondiale vienne préparer le terrain à des solutions extrêmes. Pour cette action, le néo-socialisme compte sur le rôle bienfaisant de l'Etat, organe politique et économique des destinées nationales. Le dérèglement des rapports de production vient de ce qu'aucune autorité suffisante ne s'est révélée pour harmoniser les intérêts antagonistes et pour créer la confiance agissante d'une vie nationale. Pour cela, il convient de « transformer l'Etat, en arriver à la conception d'un Etat fort, maître de sa monnaie, capable de contrôler l'économie et la finance, d'imposer au grand capitalisme certaines directives » (3). Il peut être ce grand régulateur qui, délaissant le service d'égoïstes intérêts de classe, se libérera pour atteindre à la compréhension et à la réalisation de l'intérêt collectif.

Seul un Etat moderne, aux possibilités d'actions élargies, sera capable d'imposer une direction conforme aux intérêts de la nation. Déjà, dans son état actuel, il se mani-

(1) « C'est ici qu'intervient le grand facteur sur lequel il faut insister, l'espèce de décrochage que nous sommes bien obligés de constater, non pas de gaité de cœur, mais parce que c'est le grand fait des temps que nous vivons, l'espèce de décrochage qui est en train de s'opérer sur le plan de l'économie capitaliste internationale et qui a pour conséquence de susciter des rivalités brutales par le refoulement dans le cadre de l'économie nationale ». M. Déat : *Néo-socialisme ? Ordre, Autorité, Nation*. Paris, Grasset, 1933, p. 76 et 77.

(2) M. Déat : *Op. cit.*, p. 79.

(3) Barthélemy Montagnon : *Op. cit.*, p. 32.

feste comme étant une force qui peut, par son budget, par sa politique générale, influencer considérablement sur la vie d'un pays. Il suffit maintenant de lui donner l'autorité nécessaire pour qu'il soit à même de créer l'ordre souhaitable. Ce mouvement nécessitera une extension des compétences gouvernementales pour que soit réalisée une politique nationale cohérente. L'Etat devra posséder une connaissance constante de l'activité économique afin d'agir sur les forces qui mènent réellement la vie de la nation, afin d'en socialiser les directives pour en posséder la maîtrise. Sans socialiser les biens, il s'agira de mettre l'intérêt général, représenté par l'Etat, à la place dominante qui doit être la sienne pour qu'il puisse diriger efficacement l'activité économique.

L'ordre en face de l'anarchie capitaliste, voilà le but que se proposent les socialistes de France. Il s'agit de sauver de la déchéance non seulement le prolétariat, mais encore les classes moyennes, les petits commerçants, les artisans mis en péril par la crise. Tous, enfermés dans le même cadre national, doivent être sauvés en commun. Ce n'est donc pas une révolution de classe qui apparaît urgente, mais une « révolution nationale », faite au nom du salut commun. Elle créera non pas un stade économique définitif, comme le veut le marxisme, mais un « système intermédiaire », ordonné dans la liberté.

On a reproché à ce socialisme national d'exalter l'autorité et de brimer l'individu. Mais s'il veut un Etat fort, c'est moins pour limiter la liberté que pour créer une discipline commune, pour imposer le sens et le respect de l'intérêt général aux intérêts particuliers, pour délivrer l'homme dominé par la puissance accablante de coalitions irresponsables (1).

A la place d'une direction de l'économie générale par une oligarchie, il convient de mettre un Etat fort, ayant une base corporative et syndicale. Le syndicat libre dans la corporation organisée doit se présenter comme la cellule d'une organisation, dont le deuxième échelon sera un conseil économique formé des représentants de ces corpora-

(1) B. Montagnon : Rassemblement. *Aurore de l'Est*, 9 juin 1934.

tions. Son rôle primordial sera de faire des lois pour atteindre les buts d'intérêt général définis par Marcel Déat : interdiction de fabriquer n'importe quoi, n'importe où et n'importe comment ; contrôle du crédit ; contingentement et répartition des commandes ; contrôle des prix de revient et des prix de vente pour l'ensemble d'une industrie (1).

Cet ordre devra non pas encore socialiser la propriété, mais le profit, en annihilant le profit spéculatif, en donnant une régularité plus grande au gain normal. La discipline sociale sera imposée par le pouvoir politique, qui coordonnera l'ensemble des intérêts dénombrés par l'organisme économique. C'est de cette confrontation permanente que naîtra un état de choses, qui permettra de pousser plus loin la transformation sociale. En tout cas, l'intérêt national, et non celui que prétendent représenter quelques industriels ou financiers puissants, reste le moteur de cette rénovation économique. Le socialisme rejoint ici, avec une précision certaine, la notion d'une économie nationale organisée, agrandie de ses colonies. Les problèmes internationaux pourront alors se poser et être résolus différemment, eu égard à l'intérêt commun de la nation et aux nécessités bien entendues des relations internationales.

(1) Marcel Déat : Interview de *La République*, 19 juin 1934.

CHAPITRE II

L'ETAT ET L'ECONOMIE NATIONALE SOVIÉTIQUE

L'avènement du régime soviétique n'a pas réalisé les vastes transformations du régime capitaliste que les théories marxistes avaient préconisées. L'Etat n'a pas été détruit, en U. R. S. S., dans sa substance même; l'intérêt du capital n'a pas été supprimé, la propriété privée n'a pas complètement disparu. Les produits ne s'échangent pas sur la seule base de l'équivalence en travail. .

L'Etat bourgeois a fait place à un Etat de classe prolétarien, ou pseudo-prolétarien, qui a renouvelé l'idée d'autorité et d'intérêt national au profit des travailleurs au pouvoir, en apparence du moins. Les relations politiques ont été transformées sur ces bases, ainsi que les rapports qui régissent la multitude des peuples dont était composé l'empire des tsars. Sur l'idée de liberté de l'individu et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, s'est échafaudée une nouvelle organisation politique et économique.

Sa façade extérieure laisse apparaître le consentement de chacun, mais la puissance étatique se fait à nouveau sentir dans le domaine politique, économique et syndical. L'Etat socialiste a restauré à son profit les méthodes gouvernementales de l'ancien Etat libéral. Il est arrivé à fonder un ordre autoritaire et dictatorial qui ne diffère pas essentiellement de celui qui existait auparavant. Les conditions de vie inhérentes à la Russie éternelle se sont imposées aux Soviets comme elles s'imposaient aux tsars.

§ 1^{er}. — La conception soviétique de l'Etat

Seul héritier légitime des idées marxistes, le bolchevisme se devait de faire siennes les conceptions de l'auteur du *Capital* sur les classes, les luttes des classes, l'Etat, la Révolution. Cependant, comme jamais ces vues n'ont été systé-

matisées par le père du socialisme, le travail doctrinal restait entier pour les théoriciens soviétiques. Tout en se réclamant de Marx et d'Engels, ils les ont nettement dépassés. Leur grande innovation a été de faire une large place à la partie constructive de leur doctrine politique, en accolant à la critique de l'Etat bourgeois la notion soviétique de dictature du prolétariat. Alors que Marx et ses disciples immédiats en étaient arrivés à l'idée d'un anéantissement complet de tout Etat au lendemain de la révolution prolétarienne, les théoriciens bolcheviks (Lénine, Trotsky, Radek) conclurent au déplacement de la force représentée par l'organisme politique. A la place d'un socialisme inorganique, la révolution russe a mis un Etat nouveau, organisme juridique et économique d'une véritable « patrie » pour les ouvriers (1).

*
**

Cette doctrine a trouvé son expression la plus vigoureuse dans le livre de Lénine : *Etat et Révolution*, composé en septembre 1917 et publié en octobre 1917, au moment du coup d'Etat, qui porta au pouvoir les bolcheviks.

Lénine y admet comme démontrées les thèses marxistes de la plus-value, de la concentration et de la lutte des classes. Complétant Marx, qui n'a jamais pu mettre à exécution son projet intégral de théorie de l'Etat, il définit l'Etat comme « le produit et la manifestation extérieure de l'antagonisme irréconciliable des classes » (2). C'est l'organe de la domination d'une classe sur l'autre.

Certains socialistes, dit Lénine, ont dénaturé cette opinion marxiste en contestant que la libération de la classe opprimée exigeât une révolution violente et la destruction de la puissance dominante. Bien au contraire, aucun résultat positif ne saurait être acquis si le prolétariat ne s'as-

(1) Cf. Jean Lescure : *La Révolution russe. Le bolchevisme, communisme et N. E. P.* Paris, Gamber, 1929, et spécialement le chapitre III : les doctrines politiques des bolcheviks.

(2) Lénine : *Staat und Révolution*, Berlin, 1918, p. 6.

surait le concours de l'armée permanente et de la police, qui sont les charnières de la puissance de l'Etat.

L'Etat représentait un certain rapport de deux classes. Un mouvement violent a renversé cette situation. Un Etat nouveau doit se substituer au précédent, qui a pour mission de matérialiser dans les institutions la nouvelle situation de fait. Par là, le marxisme se différencie de l'anarchie, qui aspire à supprimer l'Etat. Certes, l'Etat doit être brisé, mais pour laisser la place à un autre, différemment conçu.

A la dominance de la classe bourgeoise va être substituée la dictature du prolétariat. Grâce au pouvoir politique dont il se sera emparé; il va pouvoir arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie, centraliser tous les moyens de production entre les mains du nouvel Etat. Cette nouvelle forme du pouvoir est indispensable pour assurer l'émancipation de la masse de la population. Des cadres neufs vont lui être fournis, constitués par le parti ouvrier organisé.

L'ancien appareil administratif, par lequel la bourgeoisie s'assurait l'assujettissement de la classe ouvrière, va être supprimé immédiatement et en bloc. Des fonctionnaires nouveaux vont apparaître, serviteurs de la collectivité et exécutés disciplinés de ses décisions. Le nouvel ordre national se trouvera constitué sous le signe exclusif des forces ouvrières. Lénine invoque ici cette phrase de Marx : « L'unité de la nation ne devrait pas être rompue, mais au contraire être organisée par une constitution communale ».

Le nouveau gouvernement, « formé par les ouvriers et par les communes d'ouvriers », résulte de la lutte de la classe des producteurs contre la classe possédante. Les socialistes détruisent l'Etat bourgeois, oppresseur du prolétariat, pour le remplacer par l'Etat prolétarien, tout entier au service de la classe ouvrière.

Certes, cet Etat nouveau ne pourra durer que pendant « une période de transition, pendant laquelle l'Etat ne saurait être chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Il n'empêche que cette parenthèse dictatoriale est nécessaire, car ce n'est pas d'un jour à l'autre que l'on peut

passer du régime bourgeois à celui d'une « société sans contrainte et sans subordination » (1).

Jusqu'à l'avènement de ce stade social fort désirable, mais impossible à atteindre immédiatement, « les socialistes exigent le contrôle le plus rigoureux, par la société et par l'Etat, du travail et de la consommation. Ce contrôle doit commencer avec l'expropriation des capitalistes, avec le contrôle des capitalistes par les ouvriers, et il ne doit pas être réalisé par des fonctionnaires, mais par l'Etat constitué par les ouvriers armés (2).

Le contrôle de l'activité économique et sociale est rendu possible par tout l'appareil du régime bourgeois. Il n'y aura qu'à changer le personnel et à inverser le sens du contrôle pour qu'un Etat rénové se mette à fonctionner au profit de la collectivité ouvrière.

Ainsi, l'Etat nouveau est l'organe d'une lutte de classe poussée au paroxysme. Le prolétariat armé prend, grâce à lui, une revanche brutale des souffrances passées. Il exerce une dictature non pas au profit de tous, mais avec « exclusion de la démocratie des exploiters et oppresseurs du peuple ».

En un mot, pour reprendre la conclusion de Lénine, « dans le communisme, non seulement est conservé pendant un certain temps le droit bourgeois, mais même l'Etat bourgeois, sans la bourgeoisie » (3).

L'Etat soviétique représentera mieux l'intérêt général que son homologue bourgeois. Car, au lieu d'être institué pour le profit exclusif d'une minorité de profiteurs, il va l'être pour la grande majorité des travailleurs.

Il est, de ce fait, le grand maître de toute la politique économique. Il institue la mise en commun des instruments de travail, le travail obligatoire pour tous, le paiement d'après le travail fourni, l'égalité de traitement pour l'intellectuel et pour l'ouvrier. Enfin le « prolétariat armé », qui est son support matériel, contrôle toute cette organisation.

(1) Lénine : *Op. cit.*, p. 76.

(2) Id., *Op. cit.*, p. 91.

(3) Id., *Op. cit.*, p. 155.

Pour qu'elle puisse vivre, il faut qu'une discipline rigoureuse règne « jusqu'à la réalisation de la phase supérieure du communisme ». Les ouvriers armés réglementent et contrôlent : ce sont deux tâches essentielles pour la mise en train et le bon fonctionnement de la société communiste. Tous les citoyens deviennent les employés commissionnés de l'Etat. Tous deviennent ouvriers et employés du seul et unique grand syndicat d'Etat. Non seulement cette contrainte pèse sur « les capitalistes devenus employés », mais elle s'appesantit sur les ouvriers qui se trouvent soumis à une « soumission sans conteste ».

L'Etat-pieuvre étend ses tentacules sur tous les domaines de la vie nationale, réglementant toutes les activités pour le plus grand bien des masses ouvrières. Lénine a beau prétendre que l'« Etat où s'exerce un contrôle universel de ce genre cesse presque d'être un Etat » (1), la nouvelle organisation ne diffère pas essentiellement — du moins en pratique — sauf peut-être dans la généralité de sa compétence de ce que nous voyons dans le régime capitaliste.

A la contrainte pour tous, va se superposer l'inégalité.

Car la justice suppose l'inégalité. L'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre pas. L'exploitation des individus a cessé d'exister. Mais l'égalité idéale ne saurait s'instaurer. C'est plutôt une proportionnalité qui va s'établir. Le droit bourgeois va à nouveau être mis en vigueur dans ses principes par un Etat dont la tâche essentielle est aussi de donner à chacun ce qui lui convient dans la répartition sociale, eu égard à l'effort fourni et à ses besoins.

L'Etat devient ainsi l'Etat d'une classe, d'un parti, le parti communiste. L'organisation politique ne trouve de limitation à ses pouvoirs qu'autant que l'intérêt de cette classe le nécessite. C'est lui qui maintenant inspire les décisions du pouvoir. Au-dessus de l'Etat, se trouve un droit antérieur et supérieur, défini par les intérêts sociaux et économiques de la classe la plus nombreuse.

Le droit naturel soviétique représente, non pas comme dans l'Etat démocratique, les droits imprescriptibles des

(1) Lénine : *Op. cit.*, p. 156.

citoyens, mais ceux de la classe ouvrière. L'Etat n'est dictatorial et arbitraire que dans la mesure où il vise au bien suprême du prolétariat dont il est l'organe. Les mesures qu'il prend ne se justifient qu'autant qu'elles sont compatibles avec l'intérêt du prolétariat, qui seul est la nation.

§ 2. — La forme fédérale de l'Etat soviétique

Il apparaîtrait conforme aux principes internationalistes du marxisme intégral que le nouvel Etat édifié en Russie ne dût pas borner son champ d'action au seul territoire de l'ancien empire des tsars. Ses limites ne devraient être que celles de l'univers terrestre.

Cette conception ne concorde pas avec la politique internationale qu'ont suivie les Soviets. Certes, le professeur Magnerowsky a pu écrire dans son livre *l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques* (Moscou, 1923, édité par les soins du Commissariat du Peuple pour la justice) : « L'Union n'est liée à aucun Etat, à aucune nation définie ; elle est aussi vaste que les différentes parties du globe auxquelles elle s'étend ; elle est destinée à englober l'univers entier » (1).

Il n'en n'est pas moins vrai que le premier geste des Soviets, loin d'attirer à eux la totalité du monde, a été au contraire un geste de libération des nationalités englobées par l'ancien empire tsariste. Ce mouvement, conforme à une saine application du principe des nationalités, a eu pour conséquence d'affirmer l'autonomie locale d'un certain nombre de peuples des marches russes. Cependant, cette libération n'a été qu'une décision de forme, affirmant la liberté de tous les ressortissants de l'ex-empire pour mieux en dégager toutes les conséquences. La liberté peut-être, soit de se gouverner soi-même, soit de lier son sort à celui d'un autre groupe d'individus pour lequel on se sent des affinités.

C'est en ce sens que la Déclaration des Droits du Peu-

(1) Cité par Mirkine-Guetzevitch : *La Théorie générale de l'Etat soviétique*, Paris, Giard, 1928, p. 151.

ple travailleur et exploité, dans sa volonté d'établir « une organisation socialiste de la société et le triomphe du socialisme en tous pays » affirme dans son article 2 : « La République russe des Soviets est fondée sur le principe de l'union volontaire des nations libres ; elle constitue une Fédération des Républiques nationales des Soviets ». La Fédération russe a donc une vocation à l'universalité. Ses principes sont tels qu'elle peut être amenée à s'agréger les unes après les autres les nations existantes pour instaurer sur le monde entier le régime socialiste des soviets.

C'est pour suivre cette ligne politique que la Russie des soviets se lia, le 30 décembre 1922, avec l'Ukraine, la Russie blanche et la Transcaucasie. Ce pacte international fut confirmé par la loi fondamentale ou Constitution du 23 juillet 1923, qui donna une forme juridique à la Fédération. En vertu de l'acte additionnel du 20 mai 1925 les Républiques du Turkestan et de l'Azerbaïdjan entrèrent également dans l'Union des Républiques soviétiques. Celle-ci est donc composée de six Républiques libres, dont deux d'ailleurs possèdent à leur tour une organisation interne à base fédérative. La Déclaration préliminaire de la Constitution de 1923 établit que « l'accès dans l'Union est ouvert à toutes les Républiques soviétiques déjà existantes, de même qu'à celles qui pourraient naître dans l'avenir ». On crée ainsi au communisme un cadre internationaliste conforme à ses principes qui postulent le triomphe de la révolution universelle. La Russie n'existe plus. On ne la considère que comme l'un des composants de la nouvelle organisation mondiale des Soviets.

Comme dans le régime fédéral du type classique, deux séries de pouvoirs se superposent, les uns dévolus à l'Etat fédéral, les autres à chacune des nations fédérées. En principe, liberté totale est laissée aux membres de l'Union pour agir sur son territoire, sauf en ce qui concerne des matières strictement réservées au pouvoir central. L'article 3 de la Constitution dispose en effet : « La souveraineté des Républiques fédérées n'est soumise qu'aux limitations établies par la présente Constitution, et seulement dans les matières qu'elle déclare de la compétence de l'Union. En dehors de ces limites, chaque République fédérale exerce

sa souveraineté de façon indépendante; l'union des R. S. S. protège les droits souverains des Républiques fédérées ». Cette liberté va jusqu'au droit de sécession, qui est strictement réservé aux membres de l'Union par l'article 4. Certains ont prétendu que ce droit était purement fictif. Au surplus, il n'a jamais été exercé. Mais les juristes officiels répliquent qu'il ne faut préjuger de rien (1).

Cependant, il ne faut pas s'en référer aux seuls principes. Il y a lieu de tenir compte également de l'application prévue par l'article 19 de la Constitution des décisions du pouvoir central aux divers Etats fédérés. « Tous les décrets, arrêtés et ordonnances promulgués par le Comité Central Exécutif doivent être exécutés obligatoirement et immédiatement sur tout le territoire de l'Union. » Les décisions du pouvoir central s'imposent sans contestation, ne laissant qu'une faible importance à celles des Etats. Leurs décrets sont soumis au veto constant du Comité Central Exécutif, qui peut « suspendre ou abroger les décrets... des congrès des Soviets et des Comités centraux exécutifs des Républiques fédérées et autres organes publics sur le territoire de l'Union » (article 20). Il peut même « suspendre et abroger les arrêtés des Comités centraux exécutifs et des Conseils des Commissaires du Peuple des Républiques fédérées ». Ainsi les Soviets du pouvoir central imposent leurs décisions à ceux des pouvoirs de chaque Etat. Cela va jusqu'à une possibilité de suspension des décisions des congrès des Soviets, c'est-à-dire du pouvoir constituant des Républiques fédérées, par la direction du Comité Central Exécutif de l'Union, sous la seule réserve de soumettre chaque cas à une assemblée plénière (article 32). C'est en fait subordonner la sécession des Républiques fédérées à une ratification du pouvoir central. Car tout acte d'indépendance pris en vertu de l'article 4 de la Constitution pourrait, à tout insant, voir son plein effet dépendre de la volonté de l'organisme exécutif du pouvoir central.

La doctrine officielle soviétique sur les rapports de l'Etat fédéral et les Etats fédérés se base sur l'auto-détermina-

(1) Voir Touroubiner : *Esquisse de l'Organisation d'Etat de l'U. R. S. S.*

tion de ceux-ci en ce qui concerne les questions purement locales. Elles ne peuvent être résolues que dans un cadre restreint. « Les Républiques sont autonomes quant à leur administration intérieure, rien ne borne leur faculté de se développer dans les conditions d'existence les plus favorables à leur nationalité. Dans toutes les questions touchant les mœurs indigènes : l'enseignement, la justice, l'administration locale, la santé publique, l'agriculture, la prévoyance sociale, les Républiques ne sont liées que par les directives des organes fédératifs, mais restent tout à fait autonomes dans leur régime interne (1). »

C'est laisser ainsi aux Etats membres de la Fédération une autonomie purement culturelle, qui s'oppose nettement aux tentatives d'unification forcée du régime tsariste. On respecte les apparences, l'usage de la langue nationale dans les actes officiels, les coutumes propres à chaque République.

En ce qui concerne la vie économique, que les Soviets cherchent à développer à l'infini, la décentralisation fédérative cède nettement le pas à une organisation que régit entièrement l'organisme central. En cela est assuré entièrement le triomphe des théories marxistes qui prônent la suprématie de l'Etat de classe fort.

La constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie (R. S. F. S. R.), qui a servi de modèle aux lois constitutionnelles des autres Républiques, comporte une partie consacrée au budget (titre V, chapitre 7). Dès les premiers articles, on remarque la tendance à une intégration des pouvoirs fiscaux locaux dans les pouvoirs fédératifs. L'article 77 s'exprime ainsi : « Le budget de la R. S. F. S. R. entre comme partie intégrante dans le budget d'Etat unique de l'U. R. S. S., conformément à la Constitution de l'Union et aux règles promulguées en forme de lois générales ». L'article 79 développe en termes plus précis la même doctrine centralisatrice : « Le budget de la R. S. F. S. R. est examiné par le Conseil des Commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., approuvé par le Comité Central Exécutif et transmis aux organismes législatifs de l'U. R. S. S., pour être inséré, con-

(1) *Annuaire politique et économique de l'U. R. S. S.*, 1925-1926, p. 17.

formément à la Constitution de l'U. R. S. S., dans le budget d'Etat unique de l'Union ». Ainsi, plus que l'autonomie des Républiques fédérées, tend à prévaloir l'unité budgétaire économique de l'Union. C'est l'inverse qui se produit dans les Fédérations du type classique, où l'adhésion des membres emporte ratification des décisions du pouvoir fédéral.

En U. R. S. S., ce sont les décisions du pouvoir fédéral qui créent les normes de vie des diverses Républiques. Ainsi, la part contributive en recettes et le chiffre des dépenses qui est attribué à chacune d'elles, sont fixés, non pas d'après les modalités qu'elle peut établir, mais bien « par voie de lois générales de l'Union » (article 78 de la Constitution de la R. S. F. S. R.).

Pour maintenir cette centralisation qui fait échec à la nature ordinaire de l'Etat fédéral, le Comité Central Exécutif a d'ailleurs à sa disposition un Tribunal suprême qui lui permet de maintenir les décisions prises par les diverses Républiques en conformité avec la doctrine suivie par les organismes centraux.

L'article 43 de la Constitution fédérale soumet à la compétence de ce Tribunal, qui crée en fin de compte une unité de vues juridiques et politiques sur tout le territoire de l'Union, « les arrêtés, décisions et verdicts des Tribunaux suprêmes des Républiques fédérées pour violation de la législation fédérale ». Il statue également sur la constitutionnalité des arrêtés des républiques fédérées.

Une administration politique d'Etat unifié, le fameux G. P. U., permet de faire régner partout les idées du pouvoir central et elle intervient auprès du Tribunal suprême pour faire trancher les différends qu'elle ne peut réduire à néant par la force.

C'est donc en dernière analyse à l'Union seule qu'appartiennent tous les pouvoirs. La Constitution reconnaît bien la souveraineté intégrale aux Républiques fédérées. Mais son article premier y apporte des exceptions considérables en dotant l'Union de toutes les compétences, soit en matière de politique extérieure, soit en matière économique interne. Le rôle prédominant qu'elle tient en établissant le plan général de toute l'économie nationale de l'Union, en posant les lois fondamentales du travail, la montre semblable à un Etat

capitaliste unitaire, qui verrait sa compétence renforcée par son extension à toutes les manifestations de la vie politique et économique locale, régionale et nationale.

§ 3. — L'organisation politique et les centres directeurs de l'économie soviétique

Partant de la conception d'un Etat plus économique que politique, les Soviets ont dû transposer leur doctrine dans la réalité en décidant que seuls pourraient faire partie de cet Etat et se comporter en véritables citoyens les travailleurs. La Constitution de 16 juin 1918 déclare, dans son article 10 : « Le pouvoir doit appartenir en totalité et exclusivement aux masses travailleuses et à leurs représentants autorisés : les Soviets de délégués ouvriers, soldats et paysans ».

De ce point de vue, la communauté nationale ne se compose pas indifféremment de toutes les personnes de nationalité russe qui vivent sur le territoire, soumises à l'autorité de l'Etat. Elle est faite de la seule classe ouvrière et paysanne. Le citoyen n'est pas un simple ressortissant de l'Etat, mais un membre d'une cellule économique de l'organisme national. La notion de citoyen est remplacée par celle de producteur ou de collaborateur de la tâche de production, qui met mieux en relief que la vieille définition libérale et politique la solidarité des membres d'une même communauté économique.

A ce titre, il peut arriver qu'une même personne, appartenant à la fois à plusieurs organisations, puisse disposer de plusieurs droits de vote et puisse voter dans plusieurs collèges électoraux. Le vote lui-même est organisé, non plus en fonction de l'individu isolé, mais par rapport à un certain groupe économique. Ce sont les membres d'une même communauté de production (usine ou ferme collective) qui participent en tant que tels à l'élection du Soviet de ville ou de campagne, selon le caractère urbain ou rural de la circonscription. Celle-ci n'est d'ailleurs pas soumise pour sa constitution à des règles uniformes. On ne tient pas compte du nombre de ses habitants pour délimiter une région territoriale qui aura droit à un nombre donné de

représentants. Chaque groupe industriel ou agricole élit des délégués suivant une règle spéciale obéissant à son intérêt propre. Le collège électoral est formé sans tenir aucun compte des nationalités. La Russie est devenue la véritable « patrie des travailleurs » et, pour coopérer au gouvernement, il suffit d'apporter son concours à l'œuvre productive, que l'on possède ou non la nationalité du pays.

La Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité dispose en effet dans son article 20 : « Partant du principe de la solidarité des travailleurs de toutes les nations, la R. S. F. S. R. accorde tous les droits politiques aux citoyens russes et aux étrangers qui travaillent sur le territoire de la République et qui appartiennent à la classe ouvrière ou à la classe paysanne qui ne vit pas du travail d'autrui. Les Soviets locaux ont la faculté de concéder à ces étrangers les mêmes droits sans aucune formalité ».

Cette disposition découle logiquement du dogme internationaliste de stricte observance marxiste. En fait, l'évolution des Soviets s'est affirmée strictement nationale et même nationaliste et la collaboration des travailleurs étrangers à la vie politique est à l'heure actuelle encore nulle (1). En fait, le droit de participer aux élections appartient aux seuls travailleurs russes et ne sont considérés comme tels que ceux qui appartiennent au parti communiste. Ils sont une infime minorité. Le vote a lieu au scrutin public, à la suite d'un simulacre d'élection, qui se résume pour l'électeur à dire si oui ou non il est satisfait des candidats proposés par les dirigeants du parti au pouvoir.

Ainsi, par une organisation en pyramide, se trouve constituée une double hiérarchie de conseils économiques et de soviets, qui règlent les questions de législation, d'administration et de justice dans la commune, le district, la province et dans toute l'économie nationale.

Le Conseil des Commissaires du peuple est chargé de la tâche supérieure et, parmi les commissions qui le constituent, un Conseil supérieur d'économie nationale a pour

(1) Cf. José de la Vega : *Démocratie et Soviétisme*, Paris, 1931, M. Giard, 1 volume de 238 pages, notamment p. 163.

fonction la réglementation et le contrôle de la vie économique sur tout le territoire de la Fédération soviétique. Il établit le contact entre le gouvernement et l'économie du pays au moyen de pouvoirs très étendus sur les choses et sur les syndicats, qu'il reconnaît et organise. Sous sa dépendance immédiate, fonctionnent dans les Républiques fédérées des organismes similaires.

Ce Conseil supérieur comporte deux rouages essentiels. Le premier, qui est la direction économique, étudie les questions générales de la politique industrielle, donne l'impulsion au Conseil supérieur des Républiques, dresse le plan industriel général, le budget en dépenses et en recettes de l'industrie. L'autre, qui est la direction centrale de l'industriel, a la haute main sur les trust de l'Union et gère les entreprises industrielles où le Conseil supérieur a des intérêts (sociétés par actions, syndicats, etc.).

Sous sa direction, fonctionne la Commission du plan d'Etat ou Gosplan, qui détermine, pour une période donnée, l'orientation de l'économie nationale et fédérale. Le crédit est réparti par une banque d'Etat, qui accorde les moyens de paiement suivant les directives du plan. Un organisme distinct, le Commissariat du Peuple pour le commerce extérieur, règle, par le moyen de licences ou de contingents, les rapports avec les autres économies nationales.

Certes, l'économie nationale tout entière n'est pas centralisée aux mains d'un organisme unique, puisqu'à côté du secteur public existent un secteur coopératif et un secteur du commerce privé. Mais ces tentatives montrent que l'U. R. S. S. a tout au moins réalisé une forte coordination de l'activité nationale et, dans une large mesure, un vrai capitalisme d'Etat.

§ 4. — L'organisation économique et le syndicalisme

La Russie des Soviets a conçu un système syndical fort original, qui permet à la classe ouvrière de prendre conscience de ses intérêts dans le cadre professionnel et dans le cadre national. Cette organisation est profondément différente de la nôtre. En France, le syndicat est une moda-

lité d'action professionnelle et de défense des intérêts individuels, qui peut être aussi bien adoptée par les employeurs que par les salariés.

En U. R. S. S., l'Etat de classe se doit de ne reconnaître officiellement que les membres de la classe ouvrière, organisée dans les syndicats. Ceux-ci devraient, suivant l'orthodoxie communiste, réglementer en maîtres la profession et participer, en concours avec les techniciens, à la gestion des usines nationalisées.

Cette organisation, qui donnait au Conseil suprême de l'économie nationale des pouvoirs quasi-dictatoriaux, n'eût qu'une durée assez courte. Elle se termina en 1921, avec l'institution de la Nouvelle Politique Economique (N. E. P.). La liberté fut rendue à la propriété et au commerce privés, coexistants avec les trusts d'Etat. Les syndicats cessaient, dès lors, d'être maîtres des entreprises, dirigées par des particuliers. Il fallait donc renouveler leur organisation, adapter leur rôle aux nouvelles conceptions de l'économie nationale; en faire, comme dans les pays occidentaux, de simples organismes de défense ouvrière.

Le Code de Travail, promulgué en 1922, y a pourvu. Non seulement il détermine les caractères du nouveau type syndical, mais encore il réglemente le rôle de la hiérarchie intersyndicale dans l'économie nationale et dans son fonctionnement.

*
**

Le syndicat soviétique n'est pas une forme libre d'association comme celui que prévoient les législations capitalistes. Les ouvriers, en U. R. S. S., se groupent par industrie. Un syndicat unique doit exister pour les travailleurs qui concourent à l'élaboration d'un même produit. Ce syndicat, unique pour toute l'étendue du territoire, ne sau-

(1) Cf. B. I. T. L'organisation de l'industrie et les conditions du travail dans la Russie des Soviets (Etudes et documents, série B., n° 11, juillet 1922). L'évolution des conditions du travail dans la Russie des Soviets (*ibid.*, n° 14, 1924). Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets (*ibid.*, série A., n° 26, 1927).

J. Bréthe de la Gressaye : *Le Syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, Paris, Sirey, 1931, 362 p.

rait être qu'obligatoire. Tous les membres de la profession sont tenus de s'y affilier. Toute une hiérarchie a été établie à travers les différentes usines et les diverses régions, qui relie les membres d'un même groupe professionnel à travers toute la fédération soviétique.

La première caractéristique du syndicalisme soviétique est, comme nous l'avons vu, qu'il ne comporte que des organisations ouvrières. C'est une institution de classe. Le Code du Travail ne parle pas des syndicats patronaux : ils n'ont pas d'existence légale. L'article 151 ne concerne que les syndicats professionnels de production, qui groupent les citoyens travaillant moyennant salaire dans les entreprises d'Etat publiques ou privées. C'est la consécration juridique de la victoire du prolétariat par la révolution. La lutte de classes a amené la domination d'un groupe qui s'attribue pour lui seul une organisation et n'en fait pas bénéficier la classe jadis au pouvoir. L'Etat de classe n'accorde des prérogatives qu'aux travailleurs, tandis que l'entrepreneur est réduit à l'isolement. Le syndicat ouvrier est un organisme reconnu officiellement et qui joue son rôle dans la vie publique. Il se différencie de nos syndicats libres, en ce sens qu'il est une institution du droit public. Il représente tous les travailleurs qu'il englobe, traite en leur nom pour la conclusion des conventions collectives et en général pour les questions professionnelles. Ses pouvoirs vont jusqu'au « pouvoir fiscal » : il a le droit de lever des contributions obligatoires sur les entreprises de sa profession pour faire face aux dépenses.

Mais cette qualité d'institution publique n'est reconnue à un syndicat que s'il est agréé par les organisations inter-syndicales, suivant des règles fixées par le Comité panrusse des syndicats. Un syndicat non agréé n'a pas d'existence juridique. Cet agrément n'est conféré que si les dirigeants sont communistes. De là résulte la mainmise de l'Etat sur cet organisme, qui devient sa chose et cesse par là-même d'avoir une constitution démocratique.

Les industries dont les agents sont syndiqués ont été réunies en catégories très compréhensives telles que : agriculture, alimentation, mines, industries du bois, du cuir, du textile, industrie métallurgique, chimique, bâtiment, etc..., auxquelles s'ajoutent des catégories pour les travail-

ieurs intellectuels (beaux-arts, instruction publique) et pour les fonctionnaires. Il n'y a en tout que vingt-trois groupes professionnels et donc vingt-trois syndicats pan-russes seulement, composés de membres très nombreux et par là-même très puissants.

Le syndicat unique est, avons-nous dit, obligatoire pour tous les travailleurs salariés du groupement d'industrie. Mais il ne l'est que juridiquement. L'Etat soviétique a renoncé à imposer l'affiliation effective aux innombrables travailleurs russes. Seuls, les vrais communistes sont membres de fait de l'organisation syndicale. Mais les décisions qu'elle prend concernant l'action ouvrière sont obligatoires pour tous les travailleurs de l'U. R. S. S. C'est en ce sens que le syndicat russe est un organisme de droit public, dont l'action a une portée générale.

D'ailleurs, les salariés ne sauraient appartenir à aucun autre groupement professionnel. Seul le syndicat reconnu par l'organisme panrusse a qualité pour les représenter.

Ce Syndicat national, unique pour tout le territoire de l'U. R. S. S., exerce son action par l'intermédiaire d'une hiérarchie, dont la compétence territoriale est calquée exactement sur les divisions politiques de la Fédération. Il existe des sections de provinces, de départements, des sous-sections de districts et des directions centrales dans les différentes Républiques soviétiques.

La base effective, la cellule syndicale, c'est l'entreprise qui réunit dans un même but les travailleurs. Groupés pour une tâche commune par la solidarité technique, ils sont groupés aussi pour la défense de leurs droits. Les ouvriers et employés constituent l'organe primaire du syndicat, le comité d'entreprise (art. 156 du Code du Travail).

Le comité est élu par le personnel de l'établissement, suivant les règles fixées par le syndicat. Ce système d'apparence démocratique est corrigé par le fait d'une intervention du syndicat national, qui doit confirmer cette élection. Le comité représente — et il a seul pouvoir pour cela — le personnel auprès de la direction de l'établissement. A tous les degrés de la hiérarchie, le syndicat est le représentant unique, légal des travailleurs. Il a le monopole de la défense de leurs droits.

Le chef d'entreprise est obligé d'être en rapports avec

le comité; il doit supporter les frais de son fonctionnement et exempter de travail les ouvriers qui en ont été élus membres (articles 159 et suivants, C. Trav.).

Du haut en bas de l'échelle économique, se trouvent ainsi tissés des liens juridiques obligatoires entre les entrepreneurs privés ou publics et les représentants des ouvriers. Ceux-ci, en dernière-instance, détiennent en droit la plénitude du pouvoir, qui est confié au Congrès panrusse des syndicats professionnels.

Le syndicalisme russe ne se différencie pas de l'organisation ouvrière des pays occidentaux dans sa mission de défense des travailleurs. Seule, la qualité d'organisme public qui appartient au syndicat lui donne un pouvoir officiel pour passer les conventions collectives avec les employeurs, pour établir la réglementation générale du travail, pour représenter les ouvriers devant les tribunaux chargés de juger les conflits collectifs du travail. Le syndicat russe exerce par tous ces moyens un véritable pouvoir réglementaire sur tous les ouvriers sans distinction, syndiqués ou non.

L'originalité du rôle confié aux syndicats réside dans la participation qu'ils prennent à l'organisation économique nationale. Etant les émanations officielles des forces du travail, ils sont représentés auprès des conseils du gouvernement soviétique et auprès des commissariats du peuple, notamment auprès des ministères du Travail, de l'Agriculture, des Transports et des Finances. Mais leur rôle s'est restreint depuis la période communiste, où ils avaient un pouvoir propre de décision. Maintenant ils n'ont plus qu'à donner leur avis en vue de collaborer avec les pouvoirs politiques. Ils présentent des candidats aux postes de direction des trusts d'Etat, sans pouvoir s'immiscer immédiatement dans la gestion des entreprises nationalisées.

Il est vrai que le comité de chaque entreprise y supplée. Représentant et défendant les intérêts du personnel tant auprès de la direction, en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence des ouvriers, qu'auprès des organes gouvernementaux et administratifs pour les questions d'intérêt public, il est à même de veiller à la stricte observation de la législation ouvrière et aussi de contribuer à la marche normale de la production, dans les seules entre-

prises d'Etat. Le comité exerce une action technique, qui porte sur le rendement du travail, les méthodes de production, la répartition des tâches. C'est du simple contrôle ouvrier, qui ne va pas jusqu'à la participation à la gestion commerciale et financière de l'entreprise. Encore ce système n'existe-t-il pas dans les entreprises privées.

L'économie nationale russe n'est donc pas encore entièrement organisée sur des principes de direction démocratique. L'usine appartient encore, soit à l'Etat, soit à des particuliers. Elle n'est pas devenue la cellule fondamentale, le groupement de producteurs exploitant la richesse collective. Cependant, la hiérarchie existant au sein de l'organisation ouvrière permet à la nation russe de prendre conscience de ses intérêts économiques, dont la cohésion va se rapprochant à travers la centrale nationale, les divers syndicats nationaux, les conseils régionaux, pour aboutir à l'entreprise, où le comité permet déjà aux ouvriers d'avoir une action certes relative sur la marche de la production.

•

CHAPITRE III

L'ORGANISATION ECONOMIQUE DU SOCIALISME SOVIÉTIQUE

Pour donner une réalité au désir qu'ont les dirigeants de l'U. R. S. S. d'assurer l'indépendance du régime en face des forces capitalistes, il convenait de dresser un programme d'organisation économique du pays et d'orientation de son activité. C'est la forme que connaît dans la Russie des Soviets l'économie dirigée. Elle se manifeste par le moyen d'un plan, qui assure la convergence de toute l'activité nationale et qui réalise l'économie nationale en même temps que régionale à la suprême puissance, par la coordination intégrale de tous leurs éléments constitutifs. Elle est l'élément le plus essentiel du socialisme soviétique, en tant que réalisation d'une idée de volonté et de prévoyance.

Nous étudierons les diverses caractéristiques de cette organisation, ses tendances principales et son application aux diverses branches de la production. Cela nous permettra de faire apparaître, du point de vue de l'économie nationale, les formes d'organisation que peut suggérer la pensée socialiste (1).

(1) G. Grinko : *Le Plan quinquennal*, 2^e édition, Paris, Bureau d'éditions, 1931, 1 volume de 428 p.

Michel Farbman : *Piatiletka*, Paris, Rieder, 1931, traduit de l'anglais par Jeanne Guénenno, 1 vol. de 226 p.

Lucien Laurat : *L'Economie soviétique*, Paris, Valois.

J.-V. Staline : *Deux discours sur le Plan quinquennal*, Paris, Valois.

Staline : *U. R. S. S., Bilan 1934*, suivis d'un exposé sur la politique étrangère par M. Litvinov et d'un exposé sur le programme financier de l'U. R. S. S. en 1934 par M. Grinko, complété par les notes sur le second plan quinquennal, texte traduit sous la direction de M. René Lavigne, Paris, Denoel et Steele, 1934, 1 vol. de 216 p.

G. Méquet : *Les Leçons du Plan quinquennal*, Paris, Alcan, 1934, 1 vol. de 265 p.

§ 1^{er}. — La notion d'économie planifiée

Le plan quinquennal représente le premier effort pour embrasser dans une vue d'ensemble la totalité d'une économie nationale. Dans les pays capitalistes, l'économie nationale se constitue et se développe, en quelque sorte, par elle-même, automatiquement, par le libre jeu des activités individuelles. L'Etat n'intervient qu'à titre accessoire pour créer l'ensemble des services publics, des cadres techniques et juridiques à l'intérieur desquels se développe l'activité privée. En Russie, tout au contraire, l'économie nationale tout entière est l'œuvre de l'organisme étatique. Elle s'identifie avec lui. L'Etat est, ou du moins tente de devenir, le seul propriétaire de tous les instruments de production de répartition et d'échange (1).

Il est le seul employeur. Cette situation exceptionnelle lui permet d'envisager, dans une vaste synthèse, l'ensemble de l'économie nationale telle qu'elle doit se développer pendant un laps de temps déterminé.

Le plan quinquennal représente, à ce point de vue, une tentative intéressante pour régler, cinq années à l'avance, tout le cours de la vie d'une nation entière de cent soixante millions d'hommes. Ainsi est envisagé jusque dans ses moindres détails et en tenant compte des moyens techniques nécessaires à sa réalisation, la direction dans laquelle devront progresser toutes les branches de l'économie fédérale russe. Toutes les phases de la vie du pays, que ce soit dans le domaine économique et matériel ou dans le domaine scientifique, artistique, médical, sont attentivement précisées à l'avance. Le plan englobe le développement de l'ensemble de la nation pendant cinq ans, à la manière d'un homme d'affaires prévoyant qui essaie de tracer le programme de production de son usine et d'en déterminer à l'avance le développement. La Commission du Gosplan de Moscou a fixé en 1928 le but que doivent atteindre, en 1933, toutes les industries, les transports, l'agriculture, les finances, etc...

(1) Cf. Sur ce point R. Mossé. Les investissements dans l'économie capitaliste et dans l'économie planifiée. *Revue d'Économie politique*, 1934, p. 97 sqq.

Le plan a force de loi, mais ses auteurs sont obligés de tenir constamment un compte rigoureux des contingences. Les prévisions sont, au début de chaque année, remaniées et presque toujours les nouveaux chiffres sont inférieurs aux précédents. Au début de chaque année de la période quinquennale, on publie un plan détaillé contenant les chiffres de contrôle; ce plan indique le but à atteindre dans l'année même, pour chaque branche d'industrie.

Chaque mois, des détails plus précis sont publiés et ainsi, au jour le jour, en théorie du moins, chaque industrie, chaque ouvrier sait quel rôle lui est assigné dans l'ensemble. L'économie nationale russe est donc soumise à une loi précise qui, grâce au plan, en trace, avec rigueur, la marche ascendante. L'économie nationale d'une vaste partie du monde prend conscience d'elle-même et se manifeste dans une vision synthétique.

L'économie systématique devient ainsi le thème d'action du régime socialiste. A l'anarchie du capitalisme, qui se manifeste par le libre jeu des activités privées, il substitue un ordre issu de la nationalisation des grandes entreprises industrielles et du monopole du commerce extérieur. La stricte réglementation des rapports économiques, tant à l'intérieur de la Fédération que dans les relations avec les pays capitalistes, permet d'établir les directives selon lesquelles va évoluer pendant cinq années la première nation du monde qui cherche à s'organiser selon les principes socialistes.

Ce qui fait de cette économie planifiée une œuvre originale et la distingue de tous les plans que le capitalisme tente de mettre sur pied pour résoudre la crise qu'il traverse, c'est son point de départ.

Les projets économiques dont s'inspirent les pays capitalistes représentent des tentatives pour consolider un régime existant, qui se débat au milieu des difficultés de la surproduction. Ils représentent les formes historiques d'une évolution antérieure et des cristallisations nouvelles d'un système qui cherche à s'organiser selon un principe supérieur.

La crise permanente dont souffrait la Russie au moment où ses dirigeants eurent l'idée d'un vaste plan de cinq ans ne posait pas un problème de surproduction et de répar-

tition, mais bien de sous-production. La demande ne faisait pas défaut. Au contraire, un vaste marché de cent cinquante millions d'individus attendait impatiemment que l'on mît à sa disposition les moyens matériels et intellectuels de suffire à sa subsistance.

A l'immensité d'un marché intérieur insatisfait correspondait une économie qui n'avait pas encore passé par le stade purement technique de l'évolution capitaliste. Les usines faisaient défaut et, dans l'agriculture, le capital technique nécessaire à l'accroissement de la production n'était jamais apparu sur la terre russe.

Pour résoudre ce problème dont aucune des données ne s'imposait aux dirigeants soviétiques, la solution soviétique s'offrait sans être bridée par aucune contingence matérielle. L'économie de plan pouvait s'appliquer intégralement sur ce vaste domaine. Il ne s'agissait pas pour elle de mettre un terme aux difficultés d'une situation préétablie qui veut se dépasser elle-même, mais de créer de toutes pièces un ordre nouveau.

L'économie planifiée fut introduite en Russie avant que l'économie capitaliste libre y ait atteint la plénitude de son essor, avant que son processus vital y ait posé les graves problèmes d'adaptation qu'il pose ailleurs.

Ici, il s'agit, grâce à une situation historique tout à fait particulière, de construire dans le neuf, en adaptant les moyens techniques aux nécessités économiques et en les conformant tous à la ferme volonté de créer un monde d'un type social nouveau, qui ne doive rien, à aucun point de vue, aux réalités préexistantes.

La durée même qui a été assignée à la réalisation du plan montre chez ses auteurs la volonté de mettre debout une construction sociale absolument originale. Alors que les pays capitalistes cherchent dans des mesures législatives successives et au moyen de tâtonnements et d'approximations à réaliser l'ordre qui succèdera à la crise qu'ils traversent, le Congrès des Soviets de l'U. R. S. S. a eu pour but de transformer radicalement l'économie et les mœurs d'un grand pays. Le cadre annuel d'un budget ne saurait y pourvoir. Ils ont compris que c'était une œuvre de longue haleine que celle qui consistait à hérissier toute l'étendue du pays d'un appareil économique absolument neuf. Ce

problème général de l'orientation de toute une politique nécessitait un laps de temps assez vaste. La tâche était tellement considérable et inédite que certains même se sont demandé si cette période était suffisante, si un délai d'une quinzaine d'années n'était pas nécessaire pour entreprendre un plan général de reconstruction fondamentale et de gigantesques fondations en matière d'économie et de culture.

Mais on a cru bon de s'en tenir à la période définitivement choisie de cinq années. La raison réside dans ce fait qu'on a jugé nécessaire de procéder par expérimentations, d'étudier les conditions et les possibilités de la reconstruction. Le plan quinquennal, pour parachevé qu'il puisse paraître, ne constitue qu'une sorte de préface du plan futur de la société socialiste.

Ce plan, pour n'avoir qu'un caractère transitoire, n'en a pas moins été étudié avec une grande minutie. Les travaux d'établissement ont duré trois ans. Tous les organismes politiques, économiques et scientifiques ont été consultés. Les dirigeants de toutes les fabriques, dans leurs « conférences de production », ont examiné les possibilités et les perspectives offertes dans les cinq années à venir à leur entreprise. Ils ont eu à supputer la place de celle-ci dans la branche d'industrie correspondante.

Chaque région économique de l'U. R. S. S., après avoir élaboré ses projets, est venue défendre ses positions devant les organismes centraux de l'Union.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, un pays de cent cinquante millions d'individus présente une vue détaillée de son avenir, édifié de façon conscience et volontaire.

La Commission du Gosplan intervient en dernier ressort pour fixer par des chiffres les limites successives que devra atteindre l'économie soviétique au cours des cinq années de réalisation. Le point de départ est constitué par les derniers « chiffres de contrôle » annuels qui ont servi à donner à l'activité nationale une simple orientation générale au cours des années précédentes. On connaît les données générales qui représentent la situation économique au point de départ de la nouvelle édification soviétique.

L'étude attentive de l'économie nationale et de son déve-

loppement au cours des années écoulées sert de point de départ aux projets d'avenir.

Deux plans sont alors établis : l'un se tient à des prévisions sagement calculées et constitue la variante minimum (dite initiale) ; l'autre est plus ambitieuse et constitue la variante maximum (dite variante optima). Toutes deux représentent, à des degrés divers, la synthèse de l'organisation de l'économie soviétique. A chaque année de l'exécution du plan, les chiffres de contrôle permettent de serrer de plus près la réalité économique et d'établir, avec moins d'approximation, la tâche à assigner pour les mois à venir, dans chaque province et dans chaque branche d'industrie. Certes l'économie rurale est, en la matière sujette à plus de variations que le secteur industriel. Mais on apporte, en cours d'exécution, les corrections que rendent nécessaires les mouvantes réalités. Le Conseil des conjonctures qui fonctionne auprès du Gosplan publie périodiquement les indices des diverses branches de l'économie nationale. Par ce moyen et aussi par une vaste information des désirs des masses, le plan s'adapte aux réalités et aux désirs de tous. Il est, dans toute la force du terme, un programme gouvernemental à longue échéance d'activité économique et sociale. Grâce à lui, la vie de la Russie tout entière est « dirigée » dans un sens dont gouvernants et gouvernés ont pleinement conscience.

*
**

Dans l'étude que nous allons tenter du plan quinquennal, notre rôle n'est pas de présenter une vue détaillée de l'organisation économique de l'U. R. S. S., ni de juger le système dans son ensemble (1). Nous nous bornerons à montrer comment le socialisme, quand il tente de se réaliser, est conduit à mettre sur pied l'économie nationale sous sa forme la plus absolue.

(1) « Si hasardeuse que soit l'entreprise, elle vaut, en dépit des fautes graves et des erreurs qui l'ont parfois viciée, d'être suivie avec intérêt et non sans sympathie ». J. Lyon : De l'exploitation collective du sol russe. *Année politique française et étrangère*, juillet 1934, p. 189.

Si nous paraissions considérer avec une certaine sympathie les conditions de l'activité économique en Russie, il ne faudrait pas croire que nous ayons l'intention de présenter l'U. R. S. S. comme un paradis. Le premier plan quinquennal n'a eu qu'un but assez restreint : développer la production des moyens de production. Certains chiffres et aussi certains documents photographiques montrent que ce but a été parfois atteint avec une ampleur toute américaine.

Certes, il reste encore beaucoup à faire pour que la population elle-même, qui est le but final de l'activité économique, se déclare entièrement satisfaite de son sort. Il est hors de doute que la passion politique a entraîné des violences contre les koulaks et contre les paysans isolés afin de précipiter la réalisation des tâches prévues au plan.

Les conditions de vie du travailleur n'ont guère pu s'améliorer. La production industrielle avait à rattraper le retard des années précédentes. D'autre part, étant une production massive d'objets de production et non de consommation, elle n'a pu rapidement améliorer le sort du prolétaire. La production agricole, malgré son augmentation, n'a pu toujours satisfaire aux besoins d'une population qui s'accroît au rythme de trois millions et demi d'individus par an. La consommation par tête se trouve plutôt diminuée qu'augmentée.

Certes, il y a en U. R. S. S. des camps de concentration où on pratique le travail forcé. Certes, l'organisation de la distribution et des transports pêche encore sur beaucoup de points. Mais il faut avoir à l'esprit que le but recherché par les Soviets en accomplissant le premier plan quinquennal est une augmentation des moyens de production industrielle.

Sans vouloir passer rien sous silence, on peut coter ainsi les résultats obtenus au bout de cette première épreuve : équipement national, industriel et agricole : bien ; production : passable ; relèvement du bien-être : insuffisant (sinon médiocre) [1].

(1) G. Méquet, *Op. cit.*, p. 213.

§ 2. — Les directives du plan quinquennal, le développement de la production et l'économie complexe

Les auteurs du plan quinquennal prennent parti sur la direction dans laquelle l'U. R. S. S. va s'engager durant les cinq années que comporte la réalisation du plan. Le programme qu'ils se proposent en vue d'une énergique industrialisation et d'une consolidation des éléments agricoles part de cet objectif essentiel pour la période qui commence : *rattraper et dépasser*, au point de vue technique et économique, le niveau des pays du capitalisme le plus avancé et assurer par là le triomphe de l'économie socialiste dans sa concurrence historique avec l'économie capitalisée.

Il s'agit d'assurer l'indépendance de la Russie à l'égard du monde, en développant toutes les formes de son activité. Ainsi sera prouvée par l'exemple la supériorité de l'organisation méthodique sur l'organisation spontanée et aussi de l'économie complexe sur la spécialisation territoriale.

La Révolution de 1917 a trouvé la Russie des tsars à un niveau de développement qui était loin d'égaliser celui des autres nations capitalistes. L'agriculture suffisait à peine aux besoins des paysans ; les famines étaient nombreuses. L'industrie était presque inexistante et, partout où existaient des manufactures, leur rôle était plutôt de travailler pour l'exportation que de pourvoir aux besoins de la consommation extérieure. Celle-ci ne pouvait d'ailleurs être que très restreinte, la consommation des paysans étant limitée tout à la fois par le faible développement de leurs besoins et la modicité de leurs ressources.

Les premières années du régime soviétique virent encore s'aggraver cet état de choses, par l'effet de la guerre civile, de la désorganisation des cadres préexistants et de l'impuissance du régime primitivement adopté. La production industrielle était tombée à 20 %, la production agricole à 50 % du niveau d'avant-guerre. Les extractions de combustible minéral et métal avaient presque cessé.

L'effectif des travailleurs avait été ramené à 60 % du chiffre d'avant-guerre, le salaire réel était descendu à environ 50 %. Les transports étaient subordonnés presque exclusivement aux exigences de la guerre, la collaboration économique entre les régions était rompue. Le marché était

désorganisé, le système monétaire détruit, les banques désorganisées, le capital en valeur volatilisé. L'épouvantable famine de 1921 vint porter un ultime coup à cet état de choses. Mais bientôt les courbes de la production, qui s'étaient mises à descendre de façon vertigineuse, remontèrent. En 1926-1927, la production globale estimée en roubles d'avant-guerre avait retrouvé son niveau de 1918. La grande industrie retrouvait le sien en 1927-1928 et pouvait entrer sérieusement dans l'ère de la reconstruction.

Les tableaux ci-dessous montrent l'état comparé de l'économie soviétique avant la guerre et après le rétablissement qui a suivi la Révolution d'octobre.

Le premier a trait à la production globale de l'économie nationale en U. R. S. S. (chiffres exprimés en milliards de roubles aux prix d'avant guerre). Le second relate les indices généraux de la dynamique de l'économie nationale de l'U. R. S. S. (1).

ANNÉES	INDUSTRIE		ECONOMIE RURALE	TOTAL	En %, par rapport à 1913		
	Industrie tout entière	Fabriques et usines			Industrie	Economie rurale	Total
1913	8,43	6,39	11,61	20,04	100	100	100
1914	8,43	6,43	11,36	19,79	100	97,8	98,8
1920	1,72	0,82	8	9,72	20,4	68,9	48,5
1927/28..	10,08	8,14	12,26	22,34	119,6	105,6	111,5

(1) Cf. G. Grinko, *Op. cit.*, p. 41 et 42.

Ces chiffres, en particulier ceux de 1919-1924, sont des approximations, la statistique actuelle ne disposant pas de données exactes. Néanmoins, ils représentent assez exactement l'aspect général du mouvement de l'économie nationale.

Indices	Unités	Chiffres absolus			En % par rapport à 1913	
		1913	1927 1928	1928 1929	1927 1928	1928 1929
1. Electrification : Production d'énergie électrique dont : centrales régionales.	Millions de kw	1.945	5.050	6.600	259,6	339,3
		690	1.870	2.415	271	350
2. Combustible : Houille Naphte Tourbe	Millions de tonnes	28,9 9,3 1,6	35,4 11,7 6,9	41,1 13,2 7,7	122,5 125,8 446,2	142,2 141,9 500,3
3. Constructions mécaniques : Moteurs à combustion interne Machines agricoles ..	1.000 CV. Millions de roubles	26,5 67	107,9 125	150 162	403,4 186,6	565 241,8
4. Minerais et Métaux : Minerai de fer Fonte	Millions de tonnes	9,2 4,2	5,7 3,3	7,1 4,1	61,9 79,1	76,8 97,6
5. Chimie : Soude Superphosphate	Milliers de tonnes	154 55	205 150	249 261	133,1 272,7	161,7 474,5
6. Objets de consommation : Cotonnades Lainages, mouchoirs Sucre en poudre	Millions de mètres Milliers de t.	2.250 95 1.290	2.742 97 1.340	2.870 105 1.340	121,9 102,1 103,9	132 110,5 103,9
7. Produits agricoles : Céréales Coton Fibre de lin Betterave à sucre ...	Millions de tonnes Milliers de tonnes Millions de t.	81,6 744 454 10,9	73,1 718 248 10,1	74,5 861 346 10,6	89,5 96,6 54,6 92,7	91,3 115,7 76,2 97,2

De ces chiffres, il ressort que les matières premières de l'industrie ont connu un essor assez vif depuis 1913. La période 1927-1928 atteint pour la houille 122,5 % du chiffre de 1913 ; pour le naphte, 125,8 % ; pour la tourbe,

446,2 % ; pour l'énergie électrique, 259,6 % ; pour les machines agricoles, 187 %. Mais des constatations inverses sont à faire pour d'autres facteurs essentiels du progrès : la métallurgie est encore en retard sur les constructions mécaniques et sur les besoins généraux de l'économie nationale. La période 1927-1928 n'atteint que 61,9 % de 1913 pour le minerai de fer, 34 % pour le minerai de manganèse, 79 % pour la fonte, 93,5 % pour l'acier Martin et 91 % pour les laminés.

D'autre part, la prépondérance du facteur rural dans la production totale est mise en relief par le fait que sur un total de 22.340 millions de roubles, 10 milliards représentent la valeur des produits industriels et plus de 12 milliards la valeur des produits agricoles.

Si on veut donc faire de la Russie une nation capable d'exploiter toutes ses ressources et de s'égaliser aux pays capitalistes, il faut donc renverser la vapeur et transformer l'Union soviétique, pays agraire-industriel, en pays industriel-agraire. L'industrialisation, l'économie complexe est le seul moyen technique de réaliser le socialisme.

On a prêté à Lénine ce mot destiné à devenir historique : « Le socialisme, c'est l'électrification ». Il n'en est pas moins que, dès 1921, dans une lettre au VIII^e Congrès panrusse des électriciens, il écrivait : « La grande industrie mécanique et son application à l'agriculture, voilà la seule base économique du socialisme, le seul moyen de délivrer l'humanité du joug du capital » (1).

Mais, pour atteindre un tel but, il faut d'abord créer et augmenter les instruments et moyens de production, qui font présentement défaut. Ainsi s'ouvriront des perspectives de progrès pour toutes les branches de l'activité. On ne fait d'ailleurs en celui que suivre le processus de reproduction élargie décrit par Marx.

Une fois que les moyens de créer des produits auront été mis sur pied, la production pour la consommation personnelle pourra se développer dans toutes les branches. L'agriculture sera à même d'en profiter, aussi bien que l'industrie.

(1) Cité par Grinko, *Loc. cit.*, p. 51.

Pour l'instant, l'économie rurale, d'ailleurs extrêmement retardataire, doit laisser la place à l'industrie, qui sera ensuite doublée d'une agriculture fortement industrialisée. C'est dans ce but que le plan quinquennal vise surtout à la production de l'énergie, à la multiplication des machines, au perfectionnement de l'outillage. Le développement de l'industrie lourde, mise au premier plan, vise à faire accomplir des progrès ultérieurs aussi bien à l'industrie proprement dite, qu'à l'agriculture, à laquelle on ne cesse pas pour cela de s'intéresser.

§ 3. — Les perspectives du développement industriel

Le caractère industrialiste de l'orientation soviétique apparaît clairement dans la répartition des investissements et dans ses répercussions sur la structure du capital national.

Il s'agit, pour transformer l'Union soviétique, pays agraire-industriel, en pays industriel-agraire, de modifier l'importance et la destination des investissements.

Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées en la matière aux diverses branches de l'économie pendant deux périodes quinquennales, celle du rétablissement (1923-1924 à 1927-1928) et celle de la reconstruction (1928-1929 à 1932-1933). Les chiffres sont établis eu égard aux prix des périodes correspondantes, c'est-à-dire avec une diminution de 50 % pour l'ère du plan quinquennal.

	En milliards de roubles			
	1923-24	1927-28	1928-29	1932-33
Total des investissements économiques.	26,5		64,5	
Dont :				
a) dans l'industrie	4,4		16,4	
b) dans l'électrification régionale (sans les stations d'usines)	0,8		3,1	
c) dans les transports (y compris les réparations essentielles)	2,7		10	
d) dans l'agriculture (y compris les investissements des paysans)	15		23,2	

Si la somme des investissements est triplée, la part de l'industrie est quadruplée, celle de l'électrification également, ainsi que celle des transports. En regard, la part de l'agriculture n'augmente que dans la proportion d'un et demi. La part de l'industrie dans l'ensemble passe de 16 à 25 %, alors que celle de l'agriculture baisse de 64 à 37,4 %. La prédominance de l'industrie s'affirme et d'autant plus que les sommes investies dans l'agriculture doivent être, en assez forte proportion, dépensées pour son industrialisation.

La tendance générale de ces investissements est, avonous dit, l'extension énergique et accélérée de la fabrication des moyens de production ou, suivant la terminologie adoptée dans la littérature économique soviétique, l'extension du groupe industriel A (B étant l'industrie produisant des articles de consommation).

Plus des trois quarts des investissements reviennent à l'industrie lourde. Sur 13,5 milliards de roubles consacrés par le plan à l'industrie tout entière, elle en absorbe 10, alors que 3 milliards seulement vont à la production des articles de consommation.

Si on tient compte également du fait que plus de 3 milliards de roubles sont consacrés pendant les cinq années du plan à l'électrification d'Etat, c'est une somme globale de près de 17 milliards qui va s'investir dans l'industrie socialiste. Celle-ci va recevoir un peu moins de 40 % de tous les capitaux consacrés à l'économie nationale. Ainsi la part de l'industrie dans les capitaux du pays se trouve portée, dans cette période, de 14 % à 23 %.

Cette augmentation des forces de production doit avoir une grande répercussion sur le bien-être de l'ensemble de la population. Les progrès ne doivent d'ailleurs pas porter que sur la quantité des choses produites. Il doit s'étendre également à leur qualité et à leur prix de revient. Les Soviets se sont fixé comme objectif catégorique une baisse de 35 % sur tous les prix de revient. Elle aura pour conséquence, malgré la différence de coût qui subsiste entre les produits russes et ceux provenant des pays capitalistes, de permettre à la nation de subvenir à elle-même dans une plus large mesure. A la fin de la période quinquennale, non moins de 39 % de tous les produits industriels

du pays doivent être fournis par les entreprises nouvellement construites.

*
**

Dans cette tâche d'édification industrielle, une place de premier plan est réservée aux facteurs énergétiques. Les Soviets ont repris le plan décennal d'électrification conçu par Lénine et ils l'ont fait rentrer dans le cadre quinquennal de leur tâche générale.

Du degré de motorisation dépend l'essor industriel de tout le pays et c'est pourquoi le plan de cinq ans met avec autant de vigueur l'accent sur ce développement de l'électrification.

Il augmente le capital de fondation des centrales régionales de 525 %, alors que dans d'autres industries il ne l'augmente que de 300 %, dans les voies ferrées de 167 % et dans la construction de logements de 147 %.

Les prévisions, à l'achèvement du plan quinquennal, ont été établies de façon telle que la Russie rattrape le retard qui la sépare des pays les plus avancés du capitalisme. Le progrès à faire par l'industrie électrique a été calculé en proportion des besoins énergétiques de toutes les autres branches. Ils sont évalués au minimum à 22 milliards de kwt-heure, dont au moins 15 milliards fournis par les centrales régionales.

Cette prédominance de l'industrie productrice d'énergie a suscité la construction d'usines géantes pour la production en masse, et la répartition dans toutes les branches industrielles ou agricoles. On tient ici un grand compte de la nature du sol et de ses richesses, de façon à répartir sur tout le territoire de l'U. R. S. S. les centres de production d'énergie. Cette répartition n'est d'ailleurs que le prélude d'une répartition plus générale de la production, celle-ci devant, dans un temps plus ou moins éloigné, venir se grouper autour des centres de production d'énergie.

La région industrielle de Moscou doit élever sa capacité de 280.000 kilowatts à un million dans les cinq années du plan. Huit usines centrales d'une puissance de 100.000 à 300.000 kilowatts y pourvoient, cinq centrales élèvent la capacité de la région de Leningrad de 200 à 500.000

kilowatts. L'Ukraine, l'Oural, le Caucase du Nord, la République de l'Asie centrale, le Caucase doivent être équipés de même.

Le barrage géant du Dnieprostroi a été l'image-type que les Soviets ont répandue dans le monde entier pour frapper les imaginations de la grandeur du plan. Elle suffit à montrer l'important essor qu'ils poursuivent. Son résultat doit être de faire passer l'importance de l'énergie électrique dans le bilan global de l'énergie de 9,5 à 20 %.

Aux constructions électriques se rattachent directement les travaux à accomplir dans l'industrie du combustible en général et dans les bassins houillers en particulier. Le but de l'œuvre consiste à éliminer les importations de charbon anglais pour les remplacer, dans la mesure du possible, par des « carburants nationaux ». Le programme du plan quinquennal prévoit une augmentation de 212 % pour le charbon, de 118 % pour le bois et de 185 % pour le naphte. Le bassin du Donetz doit pousser son extraction annuelle de 27 à 52,5 millions de tonnes. La région de l'Oural et celle du Kousnietz doivent connaître un essor analogue.

Un effort très sérieux a été fait pour le naphte. L'U. R. S. S. a compris, comme tous les pays du monde, l'intérêt primordial qui s'attache à ce carburant, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Son territoire recèle environ 37 % des réserves mondiales. Les autorités soviétiques estiment les richesses naturelles de leur pays en pétrole à 32 milliards de barils. Il est vrai que ce sont là des estimations fort au-dessus de la réalité. La Société de Géologie des Etats-Unis estime les réserves soviétiques à 6.775 millions de barils. Celle des U. S. A. ne serait que 5.500 millions de barils, au plus.

Les entreprises de distillation ont été entièrement reconstruites. 600 kilomètres de pipe-lines doivent être posés. L'adoption en U. R. S. S. du cocking-system prend un grand développement. Le total de ces travaux exige des dépenses de l'ordre d'un milliard et demi de roubles.

Dans la production mondiale du naphte, la Russie a déjà dépassé le Vénézuëla et elle occupe la seconde place, après les Etats-Unis. Des progrès de l'ordre de 200 % en cinq ans montrent la ferme volonté des Soviets de dépasser les pays capitalistes dans l'industrie pétrolière.

La production de ces différentes sources d'énergie ne prend son véritable intérêt qu'en fonction de l'augmentation du rendement qu'elles apportent à l'industrie métallurgique et aux constructions mécaniques. Le plan quinquennal, dans sa volonté de mettre l'U. R. S. S. au niveau des pays capitalistes, a compris que le degré d'industrialisation d'une nation se mesure avant tout à l'état de sa métallurgie. C'est pourquoi, sur les 13,5 milliards de roubles affectés aux investissements industriels, la métallurgie et les constructions mécaniques reçoivent plus de quatre milliards, plus que toutes les autres branches, sans en exclure les constructions mécaniques.

Leur production doit passer de 3,3 millions de tonnes au commencement de l'exécution du plan à 10 millions lors de son achèvement.

Les usines doivent être entièrement reconstruites, en tenant compte des progrès les plus récents de la technique. On prévoit des usines-types géantes capables de produire de deux à trois millions de tonnes chacune.

Leur répartition territoriale vise à créer des centres de production dans les diverses régions économiques de la Fédération, de manière à les faire collaborer en combinant leurs diverses industries. La proximité des gisements de charbon ou des centres producteurs de coke détermine la localisation des usines métallurgiques.

La métallurgie dite de couleur doit franchir une étape qui est marquée par les chiffres ci-dessous :

Production (en milliers de tonnes)	1927-28	1932-33
Cuivre	23,8	150
Zinc	3,15	125
Plomb	2,9	100
Aluminium	»	20

Il faut ajouter à ces données l'effort fait pour développer les constructions mécaniques, produits finis issus de l'industrie métallurgique. Il s'agit de remplacer l'outillage désuet d'avant-guerre par des types récents de machines, sans qu'il soit besoin pour cela de passer des commandes

à l'étranger. Plus d'un milliard de roubles est consacré par le plan à cette branche d'activité.

De ce fait, la Russie passe au second rang de la production mondiale, immédiatement après les Etats-Unis. L'épopée du tracteur est un des thèmes favoris de la propagande soviétique. L'industrie automobile est également très développée. A Nijni-Novgorod, l'usine construite avec la collaboration de Ford doit produire 100.000 voitures par an. L'usine Amo, de Moscou, et l'usine de Jaroslavl complètent ce programme, qui exigera naturellement une extension correspondante des extractions de pétrole.

Le plan quinquennal prévoit enfin la création en Russie de l'industrie chimique, dont la nécessité est reconnue pour subvenir à la fois aux besoins de la défense nationale, de la reconstitution agricole et du progrès des sciences en général.

On prévoit pour cette branche des investissements de 1,4 milliards de roubles, en augmentation de un milliard sur le capital fondamental actuellement en exploitation.

On projette avant tout la fabrication des engrais artificiels : 3,4 millions de tonnes d'azote, 1,5 million de tonnes de potasse. Par leur intermédiaire, l'essor de l'industrie vient épauler les progrès de l'agriculture soviétique, qu'il nous faut maintenant étudier (1).

§ 4. — La politique agricole du plan quinquennal

Le relèvement rural de l'économie soviétique préoccupe les dirigeants de l'U. R. S. S. au même titre que l'édification industrielle de la Fédération. Il s'agit pour eux de redonner à l'agriculture le rôle qu'elle possédait autrefois

(1) Staline passe lui-même (*U. R. S. S., Bilan 1934*, p. 43 et 44) l'avoué que ce programme n'a pas été réalisé de bout en bout. A l'achèvement du premier plan quinquennal, il est contraint de déplorer le retard de la sidérurgie, la nécessité d'ouvrir de nouveaux centres d'exploitation. Il reconnaît la nécessité d'améliorer la qualité des articles fabriqués et d'en abaisser le prix de revient. Il veut aussi instituer une plus grande responsabilité dans le travail, par la liquidation des méthodes bureaucratiques.

C'est pourquoi, avec l'amélioration de la qualité, le 2^e plan quinquennal a, dans sa partie relative à l'industrie, un but essentiel, qui est le développement de la production des articles de consommation, dont le prix devra être diminué.

et même de dépasser ce stade grâce à l'avancement de la technique et à la réalisation du socialisme par la collectivisation. Malgré l'essor que doit connaître l'industrie, l'économie soviétique conserve une forte base agraire qu'il convient de ne pas négliger.

La révolution d'octobre avait brisé l'ancien régime auquel les terres étaient soumises. La nationalisation et la redistribution des fonds avaient amené une augmentation des petites exploitations paysannes, dont le nombre était passé de 16 millions en 1917 à 26 millions en 1929.

Cette dispersion de la propriété rurale est, selon l'opinion soviétique, la cause essentielle du faible rendement de l'agriculture. L'augmentation des cultures industrielles, les progrès rapides de la motoculture, le remembrement des terres, la multiplication des coopératives de vente et de production, la collectivisation en masse sont les moyens à employer pour redonner de l'essor à l'agriculture.

Il convient de faire en sorte que l'U. R. S. S. puisse subvenir aux besoins grandissants d'une population industrielle, qui s'accroît considérablement, et dont les besoins et le pouvoir d'achat augmentent avec le salaire.

Les Soviets ont pensé améliorer la technique de la production et achever l'œuvre de coordination socialiste en renforçant les éléments socialistes de l'agriculture. La nécessité s'en faisait d'autant plus sentir que la structure du secteur agraire révélait une grande insuffisance des moyens de production, 10 % des exploitations détenaient de 35 à 45 % des moyens de production et plus de 30 % du bétail de travail. Au contraire, 30 % des exploitations ne possédaient que 5 à 7 % des moyens de production et étaient entièrement privées du bétail de travail.

Il en est de même en ce qui concerne les surfacesensemencées. 10 % des exploitations à grande surface cultivée représentaient 30 % du total, tandis que 30 % des exploitations à faible surfaceensemencée n'en avaient que 6 %.

Les Soviets n'ont pas hésité. Pour relever le niveau de l'agriculture, ils ont sacrifié, par des moyens qu'il ne s'agit pas ici d'apprécier, les gros propriétaires détenteurs de vastes terrains, les koulaks, et porté leur effort sur les petits propriétaires aux moyens de production insuffisants. Les grouper, les doter des perfectionnements techniques

adéquats, former des coopératives agricoles (kolkhozes), tel est leur but.

D'autre part, les auteurs du plan quinquennal ont cru utile de mettre en valeur des terres encore incultes, pour y créer de grandes fabriques socialistes de produits agricoles (sovkhozes).

Ainsi s'est faite la collectivisation des exploitations paysannes. Le département de l'achat du blé et celui de l'amélioration des semences essayèrent pendant quelque temps de se mettre en relations régulières avec les paysans pour améliorer les conditions de la culture. Ils offraient d'approvisionner les villages en grains, de leur offrir les moyens matériels et techniques d'améliorer leurs récoltes.

Des avances étaient consenties par l'Etat pour l'application d'un système rationnel à l'agriculture. Mais on comprit la nécessité, pour arriver à des résultats intéressants, d'augmenter considérablement l'étendue des terres cultivées et de grouper des villages.

Une expérience faite en 1928 par l'ingénieur Markevitch donna la solution du problème. Jugeant inutiles les cent tracteurs dont il disposait à la ferme d'Etat qu'il dirigeait, il proposa aux paysans du voisinage de leur en louer quelques-uns, à condition qu'ils groupent leurs domaines pour arriver à un résultat utile.

Cette expérience de coopératisation étendue à toutes les petites exploitations est saluée par certains comme ayant autant d'importance dans l'évolution économique que le geste des « Equitables Pionniers de Rochdale ». Toujours est-il que la Commission du plan jugea utile de diffuser ce mode de culture et de prévoir, pour 1933, l'extension de ce système coopératif à 22 millions d'hectares de terre. Cette méthode connut un vif succès puisque, à la fin de la première année du plan, les kolkhozes couvraient 5 millions d'hectares et groupaient 28.000 exploitations collectives.

Ces mesures redonnèrent de l'essor au mouvement de collectivisation, qui ne tarda pas à comprendre 25 % des paysans de l'Union. Son succès est grand, surtout dans les terres fertiles en blé (Sud-Est de l'Ukraine, Nord du Caucase et Volga).

La base de ces coopératives agricoles est la station de machines et de tracteurs. Elle passe un contrat avec les villages environnants pour la culture mécanique de leurs blés et la levée de leurs récoltes. Les paysans contractants prennent part à tous les travaux agricoles et en touchent le produit intégral, déduction faite du prix de location des machines. Ce n'est là, dans la pensée des Soviets, qu'une première étape vers la collectivisation intégrale. Mais elle leur paraît nécessaire. Elle enseigne aux paysans les formes élémentaires de l'exploitation en commun et fraie la voie aux mesures plus radicales de collectivisation du sol.

Le succès des kolkhozes est tel que ce n'est pas seulement les petits paysans qui participent à leurs avantages techniques, mais encore les cultivateurs moyens. Des cantons tout entiers se servent de cette forme inédite de la coopération, qui rappelle en tous ses détails le phalanstère de Fourier. Chacun reste propriétaire de sa terre et l'intérêt du capital n'est pas aboli, puisqu'un dividende de 5 % est autorisé. Le propriétaire vague aux travaux qui lui conviennent le mieux. La rétribution du travail se fait d'après le degré de difficulté des travaux exécutés. Les travaux manuels les plus simples sont affectés du coefficient 1, d'autres des coefficients 1,25, 1,50 ou 1,75, au fur et à mesure que l'importance de la tâche s'accroît. Enfin, le président du kolkhoze, le chef comptable, le conducteur de tracteur et les agronomes ont leurs heures payées doubles.

Lorsque la récolte est terminée, on en détermine la valeur, déduction faite des dépenses générales, des frais d'entretien des enfants et des personnes incapables de travailler et de l'intérêt à 5 %. Le solde est divisé par le nombre de journées de travail que représente l'activité de tous les kolkhozniks. Les travailleurs sont payés en nature, selon les catégories auxquelles ressortissent les travaux effectués.

En groupant ainsi des domaines dont l'extrême morcellement empêchait la production intensive, on obtient des résultats qui ne sont pas négligeables. Le kolkhoze devient une unité de production importante, qui remplace l'ancien mir, auquel viendraient s'ajouter toutes les possibilités

qu'apporte la technique moderne mise à la disposition des paysans par les stations de tracteurs.

*
**

Certes, dès le début, l'enthousiasme ne fut pas partout très grand et la force, la violence sous leurs formes les plus brutales furent employer pour collectiviser la terre. Les organismes centraux furent même, à un moment donné, obligés de faire machine en arrière et de blâmer la politique trop zélée des exécutifs locaux. Le nombre des kolkhozes décru rapidement et, dans certaines régions du Sud-Est, où la collectivisation avait été presque complète, il tomba à 25 % de la superficie totale ensemencée.

Des décrets du mois d'avril 1931 organisèrent le système des kolkhozes en exonérant largement d'impôts leurs membres.

La grande œuvre agricole du plan quinquennal consiste surtout à mettre en valeur de vastes étendues de terrain qui, jusqu'alors, étaient restées incultes. De grandes entreprises d'Etat, ou sovkhoses, ont été fondées en vue de la culture du blé, de la betterave, du lin ou du coton. Ils sont l'œuvre de trusts publics, créés et financés par le gouvernement.

Ils englobent, tant en Russie d'Europe que dans les autres Républiques de la Fédération, soit des terres incultes, soit des terres qui n'ont pas été cultivées depuis des années. Seul l'outillage industriel a permis la culture, dans des conditions intéressantes, de ces terres désertes et arides. On espère remédier ainsi presque complètement à la sécheresse et n'obtenir qu'un pourcentage très faible de mauvaises récoltes.

D'ailleurs, comme la population ne vit pas sur les résultats de son travail, une mauvaise récolte ne doit signifier que perte de semence et de labeur, et non famine.

L'organisation de ces sovkhoses se présente sous la forme de fermes d'Etat, dont la superficie varie entre 30.000 et 60.000 hectares. Mais on n'hésite pas à adopter des étendues plus vastes encore, pour établir une base économique, dotée d'un matériel technique plus important,

donc plus apte à résoudre le problème si ardu de la production.

Les investissements représentent en moyenne 70 roubles par hectare, ce qui est un chiffre très élevé pour la Russie. Le gouvernement se propose de l'élever encore, en vue d'intensifier la culture. Ainsi espère-t-on faire des récoltes d'Etat aussi importantes que celles des koulaks et combler le déficit en viande, en lait, en légumes et augmenter la production du coton et du lin.

Le plan quinquennal prévoit qu'en 1933 la surface du secteur collectif passera de 23 millions d'hectares à 27 millions; que les domaines nationaux auront mis en valeur 5 millions d'hectares et les exploitations collectives 22 millions. Cet immense champ de travail agricole aura à sa disposition 170.000 tracteurs. L'ensemble du capital technique atteindra 900 milliards de roubles. 25 % des cultures seront dotées d'engrais minéraux.

Les entreprises collectives produisant une très importante partie de la production totale en céréales, c'est là un moyen puissant d'enrayer la spéculation des koulaks et de réglementer sans encombre les prix et les expéditions, sur lequel compte le gouvernement (1).

L'outillage économique de la Russie est complété par un projet de relèvement des transports. Un capital de 5 milliards doit servir à ce but, dont 3,3 milliards pour les chemins de fer, sur lesquels 1,6 milliards est réservé aux constructions nouvelles. Le réseau des chemins de fer, qui était de 76.000 kilomètres, doit être augmenté de 17.000 kilomètres. Avant 1933, on doit mettre en service 3.000 grandes locomotives nouvelles et 760.000 wagons. De grandes lignes transcontinentales, reliant le Donetz à Moscou et à Leningrad, le Turkestan à la Sibérie, ouvrent des domaines nouveaux et immenses à l'extension industrielle et agricole du pays.

(1) Ces objectifs sont ceux qu'avaient comptés atteindre les rédacteurs du premier plan quinquennal. De l'aveu de Staline lui-même, il reste encore fort à faire pour y arriver, surtout dans le domaine de l'agriculture. L'économie individuelle y est encore développée, l'élevage est dans une situation grave, les engrais sont mal distribués et leur défaut compromet les récoltes, les machines sont mal entretenues. On compte sur le 2^e plan quinquennal pour pallier à ces vices d'organisation.

Les voies fluviales sont l'objet des soins du gouvernement. Le canal Volga-Don doit être de la plus haute importance pour le ravitaillement en charbon de la région industrielle centrale. 600 millions de roubles doivent être attribués à la navigation fluviale, dont 275 millions pour construire des bateaux, 120 millions pour créer des ports et 180 pour creuser des canaux.

Signalons enfin l'effort fait en faveur de la construction de logements ouvriers, auxquels 3 milliards sont destinés. Des villes entières sortent de terre. L'U. R. S. S. est en tête du progrès architectural moderne.

Les Soviets ne semblent pas, au moyen du plan quinquennal, faire du socialisme, mais bien du capitalisme d'Etat. S'attachant à posséder tous les fils conducteurs des diverses branches de l'économie, ils cherchent à tirer le plus grand parti des ressources multiples que possèdent le sol et le sous-sol du pays qu'ils gouvernent. Remettant à plus tard une solution socialiste des problèmes du salaire et de la répartition, ils se lancent dans des voies productivistes, qui rapprochent leur politique de celle que préconisaient, il y a un siècle, Saint-Simon et les Saint-Simoniens. Ils font en somme de l'économie nationale sur une vaste échelle, cherchant avant tout à accroître la somme des satisfactions qu'éprouve ou que doit éprouver dans l'avenir le peuple russe.

**

Les dirigeants de l'U. R. S. S., à la fin de l'exécution du premier plan quinquennal, se sont décidé à achever leur œuvre dans un nouveau délai de cinq ans. A l'expiration de cette période, ils espèrent en avoir terminé avec l'édification purement technique et, la base de leur action étant acquise, pouvoir dépouiller le vêtement de la dictature du prolétariat pour faire place à un régime vraiment socialiste, sans classes et sans Etat.

L'avenir seul nous dira s'ils parviendront à trancher le lien qui relie encore le régime soviétique au capitalisme. Toujours est-il que le deuxième plan quinquennal ne semble avoir pour but qu'une industrialisation plus accentuée du territoire de l'Union. Une chose frappe particulière-

ment, c'est le fait que seront mis en valeur les territoires de l'Est, les pays continentaux bien à l'abri de toute invasion guerrière. La localisation des zones industrielles permet de penser que « les bolcheviks n'ont pas biffé la guerre de leurs livres de comptes » (1). C'est pourquoi ils cherchent à protéger leurs industries de base, celles qui permettent à un pays de développer sa prospérité économique dans la paix et aussi de créer les moyens matériels nécessaires à sa défense nationale.

C'est en fin de compte sous le double signe de la renaissance économique et de la défense nationale que nous apparaît la politique économique des Soviets. Ses mots d'ordre sont les mêmes que ceux des pays capitalistes. Créer et protéger par tous les moyens, même par la guerre, l'organisation de la production et des échanges, voilà ses fins. Ce n'est autre chose que de la vraie économie régionale et nationale (2).

(1) Louis Fischer : Le second plan quinquennal, *Europe Nouvelle*, n° du 3 février 1934, p. 125.

(2) Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que la reconstitution d'une économie nationale comme celle de la Russie puisse s'opérer par des moyens uniquement nationaux. Pour son outillage, l'U. R. S. S. a dû s'adresser à des techniciens étrangers, faire venir de l'extérieur les matières premières que son sol encore mal exploré ne lui fournissait pas et que son édification industrielle nécessitait. D'où une activité très grande du commerce international entre l'U. R. S. S. et le reste du monde, marquée par un développement des traités de commerce.

La plus grande difficulté a été, pour les dirigeants de l'U. R. S. S., de trouver les moyens de financer leurs achats à l'étranger, à une époque où le commerce international se ralentissait et où les prix des matières premières baissaient. Force leur a été de rationaliser techniquement leurs productions du moyen d'un dumping d'un nouveau genre. Malgré tout, le courant d'échanges de marchandises et de services entre l'U. R. S. S. et les pays fournisseurs n'a pas été suffisant pour balancer les commandes soviétiques. Beaucoup de pays ont dû consentir des garanties ou des avances pour payer les marchandises importées. Ainsi a été considérablement augmenté le rôle de l'U. R. S. S. dans l'économie internationale. (Voir sur tous ces points : Eliacheff (B) : *Dumping soviétique*, Paris, Giard, 1931, et Knickerbocker (H.) : *Commerce rouge*, Paris, Flammarion, 1932.

CHAPITRE IV

LE SOCIALISME ET LE NATIONALISME ANTI-LIBERAL

Au seuil de ce deuxième tiers du vingtième siècle, le socialisme ne se présente plus comme la seule doctrine qui rallie toutes les forces en lutte contre l'état de choses capitaliste existant. A côté de lui, dans le camp de l' « anti-capitalisme », se trouve le nationalisme fasciste.

Si ces caractéristiques sont d'être dressé à la fois contre le libéralisme et le socialisme — ce qui semble l'écarter de notre sujet — il possède deux autres traits qui lui confèrent quelque parenté avec les doctrines étudiées jusqu'ici. Le premier est, qu'à l'origine du moins, socialisme et fascisme sont tous deux des réactions contre l'ordre libéral, dans le domaine politique et économique. Le deuxième, c'est que le socialisme moderne et le fascisme se rejoignent quant aux conceptions de la nation. Tous deux ont pour but de dégager l'intérêt supérieur de la collectivité, transcendant aux classes et aux intérêts privés, fauteurs de désordre et d'iniquité. C'est pourquoi nous voulons dire ici quelques mots du fascisme et aussi de l'hitlérisme.

Le fascisme est une réaction « de droite » contre le capitalisme, alors que le socialisme en est la réaction « de gauche ». Les classes prolétariennes et moyennes, non satisfaites de l'état de choses capitaliste et des remèdes internationalistes offerts par le socialisme, se dressent contre les deux idéologies. La misère suggère non plus la dictature du prolétariat, mais un réflexe compensateur qui s'incarne dans un nationalisme dictatorial. Le prolétariat en faux-col et le prolétariat en casquette croient trouver dans le sentiment de la force nationale la conscience de leur propre valeur, qui leur procurera le reclassement social qu'ils es-

pèrent (1). Ils pensent le trouver dans une renaissance de l'idée nationale, conçue sous une forme nationaliste et impérialiste. Les hommes en qui s'incarne cette idée leur proposent un idéal qui n'exclut plus la solidarité nationale, mais qui, bien au contraire, l'affirme. La nation, être moral, niée par Marx et relevée par Jaurès, devient une réalité supérieure en laquelle s'absorbent toutes les autres. La représentation d'une collectivité humaine saine et confiante dans son avenir conduit à l'anticapitalisme, ou tout au moins à l'antilibéralisme. Le fascisme propose alors une doctrine à base d'autorité, qui affirme l'unité intangible des forces nationales, la réalité de l'Etat, organe de la nation, son omniprésence et son omnipotence pour régler toutes les questions politiques et sociales.

Deux hommes, venus des rangs ou de l'idéal du socialisme, Benito Mussolini et Adolf Hitler, ont institué en Italie et en Allemagne un régime qui doit sa naissance aux méfaits du capitalisme et à l'impuissance du socialisme à trouver un remède à ces maux. Ils ont tous deux créé une organisation qui, à n'en examiner que les grandes lignes, n'est pas loin de rejoindre entièrement le socialisme moderne et le syndicalisme le plus évolué. Comme eux, elle base sa conception du monde national sur une idée plus économique que politique. L'atelier prend le pas sur le gouvernement, le producteur sur le citoyen. La nation est le lieu où tous les producteurs doivent vivre dans le culte de l'intérêt général. Une organisation, d'apparence syndicaliste, de fait autoritaire, vise à dégager l'intérêt commun de tous ceux qui appartiennent au même groupe national.

C'est ce « deuxième dénouement » national des idées anticapitalistes que nous allons esquisser en analysant dans le fascisme l'idée de communauté économique nationale, puis en décrivant les institutions chargées d'en dégager la volonté. Enfin, il nous faudra montrer les différences qui, en fait, séparent l'organisation fasciste de la construction socialiste de la nation.

(1) Cf. Henri de Man : *Le Socialisme constructif*, traduction française, Paris, Alcan., 1933, 1 vol. de plus de 249 p., chapitre IV.

§ 1^{er}. — Nationalisme et solidarité économique

Le nationalisme fasciste ne rejette pas les leçons du capitalisme libéral ; il ne nie pas les droits de l'activité individuelle. Mais il affirme que la libre concurrence n'aboutit pas toujours à réaliser l'ordre économique et à sauvegarder l'intérêt général. Il pose en principe que l'intérêt collectif ne saurait se dégager toujours du libre jeu des forces individuelles. Le salut commun ne saurait avoir sa source que dans une intervention de l'Etat, qui encadre les individus et les contraint à orienter leur activité dans le sens de l'intérêt national, conçu comme le but suprême de la vie économique.

Le producteur est la cellule initiale de l'activité nationale. Il remplace le citoyen de l'Etat démocratique. Seuls, en effet, « doivent participer à la direction de l'Etat ceux-là... qui travaillent, produisent et apportent une collaboration quelconque à l'Etat en faisant œuvre individuelle » (1). Il doit donc en découler une reconnaissance de leur activité, qui est intéressante du fait même qu'elle apporte sa part à l'œuvre commune. L'oisif est retranché de la communauté nationale : c'est le gouvernement des « abeilles » qui, selon la comparaison saint-simonienne, exclut de son sein les « frelons ».

A ce titre, « l'Etat considère l'initiative privée dans le domaine de la production, comme l'instrument le plus efficace et le plus utile aux intérêts de la nation » (2). Le libre jeu des forces est utile au bien-être de la collectivité nationale. Mais il ne l'est qu'autant qu'il ne dessert pas ce but d'intérêt collectif. La propriété privée est légitime dans la

(1) Paroles de Mussolini, citées par Joseph-Barthélemy. *La Crise de la Démocratie contemporaine*, Paris, Sirey, 1931, 1 vol. de 225 p.

Il y a longtemps d'ailleurs que les économistes ont fait apparaître l'impuissance de la concurrence à sauvegarder dans tous les cas l'intérêt général et à satisfaire tous les besoins. « Nul doute que le réquisitoire de plus en plus sévère, de plus en plus riche en griefs variés et savants formulés contre la concurrence ne soit fondé dans une certaine mesure et, si l'on veut, dans une large mesure... Mais le véritable problème qui se pose aux esprits réfléchis est de faire le bilan du système. » L. Brocard : *Les Conditions générales de l'Activité économique*, p. 208.

(2) Article 7, alinéa 1^{er} de la Charte italienne du Travail du 3 avril 1926, *Bulletin du Ministère du Travail* (de France), 1927, p. 243.

mesure où elle concourt à renforcer l'intérêt public. Le fondement de la propriété, ce n'est pas le droit de l'individu, c'est l'intérêt général.

Plus haut que les individus, se dresse la communauté nationale, avec ses exigences plus impérieuses que celles des hommes qui la composent. L'organisation privée de la production est une « fonction d'intérêt national » (article 7, al. 2, de la Charte italienne du Travail). Elle n'a de sens qu'autant qu'elle est au service de l'intérêt collectif. « La nation italienne est un organisme ayant des buts, une vie et des moyens d'action supérieurs à ceux des individus qui la composent » (art. 1^{er}).

C'est en ce sens que le libre jeu des forces économiques se justifie. Mais il est également étayé par l'idée qu'il « doit être sain et ordonné par une direction forte, orientée comme un aimant vers un but : le bien de la collectivité, le service du peuple et de la patrie » (1).

La concurrence convenable et loyale n'a sa raison d'être que si elle sert les intérêts de la collectivité, « les nécessités de tous ». L'économie n'a qu'un but, pourvoir aux besoins de la collectivité. Elle ne pourra le faire que si les initiatives individuelles sont soumises à des disciplines assez strictes pour les guider vers ce but. Tout en gardant leur activité particulière, les producteurs doivent marcher « du même pas » vers le devoir national. En ce sens, « les organisateurs d'entreprises sont responsables vis-à-vis de l'Etat des fins de la production » (art. 7, al. 2, de la Charte du Travail). Tout comme dans l'économie socialiste, la nation possède un organe de police économique, chargé de concrétiser l'intérêt de tous et de subordonner l'activité de chacun à ce devoir commun. L'Etat a mission de remettre chacun « au pas » collectif. Il intervient, pour la direction de la vie économique, pour que la production soit « unitaire du point de vue national » (art. 2). Il laisse chacun agir à sa guise. Mais lorsque l'initiative privée fait défaut, est insuffisante, ou s'exerce au détriment

(1) Discours de M. Schmitt, Ministre de l'Economie, au Conseil Economique du Reich, le 13 mars 1934, *Berliner Börsen-Zeitung*, 13 mars 1934; *Bulletin quotidien de Presse étrangère*, du 21 mars 1934.

de l'intérêt suprême de l'Etat, celui-ci se mêle à l'activité productrice, pour en harmoniser les résultats, sous la forme « soit d'un contrôle, soit d'un encouragement, soit d'une gestion directe » (art. 9).

Ainsi, l'individu est subordonné à la nation. Le producteur ne compte pas pour lui-même, mais à titre d'élément actif de la vie économique nationale.

Au-dessus de lui se dresse, avec une force à nulle autre pareille, la nation et son organisme politique et économique, l'Etat. Il est une puissance dont on retrouve partout les manifestations. Il a, de façon particulière, « ses droits et son prestige, en tant qu'interprète unique et suprême des nécessités de la vie nationale » (1). L'Etat vise à la manifestation de l'être national qu'il incarne. Il cherche à en magnifier la puissance actuelle, en faisant appel à son antique gloire et en lui promettant par la force du régime un éclat futur sans égal.

La nation ainsi glorifiée n'est plus seulement « un bloc dans toutes ses branches », qui affirme son unité. Elle veut encore se poser « contre d'autres personnalités morales » (2). Sa structure économique « n'est pas moins une assise de l'édifice national que ne doit l'être l'armée ». L'économie doit être constamment organisée pour mettre la nation en mesure de s'affirmer plus puissante que les autres. Ce qui caractérise les rapports internationaux, ce n'est pas une simple concurrence, mais bien une lutte qui n'est rien moins que belliqueuse.

Par cette construction idéologique, l'Etat est le seul à incarner l'ensemble de la vie nationale. Mais ceci, c'est plus du nationalisme que de l'économie nationale sainement comprise. En tout cas, cette conception qui, en théorie, se rapproche du socialisme par la notion de l'intérêt général et de la propriété à caractère de charge publique dont elle s'inspire, le rejoint encore par ses vues sur l'organisation concrète de la nation.

(1) Discours de M. Mussolini, prononcé à Rome, le 18 mars 1934, à la seconde Assemblée quinquennale du Régime, *Corriere della Sera*, 19 mars 1934.

(2) Discours de M. Schmitt, cf. *supra*.

§ 2. — L'économie nationale fasciste et la collaboration des classes

La nation, ensemble de producteurs, se doit de faire régner chez elle la paix sociale, en supprimant ces conflits que le socialisme veut exacerber et que le libéralisme ne sait pas apaiser. Rien de positif ne peut se faire dans ce domaine si l'autorité de l'Etat n'intervient pas pour créer les cadres dans lesquels les éléments en conflit viendront s'insérer pour collaborer et pour dégager les institutions capables de résoudre leurs antagonismes.

La base de cette organisation nationale réside dans l'idée que l'Etat totalitaire englobe l'individu en un réseau de liens syndicaux. L'Etat n'est que le faisceau qui groupe tous les éléments de cet ensemble organisé. Directeur de l'économie nationale, il groupe les individus pour les forcer à subir les mesures de paix sociale et d'organisation nationale qu'il désire imposer à la collectivité. L'autorité dans cette direction de l'économie s'impose d'en haut, par le moyen de cadres très stricts qui englobent les citoyens pris en corps et canalisent leur activité.

A. — *Le Syndicat et la Corporation fascistes*

Le fascisme italien groupe les travailleurs et les propriétaires d'instruments de production en un organisme unique pour tout le territoire national : la Corporation. Elle se compose de l'ensemble de tous les éléments professionnels préalablement constitués en formations syndicales. Le syndicat n'est plus ici un élément de lutte de classes : c'est au contraire la cellule initiale qui permettra de confronter régionalement et professionnellement les divers participants à la tâche de production, afin de permettre l'harmonie de leurs rapports au moyen d'organismes juridiques. Au-dessus des divers syndicats, se trouvent des unions et des confédérations, dont l'ensemble constitue la corporation. Le faisceau des multiples branches de l'économie nationale se trouve réalisé dans le Conseil national des Corporations, organisme directeur de toute l'économie, reconstitué à la fois dans son unité et dans la diversité de ses forces composantes.

La syndicalisation est libre en Italie. Cependant, lorsqu'un organe syndical englobe le dixième des travailleurs ou producteurs de la profession, il est reconnu comme organisme de droit public (loi du 3 avril 1926, art. 1^{er}), à la condition que ses membres présentent des garanties politiques d'attachement au régime (décret du 1^{er} juillet 1926, art. 1^{er}). Le syndicat ainsi compris n'existe que pour assurer l'exécution par la masse des décisions de l'autorité supérieure. Une fois reconnu, il représente tous les travailleurs ou tous les producteurs, affiliés ou non. Il possède un pouvoir réglementaire sur la profession, il défend les intérêts de tous ses membres devant les tribunaux et lui seul a compétence pour le faire (loi du 3 avril 1926, art. 5). Il a le pouvoir de conclure seul le contrat collectif de travail, applicable à tous ceux qui font partie de la profession : c'est une véritable décision exécutoire qui a force de règlement ; c'est une loi professionnelle.

En outre, le syndicat est une personnalité administrative mineure, puisque ses décisions sont soumises à l'approbation du Préfet et du Ministre des Corporations, qui ont le pouvoir d'annulation (art. 29).

Ainsi, de gré ou de force, toute personne qui, en Italie, exerce une activité économique, se trouve encadrée dans l'organisation syndicale publique. Elle lui dicte ses devoirs professionnels et détermine les conditions de son travail. Les rapports entre ouvriers et patrons ne sont plus que des rapports collectifs. Le contrat collectif représente dans chaque branche d'activité l'application de ce devoir national qui incombe à tous les Italiens, le travail pour le bien-être national. A ce titre, la grève et le lock-out sont interdits. Les conflits entre ouvriers et patrons se règlent judiciairement. Une instance doit être engagée devant la magistrature du travail, adjointe à chaque Cour d'appel. Les parties en cause ne peuvent être que les syndicats légalement reconnus. La décision à intervenir a la valeur d'un arrêt de règlement et s'impose pour l'avenir à tous les membres de la profession (art. 87 du décret du 1^{er} juillet 1926).

La juridiction du travail crée ainsi une unité de vues nationales dans l'ordre professionnel. Cette unité est encore renforcée par les pouvoirs que possèdent les unions ou con-

fédérations de syndicats pour coordonner l'action des diverses unités qui les composent. A ces groupements sont parfois délégués des pouvoirs de tutelle ministérielle. Ils exercent ainsi un pouvoir hiérarchique à caractère mi-professionnel, mi-étatique.

Mais syndicats et unions, même liés entre eux par le contrat collectif de travail, ne représentent en tout état de cause que deux organisations parallèles de travailleurs et de producteurs. Pour dégager l'intérêt collectif de la profession, il convenait de donner un cadre juridique à la solidarité des collaborateurs, en créant l'organisme mixte qui représente la profession tout entière, sans distinction de classes sociales, ni de rôles économiques. C'est ce à quoi vise l'institution des corporations.

« Les corporations sont l'instrument qui, sous l'égide de l'Etat, établit la discipline intégrale et unitaire des forces productives en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien », telle est la définition qu'en donne le Conseil national des Corporations (1). Ce sont des organisations de liaison entre les groupements patronaux et ouvriers. La corporation a le pouvoir suprême d'élaborer pour un groupement de branches productives représentant un ensemble économique, des règles générales d'action et de discipline. Elle peut établir dans les limites de sa compétence des tarifs pour les prestations et services économiques, ainsi que les prix de base à la consommation. Elle est aussi un organisme consultatif, dont les pouvoirs politiques peuvent demander l'avis officiel sur les questions qui la concernent.

L'unité organique de l'économie nationale se dégage du fait que plusieurs corporations peuvent délibérer ensemble sur des questions qui leur sont communes. Enfin, leur réunion en Conseil national synthétisera les diverses activités nationales. Le rôle de cet organisme est de se substituer aux anciennes Chambres politiques (2). L'Etat représente dans cette organisation l'intérêt collectif économique. Sa

(1) Motion votée le 13 novembre 1933.

(2) Etienne Fougère : La « Corporation » est le fondement de la vie italienne, *Journal du Commerce*, édition hebdomadaire, 8 février 1934.

direction est rendue possible par une unité de vues organiques, qui pénètrent toute la vie nationale de directives communes et contribuent à faire régner l'harmonie par des moyens administratifs et juridictionnels. Le syndicat obligatoire était la puissance de l'Etat corporatif, totalitaire, créateur d'ordre et de discipline, absorbant « en soi, pour les transformer et leur donner leur potentiel, toute l'énergie, tous les intérêts, toute l'espérance d'un peuple » (1).

B. — *L'organisation nationale-socialiste
de l'économie allemande*

Moins organisateur que le fascisme latin, le national-socialisme allemand conçoit une réorganisation de l'économie nationale sur des bases autocratiques. La liberté des groupes sociaux apparaît encore comme relativement sauvegardée en Italie, par le fait que travailleurs et patrons constituent des syndicats distincts, leurs intérêts personnels peuvent être pris en considération. En Allemagne, toute apparence même de liberté est sacrifiée. Afin d'annuler toute possibilité de lutte de classes, on affirme le principe de la « grande communauté nationale » sans en analyser les divers éléments. Pour en résoudre les conflits, on en ignore purement et simplement les causes (2). Il n'y a plus d'intérêts antagonistes à concilier, plus d'employés et plus d'employeurs. Il n'existe plus que la communauté de tous ceux qui collaborent à la même œuvre productrice dans une même entreprise. L'unité d'organisation, c'est la cellule de travail, l'entreprise. C'est à partir d'elle que se conçoit toute la réglementation, précisée par deux textes : la loi pour l'organisation du travail national, du 20 janvier 1934, et la loi sur la préparation de l'agencement organique de l'économie allemande, du 27 février 1934. La première régit les relations du travail et du capital au sein de chaque entreprise, la seconde constitue des groupements économiques dans chaque branche productrice.

La loi du 20 janvier 1934 distingue, dans chaque entre-

(1) Discours de M. Mussolini au Conseil national des Corporations, 15 novembre 1933.

(2) H.-D. : La nouvelle charte allemande du travail, *Europe nouvelle*, 3 février 1934.

prise, un entrepreneur ou « chef » (Führer) et les ouvriers ou « suite ». Ils collaborent pour atteindre les buts de la production et pour sauvegarder les nécessités communes de la nation et de l'Etat. Le « chef » veille au bien-être de la « suite », qui doit lui garder intacte la fidélité fondée sur la communauté du travail (art. 2, § 2). Chaque « chef » qui emploie vingt personnes au moins doit avoir à ses côtés des « hommes de confiance » choisis dans la « suite » et formant avec lui le « Conseil de confiance » de l'entreprise (art. 5). Ce Conseil a pour but de développer la confiance réciproque au sein de la communauté professionnelle. Il veille en accord avec le « chef », qui doit lui fournir tous les renseignements nécessaires, au respect des lois et des accords particuliers. Il s'occupe de l'amélioration de la production et des conditions de travail. (art. 6). Ses membres sont nommés par le chef de la cellule nationale-socialiste sur une liste dressée par le « chef » de chaque entreprise.

Des « commissaires du travail » sont désignés, dans chaque région économique, et leur rôle consiste à veiller à l'application de la loi à l'intérieur de chaque entreprise, sous l'autorité du Ministre du Travail et du Ministre de l'Economie. Le commissaire du travail a également un rôle considérable comme médiateur des conflits sociaux. S'il ne peut les résoudre par lui-même, il en renvoie la solution à un « Tribunal d'honneur », composé d'un magistrat professionnel, assisté d'un membre patronal et d'un membre ouvrier. Cette juridiction statue sur toutes les plaintes portées soit par les patrons, soit par les ouvriers pour atteinte à l'honneur social. Le patron qui aura mésusé de sa situation de chef, ou le membre du Conseil de confiance qui aura divulgué un secret de la profession sera passible du Tribunal d'honneur. La peine sera le simple avertissement ou l'amende pécuniaire. Mais elle pourra aussi frapper le « chef » ou le « commissaire de confiance » d'une incapacité de diriger l'entreprise, ce qui équivaut à une déchéance du droit de propriété lorsqu'il aura été employé de façon préjudiciable à l'intérêt collectif. L'ouvrier coupable pourra être renvoyé (article 38).

Telles sont les règles, très strictes en principe et d'un caractère socialiste fort accentué, qui président aux rela-

tions sociales à l'intérieur de l'entreprise. Il apparaît que tous, « chefs » et « suite », sont étroitement subordonnés à l'intérêt commun. De la façon dont « l'honneur social » sera compris par les nouvelles institutions, dépend l'application de cette loi dont les conséquences peuvent être d'une gravité inouïe.

Au-dessus de l'organisation de chaque communauté d'entreprise, se trouve une réglementation collective pour chaque branche d'industrie, qui s'apparente singulièrement à la conception italienne des corporations. Les entreprises sont réunies en groupements économiques, au nombre de douze, rapprochant les industries par affinités techniques ou économiques. A la tête de chaque groupe, il y a un « chef » qui veille à l'exécution de la tâche assignée aux entreprises qu'il dirige. Il est le représentant officiel de l'Etat national-socialiste et du Ministre de l'Economie du Reich.

Par le moyen de ces groupements économiques, peut s'élaborer une économie dirigée par en haut et qui, de « chef » en « chef », unifiera la politique économique de toute une nation. C'est encore de la façon dont sera conçue par les organisations suprêmes l'intérêt collectif que dépendra toute la marche de la vie nationale. La « grande communauté populaire » possède, à partir du 1^{er} mai 1934, ses organes de direction. Le sens de cette direction nous renseignera seul sur les résultats que peut donner la nouvelle législation nationale-socialiste.

§ 3. — La Révolution fasciste et la Révolution socialiste

Il serait excessif de penser qu'une organisation créée par le fascisme dans le domaine des relations de classes soit de nature à opérer un rapprochement intégral entre les doctrines sociales de Mussolini et de Hitler et celles du socialisme. Mis à part ce seul point de contact que toutes prétendent organiser la nation et l'organiser sur des bases nouvelles par la prédominance de l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers, il subsiste encore de notables différences qui creusent un véritable abîme entre les deux conceptions.

Les réformes fascistes sont en effet plus dans les mots que dans les choses. Elles laissent subsister les conflits entre le travail et le capital, ainsi que toutes les autres sources de difficultés inhérentes à l'économie capitaliste, en essayant de les noyer sous un flot de paroles. Les antagonismes de classes subsistent dans leur réalité. Le fascisme tente simplement de les masquer par une solution élégante qui fait rentrer la classe ouvrière dans un ordre politique incapable de résoudre les difficultés du régime capitaliste.

La nation fasciste, c'est, sous l'apparence de l'intérêt collectif conçu par un parti maître de l'Etat, la subordination des forces patronales et ouvrières à la fêrule d'un homme. C'est une dictature d'apparence démocratique. Malgré la façade d'organisation collective, c'est en fait de la volonté de quelques chefs que dépendent les destinées nationales. Quelle différence avec le socialisme, qui prétend « organiser la production en vue de l'intérêt, non du capital privé, mais des producteurs, du capital collectif, qui estiment urgentes de profondes transformations de structure de la société, mais qui ne les conçoivent qu'en amputant les privilèges de fait de la grande propriété financière ou industrielle » (1).

Ce qui différencie essentiellement fascisme et socialisme, c'est que le premier ne conçoit l'intérêt collectif que dans une modification superficielle de l'ordre social, tandis que l'autre s'attaque à la réalité économique profonde. Le fascisme ne réglemente les rapports du patronat et du salariat que dans les relations quotidiennes de l'usine. Son grand but, c'est la paix sociale instaurée par le contrat de travail, conforme à « l'honneur social ». Pourvu que la force de travail trouve dans le capitalisme une rémunération suffisante, le fascisme est satisfait de l'ordre social qu'il a cru instaurer. Le socialisme va plus loin. Il pose que la seule législation du travail ne met pas la classe ouvrière au rang qui doit être le sien dans la vie économique nationale. Le prolétaire, selon la doctrine socialiste, ne peut pas se contenter d'obtenir des conditions de travail acceptables. Il prétend prendre une part active à la vie de l'entre-

(1) Jules Moch : Deux mystiques et deux programmes, *l'Œuvre*, 28 mars 1934.

prise, du groupe d'entreprises dont il fait partie, à la vie nationale tout entière. Le socialisme pense sur tous ces points qu'une réforme essentielle ne pourra pas s'opérer tant que les « puissances d'argent » exerceront leur emprise sur l'économie nationale. Il a certes abandonné la doctrine au nom de laquelle une organisation juste doit s'établir en même temps dans le monde entier. Sur ce point, il a révisé ses théories ; il admet aujourd'hui que le problème doit être résolu dans chaque nation pour pouvoir ensuite l'être dans le monde.

Mais cette révolution constructive ne pourra s'opérer que sur les bases posées par Marx relativement à la propriété. Certes, il n'y a pas lieu, disent les néo-socialistes et la plupart des doctrinaires S. F. I. O., de supprimer toutes les formes de propriété. Il n'entrave pas le développement de l'économie démocratique le petit commerçant, le petit artisan ou le petit agriculteur qui laisse subsister l'unité de la propriété et de la mise en œuvre des moyens de production. Ce qui empêche actuellement la nation d'être maîtresse de ses destinées, ce sont les concentrations massives de capitaux dans la haute banque, les assurances ou l'industrie lourde. L'argent confère à une oligarchie trop puissante une influence sans rapport avec le nombre de ses membres (1). Il ne suffit pas de ne donner à chacun d'eux qu'un bulletin de vote ; il convient encore de restreindre la puissance que leurs capitaux leur confèrent. Acquis par le travail et l'épargne de tous, représentant des bénéfices prélevés sur la nation tout entière, ces capitaux doivent être mis au service de la collectivité, et non plus de quelques-uns. C'est ce qu'entend le socialisme lorsqu'il réclame la nationalisation des instruments de crédit et les industries de base. Mettre à la disposition de la nation tout entière les moyens techniques et financiers de son développement, voilà à quoi tendent ces mesures. L'intérêt des

(1) « La concentration capitaliste, qui est formidable et qui se perfectionne chaque jour, ne s'est pas faite... par accumulation de capitaux entre les mains des mêmes hommes, mais par une accumulation de puissance, d'un puissance qui n'est nullement proportionnelle à la richesse déterminée effectivement. » M. Déat : *Perspectives socialistes*, p. 117.

La tâche à réaliser consiste donc d'abord à rendre à la « propriété des biens » la « maîtrise des forces ».

techniciens de tous ordres, celui des consommateurs, celui des collaborateurs manuels et celui de l'intérêt général doivent inspirer le développement de ces industries. Leur sort paraît aussi essentiel à la vie nationale que la marche des services publics traditionnels, comme celui de la police, de la justice ou de la défense nationale. L'intérêt public, c'est la police de toute la vie économique nationale; les vrais leviers de commande, ce sont ceux qu'on manie aux centres vitaux de la concentration technique et financière.

Les cadres syndicaux, coopératifs et municipaux sont tout prêts pour opérer cette réintégration de l'intérêt privé dans la vie collective. Il ne s'agit plus, comme dans le fascisme, d'opérer seulement la conjonction du travail et du capital. Le capital, amassé par l'effort de tous, doit être géré par tous, consommateurs, techniciens et ouvriers. Il ne s'agit plus de transférer des biens d'une classe à une autre, mais de voir où est vraiment l'intérêt collectif, l'intérêt national, de créer les institutions démocratiques qui la dégageront et de mener la vie nationale suivant leur impulsion. La notion de classe, idée étroite, s'élargit pour rejoindre le concept plus large de l'intérêt commun, considéré sous son aspect technique et économique. L'Etat ainsi compris n'est plus une force extérieure à la nation, créant à sa manière une vue qu'il impose à tous de l'intérêt national. L'Etat, c'est l'ensemble de toutes les forces nationales qui élaborent par elles-mêmes le concept, si difficile à dégager, de l'intérêt commun d'un groupe d'hommes, libérés de l'asservissement politique et financier, et cherchant à déterminer sans contrainte, dans le travail et la justice, le but général de leur collaboration.

Cet Etat socialiste ne naîtra pas, comme l'Etat fasciste, des directives politiques imposées par une minorité ou par un parti politique. Il ne se réalisera que dans l'harmonie des efforts de tous les producteurs. La libération se fera dans la commune, dans la région, dans la nation, en même temps que dans la profession. Libérant les esprits et dégageant les initiatives de toutes les contingences, cette révolution créera une communauté, qui tendra à se réaliser dans un Etat de formule saint-simonienne, plus technique que politique. La puissance publique sera en somme la réunion de diverses branches de l'activité économique. Son

but sera de les acheminer toutes vers des directives d'intérêt général.

Le capitalisme qui, aux dires des socialistes, brime l'Etat politique actuel, ne reprendra alors que la place qui est la sienne, celle du groupe social qui apporte les moyens matériels de réaliser les buts de la vie nationale. Autour de lui s'ordonneront les diverses forces de l'économie. Ensemble, dans une véritable association exclusive de la lutte, elles rechercheront les moyens d'atteindre le bonheur social de la communauté.

La rénovation de l'Etat, de la vie nationale, voilà à quoi tend le socialisme de notre époque. Rendre lucide et compétente l'administration des choses dans l'intérêt général, tel est le but libérateur de l'individu qu'il prétend atteindre. L'Etat n'y est pas une force extérieure qui, comme dans le fascisme, impose ses vues à la nation. Le socialisme demande qu'Etat et nation soient confondus à tous les degrés de la puissance publique. C'est à ce prix seulement que le prolétariat pourra rejoindre les autres forces nationales dans l'administration de l'économie nationale, qu'il reprendra conscience de sa destinée et de la place qui doit être la sienne. Cette dernière conquête de la démocratie que le socialisme prétend réaliser, ce nous semble être l'essentiel de sa doctrine. Le socialisme sera international de manière active le jour où toutes les nations auront, pour leur compte personnel, achevé cette construction intérieure.

CONCLUSION

Il nous apparaît, au terme de cette étude, que l'opposition de principe que certains s'obstinent à maintenir entre le socialisme et la conception nationale et internationale de la vie économique ne saurait subsister plus longtemps.

Certes, le marxisme et les marxistes se sont plu à montrer que la nation et l'Etat n'étaient que des cadres vides, destinés à masquer les réalités que sont la solidarité de classe et l'oppression du prolétariat par la bourgeoisie, désespérément accrochée à ses privilèges.

*
**

Depuis lors, les doctrines ont évolué. Dans leur état actuel, il faut reconnaître que, socialiste ou non, l'organisation de l'économie ne pourra pas se faire au détriment de l'économie nationale. Elle est une réalité indestructible. En effet, le développement des pouvoirs de l'Etat et la coordination des forces de production et de distribution dans un régime dirigé ne feront que renforcer les cadres de la nation.

L'action de l'Etat s'exerce de façon telle que, sous toutes ses formes, elle a pour effet de faciliter la collaboration et la compénétration à l'intérieur des frontières, entre toutes les régions et les localités qui y sont englobées, entre tous les facteurs de l'économie, techniques, commerciaux, humains, qui participent à son activité. Cette tâche est déjà accomplie, dans la société actuelle, par l'Etat législateur ou gérant de services publics. Il maintient la sécurité sur son territoire, facilite les rapports économiques en créant des cadres juridiques ou techniques appropriés. Il crée des moyens de communication, met en œuvre des travaux publics. Le résultat de tous ces efforts est d'unifier, imparfaitement peut-être, mais en tout cas dans une mesure ap-

préciable, les rapports économiques qui se nouent entre les habitants du territoire national.

L'économie nationale, centre supérieur de la collaboration économique, ne fera que se réaliser intégralement par des mesures inspirées du socialisme. En accentuant encore l'importance de la législation économique, en mettant en œuvre des plans de développement futur de la nation, ces mesures contribueront à réaliser la cohésion plus intime de toutes les parties du territoire. Cette action assurera plus d'unité à la vie nationale, par une répartition plus étendue des crédits, des moyens de production et d'échange.

En pénétrant dans la réalité, le socialisme, loin de détruire le caractère national de l'économie, tentera de l'accroître, par une tendance plus poussée et plus consciente à la coordination des efforts (1).

*
**

C'est parce qu'elles s'étaient rendu compte de ces réalités que certaines écoles socialistes, avant Karl Marx et après lui, ont admis qu'une société nouvelle, basée sur des principes plus fermes de justice, peut être édifiée sans que pour cela soit brisé le cadre de la collaboration entre les diverses classes et sans que soit abattue l'unité nationale, quitte à lui superposer une communauté internationale indéniable.

Au surplus, un examen approfondi de l'attitude du socialisme en face des réalités quotidiennes nous a montré les disciples de Marx quittant résolument le plan étroit de la doctrine cosmopolite pour se rallier, suivant les contingences du moment, à une politique plus souple, épousant plus étroitement les contours des faits. Nous croyons pouvoir en conclure que le fossé entre socialisme et économie nationale, qui n'existait pour ainsi dire pas avant le *Manifeste Communiste*, s'est peu à peu comblé. On peut être socialiste, tout en croyant que les réformes que l'on propose peuvent se réaliser dans le cadre national, et même ne peuvent le faire qu'avec lui.

(1) L. Brocard : *Les Conditions générales de l'activité économique*, p. 485 sqq.

Certes, une intransigeance de principe subsiste dans l'esprit de ceux qui n'espèrent qu'en la révolution. Pour les esprits plus attachés à la réalité, la nation est le point de départ de tout mouvement international vivant. Même sous la plume d'hommes politiques aussi avancés que M. Gaston Bergery, il n'est pas rare de trouver des affirmations telles que celle-ci : « Pour parvenir à une internationale réelle et vivante, le moyen le plus sûr et le plus rapide n'est pas d'en créer le semblant ou d'en perpétuer le fantôme.

« Il faut, au contraire, partir des réalités nationales, en préciser le contenu et l'orientation. Il ne sert à rien de prétendre que l'idée de nation a épuisé tout son contenu. Dans l'état actuel de la civilisation, elle conserve une signification réelle dans le domaine de la langue et des mœurs (1). »

Il serait d'ailleurs inexact de penser que le contact entre le socialisme et l'économie nationale se soit produit au détriment du premier, entièrement absorbé par la seconde. L'économie nationale a profité à son tour des critiques, souvent fort exactes, que le socialisme a eu l'occasion de diriger contre les vices du « fait capitaliste ». Elle s'est rendu compte qu'un tel état de choses n'était pas nécessairement lié au « fait national », que les défauts du capitalisme ont leur cause principale dans un excès de libéralisme. Dans la lutte des forts contre les faibles, il est apparu, selon le mot de Lacordaire, que c'est la liberté qui opprime et la loi qui peut affranchir.

Le libre jeu des initiatives privées s'est révélé incapable d'assurer la justice dans l'ordre social, en même temps qu'inapte à régler de façon satisfaisante la marche des événements économiques. Aussi la tendance générale des économistes contemporains est-elle de délaisser le moteur exclusivement libéral qui a fait son temps, pour recourir à des formules qui impliquent une organisation concertée

(1) Interview de G. Bergery, *Notre Temps*, 26 juin 1934.

de la vie économique nationale et internationale. Les solutions proposées par le socialisme national ont certainement contribué à développer et à renforcer ce courant d'opinion.

Deux tendances s'y manifestent, celle de l'économie organisée et celle de l'économie dirigée. La première s'inspire de cette idée que les producteurs groupés sont aptes à coordonner les entreprises privées et à régler la vie nationale, L'Etat n'ayant qu'un rôle secondaire. Le socialisme fait remarquer que cette conception, si elle s'éloigne de l'école libérale, est celle qui se manifeste dans la réalité. Elle abandonne à une oligarchie financière et industrielle le soin d'imposer à l'économie une certaine orientation, à laquelle nous sommes redevables des inégalités sociales et des crises.

Au contraire, les économistes, qui ont foi dans le pouvoir organisateur de la démocratie, se rallient aux thèses de l'économie dirigée. Leurs idées s'inspirent de la conception nationale et internationale des rapports économiques, envisagée sous l'angle de la critique socialiste la plus récente. La nation tout entière, prise en la personne de son représentant politique, l'Etat, aurait, selon ces théories, une tâche qui dépasse celle qui lui incombe actuellement et qui est d'assurer les services publics essentiels. Cette mission serait d'orienter l'activité économique dans le sens de l'intérêt général et national. L'économie dirigée, c'est l'économie nationale organisée dans les cadres de l'Etat.

A une économie abandonnée aux volontés individuelles de quelques individus, se substitue une forme d'économie rationnelle, où tous les membres de la nation trouvent leur place, dans une organisation syndicale et professionnelle, locale et régionale. Le rôle de ces organismes est de déterminer la volonté nationale, exprimée totalement par tous ceux qui la composent et d'en faire réaliser les vues par l'organisme politique suprême.

Grâce à cette synthèse, l'Etat cesse d'être l'apanage des intérêts individuels qui peuvent le mieux faire entendre leur voix ou faire prendre en considération leurs revendications. Il est capable de réaliser plus efficacement la volonté de tous ceux qui, sur le territoire national, collaborent à l'œuvre de production.

Les directeurs de la politique économique nationale ne seront autres que les représentants compétents des différentes classes de travailleurs nationaux, travailleurs manuels ou intellectuels, capitalistes ou techniciens. L'orientation qu'ils donneront à l'activité économique se déterminera avec le concours de la puissance publique, à qui il appartient de prévoir et d'arbitrer. Prévoir : pour éviter les crises ; arbitrer : afin de faire régner l'harmonie entre les différentes classes et de prévenir les conflits sociaux qui, malgré tout, peuvent se produire à l'intérieur de la nation.

De telles idées ont aujourd'hui la faveur d'une grande partie de l'opinion, et même les socialistes les plus orthodoxes s'y sont rallié. Certes, cette politique n'est pas le but suprême de leur doctrine : cependant, « c'est déjà faire du socialisme que de montrer qu'une démocratie peut entrer librement dans la voie de l'organisation sociale » (1).

Coordonner la production et la répartition nationales, en tenant compte du commerce international, autrement dit organiser l'économie nationale et internationale, voilà la tâche que le socialisme moderne et les adeptes de l'économie dirigée se sont assignée. Elle pourra paraître insuffisante à certains esprits qui ambitionnent une transformation totale de la société.

Ce n'en sera pas moins une réalisation capable de mettre les centres conscients de la vie nationale en état d'en diriger la marche, par la participation de tous à cette politique et par la réalisation de l'idéal de justice, auquel ni le socialisme ni l'économie nationale ne sont étrangers.

L'ère de l'individualisme et du nationalisme, en même temps que du cosmopolitisme est close, cependant que s'élaborent les linéaments d'une économie rationnelle et consciente, dirigeant les rapports des professions et des régions dans la nation, des nations dans l'économie internationale.

(1) Discours de M. Ch. Spinasse, Chambre des Députés, 27 juin 1934, *J. O.*, Débats parlementaires, p. 1516, 3^e colonne.

Vu :
Nancy, le 30 septembre 1934,
Le Président de Thèse :
L. BROCARD.

Vu :
Nancy, le 10 octobre 1934,
Le Doyen de la Faculté de Droit,
F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :
Nancy, le 12 octobre 1934,
Le Recteur de l'Académie :
L. BRUNTZ.
Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Ouvrages des principaux auteurs socialistes

- Bernstein (E.). — *Socialisme théorique et Social-Démocratie pratique*. Paris, Stock, 1899.
- Berth (E.). — *Les Méfaits des Intellectuels*. Paris, Rivière, 1914.
- *Les derniers aspects du Socialisme*. Paris, Rivière, 1923.
- *Guerre des Etats ou Guerre des Classes*. Paris, Rivière, 1924, 1 vol. de 440 pages.
- Blum (L.). — *Les Problèmes de la Paix*. Paris, Stock, 1930.
- *Pour être Socialiste*.
- *Bolchevisme et Socialisme*.
- *Radicalisme et Socialisme*.
- *Le Parti socialiste et la Participation ministérielle*.
- Jean Jaurès. Paris, Librairie Populaire, 1933, 6 brochures.
- L'Idéal socialiste, *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1924.
- Déat (M.). — *Perspectives socialistes*. Paris, Valois, 1930, 1 vol. de 246 pages.
- Brunet (Fr.). — *Le Socialisme expérimental*. Paris, Renaissance du Livre, 1924.
- Engels (F.). — *Œuvres complètes* (en cours de publication). Paris, Costes.
- Fourier (Ch.). — *Œuvres complètes*, Paris, 6, rue de Tournon, 1841-45, 6 vol.
- Franck (R.). — *Le Travail au pouvoir*. Editions de la Sirène, Paris, 1920.
- Guesde (J.). — *Etat, Politique et Morale de classe*. Paris, Giard, 1901.
- Jaurès (J.). — *Œuvres complètes*, publiées par M. Bonnafeous. Paris, Rieder, en cours de publication.
- Jouhaux (J.). — *Le Syndicalisme et la C. G. T.* Paris, Editions de la Sirène, 1920, 1 vol. de 243 p.
- L'ordre économique dans la liberté politique, *Revue des Vivants*, mai 1934.

- Kautsky (K.). — *Marx et son critique Bernstein*, traduction Martin-Leroy. Paris, Stock, 1900.
- *Le Programme socialiste*, traduction L. Remy. Paris, Rivière, 1909.
- *Comment s'est déclanchée la Guerre mondiale*, traduction V. Dave, Paris.
- *La Révolution prolétarienne et son programme*. Bruxelles, L'Eglantine, 1925.
- Lénine (V.-I.). — *Œuvres complètes* (en cours de publication). Paris, Editions sociales internationales.
- Macdonald (J. Ramsay). — *Le Socialisme et la Société*, traduction L. Le Roux. Paris, Flammarion, 1922.
- Malon (B.). — *Le Socialisme intégral*, 2^e partie : Des réformes possibles et des moyens pratiques. Paris, Alcan, 1891.
- Marx (K.). — *Œuvres complètes* (en cours de publication). Paris, Costes.
- Man (H. de). — *Au delà du Marxisme*. Paris, Alcan, 1929, 1 vol. de XVI + 406 pages.
- *Réflexions sur l'économie dirigée*. Bruxelles, L'Eglantine, 1932.
- *Le Socialisme constructif*, traduction L.-C. Herbert. Paris, Alcan, 1933, 1 vol. de VII + 249 pages.
- *Plan d'Action, Esprit*, n° de février 1934.
- Menger (A.). — *Le Droit au Produit intégral du travail*. Paris, Giard, 1900.
- *L'Etat socialiste*, traduction E. Milhaud. Paris, Bellais, 1904.
- Millerand (A.). — *Deux Discours*. Paris, Giard, 1923, 1 broch. de 49 p.
- *Le Socialisme réformiste*. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.
- Montagnon (B.), Marquet (A.), Déat (M.). — *Néo-Socialisme? Ordre, Autorité, Nation*. Paris, Grasset, 1933, 1 vol. de 140 pages.
- Montagnon (B.). — *Grandeur et servitude socialistes*. Paris, Valois, 1930.
- Proudhon (P.-J.). — *Œuvres complètes*, publiées par Lacroix. Paris, Bruxelles, Verbœckhoven et C^{ie}, 1867-70, 26 vol.
- Nouvelle édition, publiée sous la direction de C. Bouglé et H. Moysset. Paris, Rivière (en cours de publication).
- Renard (G.), Landry (A.), etc. — *Le Socialisme à l'œuvre. Ce qu'on a fait. Ce qu'on peut faire*. Paris, Cornély, 1907.
- Robertus-Jagetzow (C.). — *Le Capital*, traduction E. Châtelain. Paris, Giard, 1904, 1 vol. de XLI + 296 pages.
- Saint-Simon et Infantin. — *Œuvres*. Paris, Dentu, 1865, 20 vol.

Saint-Simon (C.-H.). - *De la réorganisation de la société européenne*, publiée avec une introduction et des notes par A. Péreire. Préface de H. de Jouvenel. Paris, Les Presses françaises, 1925, 1 vol. de XLVI + 100 pages.

— *La Doctrine Saint-Simonienne*, publiée par C. Bouglé et E. Halévy, nouvelle édition. Paris, Rivière, 1924, 1 vol. de 501 pages.

Sarraute (J.). — *Socialisme d'opposition, Socialisme de gouvernement et lutte de classes*. Paris, Jacques, 1901.

Sorel (G.). — *Les Illusions du progrès*. Paris, Rivière, 1921.

— *Réflexions sur la violence*. Paris, Rivière, 1922, 1 vol. de 451 pages.

— *De l'utilité du Pargmatisme*. Paris, Rivière, 1921.

Trotsky (L.). — *La Révolution permanente*. Paris, Rieder, 1932, 1 vol. de 352 pages.

Vandervelde (E.). — *Le Socialisme contre l'Etat. Problèmes d'après-guerre*. Paris, Berger-Levrault, 1918.

— *Le Collectivisme et l'Evolution industrielle*. Paris, Rieder, 1921,

— *L'alternative : Capitalisme d'Etat ou Socialisme démocratique*. Paris, L'Eglantine, 1933, 1 vol. de 256 pages.

B. — Revues et Journaux socialistes

La Bataille socialiste, publie des articles de Paul Faure.

L'Homme nouveau.

L'Humanité, organe officiel du Parti communiste (S. F. I. C.).

Notre Temps, publie des articles de Marcel Déat, Paul Marion.

L'Œuvre, publie des articles de M. Déat, B. Montagnon, J. Paul-Bonecour, J. Moch.

Paris-Demain, directeur politique Marcel Déat.

Le Populaire, organe officiel de la S. F. I. O.

Le Peuple, organe officiel de la C. G. T.

La Vie socialiste, publie des articles de P. Renaudel.

La Revue socialiste (a cessé de paraître en 1914).

L'Année politique française et étrangère.

La Critique sociale.

Le Mouvement socialiste (a cessé de paraître en 1912).

C. — Ouvrages et Documents socialistes divers

- Comptes rendus sténographiques des Congrès socialistes*. Paris, Librairie populaire.
- Programme de l'Internationale communiste*, suivi des statuts de l'I. C. Bureau d'Éditions, Paris.
- Comptes rendus des Congrès de l'Internationale communiste*. Paris, Bureau d'éditions.
- Plan du 9 Juillet*, avant-propos de Jules Romains. Paris, Gallimard, 1934; 1 brochure de 61 pages.

D. — Principaux ouvrages d'Économie nationale

- Brocard (L.). — *Principes d'Économie nationale et internationale*. Paris, Sirey, 1929-30, 3 vol.
- *Les Conditions générales de l'Activité économique*. Paris, Sirey, 1934.
- Carey (H.). — *Principes de la Science sociale*, traduction Saint-Germain, Le Duc et Planche. Paris, Guillaumin, 1801.
- Cauwès (P.). — *Cours d'Economie politique*. Paris, 1893.
- *Précis d'Economie politique*, Paris, 1881, 2 vol.
- List (F.). — *Système national d'Economie politique*, traduction Richelot. Paris, 1851.
- Marchal (J.). — *Union douanière et organisation européenne*, préface de L. Brocard. Paris, Sirey, 1929.
- Marchal (A.). — *La Conception de l'Economie nationale et des rapports internationaux chez les Mercantilismes français et chez leurs contemporains*, préface de L. Brocard. Paris, Sirey, 1931.
- Patten (S.). — *Les Fondements économiques de la Protection*, traduction Lepelletier. Paris, Giard, 1899.

E. — Ouvrage divers

- Adler (G.). — *Geschichte des Sozialismus und Kommunismus*, bis 1789 Leipzig, Hirschfeld, 1899, 1 vol. de X + 281 pages.
- Aftalion (A.). — *Les Fondements du Socialisme*. Paris, Rivière, 1922.
- Aillaud. — La loi italienne sur le Conseil national des Corporations, *Revue internationale du Travail*, juin 1927.
- Alter (V.). — *Comment réaliser le Socialisme*. Paris, Valois, 1932.
- Andler (Ch.). — *Le Manifeste communiste*. Paris, Rieder, 1902, 209 p.
- *La Civilisation socialiste*. Paris, Rivière, 1912, 1 broch. de 52 p.
- *Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine*. Paris, Action nationale.

- Andler (Ch.). — *Les origines du Socialisme d'Etat en Allemagne*. Thèse Lettres, Paris, Alcan, 1911.
- *La Décomposition politique du Socialisme allemand (1914-19)*. Paris, Bossard, 1919.
- Antonelli (E.). — La doctrine socialiste. *Revue d'Economie politique*, 1919, p. 1492 sqq.
- Aron (R.) et Dandieu (A.). — *Décadence de la Nation française*. Paris, Rieder, 1931, 1 vol. de 245 pages.
- *La Révolution nécessaire*. Paris, Grasset, 1933, 1 vol. de XIV + 296 pages.
- Bardoux (J.). — *Essai d'une Psychologie de l'Angleterre contemporaine*, tome II. Paris, Alcan, 1907.
- *L'Angleterre radicale*. Paris, Alcan, 1913.
- *L'Ouvrier anglais d'aujourd'hui*. Paris, Hachette, 1921.
- *Ramsay Macdonald*. Paris, Plon, 1924.
- Bardoux (J.), Gidel (G.), etc. — *Le Socialisme à l'étranger*. Paris, Alcan, 1909.
- Bauer (L.). — *La Guerre est pour demain*, traduction R. Henry. Paris, Grasset, 1931.
- Béchaux (A.). — *Les Ecoles économiques au XX^e siècle*. Paris, Rousseau et Alcan, 3 volumes, 1902-1907-1912.
- Benda (J.). — *La Trahison des Clercs*. Paris, Grasset, 1927, 1 vol. de 306 pages.
- Beer (M.). — *Histoire générale du Socialisme et des Luittes sociales*, traduit par M. Ollivier. Paris, Les Revues, 1930.
- Berthod (A.). — *P.-J. Proudhon et la Propriété*. Paris, Giard, 1910, 1 vol. de 226 pages.
- *Introduction à l'Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*. Paris, Rivière 1924, 1 vol. de 462 pages.
- Bertrand (L.). — *Histoire de la Coopération en Belgique*. Bruxelles, Dechenne, 1902-03, 2 vol.
- Blum (L.). — *Les Congrès ouvriers et socialistes français*. Paris, Bellais, 1901, 2 vol.
- Bodin (Ch.). — *Economie dirigée, Economie scientifique*. Paris, Sirey, 1933, 1 vol. de 143 pages.
- Boitel (M.). — *Les Idées libérales dans le Socialisme de J. Jaurès*. Thèse, Paris, 1921.
- Boivin (P.), Lefranc (G.), Deixonne (M.). — *Révolution constructive*. Paris, Valois, 1932, 1 vol. de 238 pages.
- Bonn (M.). — *Prosperity. La Crise américaine*. Paris, Grasset, 1932, 1 vol. de 220 pages.

- Bouglé (C.). — *La Sociologie de Proudhon*. Paris, A. Colin, 1911, 1 vol. de 333 pages.
- *Proudhon*. Paris, Alcan, 1930, 1 vol. de 153 pages.
- *Socialismes français*. Paris, A. Colin, 1932, 1 vol. de VIII + 200 pages.
- Bourbonnais (M.). — *Le néo Saint-Simonisme et la vie sociale d'aujourd'hui*. Paris, Presses universitaires, 1923, 1 vol. de 126 p.
- Bourgeois (N.). — *Les Théories du Droit international chez Proudhon. Le Fédéralisme et la Paix*. Paris, Rivière, 1927, 1 vol. de 136 p.
- Bourgin (H.). — *Fourier. Contribution à l'étude du Socialisme français*. Paris, Bellais, 1905, 1 vol. de 608 pages.
- *Les Responsabilités du Socialisme allemand*. Paris, Rivière, 1916.
- *Les Systèmes socialistes*. Paris, Doin, 1923, 1 vol. de XVI + 417 pages.
- *Le Parti contre la Patrie. Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession (1915-1919)*. Paris, Plon, 1924.
- Bourgin (M.). — *Les Systèmes socialistes et l'évolution économique*. Paris, A. Colin, 1904.
- Bourgin, Carrère, Guérin. — *Manuel des Partis politiques en France*. Paris, Rieder, 1928.
- Bousquet (G.-H.). — *Introduction aux systèmes socialistes de Vilfredo Pareto*. Paris, Giard, 1926, 1 broch. de L pages.
- Brêthe de la Gressaye (G.). — *Le Syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*. Paris, Sirey, 1931.
- Brouilhet (Ch.). — *Le Conflit des doctrines dans l'Economie politique contemporaine*. Paris, Alcan, 1910.
- Budon (A.). — *Social-démocratie pratique : les idées d'Edouard Bernstein*. Paris, 1903, 1 vol. de 206 pages.
- Carcanargues. — *Sur le Mouvement syndicaliste réformiste*. Thèse, Paris, 1912.
- Chabrun (C.). — *La République socialiste des Coopératives*. Paris, Valois, 1933.
- Cazalis (E.). — *Les Positions sociales du Syndicalisme ouvrier en France*. Thèse, Paris, 1923.
- Challaye (F.). — *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*. Paris, Alcan, 1908, 1 vol. de 154 pages.
- Colliez (A.). — *La Classe ouvrière et la Défense nationale*. Paris, Alcan, 1906.
- Corcos (F.). — *Cathéchisme des Partis politiques*. Paris, Editions Montaigne, 1928, 1 vol. de 298 pages.

- H. D. — La nouvelle Charte allemande du Travail. *Europe nouvelle*, 3 février 1934.
- Delevsky (G.). — *Antagonismes sociaux et Antagonismes prolétariens*. Paris, Giard, 1 vol. de 574 pages.
- *Les Antinomies socialistes et l'Evolution du Socialisme français*. Paris, Giard, 1 vol. de 524 pages.
- Deschamps (A.). — L'idée communiste chez Platon. *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1934.
- Deslinières (G.). — *Le Socialisme reconstituteur*. Paris, France-Edition, 1924.
- Dolléans (R.). — *Robert Owen*. Paris, 1908.
- Domela Nieuwenhuis (F.). — *Le Socialisme à l'étranger*. Paris, Stock, 1896.
- Dubreuil (H.). — *Les Codes de Roosevelt et les perspectives de la Vie sociale*. Paris, Grasset, 1934, 1 vol. de 231 pages.
- Durkheim (E.). — *Le Socialisme, sa définition, ses débuts. La doctrine saint-simonienne*. Paris, Alcan, 1928, 1 vol. de XI + 352 p.
- Farbman (M.). — *Piatiletkta*, traduit par Jeanne Guehenno. Paris, Rieder, 1931, 1 vol. de 226 pages.
- Ferrat (A.). — *Histoire du Parti communiste français*. Paris, Bureau d'Editions, 1931.
- Feilbogen. — L'évolution des idées économiques et sociales en France depuis 1870. *Revue d'Histoire des Doctrines économiques*, 1910.
- Fischer (L.). — *Les Soviets dans les affaires internationales*, traduit par Baron et Nizan. Paris, Gallimard, 1933.
- Fourchy (P.). — *Les Doctrines du Parti socialiste français* (S. F. I. O.). Thèse, Nancy, 1929.
- Fourgeaud (A.). — *Du Code individualiste au droit syndical*. Paris, Valois, 1929.
- Freund (M.). — *Georges Sorel, der revolutionære konservatismus*. Francfort, 1932.
- Friedberg (M.). — *L'influence de Fourier sur le mouvement social contemporain en France*. Paris, Giard, 1926, 1 vol. de 174 p.
- Fromont (P.). — La Politique économique fasciste. *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1929.
- Garmy (R.). — *Histoire du Mouvement syndical en France*. Paris, Bureau d'Editions, 1932-34, 2 vol.
- Gaucher (F.). — *Contribution à l'histoire du Socialisme français* (1905-1933). Thèse, Paris, 1934.
- Gautherot (G.). — *Le Monde communiste*. Paris, Spes, 1925.

- Gemæhling (G.). — *Travailleurs au rabais, la Lutte syndicale contre les sous-concurrences étrangères*. Thèse, titre modifié. Paris, Bloud, 1910.
- George (H.). — *Protection ou Libre-échange*, traduction L. Vossion. Paris, Guillaumin, 1899.
- Gide (Ch.). — *Fourier, précurseur de la Coopération*. Paris, Association pour l'enseignement de la coopération, 1922-23, 1 vol. de 203 pages.
- Gide (Ch.) et Rist (Ch.). — *Histoire des économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*. Paris, Sirey.
- Gignoux (C.-J.). — *L'industrialisme, de Saint-Simon à Walter Rathenau*. *Revue d'Histoire des Doctrines économiques et sociales*, 1923.
- Giraud (R.). — *Capitalisme et Forces nouvelles*, préface de H. Clerc. Paris, Editions de l'Etat moderne, 1934, 1 vol. de XIV + 278 pages.
- Gonnard (R.). — *Histoires des Doctrines économiques*. Paris, Valois, nouvelle édition, 1932.
- Gravereaux (L.). — *Les discussion sur le Patriotisme et le Militarisme dans les Congrès ouvriers*. Thèse, Paris, 1913, 1 vol. de 254 p.
- Grinko (G.). — *Le Plan quinquennal*. Paris, Bureau d'éditions, 1931, 1 vol. de 428 pages.
- Gurvitch (G.). — *Le Temps présent et l'idée du Droit social*. Paris, Vrin, 1931.
- *L'idée du Droit social. Notion et système du Droit social. Histoire doctrinale depuis le XVII^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e siècle*. Paris, Sirey, 1932, 1 vol. de 710 pages.
- Guillaume (J.). — *L'Internationale. Documents et souvenirs*. Paris, Société nouvelle, 1905-10, 4 vol.
- Guy-Grand (G.). — *Le Conflit des idées dans la France d'aujourd'hui*. Paris, Rivière, 1921, 1 vol. de 268 pages.
- Guy-Grand (G.), Pirou (G.), Puech (J.-L.), etc... — *Proudhon et notre temps*. Paris, Chiron, 1920, 1 vol. de XV + 255 pages.
- Guyot (E.). — *Le Socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine*, 1880-1914. Paris, Alcan, 1924.
- Halévy (D.). — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France*. Paris, Bellais, 1901.
- Hamon (A.). — *Le Mouvement ouvrier en Grande-Bretagne*. Paris, Librairie de l'Humanité, 1919.
- Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, articles : Marx, Sozialismus, etc...

- Herriot (E.). — *Orient*. Paris, Hachette, 1934, 1 vol. de 418 pages.
- Hervé (G.). — *L'Internationalisme*. Paris, Giard, 1910.
- Hollande (M.). — *La Défense ouvrière contre le travail étranger*. Thèse, Paris, Bloud, 1913.
- Jullien (J.). — *Saint-Simon et le Socialisme*. Thèse, Bordeaux, 1926.
- Jouvenel (B. de). — *L'Economie dirigée*. Paris, Valois, 1929, 1 vol. de 194 pages.
- Kœn (J.). — *Les Idées économiques de Jaurès*. Thèse, Toulouse, 1930.
- Kerby (W.). — *Le Socialisme aux Etats-Unis*. Bruxelles, Gœmare, 1897.
- Knickerbocker (H.-R.). — *Les Etapes du Plan quinquennal*. Paris, Valois, 1931, 1 vol. de 302 pages.
- *Commerce rouge*. Paris, Flammarion, 1932, 1 vol. de 281 pages.
- Labriola (A.). — *Socialisme et Philosophie*. Paris, Giard, 1899.
- *Essais sur la conception matérialiste de l'Histoire*. Paris, Giard, 1928.
- *Au-delà du Socialisme et du Capitalisme*. Paris, Valois, 1931.
- Lansac (M.). — *Des Conceptions méthodologiques et sociales de Ch. Fourier. Leur influence*. Paris, Vrin, 1926, 1 vol. de 143 p.
- Laskine (E.). — *L'Internationale et le Pangermanisme*. Paris, Floury, 1916.
- *Les socialistes du Kaiser. La fin d'un mensonge*. Paris.
- *Le Socialisme national*. Paris, Renaissance du Livre, 1917.
- *Le Socialisme suivant les peuples*. Paris, Flammarion, 1920, 1 vol. de 264 pages.
- *Le Socialisme et la question douanière*. Socialisme, mouvement ouvrier et politique douanière, dans *Festschrift für Grunberg*, 1931.
- *La Crise socialiste et le « Néo-Socialisme »*, *Revue d'Economie politique*, 1934, n° 1.
- Lasserre (P.). — *Georges Sorel, théoricien de l'Impérialisme*. Paris, L'Artisan du Livre, 1928.
- Laveleye (E. de). — *Le Socialisme contemporain*. Paris, Alcan, 6^e édition, 1891.
- Laurat (L.). — *L'Economie soviétique*. Paris, Valois.
- *L'Héritage de Karl Marx. Critique sociale*, n° d'avril 1933.
- Le Febvre (Y.). — *L'Ouvrier étranger et la protection du travail national*. Thèse, Paris, Rivière, 1920.
- Leger (M.). — *Les Coopératives et l'organisation socialiste en Belgique*. Thèse, Paris, Larose, 1903.

- Leroy (M.). — *Le Socialisme des producteurs : Henri de Saint-Simon*. Paris, Rivière, 1924, 1 vol. de 190 pages.
- Lescure (J.). — *La Révolution russe. Le Bolchevisme. Communisme et N. E. P.* Paris, Gamber, 1929, 1 vol. de 355 pages.
- *L'Etat fasciste. Revue de Paris*, 15 avril 1929.
- *Le nouveau Corporatisme*. Paris, Dornat-Mouchrestien, 1934.
- Levasseur (E.). — *Questions ouvrières et industrielles sous la troisième République*. Paris, Rousseau, 1907, chapitre VII.
- Longuet (J.). — *Le Mouvement socialiste international*. Paris, Quillet, 1913.
- Louis (P.). — *La Guerre économique*. Paris, Fasquelle, 1900.
- *La crise du Socialisme mondial : de la II^e à la III^e Internationale*. Paris, Alcan, 1921, 1 vol. de 192 pages.
- *Le Syndicalisme français d'Amiens à Saint-Etienne, 1906-1922*, Paris, Alcan, 1924.
- *Histoire du Socialisme en France, de la Révolution jusqu'à nos jours*. Paris, Rivière, 1925, 1 vol. de 408 pages.
- *Les idées essentielles du Socialisme*. Paris, Rivière, 1931.
- Ludwig (E.). — *Juillet 14*. Paris, Payot, 1929.
- Malon (B.). — *L'Internationale, son Histoire et ses Principes*. Paris, Giard, 1908.
- Martin St-Léon (E.). — *Les deux C. G. T.* Paris, Plon, 1923.
- Mauger (Ch.). — *Les débuts du Socialisme marxiste en France*. Thèse, Paris, 1908.
- Métin (A.). — *Le Socialisme sans doctrines*. Paris, Alcan, 2^e édition, 1910.
- Michel (H.). — *L'idée de l'Etat*. Paris, Hachette, 1896, 1 vol. de XI + 655 pages.
- Milhaud (E.). — *La Démocratie socialiste allemande*. Paris, Alcan, 1903.
- Mirkin-Guetzevitch (G.). — *La Théorie générale de l'Etat soviétique*. Paris.
- *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*. Paris, Delagrave.
- Moch (J.). — *Socialisme et Rationalisation*. Bruxelles, L'Eglantine, 1927.
- Molotov (M.). — *Les tâches de la première année du second Plan quinquennal*. Paris, Bureau d'Éditions, 1933.
- Muller (J.). — *L'idée de luttes de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste*. Thèse, Paris, 1919.
- Mussolini (B.). — *Le Fascisme*. Paris, Denoël et Steele, 1933.

- Napolitano (G.). — Principes économiques du corporatisme. *Revue d'Economie politique*, juillet 1928.
- Narodetski (A.). — *Devant la guerre. La faillite de trois Internationales : l'Internationale des Nations, l'Internationale ouvrière, l'Internationale catholique. Leur origine, leur doctrine pacifique, leur action et leur fonction en 1914.* Thèse, Paris, titre modifié. Paris, Pédone, 1922, 1 vol. de 151 pages.
- Noyelle (H.). — *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée.* Paris, Sirey, 1934, 1 vol. de 235 pages.
- Paraf (P.). — *Les formes actuelles du Syndicalisme en France.* Thèse, Paris, 1923.
- Pareto (V.). — *Les Systèmes socialistes.* Paris, Giard, 1902, 2 vol., tome I, 2^e édition, 1926.
- Paul-Boncour (J.). — *Le Fédéralisme économique.* Thèse, Paris, 1900.
— *Trois plaidoiries.* Paris, Attinger, 1934.
Pendant la guerre. Le parti socialiste, la guerre et la paix. Toutes les révolutions et tous les documents du Parti socialiste, de juillet 1914 à fin 1917. Paris, Librairie de l'Humanité, 1917.
- Philip (A.). — *L'Angleterre moderne. Le problème social. L'expérience travailliste.* Paris, Crès, 1925.
— *Henri de Man et la crise doctrinale du marxisme.* Paris, Gamber, 1928.
— *Sécurité et Désarmement.* Paris, Valois, 1932, 1 vol. de 128 p.
- Picard (R.). — *Les Idées sociales de Renouvier.* Thèse, Paris, 1910.
- Pierre (A.). — *U. R. S. S.* Paris, Delagrave, 1932.
- Pirou (G.). — *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire.* Paris, Rousseau, 1910, 1 vol. de XXI + 422 pages.
— A propos du Syndicalisme révolutionnaire. Théoriciens et militants. *Revue politique et parlementaire*, octobre 1911.
— Les interprétations récentes de la pensée de Proudhon. *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1912.
— Les idées maîtresses de J. Jaurès. *Grande Revue*, juillet 1917.
— La science économique conduit-elle ou non au socialisme? *Grande Revue*, octobre 1923.
— George Sorel (1847-1922). *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1924.
— *Doctrines sociales et sciences économiques.* Paris, Sirey, 1929.
— *Les Doctrines économiques en France depuis 1870.* Paris, A. Colin, 1930, 2^e édition, 1 vol. de 205 pages.
— *La Crise du Capitalisme.* Paris, Sirey, 1934, 1 vol. de 140 pages.

- Pirou (G.). — Les doctrines devant la crise actuelle. *L'Année politique française et étrangère*, octobre 1934.
- Plekhanoff (G.). — La conception matérialiste de l'Histoire. *Nouvelle Revue socialiste*, 15 avril-15 août 1926.
- Poisson (E.). — *La République coopérative*. Paris, Grasset, 1920, 1 vol. de 256 pages.
- *Socialisme et Coopération*. Paris, Rieder, 1922, 1 vol. de 126 p.
- Prato (G.). — *Le Protectionnisme ouvrier*, traduction G. Bourgin, Paris, Rivière, 1910.
- Préau (De). — *Michel Bakounine. Le Collectivisme dans l'Internationale*. Paris, Rivière, 1912.
- Puech (J.-L.). — *Le Proudhonisme dans l'association internationale des travailleurs*. Paris, Alcan, 1907, 1 vol. de XIX + 268 p.
- *La Tradition socialiste en France et la Société des Nations*. Paris, Rivière, 1921, 1 vol. de X + 228 pages.
- Prévost (J.). — *Histoire de la France depuis la guerre*. Paris, Rieder, 1932, 1 vol. de 370 pages.
- Raléa (M.). — *L'Idée de révolution dans les doctrines socialistes*. Paris, Rivière, 1923, 1 vol. de VI + 398 pages.
- *Révolution et socialisme. Essai de bibliographie*. Paris, Presses Universitaires, 1923, 1 vol. de 80 pages.
- Romains (J.). — *La Crise du Marxisme*, in *Problèmes européens*. Paris Flammarion, 1933, 1 vol. de 246 pages.
- Rosenstock-Franck (L.). — *L'Economie corporative fasciste en doctrine et en fait*. Paris, Gamber, 1934, 1 vol. de 432 pages.
- Servet (C.). et Bouton (P.). — *La Trahison socialiste de 1914*. Paris, Bureau d'Editions, 1931, 1 vol. de 158 pages.
- Siegfried (A.). — *La Crise britannique au XX^e siècle*. Paris, A. Colin, 1931, 1 vol. de 216 pages.
- Sombart (W.). — *Le Socialisme et le mouvement social au XIX^e siècle*. Paris, Giard, 1898.
- Staline (I.). — *Les questions du Léninisme*. Paris, Editions sociales internationales, 2 vol.
- *Le bilan du premier Plan quinquennal*. Paris, Bureau d'Editions, 1932.
- *U. R. S. S. Bilan 1934*. Paris, Denoël et Steele, 1 vol. de 216 p.
- Staline, Molotov, Konibychév, etc. — *Du premier au deuxième Plan quinquennal*. Paris, Bureau d'Editions, 1933.
- Thibaudet (A.). — *Les idées politiques de la France*, Paris, Stock, 1932, 1 vol. de 264 pages.

- Tougan-Baranowski (M.). — *L'Évolution historique du Socialisme moderne*, traduction J. Schapiro. Paris, Rivière, 1913.
- Turner (M.). — *Le Matérialisme historique chez K. Marx et F. Engels*. Thèse, Paris, 1933.
- Turgeon (Ch.). — La conception matérialiste de l'histoire d'après Marx et Engels. *Revue d'Economie politique*, 1913, p. 273 sqq.
- *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, articles dans le tome I, 1906; tome II, 1908; tome III, 1910; tome IV, 1912; tome V, 1913; tome VI, 1914-15; tome VII, 1920.
- *Critique de la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Sirey, 1930.
- *Critique de la conception socialiste de l'histoire*. Paris, Sirey, 1931.
- Valdour (J.). — *Libéraux, socialistes, catholiques sociaux*. Paris, Rousseau, 1929.
- Valois (G.). — *L'Homme qui vient*. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1906.
- *L'Economie nouvelle*. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1919.
- *Un nouvel âge de l'Humanité*. Paris, Valois, 1929.
- Waha (R. de). — *Die Nationalökonomie in Frankreich*. Stuttgart, F. Enke, 1910.
- Weill (G.). — *Histoire du Mouvement social en France, 1852-1924*. Paris, Alcan, 1924., 1 vol. de 490 pages.
- Wurtz (J.-P.). — *Der revolutionære Syndikalismus in Frankreich*. Thèse, Zurich, 1931.
- Wurtz (P.). — *La question de l'immigration aux Etats-Unis. Son aspect actuel*. Thèse, Paris, 1928.
- Zévaès (A.). — *Jules Guesde (1845-1922)*. Paris, Rivière, 1929.
- *Le Syndicalisme contemporain*. Paris, A. Michel, s. d.
- *Blanqui, socialiste et patriote français*. Paris, Rivière, 1920.
- *Le Parti socialiste de 1904 à 1923*. Paris, Rivière, 1923.
- *Le Socialisme en France depuis 1904*. Paris, Fasquelle, 1934.
- Zévaès (A.), Chabosseu (A), etc. — *Histoire des Partis socialistes en France*, publiée sous la direction d'A. Zévaès. Paris, 1911, 11 volumes.
-

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La tendance instinctive du Socialisme pré-marxiste à l'économie nationale et internationale.	15
---	----

CHAPITRE PREMIER. — La doctrine organisatrice de Saint-Simon et des Saints-Simoniens	19
--	----

§ 1 ^{er} L'organisation nationale par l'industrialisation et l'économie complexe	21
---	----

§ 2. — L'organisation européenne et l'organisation mondiale.	33
---	----

CHAPITRE II. — Charles Fourier et le système de l'association phalanstérienne	43
---	----

§ 1 ^{er} — L'économie régionale phalanstérienne	44
--	----

§ 2. — L'économie universelle inter-phalanstérienne	58
---	----

CHAPITRE III. — Proudhon : Le mutuellisme fédératif dans les relations nationales et internationales.	65
--	----

§ 1 ^{er} — La solidarité nationale à base de réciprocité et de contrat	66
---	----

§ 2. — Les rapports internationaux selon la justice et le fédéralisme économique	78
--	----

CHAPITRE IV. — Rodbertus entre le cosmopolitisme classique et l'économie nationale	86
--	----

DEUXIÈME PARTIE

La tendance systématique du Socialisme marxiste au Cosmopolitisme anti-national et sa déviation progressive	95
---	----

Section I. — La théorie générale de l'internationalisme marxiste et son évolution	98
---	----

	Pages
CHAPITRE I. — Karl Marx et Frédéric Engels : La théorie de l'Internationalisme révolutionnaire et anti-national.....	99
§ 1 ^{er} — La solidarité internationale de classe contre la solidarité nationale des classes.....	104
§ 2. — La théorie socialiste de l'Etat	111
CHAPITRE II. — Les continuateurs orthodoxes de la tradition révolutionnaire et cosmopolite.....	119
§ 1 ^{er} — La diffusion du marxisme	121
§ 2. — Le syndicalisme révolutionnaire	126
§ 3. — Le communisme : la III ^e et la IV ^e Internationales....	132
CHAPITRE III. — La critique du marxisme et le socialisme réformiste	137
§ 1 ^{er} — La théorie du réformisme : la solidarité des classes dans la nation et le rôle de l'Etat démocratique.....	139
§ 2. — Jean Jaurès : La synthèse de la nation et de l'internationalisme.....	146
§ 3. — Le syndicalisme réformiste et l'organisation nationale.	152
CHAPITRE IV. — L'Internationale et ses Sections nationales....	155
§ 1 ^{er} — Le conflit des tendances nationales au sien de l'Internationale et le triomphe du marxisme.....	156
§ 2. — Les sections nationales de l'Internationale	166
1. — La section française de l'Internationale ouvrière....	166
2. — Le travaillisme anglais	169
3. — La social-démocratie allemande.....	173
4. — Le parti ouvrier belge	176
5. — Le socialisme aux Etats-Unis	179
<i>Section II. — Le socialisme marxiste et les problèmes particuliers de l'économie nationale</i>	<i>182</i>
CHAPITRE I. — Le socialisme et la protection douanière.....	183
§ 1 ^{er} — L'évolution du socialisme français vers les idées protectionnistes	187
§ 2. — Le socialisme anglo-saxon et le protectionnisme ...	197
§ 3. — La social-démocratie et la question douanière	200
CHAPITRE II. — Le socialisme et la protection du travail national	204

§ 1 ^{er} — Les revendications du libre-échange ouvrier.....	207
§ 2. — L'opportunisme socialiste et la politique du travail national	210
§ 3. — La politique socialiste et le protectionnisme ouvrier.	217
CHAPITRE III. — Le socialisme, la défense nationale et l'organisation de la paix	
§ 1 ^{er} — L'évolution de l'anti patriotisme et de l'antimilitarisme, de 1871 à 1914	229
§ 2. — L'attitude des socialistes pendant la guerre de 1914-1918	243
§ 3. — Le socialisme d'après-guerre, la défense nationale et la paix.	250

TROISIMÉE PARTIE

Le Socialisme moderne et le retour systématique à l'économie nationale et internationale.....	257
---	-----

CHAPITRE I. — Les théories socialistes contemporaines et l'économie nationale	259
§ 1 ^{er} — Henri de Man et l'internationalisme marxiste...	260
§ 2. — Le néo-socialisme français	265

CHAPITRE II. — L'Etat et l'économie nationale soviétique....	269
§ 1 ^{er} . — La conception soviétique de l'Etat	269
§ 2. — La forme fédérale de l'Etat soviétique	274
§ 3. — L'organisation politique et les centres directeurs de l'économie soviétique.....	279
§ 4. — L'organisation économique et le syndicalisme	281

CHAPITRE III. — L'organisation économique du socialisme soviétique	287
§ 1 ^{er} — La notion d'économie planifiée.....	288
§ 2. — Les directives du plan quinquennal	294
§ 3. — Les perspectives du développement industriel....	298
§ 4. — La politique agricole du plan quinquennal.....	303

CHAPITRE IV. — Le socialisme et le nationalisme anti-libéral.	311
§ 1 ^{er} — Nationalisme et solidarité économique.....	313

	Pages
§ 2. — L'économie nationale fasciste et la collaboration des classes.....	316
A) — Le syndicat et la corporation fascistes.....	316
B) — L'organisation nationale-socialiste de l'économie allemande	319
§ 3. — La révolution fasciste et la révolution socialiste ...	321
CONCLUSION	327
BIBLIOGRAPHIE	333

IMPRIMERIE NANCÉIENNE, 15, RUE GUSTAVE-SIMON
